● ÉCHANGES SUD-SUD ET CONCURRENCE COMMERCIALE – Pages 33 à 35

LE MONDE diplomatique

N° 374 - 32e année — MAI 1985

36 pages - 11,50 F

Algérie : 6 DA · Antilles fr. : 17,20 F · Belgique : 85 FB · Canada : 2,25 $ C · C.-d'Iv. : 805 F CFA · Espagne : 255 P · E.-U. : 2,10 $ US · Gr.-Bret. : 1,10 £ · Irlande : 1,70 £ · Italie : 3 500 lires · Maroc : 13,80 dir. · P.-Bas : 4,50 Fl. · Sénég. : 860 F CFA · Suisse : 3,80 FS · Tunisie : 1,300 DA

Abonnements : voir tarif page 4

Publication mensuelle · 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

NOUVELLE :

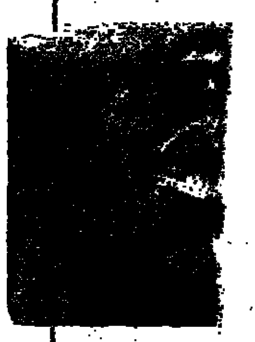
« A Jackie, de tout notre cœur »

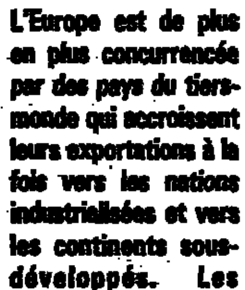
(Pages 22 et 23.)





Une bête à abattre : le « tiers-mondisme »







L'Europe est de plus en plus concurrencée par des pays du tiers-monde qui accroissent leurs exportations à la fois vers les nations industrialisées et vers les continents sous-développés. Les firmes multinationales jouent, dans cette évolution, un rôle déterminant. Mais leur stratégie, très souple, s'adapte d'une région à l'autre : selon les ressources disponibles, selon aussi la nature des régimes en place. La rapide expansion des échanges Sud-Sud remodèle la géographie économique. Elle ouvre aussi un nouveau chapitre dans l'histoire des moyens d'exploitation et de domination. Telle est, généralement ignorée, la toile de fond sur laquelle se déroulent à la fois une intense compétition Est-Ouest et, en Occident, une très vive querelle. Une fois de plus, la passion ignore les réalités, dénature les situations. Les attaques se font particulièrement virulentes contre de prétendus « tiers-mondistes » dont les thèses seraient responsables du sous-développement, de la famine, d'un endettement excessif, des dictatures, des violations des droits de l'homme, etc. Cette offensive cache une idéologie qui n'ose évidemment pas dire son nom. « Le Monde diplomatique » démonte ce dossier complexe : des faits méconnus, des analyses qui dérouteront, des chiffres, des accents polémiques (voir pages 13 à 35).

TECHNOLOGIES DE POINTE, RÊVE DE PAIX

La « guerre des étoiles » et la chance de l'Europe

Par CLAUDE JULIEN

VOICI donc la fin du cauchemar : la planète va être libérée de la terreur nucléaire, les armes de l'Apocalypse deviendront *« impuissantes et obsolètes »*. Viendra du même coup, selon M. Reagan, la fin de l'*« immoralité »* qui, depuis quarante ans, fonde une paix monstrueuse sur l'intolérable principe de la *« destruction mutuellement assurée »*. Odieux langage : *« Si vous faites sauter mon peuple, je fais sauter le vôtre. »* Cette folle logique appartiendra bientôt au passé. Car les deux superpuissances ont enfin renoncé à la déraison qui, si longtemps, inspira leurs actes : les dirigeants soviétiques *« ont dit récemment, en plusieurs occasions, que leur but était l'élimination totale des armes nucléaires ; maintenant*, déclare M. Reagan, *nous acceptons ce but et nous allons, avec eux, nous efforcer de l'atteindre »*.

Avenir souriant. Cela prendra vingt ou trente ans. Mais supposez, dit M. Reagan, que, pendant ce temps, *« le monde continue d'accumuler des stocks de fusées atomiques »* : la situation serait vite intenable. Ne l'est-elle pas déjà ? Nous devons donc voir, ajoute le président des Etats-Unis, si nous ne pouvons pas inventer *« une arme non nucléaire, qui ne détruirait pas les gens mais empêcherait les missiles d'atteindre leur cible »*. Alors ceux-ci deviendraient inutiles. Telle est l'idée centrale de la « guerre des étoiles ».

Le bilan de quarante ans de négociations américano-soviétiques laisse-t-il quelque espoir d'instaurer ainsi le paradis sur terre ? Certes, dans le passé, les dirigeants soviétiques ont cyniquement écarté toutes sortes de propositions pacifiques. Mais *« l'un d'eux m'a dit, juste entre nous, il m'a dit : Pouvons-nous indéfiniment rester assis sur ces montagnes d'armes, toujours plus hautes ? Et je lui ai dit : non, pourquoi n'essayerions-nous pas de réduire ces montagnes* (1) ? » C'est en ces termes que, au mois de mars dernier, le président Reagan exposait avec conviction les vertus de son « initiative de défense stratégique » (IDS), lancée deux ans plus tôt, le 23 mars 1983, à grand renfort de publicité.

En deux ans, l'idée a fait du chemin. Avec sa panoplie de satellites, miroirs spatiaux, rayons de particules, rails électromagnétiques, etc., elle séduit par sa modernité en ces temps où, infiniment plus vite qu'à l'époque de Jules Verne, la *sience-fiction devient réalité* quotidienne. Elle peut toucher ceux qui, trop rapidement baptisés « pacifistes », considèrent, comme M. Reagan lui-même, que la menace d'extermination nucléaire réciproque a quelque chose d'*« immoral »*. Elle frappe aussi par sa générosité, puisque, en 1983, M. Reagan voulait offrir aux Soviétiques la technologie américaine d'interception et de destruction des missiles, mettant ainsi les deux Empires à l'abri d'un invulnérable « bouclier » qui garantirait la paix.

Une idée du président

MAIS, dans le même temps, en cheminant dans les bureaux, l'idée a évolué. *On ne saurait trop s'en* étonner, si grande fut la part d'improvi*sation dans son lancement.*

Le discours présidentiel du 23 mars 1983 fut, en effet, une surprise totale pour la plupart des collaborateurs de M. Reagan. Ni M. John Gardner, directeur des systèmes défensifs au Pentagone, ni M. Richard Cooper, directeur des projets de recherche avancée, n'avaient été informés ou consultés. Le Dr Richard DeLauer, le principal expert du Pentagone en la matière, n'eut connaissance du discours que la veille, et ne put en rien influencer son contenu. Le Dr George A. Keyworth, conseiller scientifique du président, a donné cette précision : *« Ce n'était pas un discours préparé par les services pour le président ; c'était un discours qui venait du cœur du président* (2). »

Est-ce tellement sûr ? Le rédacteur en chef de *Newsweek* demande récemment à M. Reagan :

« Quand avez-vous pour la première fois entendu parler de cette idée, ou quand y avez-vous pensé ? »

Le président répond :

« Cela m'amuse que tout le monde soit si sûr que je doive en avoir entendu parler, que je n'aie pas pu y penser par moi-même. La vérité est que j'ai eu l'idée. »

Il explique alors en détail qu'il a demandé aux chefs d'état-major s'il n'était pas possible de mettre au point une arme qui intercepterait les missiles lorsqu'ils quittent leurs silos. *« Et, comme ils ne paraissaient pas stupéfaits, et qu'ils disaient, oui, une telle chose est possible, il faut faire des recherches, je leur ai dit : Allez-y* (3). »

Le Grand Communicateur est donc *aussi un Grand Concepteur. Mais peut*-être sa mémoire est-elle défaillante ? *En 1981, la Heritage Foundation* (4) avait réuni autour du général Daniel O. Graham un groupe d'hommes d'affaires proches de M. Reagan.

Ceux-ci collectèrent un demi-million de dollars pour financer une étude d'où sortit le projet « High Frontier » : en six ou sept ans, 432 satellites seraient mis en orbite ; équipés d'armes non nucléaires, ils pourraient intercepter les missiles soviétiques peu après leur lancement ; afin de détruire les fusées adverses qui parviendraient à franchir ce premier barrage, un second volet organiserait une protection rapprochée des sites de missiles américains ; quatre ou cinq ans plus tard, prévoyait le général Graham, un troisième volet (rayons de particules, etc.) compléterait le système.

(Lire la suite page 2.)

(1) Déclarations du président Reagan à *Newsweek*, 18 mars 1985.

(2) *The New York Review of Books*, 11 avril 1985.

(3) *Newsweek*, 18 mars 1985.

(4) Sur le rôle de ce groupe ultra-conservateur, voir G.-A. Astre, « Les naufrageurs de l'UNESCO », *le Monde diplomatique*, avril 1985.

APRÈS DIX ANS DE SANGLANTS CONFLITS

L'affirmation des chiites libanais

Par SAMIR KASSIR

LA résistance du Liban du Sud à l'occupation *israélienne et, tout* récemment, les affrontements de Beyrouth-Ouest qui avaient conduit le premier ministre, M. Rachid Karamé, à démissionner ont mis en relief l'importance du fait chiite au Liban. De fait, l'affirmation nouvelle de cette communauté, après dix ans de guerre et d'interventions externes, marque un réaménagement radical des équilibres internes.

Depuis plusieurs années, la communauté chiite est devenue la plus nombreuse : entre 26 et 35 % de la population totale, selon les estimations (il n'y a pas eu de recensement depuis... 1932). C'est dans ses rangs que l'on rencontre la plus grande proportion de démunis, essentiellement répartis dans trois régions : la plaine de la Bekaa, à l'est ; dans le Sud, et dans la banlieue de Beyrouth. De surcroît, elle était tenue en marge du pouvoir réel, apanage des chrétiens maronites et, dans une moindre mesure, des musulmans sunnites. Or voilà qu'elle s'affirme comme un pôle majeur de la vie du pays, en particulier par le rôle qu'assume aujourd'hui sur l'échiquier politique le mouvement Amal, dix ans après sa création par l'imam Moussa Sadr, le chef spirituel des chiites aujourd'hui disparu.

Mouvement politique et militaire, Amal était représenté en la personne de son chef, M. Nabih Berri, dans le gouvernement d'union nationale mis en place *le 30 avril 1984 sous* la présidence de M. Rachid Karamé.

Sur le terrain, il encadre la mobilisation populaire au Sud et contrôle Beyrouth-Ouest, où ses milices prédominent sur celles d'autres mouvements politiques ou *confessionnels* et où il exerce son influence sur l'une des chaînes *de la télévision et sur la radio* officielle. C'est précisément en s'installant à *Beyrouth-Ouest, le 6 février* 1984, que le mouvement Amal a fait de la communauté chiite, dont il était entre-temps devenu le représentant incontesté, un *acteur à part entière* de la guerre civile.

Celle-ci avait été comme mise entre parenthèses après l'invasion israélienne de 1982 et la victoire – qui se révélera très provisoire – du parti des Phalanges. Mais la guerre reprend très vite dans la montagne du Chouf, où les druzes affrontent les milices chrétiennes, *arrivées dans* les fourgons de l'armée israélienne. Dans la capitale, la *pratique de l'armée* apparaît alors comme très sectaire. La convergence *apparente entre le projet d'hégémonie* des Forces libanaises (milices chrétiennes) *sur l'ensemble de la société* et le régime du président Amine *Gemayel, accusé de « phalangiser »* l'Etat, aboutit à la révolte des quartiers *musulmans. En août 1983,* un *premier* soulèvement est contenu par l'armée, qui *parvient à reprendre en main* Beyrouth-Ouest. En revanche, la banlieue sud échappe *désormais* à l'autorité légale. Elle est « sanctuarisée » par Amal. *Le soulèvement de février* 1984 partira de ces quartiers miséreux sur *lesquels s'était déchaînée l'artillerie de* l'armée. Cette dernière devait d'ailleurs perdre toute cohésion, les soldats chiites, majoritaires, ayant mis bas les armes à l'incitation d'Amal.

Avec ce soulèvement, le mouvement chiite devient pour la première fois l'un des principaux protagonistes de la guerre civile. Jusqu'alors, surtout occupé à unifier la communauté chiite autour de lui, Amal avait fait preuve d'un sens légaliste très poussé.

(Lire la suite page 12.)

M 2138 - 374 - 11,50 F

TECHNOLOGIES DE POINTE

La « guerre des étoiles »

(Suite de la première page.)

Ainsi le projet « High Frontier » devançait-il la « guerre des étoiles » dans sa définition technique, mais aussi dans sa formulation politico-stratégique : il s'agissait déjà d'abandonner le concept de *« destruction mutuellement assurée »*, fondement de la dissuasion, pour lui substituer celui de *« survie mutuellement assurée »* grâce au « bouclier » qui rendrait les missiles nucléaires superflus puisque inefficaces (5).

Examiné, au Pentagone, par une commission que dirigeait précisément le Dr Richard DeLauer, le projet « High Frontier » ne fut pas pris au sérieux et, le 24 novembre 1982, M. Caspar Weinberger lui-même, secrétaire à la défense – qui maintenant presse les Européens (6) de participer à la recherche sur la « guerre des étoiles », – écrivait au général Graham que son idée n'était pas scientifiquement réalisable. Au Congrès, l'Office of Technological Assessment l'écartait à son tour *pour raison d'inefficacité*.

Père putatif de la « guerre des étoiles », M. Reagan aurait-il ignoré, ou tout simplement oublié, l'épisode « High Frontier » ? Toujours est-il que, quelques heures à peine avant le discours présidentiel du 23 mars 1983, le responsable des armes à énergie dirigée, au Pentagone, déclarait devant une sous-commission du Sénat que, se fondant sur des considérations techniques, il ne pouvait pas recommander l'octroi de nouveaux crédits pour la recherche en ce domaine, pourtant essentiel à la « guerre des étoiles » (7). Depuis, les données scientifiques n'ont guère changé. Ce qui a changé, c'est l'humeur du Grand Communicateur.

Ce *rapide rappel historique* jette, certes, une étrange lumière sur le mécanisme même des prises de décision. Mais il n'aurait d'autre intérêt que folklorique si la « guerre des étoiles » n'était programmée à échéance de *« vingt ou trente ans »*. Pour qu'elle aboutisse, il faudrait donc qu'elle fût soutenue par cinq présidents consécutifs après M. Reagan, et financée pendant le même temps par de fluctuantes majorités au Congrès. Les fréquents changements de doctrine stratégique aux Etats-Unis, depuis quarante ans, ont été commandés à la fois par des avancées scientifiques et techniques dans l'un et l'autre camp, mais aussi par des considérations politiques tenant à l'état d'esprit du président, des chefs militaires ou du Congrès. Il en ira nécessairement de même avant que la panoplie de la « guerre des étoiles » ne devienne opérationnelle. En 1985, elle n'est déjà plus ce qu'elle était en 1983.

Fascinant est l'apport scientifique et industriel injecté dans une nouvelle approche stratégique qui, selon M. Reagan, peut *« changer le cours de l'histoire de l'humanité »*.

Pour la première phase, qui concerne l'interception des missiles adverses dans les quatre ou cinq minutes qui suivent leur lancement, M. Brzezinski et deux personnalités de haut rang prévoient cent satellites, chacun étant équipé de cent cinquante intercepteurs, plus quatre satellites géosynchrones et dix satellites à basse altitude – le tout pour un budget estimé à 45 milliards de dollars. Cette phase, affirment-ils, pourrait être opérationnelle au début des années 90.

Les équipements de la seconde phase, visant à détruire les satellites qui auraient survécu à la première, les traqueraient d'abord au-dessus de l'atmosphère, puis dès leur retour dans l'atmosphère. Pour environ 15 milliards de dollars, cette tranche reposerait sur des intercepteurs probablement guidés par la chaleur que dégage leur cible.

« L'efficacité combinée des deux phases serait supérieure à 90 % (...). C'est plus qu'il n'en faut pour décourager les Soviétiques de penser qu'une « première frappe » serait couronnée de succès (8). » C'est aussi moins qu'il n'en faut pour détruire quelques dizaines de villes américaines... Or la dissuasion d'une « première frappe » est déjà assurée par les sous-marins nucléaires.

De même que le débat sur la politique économique et budgétaire de M. Reagan, très vif aux Etats-Unis, est à peu près ignoré en France (9), de même le débat sur son initiative stratégique voit intervenir des membres de l'administration, les leaders du Congrès, les industries travaillant pour le Pentagone, de nombreux savants et ingénieurs, etc., sans parler des lobbies intéressés par une manne de plusieurs dizaines de milliards de dollars – mais, de cette discussion acharnée, l'Europe ne perçoit que des échos atténués. Sous ses divers aspects – scientifiques, budgétaires, *stratégiques, politiques, etc.*, – la confrontation des vues révèle pourtant une compétence, un sérieux, des passions, qui témoignent de la vitalité d'une société. Or l'Europe est directement concernée : est-ce la fin d'une longue période où la paix était fondée sur l'équilibre de la terreur (10) ? Et la France ne l'est pas moins : sa force de dissuasion deviendrait-elle périmée, comme certains affectent de le croire ?

Plusieurs points essentiels ressortent du débat. D'abord, de nombreux dirigeants et ingénieurs des entreprises américaines travaillant dans les secteurs vitaux de la « guerre des étoiles » s'expliquent volontiers sur les pro-

(5) Partie intégrante de l'IDS, la doctrine de la « survie mutuellement assurée » est longuement développée dans l'article de MM. Zbigniew Brzezinski (ancien conseiller du président Carter), Robert Jastrow, physicien, et Max M. Kampelman, ancien ambassadeur à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et délégué de M. Reagan aux négociations de Genève ; *cf. International Herald Tribune*, 28 janvier 1985. Du point de vue technique mais aussi politique, ce texte est sans doute le plus efficace plaidoyer en faveur de l'IDS. Sur le contexte dans lequel celle-ci s'inscrit, voir Vincent Mosco, « Coûteux champ de bataille », *le Monde diplomatique*, mars 1984, et Michael Klare, « M. Reagan accélère le renforcement de son arsenal », *le Monde diplomatique*, juillet 1984.

(6) Mais aussi le Japon, l'Australie, Israël, et plus récemment la Corée du Sud.

(7) *Cf.* Philip M. Boffey, « As Research Gains Momentum, Basic Questions Remain Unresolved », *International Herald Tribune*, 12 mars 1985.

(8) Z. Brzezinski, article cité.

(9) Voir « L'empire du dollar » et « Reaganisme », *le Monde diplomatique*, février et mars 1985.

(10) Christoph Bertram *(Die Zeit)*, ancien directeur de l'Institut stratégique de Londres, « Defense is Only a Vision ; Deterrence is a Reality », *International Herald Tribune*, 21 mars 1985.

(Vasquez de Sola)



TRAITEMENT DE CHOC A LA TÉLÉVISION

« La guerre en face » : fantasmes et manipulations

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE

L'EMISSION présentée, le 18 avril dernier, par FR 3 sous le titre « La guerre en face » (1), n'était pas un banal épisode de la vie ordinaire de nos chaînes de télévision : c'était un événement *politique, du moins dans la mesure où elle se* voulait le reflet des interrogations de l'opinion publique et cherchait en même temps à peser sur elle. Les moyens mis en œuvre témoignaient, du reste, de l'ambition des auteurs : *mise en scène spectaculaire*, audacieux scénarios de politique-fiction, recours à des personnalités nombreuses, qualifiées, à tort ou à raison, de « spécialistes », présentation par Yves Montand, l'un des plus célèbres acteurs français, connu aussi pour ses interventions fréquentes dans le débat politique.

On ne se plaindrait certes pas que tant de moyens aient été consacrés à l'examen, sur une grande chaîne de télévision française, des problèmes stratégiques les plus actuels et des risques de guerre s'il ne s'agissait que de cela. Mais, à l'évidence, le dessein des auteurs était tout autre : c'est une certaine mobilisation psychologique et politique qu'ils ont recherchée, une thèse qu'ils ont voulu défendre, un choix politique qu'ils ont voulu suggérer, sinon imposer, aux téléspectateurs.

Le point de départ de l'émission est, au fond, la remise en cause de la parité nucléaire entre les deux plus grands Etats, c'est-à-dire de leur capacité de se détruire mutuellement une ou plusieurs fois. Les auteurs ont raison de rappeler qu'elle a été le fondement de la paix entre l'URSS et les Etats-Unis : bien que, théoriquement, ces deux pays auraient pu se faire la guerre sans recourir à leurs armes nucléaires stratégiques, le risque de dérapage, pour eux, était si grand et les conséquences en auraient été si inconcevables qu'ils ont toujours choisi de ne jamais s'affronter directement. Il est donc tout à fait légitime *de s'interroger sur ce qui peut, dans l'évolution* actuelle des armes et des stratégies, remettre en cause la parité nucléaire. Malheureusement l'émission *révélait aussitôt ses défauts – à moins que ce* ne soit sa véritable nature.

D'abord par une accumulation d'erreurs de faits. Les auteurs citent trois crises qui auraient pu déboucher sur une guerre mondiale sans le frein décisif constitué par le risque de « destruction mutuelle assurée » : le blocus de Berlin en 1948-1949, alors que l'Union soviétique n'avait pas encore sa première bombe atomique ; l'affaire des fusées de Cuba en 1962, où elle était encore loin d'avoir une capacité de destruction totale des Etats-Unis et où l'enjeu n'était pas une guerre entre les superpuissances mais le statut militaire de Cuba ; et la guerre d'octobre 1973 au Proche-Orient, où pas un instant il n'y eut un risque de conflit général, mais où la seule question était de savoir à quel seuil fixer le succès des contre-offensives israéliennes.

Mais à tant d'erreurs de faits s'ajoutent, hélas, des erreurs de raisonnement. Car s'il est vrai que l'on assiste maintenant, comme à plusieurs reprises, à une tentative de remise en cause de la parité nucléaire, celle-ci subsiste et subsistera de toute façon encore longtemps, les deux plus grandes puissances continuant de s'y employer puisqu'elles multiplient leurs armes nucléaires stratégiques – bombardiers stratégiques B-1 et missiles MX pour les Etats-Unis, missiles SS-24, SS-25 et bombardiers Blackjack pour la Russie – et renforcent ainsi leur capacité de destruction mutuelle. Et si l'on croit, comme les auteurs de l'émission le disent pour commencer, que le maintien de la paix a été lié à celui de la parité nucléaire, alors ils devraient dénoncer les dangers de tout ce qui la menace et montrer l'intérêt de tout ce qui peut la garantir : mais c'est exactement le contraire qu'ils font.

A juste titre, ils présentent comme un fait nouveau, de grande portée stratégique, l'avènement des armes nucléaires antiforces, c'est-à-dire assez précises pour détruire à longue distance des objectifs militaires. On pouvait donc s'attendre à ce qu'ils en examinent les conséquences, en particulier la vulnérabilité nouvelle des forces conventionnelles et des infrastructures militaires à un tir préemptif des armes nucléaires antiforces, ou encore la nécessaire recherche d'une doctrine d'emploi de ces armes. Mais il n'en est pas question : pas un mot *n'est dit sur leur emploi, pas un mot sur les conclusions qu'il faudrait en tirer. C'est peut-être qu'il en* résulterait une critique radicale du dispositif militaire de l'OTAN et de ses choix stratégiques. En tout cas, les auteurs de l'émission se situent aussitôt dans le cadre de l'organisation militaire atlantique, de ses principes, de ses options, de sa doctrine, et ils n'en sortent pas.

Force est de dire qu'à partir de là ils cèdent à tous les fantasmes habituels à ce genre d'exercice et tournent délibérément le dos aux plus tangibles réalités. Sans le moindre esprit critique, ils partent de l'hypothèse d'une vaste offensive de blindés soviétiques se ruant sur l'Europe de l'Ouest, poussant le souci des analogies les plus contestables jusqu'à imaginer leur entrée en France par la Meuse et les Ardennes... Comme en 1940 ! Rien, absolument rien, ne suggère que le rapport entre char et armes antichars a radicalement changé depuis dix ou quinze ans, que l'expérience en a été faite sur le terrain en 1973 au Proche-Orient puis dans la guerre irako-iranienne, que les conditions seraient infiniment plus favorables à la défensive sur le théâtre *européen et que la plupart des spécialistes admettent* aujourd'hui que le char n'est plus l'arme de la rupture qu'il a été naguère. Rien non plus sur le concept américain d'« AirLand Battle », ni sur le plan Rogers, ni sur l'emploi des armes autoguidées de nouvelle génération et les contre-offensives sur toute la profondeur du théâtre d'opérations que prévoit la nouvelle doctrine de l'OTAN. Quant aux armes nucléaires tactiques de l'OTAN, l'émission ignore à la fois leur doctrine d'emploi et leurs effets probables aussi bien sur les pays européens que sur le sort de la bataille.

Le scénario imaginé par les auteurs met en cause le rôle de la France, son système de défense, ses choix politiques et stratégiques, et c'est ici peut-être qu'apparaît le mieux la véritable signification politique de l'émission. On voit d'abord le président de la République mettre immédiatement les forces conventionnelles françaises *« aux ordres de l'alliance atlantique »*, comme si, au premier choc, on devait tout oublier de la stratégie nationale. Puis un porte-parole du ministère français de la défense déclare que *« la doctrine d'emploi de l'arme nucléaire tactique »* est bien connue et qu'elle est commune à l'OTAN et à la France – ce qui est exactement le contraire de la vérité, et laisse entendre que l'on « oublie » aussi le rôle d'ultime avertissement que l'arme tactique a dans notre système de défense. Enfin, les auteurs, à aucun moment, n'admettent ou même n'envisagent que la France, atteinte dans ses intérêts vitaux, menace l'agresseur de l'emploi de ses armes nucléaires stratégiques, c'est-à-dire de *destructions inacceptables pour lui et qui suffiraient* à rendre son entreprise irrationnelle et inconcevable.

Tant d'omissions et d'erreurs – évidemment voulues – suggèrent que l'objectif est bien ici d'évacuer tout le système français de défense et d'en nier la validité. Et, au fond, il n'y a là rien d'autre qu'une nouvelle attaque contre la stratégie de dissuasion nationale, après tant d'autres qui l'ont précédée. Et, pour éviter toute ambiguïté, les auteurs font ici intervenir le général Coppel, le plus récent des adversaires connus de la stratégie française et qui reprend les arguments toujours utilisés depuis vingt-cinq ans par les partisans de l'abandon de toute stratégie nucléaire nationale et de l'intégration des forces françaises dans l'OTAN.

Car l'émission conduit, à chaque séquence, à la même conclusion : « l'Europe » – car il n'est évidemment plus question de défense indépendante – doit renforcer indéfiniment ses armées, qui doivent se situer, bien entendu, dans l'ensemble atlantique et sans qu'à aucun moment elle remette en cause les choix stratégiques de l'OTAN, c'est-à-dire des Etats-Unis.

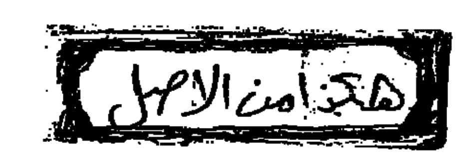
Caractéristique à cet égard est la façon dont elle aborde le projet de système antimissiles du président Reagan. Pas un mot sur le fait que ce système, s'il est étanche, empêcherait les missiles soviétiques d'atteindre le sol américain tandis que les missiles américains pourraient continuer d'atteindre le territoire soviétique et qu'ainsi on sortirait de la parité nucléaire. Pas un mot sur les possibilités qu'aurait la France de reconstituer sa force nucléaire stratégique de manière à contourner le système antimissiles d'un agresseur éventuel. Plus encore : il est suggéré, malgré les dangers que le projet américain comporte pour l'équilibre stratégique international et pour les intérêts nationaux de la France, que l'Europe s'y associe, sans aucune discussion sur les avantages et les inconvénients qui en résulteraient et, simplement, nous dit-on, parce que *« l'Europe doit être présente dans l'espace »* – ce qui est évident mais ne passe pas nécessairement, c'est le moins qu'on puisse dire, par une adhésion à l'entreprise du président Reagan – *et sans même que l'on rappelle qu'il* ne peut en aucune façon s'appliquer à la défense de l'Europe, qui est à quelques minutes à peine des bases nucléaires adverses, comme à celle des Etats-Unis, qui ne seraient touchés qu'au bout de trente ou trente-cinq minutes.

A ce niveau, rien ne freine le déferlement des propagandes. Elles prennent parfois un tour comique, comme cette évocation d'une future occupation de la France où les occupants parlent avec un faux accent slave et où les résistants circulent walkmans aux oreilles et patins à roulettes aux pieds. Elles peuvent être ridicules quand elles suggèrent la manipulation des mouvements de paix en Europe par l'Union soviétique alors que chacun sait que, dans les pays concernés, le nombre des communistes est insignifiant. Elles peuvent être choquantes, pour ne pas dire davantage, quand on entend dénoncer une autre menace, celle qui viendrait du Sud par l'afflux de réfugiés ou d'immigrés en provenance d'Afrique du Nord ou du Proche-Orient et quand on nous *recommande, pour l'éviter, d'être « fermes »* dès maintenant...

AU vrai, si l'émission valait d'être regardée et vaut d'être rappelée, c'est qu'elle est le plus remarquable témoignage que l'on ait vu récemment de l'esprit de guerre froide qui souffle aujourd'hui sur l'Europe, imposant ses conformismes, désarmant l'esprit critique et minant les intelligences et les caractères.

(1) FR 3, 18 avril 1985, 20 h 30 : « La guerre en face », émission de Jean-Claude Guillebaud d'après un scénario original écrit avec Laurent Joffrin, coproduite par FR 3, Channel 80, *le Point* et Le Seuil. Avec Yves Montand.

VOIR PAGE 10 :
Les vrais enjeux de la surenchère stratégique
« LA GUERRE ET L'ATOME », de Paul-Marie de La Gorce



RÊVE DE PAIX

et la chance de l'Europe

blèmes d'ingénierie qui restent à résoudre (11). Deux exemples parmi beaucoup d'autres : une antenne spéciale, dont le plus grand modèle déjà expérimenté ne mesure que 3 mètres carrés, devrait avoir la surface de plusieurs terrains de football ; les « projectiles intelligents » atteignent neuf mille fois la force de gravité, alors qu'ils seraient efficaces s'ils étaient portés à plusieurs centaines de milliers de fois cette force. De surcroît, le « bouclier » laisserait passer les missiles de croisière et les bombardiers à basse altitude, volant au-dessous des zones couvertes par les radars (12). Pour boucher ce « trou », il faudrait compléter le « bouclier spatial » par une « défense continentale » qui coûterait quelque 50 milliards de dollars par an – prix excessif qui fit abandonner et démanteler un système analogue dans les années 60.

En second lieu, alors que M. Reagan présente la « guerre des étoiles » comme un système purement défensif, les professionnels interrogés admettent volontiers que toute arme utilisant de grandes quantités d'énergie peut être utilisée à des fins offensives aussi bien que défensives (13). Dès lors, le débat se déplace et porte sur la nature des cibles qui seraient vulnérables à l'emploi de telles armes.

Troisièmement, la discussion n'évite nullement les arguments à caractère politique. Ils concernent trois aspects. L'attitude des Etats-Unis : la commission présidentielle sur les forces stratégiques a dégonflé le mythe de la *« fenêtre de vulnérabilité »*, que M. Reagan avait exploité lors de son premier mandat ; les évaluations des capacités respectives des deux superpuissances ont toujours été et seront toujours sujettes à caution. La riposte soviétique : dans le passé, l'URSS a franchi avec quelque retard les étapes qui donnaient aux Etats-Unis une avance qu'ils considéraient comme très importante ; tel fut le cas avec la bombe A, la bombe H, les fusées à têtes multiples (MIRV), etc. ; l'URSS peut maintenant développer ses armes offensives en vue de saturer le « bouclier » ou de le contourner « par-dessous », et simultanément perfectionner ses propres défenses (14). La réaction des alliés : si leurs industriels peuvent être tentés par la perspective de retombées technologiques, les stratèges s'interrogent sur l'efficacité réelle du « bouclier » pour les Etats-Unis *et* pour l'Europe, pendant que les gouvernements s'inquiètent des intentions réelles de l'extrême droite américaine, toujours prête à la croisade, qui appuie la « guerre des étoiles » (15).

Quatrièmement, le débat entre Américains met l'accent sur les changements introduits dans le contenu même de la « guerre des étoiles » au cours des deux dernières années (16). D'une part, il n'est plus question, comme le disait M. Reagan le 23 mars 1983, de donner aux Soviétiques les technologies qui leur permettraient de constituer leur propre « bouclier ». D'autre part, il n'est pas davantage question de renoncer à la dissuasion, fondée sur la certitude d'une *« destruction mutuellement assurée »* en cas d'attaque de l'une des superpuissances par l'autre, mais de *« renforcer »* la crédibilité de cette dissuasion, dont M. Reagan disait qu'elle est *« immorale »* : telle est du moins la position de M. Max Kampelman, nouveau chef de la délégation américaine aux pourparlers de Genève, et du département d'Etat (17). Ensuite, nul ne parle plus d'offrir un « bouclier » aux populations civiles, mais plus simplement de protéger les silos de fusées. Enfin, les Etats-Unis invitent désormais leurs alliés à participer à la « recherche » sur la faisabilité et l'efficacité du « bouclier » : et, bien que l'on ait rarement parlé avec autant d'insistance de *« consultations franches et sincères »* entre alliés, M. Caspar Weinberger ose donner aux Européens un délai de soixante jours pour répondre à son offre.

Mieux, chaque allié européen est sommé de répondre individuellement : tel est le sens de la lettre adressée par M. Richard Burt, du département d'Etat, à chacun des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), les informant avec fermeté qu'ils n'ont pas à adopter une attitude commune (18) ni sur la maîtrise des armements ni sur l'IDS.



(Roger Viollet)

DANS LA LIGNE MAGINOT, UNE GALERIE DE CELLULES A MUNITIONS
Un bouclier peut-il être vraiment étanche ?

L'entreprise « la moins réfléchie »

TOUT homme d'Etat européen normalement constitué devrait trouver, dans cette arrogante démarche, une raison suffisante pour s'efforcer de parvenir avec ses voisins à une position commune, tout en sachant qu'elle déplaît souverainement à Washington.

Mais bien d'autres arguments plaident en faveur d'une réponse européenne. A Bonn, M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères, a insisté sur la triple nécessité d'*« empêcher la course aux armements dans l'espace »*, de renforcer le *« pilier européen de l'alliance atlantique par la relance de l'UEO »* et de réaliser *« des progrès décisifs dans la construction de l'union politique européenne »* (19). Quelques jours plus tard, le document adopté par le gouvernement fédéral allemand aboutissait à une conclusion parfaitement nette : la RFA souhaite que *« les Européens fassent preuve d'une attitude commune dans les consultations »* au sujet de l'IDS. Contrairement à ce qui a été dit, MM. Kohl et Genscher ont, le 18 avril, plaidé dans les mêmes termes en faveur d'une réponse *européenne* commune aux propositions américaines (20).

A Londres, Mme Thatcher a manifesté son accord de principe pour une participation britannique à la recherche sur la « guerre des étoiles », mais elle ajoutait aussitôt que l'éventuel déploiement des nouvelles armes de l'espace devrait être négocié avec Moscou. Par la suite, dans un discours engageant le gouvernement, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a publiquement marqué son profond scepticisme à l'égard d'une *« ligne Maginot du vingt et unième siècle, qui pourrait être tournée par des contre-mesures relativement plus simples et considérablement moins chères »*. Il exprimait aussi la crainte que, emportée par sa dynamique propre, la recherche engagée ne force la main des responsables politiques en soumettant leur future décision à la *« marche de la technologie »* (21). Bien que M. Michael Heseltine, ministre de la défense, ait adopté une attitude favorable à l'IDS (22), ses collègues au gouvernement mesurent bien les risques qu'ils prendraient en se liant sans précaution aux Etats-Unis dans une aventure pleine d'aléas.

Gouvernements et industriels européens ont le souci de ne pas rater une étape importante du développement scientifique dont ils recueilleraient au moins quelques retombées technologiques. S'ils hésitent, c'est en raison du flou qui entourait le programme dès son annonce en 1983, en raison aussi des ajouts et retraits qui, depuis, en ont altéré la substance. Rien ne peut aujourd'hui garantir que de nouvelles modifications de contenu n'interviendront pas. En seraient-ils informés en temps opportun ? Alors qu'elle bouleversait les fondements de la paix en Europe, l'IDS fut publiquement lancée sans consultation préalable des alliés. Comme à l'accoutumée. Les variations enregistrées par la suite ne firent pas davantage l'objet de consultations. Il faudrait beaucoup d'optimisme, ou une véritable révolution à Washington, pour espérer qu'il pourrait en aller différemment à l'avenir.

Ce qui est en jeu dans l'IDS, ce n'est ni *la sécurité de l'Allemagne ni celle de* la Belgique, ou de la Grande-Bretagne, ou de la France, ou de tout autre allié des Etats-Unis. Ce qui est en jeu, c'est la sécurité de toute l'Europe prise comme un ensemble, quelle que soit la situation géographique de chacun des pays qui la composent, quel que soit aussi leur niveau d'armement. Devant cette communauté de destin, une attitude commune des alliés européens s'impose, en dépit des fortes pressions exercées par Washington sur chacune des capitales concernées. Faire cavalier seul exposerait chaque pays, au cours des *« vingt ou trente ans »* à venir, à accepter individuellement, au nom des résultats de la recherche engagée, tout nouveau changement de doctrine, alors même qu'il ne lui paraîtrait pas compatible avec sa propre conception de sa sécurité nationale. Conclure une alliance pour renforcer la sécurité d'un pays *souverain* est une chose. Mais le choix des moyens d'assurer la sécurité de la nation ne se délègue pas.

Les prudences de langage auxquelles s'obligent les alliés des Etats-Unis ne s'imposent nullement aux commentateurs américains eux-mêmes. Que l'Europe sache donc manifester une égale liberté d'esprit. S'étonnant des propos par lesquels le président Reagan déplorait que son initiative stratégique eût été baptisée « guerre des étoiles », le *New York Times* écrivait en conclusion d'un éditorial :

« M. Reagan dit non, la « guerre des étoiles » n'est pas négociable... Mais si elle est incapable de défendre les villes, inutile pour défendre les missiles, trop grandiose pour n'être qu'un programme de recherche, et si elle n'est pas une carte à négocier, alors qu'est-elle ? Quel que soit le nom qu'on lui donne, elle reste la « guerre des étoiles » – la plus outrée et la moins réfléchie des entreprises de l'âge nucléaire (23). »

Tel est le langage qu'aucun chef d'Etat ou de gouvernement européen ne peut évidemment tenir, sous peine d'offenser trop gravement le « Grand Timonier » de l'alliance. Mais le discours diplomatique est riche en ressources : il permet à la fois de témoigner du plus grand respect pour l'IDS, et de la considérer en fait avec la plus grande circonspection.

Quelques mois à peine après le lancement de l'IDS, le président Mitterrand souhaitait que *« cesse la surenchère en matière d'armes anti-missiles, anti-sous-marines et anti-satellites »*. Il importe, ajoutait-il, de *« prémunir les peuples contre les menaces provenant de l'espace »*, celui-ci étant *« par essence le patrimoine commun de l'humanité »* (24).

Un peu plus tard, il revenait à la charge en insistant sur la nécessité de faire avancer la CEE vers une *« direction politique, qui commande naturellement la réalité d'une direction militaire »* européenne. Il n'ignore évidemment pas les difficultés auxquelles se heurte une *« défense européenne »*. Mais il ajoutait un avertissement de bon sens : *« S'il n'y a pas* [en Europe] *de réalité politique, la réalité économique ira en se défaisant. »* Condition du maintien et du développement de l'Europe économique, une Europe politique est aussi l'indispensable étape vers une Europe de la défense. La vraie question, ajoutait M. Mitterrand, c'est celle de l'*« indépendance de l'Europe »*. Dans le cadre de l'alliance atlantique, l'Europe souscrit à une interdépendance avec les Etats-Unis, mais *« Il ne faut pas que cette interdépendance acceptée se transforme, si ce n'est déjà fait dans certains cas, en dépendance à l'égard des Etats-Unis d'Amérique »*. On peut au moins *« imaginer que l'Europe, faute de disposer pour l'instant d'une défense et d'une armée communes, pourrait quand même commencer à parler d'une stratégie »* qui lui serait propre. Cet effort, précisait le président de la République, devrait porter à la fois sur les armes classiques et sur les armes nouvelles (25).

Militairement et industriellement, l'avenir de l'Europe se joue en grande partie sur les nouvelles technologies. Or, indiquait plus récemment M. Mitterrand, *« aujourd'hui l'Allemagne, l'Angleterre, la France réunies dépensent plus de crédits pour la recherche que le Japon ou les Etats-Unis d'Amérique. Mais* [ces trois pays] *n'en profitent pas, car leurs divisions organiques les empêchent de bénéficier dans leurs réalisations de cette formidable recherche fondamentale »*. On comprend que, pour mettre au point les complexes équipements de la « guerre des étoiles », les Etats-Unis souhaitent s'assurer le concours scientifique, industriel et financier des pays européens – mais pris un par un dans une série d'accords bilatéraux.

(Lire la suite page 4.)

(11) Wayne Bidde, « For US, Path to Star Wars is Strewn with Engineering Obstacles », *International Herald Tribune*, 11 mars 1985.

(12) Joseph Fitchett, « Attackers Could Bypass Shield », *International Herald Tribune*, 11 mars 1985.

(13) Philip M. Boffey, « Proposed Space Defense has Offensive Capability », *International Herald Tribune*, 12 mars 1985.

(14) Charles Mohr, « Soviet May Choose Countermeasures and More Missiles », *International Herald Tribune*, 11 mars 1985.

(15) Intentions officiellement reprises dans le *Defense Guidance*, analysé par Michael Klare, « Comment le Pentagone veut ébranler de l'intérieur l'empire soviétique », *le Monde diplomatique*, septembre 1982.

(16) Si Z. Brzezinski et ses deux coauteurs ont présenté la meilleure défense de la « guerre des étoiles », le réquisitoire le plus convaincant est dû à M. George Ball, qui fut sous-secrétaire d'Etat de 1961 à 1966 ; voir son article « The War for Star Wars », *The New York Review of Books*, 11 avril 1985. *Cf.* aussi Stanley Hofmann, « The SDI Means Trouble », *International Herald Tribune*, 25 février 1985 ; il considère la « guerre des étoiles » comme un *« noble rêve »* qui *« aggraverait les risques d'une guerre classique en Europe »* et *« estomperait la ligne qui sépare la dissuasion de la provocation »* contre l'URSS.

(17) Ce point est confirmé par M. Richard Burt, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes, dans un article publié par *le Monde* de 21 mars 1985. M. Burt écrit notamment : *« Affirmer que la dissuasion nucléaire est une stratégie inapplicable ou contraire aux lois de la morale, c'est faire fi de l'essentiel : l'IDS est un programme destiné à explorer les moyens à long terme de consolider la dissuasion, à laquelle le président Reagan demeure fermement attaché. »* C'est là un renversement complet de la position affirmée par M. Reagan dans son discours du 23 mars 1983 et reprise dans son interview à *Newsweek* le 18 mars 1985. Voir un peu plus loin l'intervention incongrue de M. Richard Burt auprès des « alliés » européens.

(18) Bridget Bloom, « US Warns Europe on Independant Defence Stance », *The Financial Times*, 2 avril 1985.

(19) Bulletin n° 4, ambassade de la RFA à Paris.

(20) Bulletins n° 5, 6 et 7, ambassade de la RFA à Paris.

(21) *The Times*, 16 mars 1985 ; *International Herald Tribune*, 16-17 mars 1985.

(22) *International Herald Tribune*, 28 mars 1985.

(23) *The New York Times*, 25 février 1985.

(24) Discours du président Mitterrand devant l'Assemblée générale des Nations unies, 28 septembre 1983.

(25) Interview accordée au *NRC Handelsblad*, 2 février 1984, avant la visite du président Mitterrand aux Pays-Bas.

TECHNOLOGIES DE POINTE, RÊVE DE PAIX

La « guerre des étoiles » et la chance de l'Europe

(Suite de la page 3.)

Cela serait d'autant moins acceptable que l'Europe possède déjà un potentiel appréciable dans les domaines reliés à la conquête de l'espace. « *La France,* a encore déclaré M. Mitterrand, *remplit un rôle éminent dans la construction et le lancement d'Ariane. Ariane-5 sera en mesure de lancer dans l'espace, bien au-delà de ce qu'on imagine aujourd'hui, de véritables stations habitées.* » De même que le Marché commun européen gêne les Etats-Unis sur le plan commercial, *a fortiori* une Europe scientifique, spatiale et militaire (et donc politique) leur poserait-elle des problèmes. Washington a demandé aux Européens de s'associer au projet Colombus. Une telle participation doit être « *mûrement étudiée, élément par élément* », afin de s'assurer qu'elle présente des avantages pour l'Europe, sans compromettre le projet Hermès. Car la conquête de l'espace « *modifiera, dans les trente ans qui viennent, toutes les données de la stratégie mondiale* (26). »

Dans leur continuité, ces propos tenus en diverses circonstances ne sauraient être considérés comme une vague réflexion sur les défis que la « modernité » pose à l'Europe. Ils expriment un projet réaliste : l'Europe des Douze se dissoudra peu à peu si, crispée sur sa politique agricole commune et sur ses industries traditionnelles, elle ne sait pas unir ses efforts de recherche, s'affirmer dans les technologies de pointe, notamment spatiales, définir elle-même ses propres conceptions stratégiques, construire son unité politique, qui conditionne la prise en charge – par elle-même, avec ses alliés, – de sa sécurité. Le projet Eurêka que la France vient de soumettre aux Européens, marquerait une étape décisive dans cette direction.

Projet ambitieux ? Trop ambitieux ? Ce refrain était déjà chanté, par des Français et par les Américains, lorsque de Gaulle mobilisait les ressources humaines et financières du pays pour mettre au point la force de dissuasion française. Un tel effort, ironisait-on *gentiment à Washington, outrepassait* les capacités scientifiques et budgétaires de la France. Sur le même air, des Français et les Américains reprennent le même argument, appliqué maintenant à la stratégie spatiale. Si tranchant que soit leur ton, leur assurance n'est pas mieux fondée aujourd'hui qu'elle ne l'était hier. Ce n'est pas pour flatter la vanité des Européens que M. Caspar Weinberger sollicite le concours de leurs savants, de leurs industries, de leurs budgets.

En 1985, Washington consacre 1,4 milliard de dollars à la « guerre des étoiles ». Cette somme passe à 3,7 milliards en 1986. Dans le même temps, 40 à 50 milliards sont affectés aux armes offensives – MX, Trident, etc. Ces chiffres disent clairement les priorités de l'Amérique. Lorsque Washington parle de 26 milliards de dollars sur cinq ans pour la « guerre des étoiles », cet objectif ne serait atteint qu'avec la généreuse contribution des Européens – *non consultés à l'avance*, aimablement invités à se comporter en sous-traitants dociles, à la merci d'un nouveau changement d'humeur à Washington, et impérativement priés de répondre, isolément, dans les soixante jours... (27).

Rien de plus facile que d'amuser la galerie avec des descriptions et des dioramas futuristes tout en esquivant les problèmes de fond. Ceux-ci concernent la place de l'Europe dans le monde dès maintenant. Son existence même. Sa sécurité. Son avenir. Paradoxe de ces temps où la science ouvre à l'homme des champs de connaissance de plus en plus complexes : la pensée courante tend au contraire à devenir chaque jour un peu plus simple. Trop simple pour être encore une pensée.

Chez nombre d'analystes, le raisonnement semble fonctionner selon le mode du langage binaire, qui fait merveille dans les ordinateurs où de multiples transistors, aux connections ultrasensibles, donnent en un temps record des résultats précis. Mais malheur aux cerveaux humains qui, moins puissants que l'ordinateur, ne veulent connaître que deux signaux : positif pour les Etats-Unis, négatif pour l'URSS – ou vice versa. Prisonniers de ce charmant système booléen, leurs sommaires calculs seront toujours faux, erronés les résultats sur lesquels ils fonderont des choix toujours perdants (28)...

(Cagnat)

M. Richard Burt leur a déjà expliqué que, à considérer l'IDS avec quelque méfiance, ils serviraient les intérêts de l'Union soviétique. Quoi de plus crédible ? Pourquoi, une fois de plus, ne feraient-ils pas confiance au grand protecteur qui, avant d'en arriver à la « doctrine Rogers », leur promit successivement d'assurer leur sécurité par des représailles massives, puis par une riposte graduée, pour finalement leur dire, comme le fit M. Kissinger à Bruxelles en septembre 1979, qu'ils auraient tort de demander aux Etats-Unis des garanties que ceux-ci ne souhaitaient pas donner, des promesses que, s'ils les formulaient, ils ne pourraient pas tenir ? La « guerre des étoiles » est aussi séduisante que le fut la stratégie des représailles massives. Aussi simple dans son principe, où le bouclier remplace la *foudre*. Aussi incertaine. Aussi peu fiable. Aussi éphémère. Aussi assujettissante. Le « parapluie atomique » cède la place au « bouclier spatial ». Le « parapluie » était percé, le « bouclier » ne sera jamais étanche. A défaut *d'assurer lui-même sa propre défense*, un peuple protégé est toujours un peuple vassalisé. Cette protection n'est jamais gratuite. Puisqu'il faut bien en payer le prix, pourquoi l'Europe ne finance-t-elle pas elle-même sa défense, dont elle gardera la maîtrise au lieu de la confier au suzerain ?

La « guerre des étoiles » ne sera pas opérationnelle avant vingt ou trente ans, disent M. Reagan et ses collaborateurs. Vingt ou trente ans, c'est plus qu'il n'en faut pour donner vie à l'Europe de la recherche, pour passer d'Ariane à Hermès et à Eurêka, pour substituer une stratégie authentiquement européenne à un pâle décalque des *stratégies* américaines, pour faire l'Europe politique, dont l'absence entraînerait deux conséquences : le dépérissement de l'Europe économique, l'impossibilité de réaliser l'Europe de la défense.

Hors de cette voie, il ne reste place que pour une Europe de plus en plus désuète (29). La « guerre des étoiles » offre ainsi au Vieux Continent une occasion de choisir. De choisir entre un assujettissement renforcé et une chance de devenir elle-même. L'espace commande l'avenir. « *J'ai dit à nos partenaires que, si l'Europe s'y refusait, la France le ferait* », déclarait le président Mitterrand à Rennes.

Il serait imprudent d'opposer à MM. Reagan et Weinberger un refus désinvolte ou fracassant. La sagesse est de leur présenter une attitude commune de l'Europe, qui les dérange. Une attitude faite d'intérêt courtois et, au plus, de participation symbolique. Ainsi l'Europe pourra-t-elle consacrer la majeure part de ses moyens à l'effort qui la dotera de ses propres satellites d'observation et, si besoin, d'intervention. *Seule une telle Europe* a une chance de survivre. Seule une telle Europe peut exercer, sur les pays de l'Est, la force d'attraction qui relâchera leur propre assujettissement. Choisir une autre voie serait figer la logique des blocs : pour soi-même et, du même coup, pour ces Européens de l'Est sur le sort desquels on s'apitoie furieusement sans jamais rien faire de concret pour les aider à desserrer leur carcan.

CLAUDE JULIEN.

(26) Discours du président Mitterrand à Rennes, 1er février 1985.

(27) Dans *le Monde* du 11 avril 1985, M. Angélo Angélopoulos, ancien gouverneur de la Banque centrale de Grèce, cite une information du *New York Times* du 18 novembre 1984 : entre janvier 1980 et juin 1984, l'entrée des capitaux étrangers aux Etats-Unis a atteint 417 milliards de dollars, dont 170 provenant d'Europe, 120 du Canada, 90 du Japon et 27 d'autres pays. Cette contribution de l'épargne étrangère au redressement économique des Etats-Unis n'aurait pas atteint la même ampleur sans le déficit du budget fédéral, qui fait monter les taux d'intérêt. Pourquoi faudrait-il ajouter à cet apport en capitaux une contribution directe au budget du Pentagone ?

(28) Sur ce thème, voir le livre de Régis Debray, *les Empires contre l'Europe*, Gallimard, Paris, 1985. L'auteur appuie sa réflexion sur une minutieuse description des organismes atlantiques, qui font de l'« alliance » un véritable « système » contraignant. Il jette une lumière crue sur les retards, faiblesses et échecs du camp communiste.

(29) Cf. *le Monde diplomatique*, juin 1984.

L'avenir de l'Europe et les enseignements de la seconde guerre mondiale

Par VADIM ZAGLADINE *

ON ne saurait faire revenir l'histoire en arrière, ni la refaire. Pourtant, un regard en arrière permet d'acquérir la certitude qu'il était possible d'éviter la tragédie. Des efforts en ce sens furent déployés par l'Union soviétique et par d'autres pays et diverses forces politiques. Rappelons aussi le traité franco-soviétique de 1935 et les tentatives de conclure un accord militaire de coopération entre l'URSS, la France et la Grande-Bretagne. Ce fut un échec. Pourquoi ? L'essentiel est évident : l'anticommunisme, la méfiance aveugle, voire la haine envers l'Union soviétique empêchèrent alors l'Occident de porter un jugement réaliste sur la situation internationale, de conclure un accord avec l'URSS afin de conjurer la guerre par des efforts collectifs. Menant des pourparlers avec l'URSS, certains milieux de Paris, Londres et aussi de Washington essayaient, de nombreux documents rendus publics l'ont établi, de diriger l'expansionnisme de l'Allemagne fasciste vers l'est, contre l'Union soviétique.

Aujourd'hui comme hier, l'antisoviétisme aveugle risque de précipiter de nouveau notre continent dans le gouffre d'une guerre. En son temps, Hitler affirmait (son idée est parfois reprise aujourd'hui) que l'existence de deux systèmes sociaux opposés sur notre continent et dans le monde ne manquerait pas d'engendrer un conflit armé. Les Soviétiques insistent résolument sur le mal-fondé de ce point de vue.

Nul ne conteste plus la légitimité de la révolution américaine de la fin du dix-huitième siècle ou de la grande révolution bourgeoise française de 1789. Marxistes et représentants d'autres courants idéologiques les considèrent comme des jalons importants dans la voie du progrès historique. En leur temps, ces deux révolutions furent proclamées illégitimes, et des hostilités furent engagées pour tenter de mettre en échec leurs conquêtes et de supprimer leurs suites. La révolution d'Octobre 1917 fut aussi une nécessité historique. Elle marqua elle aussi un pas qualitativement nouveau dans la voie du *progrès social. Telle est l'opinion d'une* partie considérable de l'humanité. Cependant, l'autre partie s'obstine à affirmer que la révolution d'Octobre était « illégitime », qu'il faut raser le communisme de la face de la Terre, car il serait l'« empire du mal ». On a tenté plus d'une fois d'anéantir le socialisme par le fer et le feu. Il en fut ainsi de 1918 à 1922, puis en fin de compte pendant la seconde guerre mondiale. Ceux qui voulaient enterrer le socialisme essuyèrent un échec cinglant. Il en sera de même à l'avenir. Non seulement parce que le socialisme est devenu une grande force sociale, politique, économi*que et militaire. Mais tout d'abord* parce que le socialisme incarne, qu'on le veuille ou non, une étape logique de l'histoire humaine, un degré plus élevé du progrès social.

Nous estimons que le socialisme, *même s'il n'a pas encore utilisé toutes* ses possibilités, a des avantages indéniables sur le capitalisme. Dans le monde, nombreux sont ceux qui croient le contraire. Comment régler ce désaccord ? Le faire *manu militari* n'a pas de sens, ce serait dangereux, car cela risquerait d'anéantir l'ensemble de l'humanité sans pour autant fournir une réponse à la question.

LES systèmes sociaux doivent démontrer leurs avantages respectifs *dans une compétition pacifique. Chaque* peuple est en droit de se choisir un système, c'est son affaire. Nous ne refusons pas au capitalisme le droit à l'existence, bien que nous ayons notre conception de sa place historique et de ses perspectives. Mais on ne saurait nier que le socialisme a le droit à l'existence. Tout comme on ne saurait refuser le droit aux transformations aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui se sont engagés ou s'engagent dans la voie d'un développement indépendant.

Nous n'ignorons pas qu'une partie précise de l'opinion mondiale est allergique aux changements qui se produisent dans le monde. Ces forces veulent prendre une revanche sociale à l'échelle universelle, refaire le monde à leur manière. Afin d'atteindre leurs objectifs, elles engagent la course aux armements, cherchent à parvenir à la suprématie militaire. Par là même, tout comme dans les années 30 et 40, on tente à nouveau de refaire l'histoire. *Mais puisque ces tentatives n'ont rien* donné dans le passé, pourraient-elles être tant soit peu efficaces de nos jours ?

Il faut – c'est l'essentiel – renoncer aux tentatives de refaire l'histoire, comprendre ses lois, établir les impératifs du progrès social et appliquer sur cette base une politique strictement réaliste. Une telle politique peut-elle donner aux peuples quelque chose de positif ? Oui. Notre continent l'a appris par sa propre expérience. Je pense à la détente des années 70. C'est l'Europe qui y a gagné le plus dans cette période. Le plus, mais pas tout.

*Nous estimons toujours que la dé*tente n'est pas perdue, qu'elle n'est pas un simple épisode d'un passé récent. Il est possible de la poursuivre. Nous sommes même convaincus qu'il n'est aucune alternative à la détente. *Bien entendu, dans de telles conditions,* la compétition des deux systèmes se poursuivrait, mais sur la base de la coexistence pacifique : une compétition pour assurer une vie meilleure et non pour exterminer le plus sûrement l'humanité.

La seconde guerre mondiale a été menée avec des armes classiques. Modernes à l'époque, elles sont vieillies par rapport à celles d'aujourd'hui, même conventionnelles. Toutefois, ces armements ont causé à notre continent *des blessures extrêmement graves.* On parle des suites d'une guerre nucléaire. Ce serait un « Euroshima », comme disent certains. On ne doit pas le permettre. Les Etats européens, socialistes et non socialistes, y sont intéressés. La conclusion s'impose : aujourd'hui, immédiatement, sans attendre que les bombes commencent à tomber, tout faire pour conjurer la guerre.

Autre conclusion, non moins logique : tout faire pour « désamorcer » la bombe européenne, tout faire pour que notre continent ne soit pas une poudrière. D'où les propositions des pays du traité de Varsovie, de l'Union soviétique invitant à cesser d'accumuler sur le continent les armes meurtrières, à suspendre le déploiement des missiles nucléaires de moyenne portée (comme on le sait, Moscou a proclamé un moratoire unilatéral), en particulier compte tenu des pourparlers entamés à Genève sur ce thème. Ces propositions visent aussi à parvenir au plus vite à un accord sur le commencement de la réduction des troupes et des armements en Europe centrale, à arriver à un accord mutuellement acceptable lors des pourparlers de Stockholm. L'Union soviétique et les autres pays socialistes désirent sincèrement obtenir tous ces résultats.

Je ne vais pas affirmer que, tous ces problèmes une fois résolus, le continent européen deviendra d'emblée un paradis terrestre. Il y aura encore des difficultés, des divergences. La vaste coopération voulue par les Européens ne s'organisera pas aussitôt (sur ce plan, tout ne dépend pas de la seule Europe). La confiance réciproque, indispensable pour une vie pacifique stable, ne s'instaurera pas instantanément.

LE débat entre socialisme et capitalisme se poursuivra. Mais il y a lieu d'espérer que, vu sa culture ancienne et son expérience historique richissime, l'Europe est apte (et appelée) à démontrer l'efficacité de la coexistence pacifique stable et de la coopération entre les pays, quel que soit leur régime social. *C'est là la conclusion maîtresse* des enseignements du passé.

(Agence de presse Novosti.)

* Docteur en philosophie, professeur, chef adjoint du département international du comité central du PC d'Union soviétique.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET – Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

Prix de l'abonnement annuel (en francs français)

VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Bénin, Burkina, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, République de Djibouti, Gabon, Guinée, République malgache, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco 132
Autres pays 191

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie 221
DOM, Bénin, Burkina, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, République de Djibouti, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo 201
TOM, Etat comorien, République malgache 231
Arabie Saoudite, Egypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Syrie 236
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Fidji, Nouvelle-Guinée, Nouvelle-Zélande, Kampuchéa démocratique, Laos 301
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 271

Prix de vente au numéro : 11,50 F

RÉDACTION
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650 572 F
Tél. : 246-72-23

ABONNEMENTS
B.P. 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23

Publicité : Publicat, 17, boulevard Poissonnière, 75001 PARIS. – Tél. : 261-51-26

LASERS, INFRAROUGES, RADIOFRÉQUENCES

Les « rayons de la mort » dans les armes classiques

Par DAVID C. MORRISON *

BIEN que rarement mentionnée dans le débat sur les stations de combat au laser, qui, un jour peut-être, patrouilleront dans le ciel, il est une catégorie plus « terre à terre » d'armes à faisceaux, utilisables sur le champ de bataille. Ces armes ont toutes les chances de venir grossir les arsenaux des superpuissances bien avant que la « guerre des étoiles » n'en utilise le principe sur une autre échelle.

Des systèmes à énergie dirigée (ED) de faible puissance sont déjà largement utilisés dans l'armée à titre d'accessoires destinés à des armements classiques : télémètres au laser (1) sur les chars, indicateurs d'objectif au laser montés sur des hélicoptères, des chasseurs et des véhicules télépilotés, et systèmes de navigation inertielle gyrométrique à laser en anneau pour les avions et les missiles.

La prochaine étape du développement des armes à énergie dirigée, déjà bien avancée, verra l'apparition de versions plus puissantes de ces accessoires au laser, qui seront alors utilisés en tant qu'armes offensives antimatériel et antipersonnel.

« A l'Est comme à l'Ouest, la technologie approche rapidement du stade où il va devenir possible de produire en série des armes tactiques à énergie dirigée », annonçait fin 1983 le commandant Clark Campbell dans la revue professionnelle de l'armée de terre, *Infantry* (2). Cet officier a collaboré au programme « activité combinée de développement d'armes de combat » en qualité de « project director for directed energy concepts ».

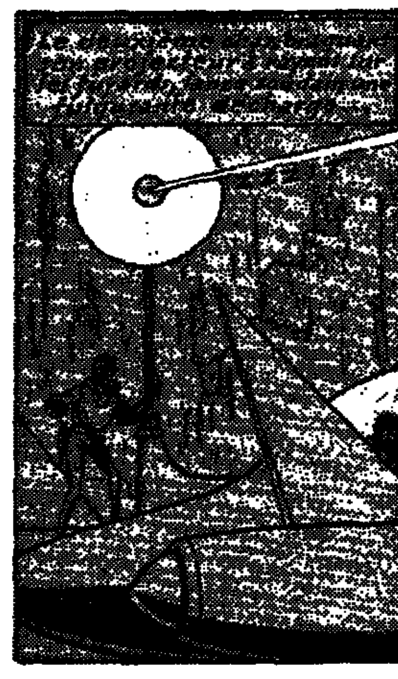
Parmi les armes à ED qui inquiètent le commandant Campbell, figurent les lasers mobiles qui *« pourraient détruire la vue des soldats »* ; les faisceaux de particules qui pourraient traverser les sacs de terre ou le blindage en anéantissant tous les objectifs situés à leur portée ; les ondes acoustiques susceptibles *« de troubler la vue et de provoquer nausées, craintes et confusion »* ; et enfin les armes à radiofréquences qui, *« en brûlant la peau et en échauffant les os »*, pourraient infliger d'intenses souffrances.

Aveugler l'ennemi

MAIS, parmi ces horreurs de la technologie de pointe, plusieurs ne sont sans doute pas pour demain. Le commandant Campbell reconnaît, par exemple, que la recherche sur les armes à ondes acoustiques *« est demeurée limitée »*, mais suggère que les ondes de compression atmosphérique engendrées par les projecteurs sonores pourraient bien un jour entrer dans l'arsenal de l'armée, sinon comme systèmes antipersonnel, du moins pour des missions antimatériel telles que le déminage. Il admet également que, en raison de leur volume encombrant et de leurs hauts besoins énergétiques, *« la technologie paraît loin encore de la production de systèmes tactiques de faisceaux de particules »*. Les armes à radiofréquences, au contraire, ont un peu plus de chances d'apparaître d'ici une vingtaine d'années, et le Pentagone s'est déjà alarmé des recherches soviétiques en ce domaine.

Dans l'arsenal des armes tactiques à ED, le laser aveuglant est la seule dont les Etats-Unis ont prévu le déploiement dans un proche avenir. L'armée étudie le problème de l'énergie dirigée depuis les années 50 et a entrepris la construction de prototypes ED depuis maintenant plus d'une dizaine d'années. Selon une étude réalisée en 1984 par la société d'études de marché Frost et Sullivan, il faut s'attendre à un essor des dépenses consacrées aux lasers militaires — des détecteurs d'objectifs jusqu'au laser de la « guerre des étoiles », — qui devraient ainsi passer de 2,5 milliards de dollars en 1984 à 4,2 en 1987.

Au milieu des années 70, des ingénieurs de l'armée de terre ont mis au point l'« antenne mobile d'essai » (Mobile Test Unit) — laser de 30 000 watts à l'acide carbonique monté sur un véhicule blindé de transport de troupe, le LTVP-7 du corps des



UNE « FULGURANTE DÉCHARGE »...

« marines ». Muni d'une tourelle en forme de dôme, le véhicule d'essai a effectivement réussi à descendre des avions-cibles — hélicoptères et appareils à ailes fixes — lors d'une série d'essais réalisés en 1976 ; mais, jugée peu maniable et encline à la surchauffe, la MTU n'a pas tardé à être retirée.

L'armée de terre a repris l'offensive en 1982 en faveur d'un laser de champ de bataille de faible puissance, le Close-Combat Laser Assault Weapon (C-CLAW). Elle avait prévu de l'installer sur un véhicule blindé de transport de troupe de type Bradley dans le cadre d'un projet de prototype de 212 millions de dollars et répondant au nom de code de « Roadrunner ». Mais, à la suite d'une avalanche d'articles à sensation parus dans la presse fin 1983 pour dénoncer cette nouvelle arme destinée à aveugler les soldats ennemis, l'armée de terre a fait connaître sa décision d'annuler ce programme.

« Evidemment, la guerre est meurtrière », protesta le chef d'état-major de l'armée de terre, le général John Wickham, interrogé par le Congrès sur le programme Roadrunner au début de l'année 1984 (3). Mais l'hostilité de la presse, se plut-il à souligner, *« n'a joué aucun rôle »* dans l'abandon de ce projet : *« Même si le C-CLAW peut aveugler des soldats, ce n'est pas à cette fin qu'il a été conçu. Il n'a rien à voir avec le problème des différents moyens de mettre des adversaires hors de combat. »*

Le programme Roadrunner, ajouta le général Wickham, *« s'est heurté à quelques difficultés dues à l'augmentation des coûts, à des problèmes techniques, à la lourdeur du prototype — tout cela s'ajoutant au fait que nous disposions de technologies plus riches de promesses en d'autres domaines »*.

Un système monté sur chars

CES technologies plus riches de promesses sont actuellement développées dans le cadre du programme Stingray ; elles portent sur la mise au point de ce que l'armée de terre appelle un *« système de contre-mesures optiques et électro-optiques »*. Le Stingray est un système de faible puissance monté sur char et muni, précise le général Wickham, de *« faisceaux laser qui détraqueront l'optique et sèmeront la confusion à l'intérieur des cockpits »* des chars. Les crédits alloués au programme Stingray sont fixés à 21 millions de dollars pour 1985, et il est prévu de débloquer, l'an prochain, des crédits d'un montant comparable. L'armée envisage de présenter un prototype Stingray en 1986, et le système d'armes proprement dit au tout début des années 90. La société Martin Marietta est le principal partenaire de l'armée dans la mise au point du Stingray, tandis que la conception du laser a été confiée à General Electric.

Le système Stingray *« perturbera les dispositifs ennemis de détection et de poursuite des objectifs »*, expliquait de son côté le général de corps d'armée James Merryman, chef d'état-major adjoint chargé de la recherche, dans la déposition, très largement censurée, qu'il a faite devant une sous-commission du Congrès (4). *« L'idée serait d'équiper un char d'un système de ce genre avec une possibilité de balayage de 45 degrés environ. Dans le même temps, le canon principal du char pourrait être pointé contre un autre char. »*

Les chars américains modernes tels que le Patton M-60 et l'Abrams M-1 sont équipés de toute une série de systèmes électro-optiques : détecteurs thermiques pour vision nocturne, périscopes assortis pour le commandement et la conduite, et télescopes auxiliaires d'amplification. Des faisceaux laser peuvent détraquer ces systèmes soit directement, en déformant ou en brouillant les lentilles et en saturant les écrans thermographiques, soit indirectement, en les utilisant afin de canaliser un faisceau intense de lumière laser dans les yeux des opérateurs des chars.

(Lire la suite page 6.)

* Center for Defense Information, Washington D.C.

(1) Laser : Light Amplification by Stimulated Emission of Radiations ; il s'agit d'une source lumineuse pouvant produire de très intenses éclairs de lumière. Le Maser procède du même principe pour des ondes électromagnétiques.

(2) Maj. Clark P. Campbell, « Directed Energy Weapons », *Infantry*, novembre-décembre 1983, pp. 8-10.

(3) House Appropriations Committee, Fiscal Year 1985 Hearings, deuxième partie, p. 393.

(4) House Armed Services Committee, Fiscal Year 1985 Hearings, quatrième partie, p. 753.

Bientôt quarante ans de guerre nucléaire dans les films américains

Par ANNE-MARIE BIDAUD *

VISIBLE du hublot d'un bombardier B-29, surgit soudain une masse déferlante de nuages blancs qui se transforme en boule de feu rouge foncé. L'avion décrit alors un cercle, à plus de 10 000 mètres d'altitude, pour que la caméra puisse enregistrer la métamorphose des volutes sombres en un gigantesque champignon... Il ne s'agit pas là d'une nouvelle fiction hollywoodienne cherchant à égaler *The Day After (le Jour d'après)* ; ce film très modeste — en 16 millimètres couleur — dure exactement trois minutes cinquante secondes, mais son réalisme ne peut être mis en cause : il appartient aux archives de l'US Air Force qui en commanda le « tournage » du haut du bombardier qui, le 9 août 1945, lança une bombe au plutonium sur Nagasaki (1).

Cinéma et guerre atomique semblent entretenir des relations privilégiées aux Etats-Unis : le nombre de films réalisés sur ce sujet, depuis les années 50 notamment, est d'une telle ampleur qu'on peut les assimiler à un genre cinématographique autonome.

Le problème est devenu préoccupation à l'échelle planétaire, d'autres pays se sont sentis concernés et ont exprimé cinématographiquement cette hantise. *Hiroshima mon amour*, d'Alain Resnais, date de 1959 ; *War Game*, du Britannique Peter Watkins, évoque en 1965 ce que serait une explosion atomique en Angleterre — la BBC refusa de le diffuser : il était « trop terrifiant ». *Le Désecteur et les Nomades* est une coproduction italo-tchèque de 1969... Et le Japon, pour sa part, a réalisé bon nombre de films sur ce sujet (2). Mais, quels que soient leurs mérites, ces films restent des cas relativement isolés.

La recrudescence de l'intérêt que suscite la guerre atomique chez les cinéastes américains, depuis quelques années, pourrait être mise au compte d'une résurgence de vieilles peurs confuses, ravivées dans toutes les périodes de crise — politique, économique — ou de mutations technologiques angoissantes, débouchant sur une vision catastrophique de l'avenir. C'est pourtant l'accumulation d'informations précises, émanant d'organisations officielles, qui semble à l'origine de la multiplication de tels films : le nombre accru de pays disposant de la bombe, le déploiement des Pershing et des Cruise en Europe, les 4 tonnes de TNT par habitant que représentent les quelque cinquante mille têtes nucléaires dans le monde, le phénomène de l'*overkill*, traduisent une aggravation bien réelle des risques de conflit. La miniaturisation de certaines armes les rend encore plus redoutables : la tentation est forte de les utiliser comme de l'artillerie conventionnelle. Et les arsenaux américains s'accroissent actuellement au rythme de huit ogives nucléaires par jour... (3).

Il n'est pas étonnant que, dans ce contexte, des cinéastes se fassent l'écho des préoccupations de l'opinion publique et choisissent des sujets en prise directe sur le réel ou, du moins, sur le plausible.

Deux films sont, à ce titre, paradigmatiques : *The Day After*, de Nicholas Meyer, représente un événement médiatique sans précédent, dépassant l'impact d'*Holocauste*, diffusé en 1980 sur CBS. Plus de cent millions d'Américains l'ont regardé sur ABC, le 20 novembre 1983 ; il est diffusé dans quarante pays et a donné lieu à de multiples débats et controverses. Son succès ne peut s'expliquer par le seul effet-choc qu'il produisit sur le public, à l'instar de *la Guerre des mondes*, programmée par Orson Welles à la radio, en 1938, et qui sema la panique dans la population.

The Atomic Café, réalisé par Jayne Loader, Kevin et Pierce Rafferty en 1982, confirme ce changement de climat culturel et propose, par un travail de montage de documents anciens, une réflexion rétrospective sur le rôle des médias dans les années 40 et 50 et leur participation à un phénomène de désinformation systématique auprès des Américains. Alors que tous les services officiels disposaient de documents inquiétants, une véritable conspiration du silence était organisée pour que le pays vive le péril atomique dans un climat d'euphorie. Des dessins animés « éducatifs » à l'usage des enfants leur apprenaient à adopter des postures de protection, au cas où la bombe tomberait quand ils se rendent à l'école ; on suggérait que, après une heure d'attente dans un abri anti-atomique, on pouvait ressortir à l'air libre sans danger et, éventuellement, chanter les refrains à la mode, comme *My Atomic Love* (4)... La dédramatisation des conséquences d'une guerre atomique avait commencé dès 1945 : ne surnommait-on pas affectueusement, *Little Boy* (Petit Garçon) et *Fat Man* (Gros Bonhomme), les deux bombes de calibre différent, lâchées sur Hiroshima et Nagasaki (5) ?

Le danger atomique fournit une entrée en matière commode à une parabole sur le racisme — *The World, the Flesh and the Devil* (1959) — ou rend plus paranoïdes des thrillers classiques. Dans *DOA* (1949), un métal radioactif rare tue un homme (DOA signifiant « dead on arrival »), comme dans *Kiss me Deadly* (1955, *En quatrième vitesse*), une mystérieuse boîte émettant une chaleur suspecte provoque, une fois ouverte, une conflagration cataclysmique.



(Cahiers du cinéma)

« THE DAY AFTER » : PLUS PROCHE DU RÉEL

Les films dont le thème principal est la guerre atomique n'ont pas seulement une fonction dramatisante ou allégorique ; ils l'envisagent presque tous comme une guerre à venir. Peu de productions cinématographiques ont osé évoquer, autrement que sous forme de documents d'archives souvent non accessibles au grand public, l'utilisation des bombes atomiques par l'armée américaine en 1945. Encore prennent-ils une dimension évidente de justification *a posteriori*... En 1947, la MGM produisit, sous la surveillance vigilante du gouvernement américain, *The Beginning or the End* (6) pour expliquer l'origine de la bombe, le « projet Manhattan ». C'est le président Truman lui-même qui, dans le film, dégage le message en assimilant la bombe atomique à un élément naturel : *« Les forces mêmes qui font briller le Soleil ont été libérées contre les criminels qui ont déchaîné la guerre dans le Pacifique. »*

Above and Beyond, en 1952, évoque l'entraînement du colonel Paul Tibbetts, qui fut responsable de l'opération de lancement des bombes sur Hiroshima et Nagasaki. C'est un militaire parfait et discipliné, secondé par une femme exemplaire qui accepte sans broncher que son époux soit chargé d'une mission secrète...

Montrer l'inimaginable ?

LA génèse de la bombe atomique n'a cependant pas toujours été présentée dans une perspective aussi optimiste : Fritz Lang, dès 1946, voulait sensibiliser l'opinion aux dangers de l'énergie nucléaire par un film d'espionnage scientifique, *Cloak and Dagger* ; mais les responsables de la production (United States Pictures) lui ont imposé un *happy-end* insipide et ont supprimé la phrase finale de mise en garde, prononcée par le héros du film, un savant qui représentait Robert Oppenheimer de façon transparente : *« Que Dieu fasse que les secrets de la bombe atomique demeurent en notre possession. Sans quoi l'humanité est perdue (7). »*

Hormis ces rares films à dimension historique, c'est la troisième guerre mondiale, la « guerre totale », qui domine l'horizon cinématographique américain dès que l'on fait référence à la guerre atomique. Dans un premier temps, les auteurs en ont donné une image édulcorée, presque abstraite à force d'omissions et de périphrases visuelles, tant ils répugnaient à en dévoiler l'horreur tout en l'évoquant indirectement. Puis les ellipses et les euphémismes iconiques ont fait place à un mode de représentation moins oblique, ancré dans une chaîne de causalité. Ces films révèlent comment le public, par tout un système de variations sur les codages visuels, a peu à peu accepté d'affronter ce que serait la réalité d'une guerre nucléaire : par fictions interposées, il a acquis la maturité suffisante pour que, enfin, on lui parle de l'indicible et lui montre l'inimaginable. C'est toute la relation du public américain au réel qui est en jeu.

Le premier grand film commercial à avoir vraiment abordé le problème de l'annihilation atomique reste *On the Beach*. Evénement comparable à *The Day After* à l'époque de sa sortie, en décembre 1959, il fut projeté simultanément dans la plupart des grandes villes du monde. Nous sommes en 1964, une guerre atomique a pulvérisé tous les continents. Seuls survivants : l'équipage d'un sous-marin américain et les habitants de l'Australie, épargnés grâce à des vents favorables. Mais la radioactivité progresse, tous se savent condamnés à une mort prochaine, inévitable.

Cette œuvre fournit une illustration parfaite des stratégies d'effacement ou de mise à distance du réel. La fiction commence après l'explosion de la bombe : ce choix du hors-champ évite la représentation cauchemardesque de la conflagration, en même temps qu'il place immédiatement le spectateur en dehors de tout champ politique : aucune cause n'est donnée, nous sommes bien dans le temps des fatalités...

L'éloignement dans l'espace est à plusieurs degrés : les héros américains sont dans un autre hémisphère, sous l'eau, c'est-à-dire sans contact direct avec la terre. C'est seulement lorsque les Australiens succombent les uns après les autres que l'équipage décide de rentrer mourir aux Etats-Unis.

La représentation des conséquences de la guerre atomique est pareillement occultée : l'irradiation des Australiens se manifeste par des malaises, des nausées, mais sans aucune trace extérieure : Ava Gardner garde jusqu'au bout son beau visage lisse, les populations acceptent d'absorber des capsules de cyanure pour hâter leur mort. D'ailleurs, les gens ne meurent pas, ils tombent...

(Lire la suite page 6.)

* Maître de conférences à l'université Paris IX - Nanterre.

(1) En janvier 1980, le Comité de publications Hiroshima-Nagasaki a obtenu des copies de ce film et les a diffusées sur NHK (télévision d'Etat japonaise). L'événement eut un retentissement considérable.

(2) Voir l'article de Donald Ritchie : « Mono No Aware. Hiroshima in Film » in Hughes, R. ed., *Film : Book 2. Films of Peace and War*, Grove Press, New-York, 1962.

(3) L'engin le plus puissant, la bombe B 53, pèse 4 tonnes et porte une charge explosive de 9 millions de TNT — soit l'équivalent de 1 000 bombes d'Hiroshima.

(4) Dans la même période, la presse publiait des articles identiques. Voir *U.S. News and World Report* (25 septembre 1961) : « If Bombs Do Fall », où l'on assure que, même si les banques sont détruites, les chèques continueront d'être tirés. Ou *Life* (15 septembre 1961) : « *How You Can Survive Fallout. 97 out of 100 Can Be Saved* » : ou comment on peut se protéger des radiations en buvant du thé chaud... L'article publie des photos d'une famille de cinq personnes vivant confortablement dans son abri, et fait de la publicité pour des abris coûtant seulement 700 dollars.

(5) Des copies grandeur nature de ces deux bombes sont exposées au National Atomic Museum d'Albuquerque, Nouveau-Mexique.

(6) Le titre du film aurait été suggéré par Truman lui-même.

(7) Interview de Fritz Lang par R. Lefèvre, dans *Image et Son*, nº 216, avril 1968.

LASERS, INFRAROUGES

Les « rayons de la mort »

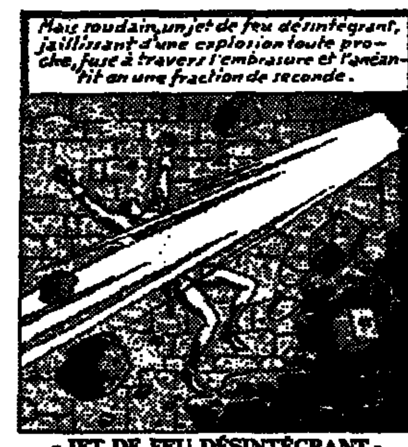
(Suite de la page 5.)

L'armée de terre se refuse à préciser les caractéristiques exactes du laser du Stingray, mais l'on sait qu'il s'agit d'un laser à semi-conducteurs et à pompage optique, de puissance légèrement inférieure à celle prévue pour le C-CLAW. *Le laser du C-CLAW, en effet*, se serait inspiré du télémètre des chars M-1, qui emploie un laser de 100 millijoules. Pour ce qui est des dégâts infligés au matériel électro-optique, son efficacité ne devrait probablement pas dépasser un rayon d'action de plus de 8 kilomètres ; en revanche, les yeux resteraient à sa merci à des distances plus grandes encore.

L'armée de l'air poursuit actuellement un programme analogue et met au point un système baptisé « Coronet Prince » destiné à être placé dans une nacelle accrochée sous l'avion. Héritier d'un programme antérieur répondant au nom de « Compass Hammer », le Coronet Prince utilisera le même laser que le Stingray, mais porté à des intensités plus élevées en raison des distances supérieures qu'il aura à couvrir pour « badigeonner » les chars, les avions et les missiles de l'ennemi. Le Coronet Prince pourrait servir à endommager les systèmes d'affichage électro-optiques et les appareils de télédétection à infrarouges (FLIR, Forward Looking Infrared) des avions, à mystifier le système de guidage à infrarouges des missiles anti-aériens, ou encore à blesser les yeux des pilotes. De 1985 à 1988, date à laquelle un prototype sera présenté, le programme Coronet Prince bénéficiera d'un budget de 20 millions de dollars.

Il ne faut pas confondre le Coronet Prince avec le projet de Laboratoire laser aéroporté (Airborne Laser Laboratory, ALL), aujourd'hui abandonné par l'armée de l'air. Lancé en 1974, l'ALL était un laser de 400000 watts à l'acide carbonique, monté sur un appareil de transport militaire, le KC-135. S'il connut un échec retentissant en 1981 lors d'un essai public, il devait néanmoins, deux ans plus tard, réussir à abattre cinq missiles Sidewinder avant d'être mis au rancart en 1984 sous prétexte d'impasse technologique. Le Congrès et le Pentagone s'accordèrent à conclure que le laser ALL, d'une longueur d'onde de 10,6 microns, *« n'avait pas d'application potentielle »* et que les crédits de recherche seraient mieux employés à la mise au point de lasers de longueur d'onde inférieure au micron.

Alors que des fonctionnaires du Pentagone, comme le général Wickham, prétendent que les armes ED, comme le Stingray et le Coronet Prince, sont exclusivement destinées à détruire l'appareillage électro-optique de l'ennemi, la vue des troupes ennemies devient inéluctablement un objectif secondaire. Il y a longtemps que



— « JET DE FEU DÉSINTÉGRANT »—

l'armée de terre a pris conscience du danger d'un aveuglement involontaire de ses propres troupes avec les télémètres et les systèmes de détection d'objectifs au laser – dispositifs de puissance relativement faible, largement déployés sur toute une gamme de systèmes d'armes afin de guider les missiles et les obus.

« En comparaison des projecteurs d'une portée de 100 mètres dont sont équipés les chars », observait en 1979 une étude de l'Army Environmental Hygiene Agency, un télémètre au laser *« semblerait plus de 100 millions de fois plus lumineux* (5) ». Une nouvelle étude, réalisée deux ans plus tard par l'Army's Combat Analysis Agency, conclut que des troupes évoluant sur un champ de bataille avec des lasers de faible puissance *« avaient toutes chances d'être touchées* (6) ». Suivant leurs longueurs d'onde, les lasers ont des effets plus ou moins graves sur l'œil humain. Les lasers visibles ou émettant à des fréquences situées dans le proche infrarouge donnent un faisceau lumineux qui traverse l'œil et se focalise sur la rétine ou la fovéa, provoquant des points aveugles ou un aveuglement total. Les radiations des lasers situées dans l'infrarouge *lointain ou l'ultraviolet* sont absorbées par la cornéule et provoquent des brûlures de la cornée, des vésications ou encore la cataracte.

« Du fait de l'introduction prochaine des lasers sur le champ de bataille, vers 1985-1990, expliquait en 1983 le général Edward Meyer (alors chef d'état-major de l'armée de terre, qui jouissait de la réputation d'être un homme pondéré), *les Russes et nous-mêmes envisageons de provoquer une multitude d'affections oculaires. Tous les soldats présents sur le terrain vont devoir, comme les tankistes, porter des lunettes protectrices, et il nous faudra les protéger des lasers en permanence parce que l'on ne sait jamais quand les faisceaux vont être pointés sur nous* (7). »

« Le port permanent de lunettes protectrices sur le champ de bataille n'ira pas sans poser des problèmes aux soldats, conclut le général Meyer. *Il est déjà assez difficile de regarder un gars dans les yeux et de lui dire « monte la côte ». Maintenant, j'imagine, il faudra le regarder à travers deux verres teintés en rose. Cela va être un changement dans les guerres. »*

Les recherches se poursuivent sur la mise au point de lunettes protectrices à l'épreuve des lasers, mais la plupart des filtres obscurcissent malencontreusement la vision et bien peu sont efficaces face à toute la gamme des fréquences possibles. On peut se faire une idée de la gravité du problème d'après l'appel d'offres lancé au début de l'année 1984 par l'armée de terre, concernant la mise au point de lunettes *protectrices – contre la lumière des* lasers visibles ou émettant à des fréquences situées dans l'infrarouge proche, – susceptibles de conserver au moins 50 % de la vision normale. C'est apparemment le meilleur résultat que l'armée puisse espérer. Un problème supplémentaire se pose du fait que, une fois filtrés les infrarouges, l'aptitude du soldat à discerner le vert naturel d'un camouflage s'en trouve dramatiquement amoindrie.

« La crainte est contagieuse »

LE *Directed Energy Laboratory*, nouvellement créé à la base aérienne de Brooks, au Texas, est chargé d'intensifier les travaux de recherche sur les effets biologiques des armes au laser. *« Le but de cette installation*, expliquait dernièrement au Congrès le général de division de l'armée de l'air Clifton Wright, chef de l'Engineering and Services Directorate de l'aviation, *est de procéder à des expériences d'irradiation sur des animaux afin d'évaluer les effets potentiels sur les humains d'une exposition à des radiations de haute puissance. »* En guise de cobayes, précisa-t-il, ce laboratoire de 9 millions de dollars se servira *« essentiellement de rongeurs et de moutons* (8) ».

Certains experts militaires ne se montrent pas moins inquiets de l'impact psychologique de l'emploi des lasers sur le champ de bataille que de leurs effets physiologiques. *« Imaginons un soldat disposant d'un médiocre bagage technique touché, sans trop de gravité, par une source invisible et non identifiée : une fois rétabli, sa répugnance à repartir sur le front risque fort d'en faire un combattant incapable »*, écrivait en 1980 le lieutenant-colonel Douglass Bacon, directeur d'études au sein du Training and Doctrine Command de l'armée de terre, dans un article publié par la *Military Review* – la revue de l'Ecole supérieure de guerre de l'armée de terre (9).

« La crainte est contagieuse, et les rumeurs se propagent rapidement, s'inquiétait Bacon. *Même si un nombre relativement limité de soldats étaient victimes de lésions oculaires provoquées par des lasers, la nouvelle ne manquerait pas de se répandre et d'arriver jusqu'aux forces de l'avant, au risque de diminuer l'efficacité au combat de ces unités. »*

Il va sans dire que l'énergie déployée pour la mise au point d'armes au laser de champ de bataille se nourrit, en partie, de la crainte que l'autre camp n'en fasse autant. *« Si l'on ne poursuit pas avec acharnement les travaux de recherche, de mise au point, d'essai et d'évaluation de contre-mesures visant le personnel*, avertissait l'armée de l'air dans sa demande de crédits pour financer le Laboratoire d'énergie dirigée de Brooks, *nos adversaires seront encouragés à mettre au point des systèmes d'armes à énergie dirigée d'une grande puissance meurtrière menaçant l'élément humain de nos systèmes stratégiques et tactiques* (10). »

A l'heure actuelle, les Soviétiques déploient, eux aussi, toute une gamme de lasers de champ de bataille, mais ce ne sont encore que des systèmes accessoires. Si l'on en croit le général Wickham, *« il s'agit pour l'essentiel de lasers du type télémètre, qui n'en font pas moins courir des dangers antipersonnels et antidétecteurs* (11) ».

L'armée de terre *« étudie des contre-mesures, parce que nous savons que les*

---

(5) « Laser Weapon Sparks Debate Over Ethics », *Washington Post*, 17 décembre 1983, p. A6.

(6) Lt. col. Douglass P. Bacon, « Battlefield Lasers : A New Problem with an Old Cure », *Military Review*, octobre 1980, p. 34.

(7) House Appropriations Committee, Fiscal Year 1984 Hearings, deuxième partie, p. 330.

(8) House Appropriations Committee, Fiscal Year 1985 Military Construction Hearings, cinquième partie, p. 581.

(9) Bacon, *op. cit.*, p. 37.

(10) House Appropriations Committee, Fiscal Year 1985 Military Constructions Hearings, troisième partie, p. 131.

(11) House Appropriations Committee, Fiscal Year 1985 Hearings, deuxième partie, p. 416.

Bientôt quarante ans de guerre nucléaire

(Suite de la page 5.)

Psychologiquement, même déréalisation : tous sont curieusement passifs ; aucune panique, aucune violence, une persistante inhibition ! La découverte de San-Francisco après le cataclysme, déjà retardée, *est d'abord faite du plus loin possible : c'est par le* périscope du sous-marin que les spectateurs découvrent la ville ; mais il n'y a aucune ruine, tous les bâtiments sont debout. La mort des habitants n'est signalée, visuellement, que par le vide, contrairement au livre de Nevil Shute, dont le film est une adaptation, où les maisons incendiées débordaient de cadavres.

Bien que réalisé neuf ans plus tard, *Planet of the Apes* fonctionne de façon similaire. La guerre atomique qui a détruit la Terre s'est déjà produite ; la mise à distance ne se fait pas dans l'espace, mais dans le temps : nous sommes projetés deux mille ans en avant, ce qui permet au cinéaste de faire l'économie d'une représentation traumatisante des effets immédiats de l'explosion nucléaire. Les survivants sont également coupés du réel, non plus par l'eau, mais *par l'air : ils sortent d'un engin spatial retombé sur la* Terre par erreur.

Tous les films de cette catégorie évoquent la guerre atomique, mais ils en oblitèrent toute représentation précise et s'apparentent plutôt à des paraboles ou à des fables sur la nature humaine. Les personnages ne sont pas individualisés, mais conformes à une typologie archétypale : le dernier homme, Charlton Heston (dont le rôle principal dans *The Omega Man*, en 1971, confirmera cette dimension), est symétrique d'Ava Gardner, la dernière femme, debout dans le vent, sur le dernier rivage.

Humaine ou technique, une simple défaillance...

DANS les *années 60, le recours à l'ontologique et* à des représentations sans lien avec le réel, pour éviter d'aborder de front le sujet de la guerre atomique, se fait moins fréquent. De nouvelles dimensions sont intégrées, la problématique est mieux insérée dans une continuité historique et politique. Des films comme *Dr Strangelove (Dr Folamour), Fail Safe, The Bedford Incident, Panic in the City*, au lieu de considérer la guerre nucléaire comme *une donnée axiomatique, tellement inéluctable qu'il* n'est pas besoin de la montrer, introduisent une recherche en amont sur les mécanismes qui rendent possible le recours à l'arme nucléaire, et se terminent là où des films comme *On the Beach* commençaient.

A la suite d'une fausse alerte, des bombardiers américains porteurs de bombes atomiques dépassent le « point limite » au-delà duquel ils ne peuvent *théoriquement plus être rappelés. Tous les systèmes* de contrôle seront mis en œuvre, le président lui-même ordonne aux bombardiers de faire demi-tour... Un seul avion passera outre, et lancera une bombe sur Moscou. Le président américain, pour prouver aux Soviétiques qu'il s'agit bien d'une erreur, décide alors de sacrifier New-York, comme témoignage de sa bonne foi... C'est la résolution « optimiste » *(Fail Safe)* du scénario également développé dans *Dr Strangelove*, et selon lequel la troisième guerre mondiale ne pourra être stoppée. Le film se clôt sur les images d'une explosion totale.

Dans la recherche des causes possibles de déclenchement d'une guerre nucléaire, la responsabilité est constamment partagée entre les faiblesses humaines individuelles (délires militaristes dans *Dr Strangelove*, erreur d'interprétation d'un ordre dans *The Bedford Incident)*, le complot politique organisé par un dément *(Panic in the City)* et le pouvoir incontrôlable des nouvelles technologies.

L'« intelligence artificielle » que représentent les ordinateurs organise une coalition contre les hommes et menace de provoquer une guerre atomique *(Forbin Project)*. Un adolescent de dix-sept ans, cherchant à pirater une firme de jeux vidéo, réussit, à l'aide d'une simple ligne téléphonique et d'un micro-ordinateur personnel, à déjouer tous les procédés cryptographiques de la défense nationale *américaine et met en marche les systèmes de lancement* des armes nucléaires *(War Games)*.

En montrant l'aggravation du risque de guerre atomique, en démontant les mécanismes et les causes de dérapage, ces films entrent de plain-pied dans le champ des préoccupations de l'opinion publique : comment une défaillance humaine ou technique peut-elle dégénérer en « bavure » cosmique ? Quels sont les responsables ? La mise en question de l'« équilibre de la terreur », sous-jacente à tous ces films, induit une autre réaction des spectateurs : de condamnés réduits à l'impuissance, ils se perçoivent comme menacés, la résignation en *moins*.

Classées dans la catégorie « politique-fiction » dans les années 60, ces productions consacrées au déclenchement accidentel d'une guerre atomique ont été rattrapées par la réalité. Un rapport du comité des forces armées du Sénat américain, publié en 1980, faisait état de cent quarante-sept fausses alertes nucléaires enregistrées en dix-huit mois, plus quatre autres, très sérieuses, qui avaient entraîné la mise en état d'alerte de bombardiers B-52 et des unités responsables de missiles intercontinentaux. *Dans l'été 1983, la police a démantelé un réseau de* jeunes lycéens du Wisconsin qui, de façon empirique, avaient réussi à forcer les systèmes de codage d'ordinateurs sur l'ensemble du territoire national. Des accidents d'effets limités ont déjà eu lieu : en 1966, une bombe atomique tombe par erreur d'un avion, en Espagne. Le 21 janvier 1968, un B-52 américain s'écrase, avec quatre bombes atomiques à bord, près de Thulé, au Groenland : comme dans un film de fiction, c'est l'Homme Primitif – des Esquimaux avec leurs traîneaux à chiens – qui sauvera le pilote, mais il n'échappera pas à la contamination radio-active... (8).

En dépit de leur enracinement plus explicite dans le temps et l'espace américains, ces films plus récents offrent une version « déréalisante » de la guerre atomique, quoique les procédés mis en œuvre soient différents et plus subtils que dans la décennie précédente. La plupart fournissent une catharsis à bon compte : le cataclysme est évité d'extrême justesse *(Panic in the City, Forbin Project, War Games)* ou limité *(Fail Safe)*. La représentation de l'explosion *reste souvent occultée, comme dans Fail Safe :* le film se termine par une série d'images fixes des habitants de New-York dans les secondes précédant le lancement de la bombe. Quand la conflagration nucléaire est montrée *(Dr Strangelove)*, la distance est immédiatement établie par un contrepoint musical ironique, une rengaine sirupeuse des années 40 : *« Nous nous retrouverons/Je ne sais où/Je ne sais quand/Mais nous nous retrouverons/Un jour de grand soleil... »* Le noir et blanc, utilisé dans la majorité des cas, stylise la représentation, comme les *effets graphiques en couleurs*, dans *War Games*, confèrent aux séquences situées au NORAD une beauté abstraite glacée.



Dr FOLAMOUR : UNE ILLUSTRATION DU DÉLIRE MILITARISTE (Cahiers du cinéma)

Simulation à domicile

THE Day After a marqué un tournant : ce film de télévision annule toutes les tactiques qui, dans *les films précédents, permettaient d'évoquer le sujet* tout en le maintenant à distance, en jouant sur les hors-champs – spatiaux ou temporels – et les ellipses. Le film de Nicholas Meyer inaugure l'ère des expériences de simulation.

Le changement de médium marque, à lui seul, la fin de l'éloignement dans l'espace ; c'est à domicile, dans le cadre de la vie privée, que le film vient interpeller les spectateurs. L'expérience est d'autant plus dérangeante que c'est probablement par la télévision qu'ils seraient informés du déclenchement d'une guerre nucléaire réelle. Déjà, en 1983, une autre expérience de simulation avait été programmée *à la télévision américaine : Special Bulletin* se contentait d'annoncer des informations à la manière des journaux télévisés. Un groupe de terroristes s'était emparé d'une bombe atomique et menaçait de la faire exploser... En dépit du passage continu, en bas de l'écran, de la phrase *« c'est une fiction » (« This is not real »)*, imposé par la Federal Communication Commission, une partie du public fut saisie de panique et téléphona sans relâche pour obtenir *des conseils de survie.*

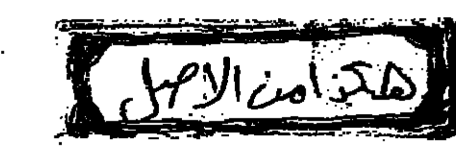
The Day After, de Nicholas Meyer, ancre sa fiction dans l'Amérique profonde : Kansas-City, Lawrence, Sedalia, Greenridge – comme Hamlin, dans *Testament* (9) – ne sont pas les grandes cités mythiques, mais des villes moyennes. On y voit des gens ordinaires, dans leur vie quotidienne – domicile privé, lieux de travail ou de loisirs. Ce ne sont plus les hauts responsables politiques ou militaires *qui occupent le devant de la scène, comme dans les* films de politique-fiction des années 60, où la population américaine était invisible, mais le *Common Man* habitant Middletown.

L'importance accordée au temps de l'« après » reste la plus grande audace cinématographique de *The Day After* et de *Testament* : au contraire des films apocalyptiques, la vie continue, et le public peut enfin voir l'anéantissement d'un écosystème *(disparition de la végétation, mort des animaux)*, la montée de la violence par peur de la mort et de l'enfermement, la privation de tous les acquis de la civilisation (eau, électricité, moyens de communication), la progressive dégradation physique des irradiés.

---

(8) L'un des sauveteurs inuit est interviewé dans le film de Jean Malaurie : *les Derniers Rois de Thulé* (deuxième partie), 1970, production Antenne 2.

(9) Sorti à Paris le 13 juin 1984.



RADIOFRÉQUENCES

dans les armes classiques

Soviétiques mettent le paquet sur les programmes laser dans la seconde moitié des années 80, explique le général Merryman. *Nous avons des programmes destinés à protéger les hommes des lésions oculaires, et nous étudions la mise au point d'une approche meurtrière susceptible d'écarter la menace que représentent les armes au laser de l'ennemi. Il nous faut en apprendre davantage sur les lasers ennemis et les parades possibles et ne pas nous préoccuper uniquement d'optique. Le durcissement systématique n'est certainement pas le seul et unique moyen de faire échec aux lasers de l'ennemi* (12) ».

On ne sait pas très bien ce que recouvre exactement *« l'approche meurtrière de la menace ennemie »* qu'évoque le général Merryman. Sans doute, l'armée de terre fera-t-elle porter tous ses efforts sur la conception de moyens permettant de détecter et de détruire les lasers soviétiques avant qu'ils n'aient pu infliger de dommages importants. Le Pentagone étudie des projets visant à équiper les hélicoptères de combat de détecteurs capables de repérer les rayons laser, tout en permettant aux pilotes de neutraliser les télémètres et les indicateurs d'objectifs au laser de l'ennemi. En juillet 1984, on a appris que le Congrès n'avait pas donné son aval au lancement d'un satellite-espion secret évoluant en orbite basse et destiné à localiser les armes soviétiques au laser basées au sol. Et de même que des armes antiradiations telles que le missile HARM se dirigent vers les sources radar, on peut tout à fait imaginer que des obus ou des missiles guidés aux infrarouges puissent prendre pour cibles les sources de laser.

« Comme un four à micro-ondes »

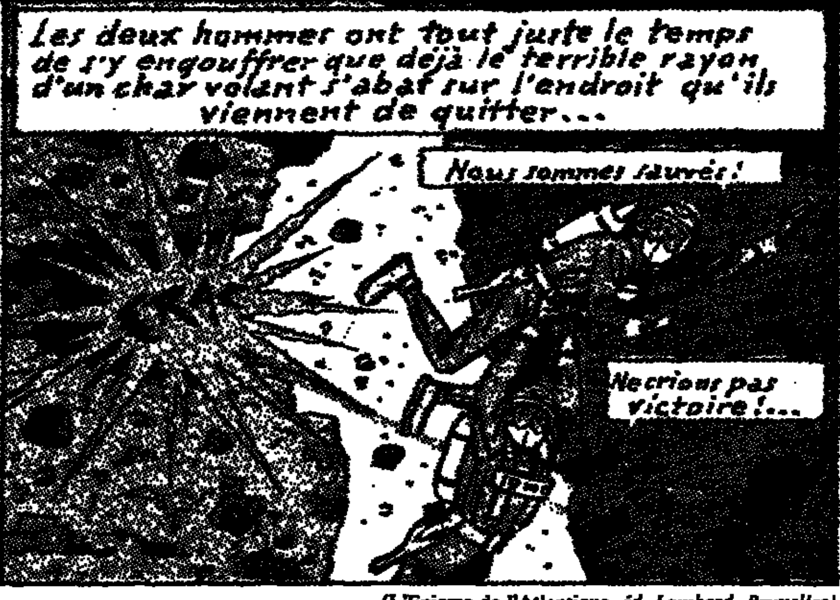
LA toute dernière édition de la brochure *Soviet Military Power*, publiée par la Defense Intelligence Agency, donne à penser que les armes au laser ne sont pas les seules armes soviétiques à énergie dirigée qui préoccupent le Pentagone. La technologie soviétique des radiofréquences, prétend la DIA, *« en est maintenant arrivée à un stade qui rend possible la mise au point d'un prototype d'arme à radiofréquences de courte portée... susceptible non seulement d'endommager très gravement les composants électroniques, mais aussi de faire perdre le sens de l'orientation au personnel ou d'infliger des blessures corporelles (13) »*.

Dans un entretien qu'il a accordé à la suite de la publication du rapport de la DIA, le Dr Robert Cooper, directeur de la Defense Advanced Research Projects Agency, a expliqué que les armes à radiofréquences marcheraient *« comme un four à micro-ondes »* (14). Et d'ajouter : *« Les Soviétiques se sont servi de micro-ondes contre l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, et l'effet des armes à radiofréquences serait similaire. »*

Les effets biologiques des radiations de micro-ondes sont incertains et mal connus : la longue controverse sur leur emploi contre l'ambassade des Etats-Unis à Moscou est là pour en témoigner. En revanche, les effets physiques d'une irradiation à plus forte dose sont moins contestés : brûlures des tissus et des os, cataractes, et – résultat d'une utilité militaire plus douteuse – stérilité temporaire... En ce qui concerne les applications antimatériel, les micro-ondes pourraient soit surchauffer les composants électroniques, soit, à des intensités plus faibles, perturber les transmissions.

A en croire le commandant Campbell, *« le meilleur moyen de contrecarrer une arme à radiofréquences est de la détecter avant d'entrer dans son champ de tir ; une fois détectée, l'antenne paraboloïde est à la merci de l'artillerie et de tirs directs »*. Malgré cela, dit-il, *« si un soldat est touché par un faisceau de radiofréquences, la seule contre-mesure qu'il puisse prendre est de se jeter à terre et de ramper jusqu'à l'abri le plus proche. A moins que l'émetteur ne soit extrêmement rapproché, il garde d'excellentes chances de survie, car il faut être exposé au moins plusieurs secondes pour que les ondes provoquent des brûlures invalidantes* (15) ».

Les Etats-Unis poursuivent eux aussi des recherches dans le domaine des armes à radiofréquences. *« Dans le cadre du programme des technologies à énergie dirigée du Pentagone*, expliquait en 1983 le général de division de l'armée de l'air Donald Lamberson (directeur adjoint chargé des armes à énergie dirigée) à une commission de parlementaires, *nous avons récemment décidé de concentrer nos efforts sur la mise au point d'armes à faisceau de micro-ondes de forte puissance* (16). » *« Au cours de nos essais, nous avons pu nous faire une première idée des dégâts infligés aux composants par les micro-ondes. Pour assurer la génération des faisceaux, nous sommes en train de mettre au point un canon à électrons faisant appel à une technologie de pointe ainsi que des cathodes à haute émissivité et des techniques d'émission pulsée. Si nos expériences confirment l'existence des mécanismes de destruction recherchés, cette technologie aura certainement un avenir comme système d'armes. »* Les crédits alloués à ces recherches devraient atteindre plusieurs millions de dollars par an, mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans le budget du Pentagone.



(L'Enigme de l'Atlantique, *éd. Lombard, Bruxelles*)

... « TERRIBLE RAYON D'UN CHAR VOLANT » : LA BANDE DESSINÉE TROUVE UN NOUVEL OBJET MYTHIQUE

Quoi qu'il en soit, les lasers d'attaque optique tels que le Stingray feront leur apparition sur le champ de bataille bien avant les armes à radiofréquences. En fait, c'est peut-être déjà chose faite. Des rumeurs non confirmées ont fait état de l'emploi de télémètres et d'indicateurs d'objectifs au laser de fabrication soviétique afin d'aveugler les troupes chinoises lors des incidents frontaliers de 1979 entre la Chine et le Vietnam.

On doit au docteur C. David Decker un récit de première main, pris sur le vif, de ce que la guerre au laser signifie pour le soldat qui se trouve sur le terrain. En 1977, en effet, il a été victime d'une lésion rétinienne irréversible après avoir été atteint, accidentellement, par un faisceau laser de faible puissance analogue à ceux utilisés pour les calculateurs télémétriques.

« Lorsque le faisceau a touché mon œil, j'ai entendu un bruit sec et très net dû à l'explosion provoquée par le laser au pôle postérieur de mon œil, devait-il confier par la suite (17). *Ma vision s'est obscurcie presque instantanément du fait de filets de sang flottant dans l'humeur vitrée. Pendant les quelques minutes de l'accident, j'ai ressenti une douleur locale, mais celle-ci n'a jamais pris des proportions insupportables.*

» Après un accident de ce type, la toute première réaction est une réaction d'horreur. En tant que vétéran de la guerre du Vietnam, j'ai plusieurs fois assisté à des scènes terribles de carnage, mais rien ne m'a touché autant que de voir le monde à travers mon œil empli de sang. »

DAVID C. MORRISON.

(12) House Armed Services Committee, Fiscal Year 1985 Hearings, quatrième partie, p. 753-754.

(13) Defense Intelligence Agency, *Soviet Military Power : 1984*, Government Printing Office, Washington, 1984, p. 106.

(14) *Aerospace Daily*, 11 avril 1984, p. 233.

(15) Campbell, *op. cit.*, p. 10.

(16) House Armed Services Committee, Fiscal Year 1984 Hearings, p. 1155-1156.

(17) Bacon, *op. cit.*, p. 33.

dans les films américains

« Les images que vous venez de voir sont atténuées par rapport aux dommages que créerait une vraie guerre nucléaire », conclut *The Day After*. Les quelque 327 000 *Hiba Kusha* (les survivants de Hiroshima et Nagasaki) l'ont confirmé. Ces films de simulation ne prétendent pas être des reconstitutions authentiques, bien qu'ils soient classés comme *reality films* par *Newsweek* (10). Ils choisissent délibérément un registre euphémique : l'effet dissuasif attendu serait annulé par la représentation trop précise de l'insoutenable (les spectateurs risquaient de rejeter le film ou, au contraire, de prendre un plaisir pervers à la vision de ce que Tom Wolfe appelle *« pornoviolence »*). Un certain nombre de trucages ou de « licences dramatiques » furent incorporés pour accroître l'effet de réalité : des ralentis dans les explosions permettent de mieux les voir, alors que, en fait, tout se passe si vite qu'on ne perçoit qu'un gigantesque éclair aveuglant. De même, dans *The Day After*, la première grande explosion est visuellement exprimée par ce qui semble être son signe distinctif : le nuage en forme de champignon. Or il ne se forme pas toujours dans la réalité – les films d'archives en font foi : tout dépend des conditions météorologiques, de l'atmosphère... Le stéréotype est plus efficace, cinématographiquement, que la réalité.

La représentation de la guerre atomique ne peut plus encourager l'identification aux héros militaires, mais elle risque de rencontrer d'autres écueils spécifiques. *« Le champignon atomique est un spectacle magnifique à contempler »*, affirmait un aumônier pour rassurer des soldats inquiets, dans un document du service des armées américaines des années 50, inséré dans *Atomic Café*... Toutes *les guerres sont cinégéniques* ; les conflagrations, les incendies, réels ou simulés, appartiennent au domaine du grand spectacle. Le risque de dérive esthétisante a été perçu par les responsables des effets spéciaux de *The Day After*, ceux-là même qui ont travaillé pour le film *Star Wars* ; ils ont choisi d'éliminer certains plans parce qu'*« une partie de ce qu'ils avaient le mieux réussi rendait l'explosion plus belle que terrifiante* (11) ».

Du jeu au délire

LA sophistication technologique qu'implique la guerre atomique la rend également *abstraite : tout est décidé par ordinateurs*, dans des salles de contrôle où la visualisation des trajectoires de missiles et de fusées lui donne toutes les apparences d'un *gigantesque jeu vidéo. Le film War Games*, au titre explicite, rend bien compte de ce glissement progressif de la stratégie militaire au plaisir ludique. Le film récent, *la Diagonale du fou* (qui vient de recevoir l'Oscar du meilleur film étranger), est entièrement construit sur ce dérapage idéologique à partir du jeu d'échecs. Cinématographiquement, la guerre atomique *permet l'exploitation de toute une dimension graphiquement* photogénique et cérébralement excitante, parce qu'elle fait céder au vertige de la toute-puissance : l'affiche de *War Games*, *une carte du monde sur un écran de contrôle, où les fusées font* se disloquer des continents entiers, donne au spectateur le sentiment illusoire de jouer le rôle du créateur/destructeur de l'univers. *Aucune représentation de guerre conventionnelle n'avait* été aussi loin.

« Laissons pour une fois de côté nos critères de cinéphiles », écrivait un lecteur de *Télérama* à propos de *The Day After* (12). Il est certain qu'apprécier la qualité des films sur la guerre – quelle qu'elle soit – en fonction de leur valeur dramatique et *esthétique est quelque peu suspect.*

L'escalade dans la réalisation de ce genre de films, loin d'alarmer l'opinion publique, peut au contraire mithridatiser ses peurs, créer un effet d'accoutumance en en banalisant les représentations les plus effrayantes. *« Les gens reçoivent tellement d'informations sous une forme visuelle que la réalité se transforme en spectacle, et, par conséquent, le spectacle s'est transformé en réalité* (13) », commente un critique de cinéma interrogé sur la vogue des *reality films* aux Etats-Unis. L'effacement des frontières entre le fictif et le réel, au cœur de la culture américaine, comme l'a analysé Daniel Boorstin il y a plus de vingt ans, aboutit à une confusion des deux registres et à une perception déréalisée de toute expérience.

Comment s'en étonner quand les instances suprêmes du pouvoir contribuent à estomper la ligne qui sépare réalité et fiction ? Le programme américain de systèmes spatiaux antimissiles est baptisé *Star Wars* (guerre des étoiles), comme si la référence au film de George Lucas en atténuait, magiquement, le danger.

Les militaires eux-mêmes, dans leurs expériences de simulation de guerre atomique, l'interprètent en termes de jeux vidéo : le programme Janus, le plus sophistiqué de tous, *« est des années-lumière en avance sur n'importe quel jeu Atari »*, *s'exclame un officier supérieur* ; bien qu'une partie du programme Janus reste secrète, il s'agit, en fait, *« d'une variante, mise sur ordinateurs, du vieux jeu de la bataille navale* (14). » *Les résultats de ces expériences sont inquiétants* : pris au jeu, même les plus anciens officiers ne résistent pas à la tentation de lancer des missiles sans discernement, au point de détruire leurs *propres troupes en même temps que celles de l'« ennemi »*. *Dr Strangelove* et *War Games* sont des fictions beaucoup moins audacieuses que ces jeux de simulation réelle...

Réalisateur : Thanatos

LE *spectacle de l'holocauste atomique se vend bien : aucun* producteur n'irait investir à perte. Certains films ont des budgets conséquents (13,6 millions de dollars pour *War Games*) ; on fait appel à des metteurs en scène commerciaux, comme John Badham ; les grandes firmes hollywoodiennes *récupèrent des projets initialement prévus pour la télévision* : *Testament* devait être fait pour la chaîne culturelle PBS mais, à la suite de tractations complexes, c'est finalement Paramount qui sort le film. Hollywood a découvert un nouveau filon : celui *de la peur atomique.*

Le succès de tels films rend perplexe quant aux motivations des spectateurs : le plaisir trouble que représente la contemplation renouvelée de sa propre disparition n'est peut-être qu'un rituel d'exorcisme de l'angoisse collective en période d'incertitudes. Déjà, dans les années 60, les jeunes reconnaissaient leur attachement à des films, tel *Easy Rider*, qui mettaient en scène leur propre mort : *« La paranoïa a représenté la métaphore centrale de notre culture, notre expression favorite* (15) », avouaient-ils. La *fascination délétère de la mort absolue*, la promotion de Thanatos au rang de metteur en scène suprême, dans les films sur la guerre atomique, témoignent pourtant d'une mise en forme culturelle de la *tentation de l'autodestruction.*

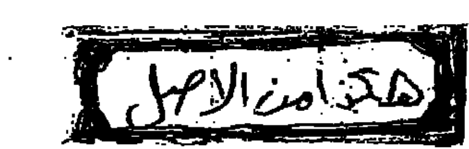
L'ambiguïté fondamentale de tous ces films sur les horreurs de la guerre nucléaire n'en détruit pas complètement l'efficacité : ils rappellent que désormais c'est la survie de l'espèce qui est en cause. La représentation cinématographique d'une planète retournée au chaos permettra-t-elle de rester éternellement dans le registre de la fiction, de démentir ce graffiti que l'on pouvait lire, à la fin des années 60, sur les murs de San-Francisco : *« Un jour, le jour viendra où le jour ne viendra pas »* ?

ANNE-MARIE BIDAUD.

(10) *Newsweek*, 2 janvier 1984, p. 55.
(11) *American Cinematographer*, février 1984, p. 60.
(12) *Télérama*, 22 février 1984.
(13) *Newsweek*, 2 janvier 1984, p. 55.
(14) *Time*, 16 août 1982 : *Brutal Games of Survival (A New Army Program Simulates the Carnage of Nuclear Warfare)*.
(15) Richard Lorber : « Peter Fonda as Scorpio Risen », *Interview*, vol. 1, nº 1, 1969.

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS

1946 *Cloak and Dagger* (Cape et poignard), réal. : Fritz Lang.
1947 *The Beginning or the End*, réal. : Norman Taurog.
1949 *D.O.A.*, réal. : Rudolph Maté.
1951 *Five* (Cinq survivants), réal. : Arch Oboler.
1952 *Above and Beyond* (le Grand Secret), réal. : Melvin Frank et Norman Panama.
Invasion USA, réal. : Alfred E. Green.
1955 *Kiss me Deadly* (En quatrième vitesse), réal. : Robert Aldrich.
1956 *The Cyclops*, réal. : Bert I. Gordon.
The Day the World Ended, réal. : Roger Corman.
1957 *The Twenty Seventh Day*, réal. : William Asher.
1959 *The World, the Flesh and the Devil* (le Monde, la Chair et le Diable), réal. : Ranald Mac Dougall.
On the Beach (le Dernier Rivage), réal. : Stanley Kramer.
1961 *Flight that Disappeared*, réal. : Reginald le Borg.
1962 *Panic in the Year Zero* (Panique année zéro), réal. : Ray Milland.
1963 *Ladybug Ladybug*, réal. : Frank Perry.
1964 *Dr Strangelove, or how I Learned to Stop Worrying and Love the Bomb* (Dr Folamour), réal. : Stanley Kubrick.
Fail Safe (Point limite), réal. : Sidney Lumet.
1965 *The Bedford Incident*, réal. : James B. Harris.
1968 *Panic in the City*, réal. : Eddie Davis.
Planet Of The Apes (la Planète des singes), réal. : Franklin J. Schaffner.
1970 *Forbin Project*, réal. : Joseph Sargent.
1971 *Glen and Randa*, réal. : Jim McBride.
1973 *Battle for the Planet of the Apes*, réal. : J. Lee Thompson.
1982 *Atomic Café*, réal. : Kevin et Pierce Rafferty et Jayne Loader.
1983 *War Games*, réal. : John Badham.
The Day After (le Jour d'après), réal. : Nicholas Meyer.
Testament (le Dernier Testament), réal. : Lynne Littman.



Dans les revues...

Dans **FOREIGN AFFAIRS**, trois articles sur la diplomatie américaine : « The Reagan Road to Detente », par Norman Podhoretz, « Diplomacy Restored ? », par Leslie H. Gelb et Anthony Lake, et « From Carter to Reagan », par Coral Bell. On retiendra tout particulièrement un article au titre provocant : « La politique économique de la canonnière » *(Gunboat Economics)*, par Jeffrey E. Garten, de la firme Lehman Brothers, d'une sereine sévérité. **(N° 63, trimestriel, le n° : 6,95 dollars. – PO Box 2615, Boulder, Colorado 80322.)**

« Quelle politique étrangère ? » demande **LE DÉBAT** à travers deux livres récemment parus : de Régis Debray *(les Empires contre l'Europe)* et de Thierry Montbrial *(la Revanche de l'Histoire)*, et plus précisément à propos d'un « échange » entre leurs auteurs. On a tout de suite le ton : le second, d'entrée de jeu, s'interroge : « Comment peut-on caractériser le système international actuel ? » « Je n'ai jamais compris, répond le premier, l'expression spéculative de système international. » D'où sa propre analyse. Ainsi de suite au cours de douze pages instructives à divers titres, dont **LE DÉBAT** croit pouvoir déduire un accord au fond, que R. Debray confirme – mais autrement. Il s'agit en tout cas de l'affirmation qu'il n'y a « qu'une seule politique pour la France » : celle de l'indépendance, pour elle et pour l'Europe. **(N° 34, mars, bimestriel, 63 F. – Gallimard, Paris.)**

Consacré à la « guerre des étoiles », le dernier article de Jacques Vernant, décédé en février dernier, ouvre le dernier numéro de **DÉFENSE NATIONALE**. On retiendra aussi deux articles fort bien documentés, de Georges de Bouteiller sur l'Arabie saoudite, et d'Ivo Paparella sur les organes politiques des forces armées soviétiques. **(Avril, mensuel, 30 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris.)**

Dans **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** : « Vers un nouveau Japon ». Nouveauté capitale : la mise en cause de l'article de la Constitution impliquant le désarmement. En fait, les forces actuelles ne sont pas négligeables. L'opinion a-t-elle changé ? Seul demeurerait le tabou nucléaire. Ce qui a changé, en tout cas, ce sont les options fondamentales du pouvoir sur la sécurité. Pour l'auteur (qui signe *d'un pseudonyme*), cet effort pour la sécurité correspond à un sens recouvré du destin national. *Il ne dit pas vers quoi. De son côté*, Marc Dupuis, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris I), décrit la puissance technologique du Japon et ses « implications internationales ». **(N° 1/85, trimestriel, 70 F. – IFRI, 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14.)**

Les **CAHIERS D'ÉTUDES STRATÉGIQUES** présentent deux dossiers, l'un sur la dissuasion populaire yougoslave, l'autre sur les principes de dissuasion civique. **(N°s 5 et 6, janvier 1985, respectivement 30 et 45 F. – CIRPES, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.)**

Aline Maillard, dans **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST**, établit le bilan des contrats d'exportation des firmes françaises avec l'URSS de 1980 à 1984. Il en ressort que 80 % de ces contrats concernent des équipements et des usines « clé en main ». **(N° 293, mars, mensuel, 40 F. – La Documentation française, Paris.)**

Sous le titre « Portugal : dix ans de démocratie », les **PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX** publient une étude inédite sur l'évolution de ce pays depuis le 25 avril 1974. Cette analyse arrive à point, à la veille de l'entrée de ce pays dans la CEE. **(N° 507, 8 mars 1985, un vendredi sur deux, 15,50 F. – La Documentation française, Paris.)**

MAGHREB-MACHREK attire l'attention, dans sa partie « dossiers et documents », sur la « redéfinition » de la politique méditerranéenne de la CEE après la prochaine adhésion de l'Espagne et du Portugal. On y trouvera en particulier un résumé des propositions de la Commission de Bruxelles pour réaménager les rapports commerciaux avec les partenaires *associés méditerranéens*. **(N° 107, janvier-mars, trimestriel, 27 F. – La Documentation française, Paris.)**

ÉCONOMIE RURALE consacre, quant à elle, un article à la politique agricole commune dans ses rapports avec les pays sous-développés : Alan Matthews dégage les effets possibles d'une baisse du niveau de protection de l'agriculture communautaire sur les exportations agricoles du tiers-monde. **(N° 165, janvier-février, six numéros par an, 85 F. – Société française d'économie rurale, 4, rue Hardy, 78000 Versailles.)**

ÉLÉMENTS se déclare « pour une alliance euro-arabe ». On y lit notamment : « Le réveil de l'arabo-islamisme constitue un fait objectif favorable au destin de l'Europe dans la mesure où il trouble le « duopole » américano-soviétique. Et : « Une grande politique euro-arabe ne sera possible que si nous renonçons *à entretenir certains clichés racistes* à l'égard d'un peuple qui attend encore de l'Europe de grandes initiatives. » *Éléments* est la revue de la « nouvelle droite ». **(N° 53, printemps, bimestriel, 20 F. – 13, rue Charles-Lecocq, 75337 Paris Cedex 15.)**

Trois articles, dans **ÉTUDES INTERNATIONALES**, concernent les relations entre le tiers-monde et les pays industrialisés : l'un, par Claudio Jedlicki, sur l'Amérique latine et ses créanciers occidentaux ; l'autre, de Bertrand Nezeys, sur la stratégie de l'indépendance technologique, dont l'auteur considère qu'elle place les pays sous-développés dans une impasse ; le troisième, de Louis Pilandon sur l'influence que les relations Nord-Sud ont sur les dépenses militaires des pays en voie de développement. **(Mars 1985, trimestriel, 8 dollars. – Centre québécois de relations internationales, université Laval, Québec, Qué., Canada G1K 7PA.)**

Dans **RAW MATERIALS REPORT**, l'accord conclu en 1976 entre le gouvernement jamaïquain et les sociétés de bauxite nord-américaines offre à Thomas W. Walde l'occasion d'étudier les relations qui se développent entre gouvernement du tiers-monde et sociétés d'exploitation des matières premières. La revue inaugure, d'autre part, une série d'articles sur les minerais « mineurs » qui ont pris une grande importance stratégique, tel le gallium qui fait l'objet du premier article. **(Vol. 3, n° 2, 1985, trimestriel, abonnement annuel : 150 couronnes suédoises. – PO Box 5195, S-10244, Stockholm.)**

Une série d'études sur l'importance et le rôle de la classe moyenne dans le tiers-monde, dans la **REVUE TIERS-MONDE**. Du Brésil à l'Indonésie, en passant par l'Algérie ou la Côte-d'Ivoire, éclate la diversité historique, politique, sociale. **(N° 101, janvier-mars, trimestriel, abonnement annuel : 244 F. – PUF, Paris.)**

Sous le titre « Masks and Marx » (Masques et Marx), Ayi Kwei Armah revient, dans **PRÉSENCE AFRICAINE**, sur le rôle des élites intellectuelles africaines, marquées par l'européanocentrisme de leur culture politique, y compris lorsqu'elles s'affirment marxistes. Une culture étrangère aux valeurs africaines, *estime l'auteur, qui note* cependant l'existence d'une petite fraction d'intellectuels s'efforçant aujourd'hui de revaloriser les valeurs authentiques. **(N° 131, troisième trimestre 1984 – dernier paru – 60 F. – 25 bis, rue des Écoles, 75005 Paris.)**

Un excellent dossier d'**ÉCONOMIE ET HUMANISME** sur l'approvisionnement des villes du tiers-monde en produits alimentaires. Quelques études claires et concises, s'appuyant sur des exemples concrets, font ainsi ressortir les principaux aspects de cet immense problème engendré par l'urbanisation rapide. **(N° 282, mars-avril, 50 F. – 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08.)**

Pour son deuxième numéro, **CITÉS AFRICAINES** publie un dossier sur Abidjan réalisé avec le concours de l'ORSTOM : planification, équipement, croissance, mais aussi tous les aspects sociaux de la vie dans cette capitale africaine de plus de deux millions d'habitants. **(N° 2, janvier-mars, 50 F. – 26, rue Denfert-Rochereau, 92100 Boulogne.)**

POLITIQUE AFRICAINE se préoccupe également de la croissance des villes en Afrique, et propose, en introduction à un dossier sur ce thème, d'appréhender le problème « en recourant à d'autres cadrages théoriques que *ceux élaborés dans les sociétés industrielles* et post-industrielles ». Transports, planification, État, Banque mondiale sont quelques-uns des thèmes qui offrent ainsi l'occasion de remettre en question bien des choix et des pratiques de gestion. **(N° 17, mars, trimestriel, 65 F. – Karthala, Paris.)**

Dans **FUTURIBLES**, Bichara Khader appréhende le monde arabe dans sa totalité pour dresser, chiffres à l'appui, un tableau peu encourageant des réalités présentes quant aux problèmes du développement (agriculture, industrie, démographie, etc.). Cette vision pessimiste s'accompagne d'un effort de réflexion sur les moyens d'aménager un avenir moins incertain. **(N° 87, avril, mensuel, 40 F. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)**

DEVELOPMENT DIALOGUE se penche sur les dimensions culturelles du développement et propose une série d'articles sur l'« *édition autonome africaine* » *dont la* « *tâche urgente* » est de répondre aux « distorsions culturelles et aux déformations de l'histoire de l'Afrique » répandues dans les ouvrages éditées par les sociétés transnationales. **(N° 1984 : 1-2, semestriel, prix non indiqué. – Ore Slottsgatan 2, S-75220 Uppsala, Suède.)**

Dans son dossier consacré à la Nouvelle-Calédonie, **LIBÉRATION AFRIQUE, CARAÏBES, PACIFIQUE** *insiste sur les origines* de la situation actuelle et, surtout, sur les injustices en matière de partage foncier. **(N° 25, mars, trimestriel, 15 F. – 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)**

Sous le titre « Cinq continents à la une », **LES CAHIERS FAIM-DÉVELOPPEMENT** consacrent leur numéro à l'information dans le tiers-monde : la communication orale, les agences de presse, les affrontements à propos de l'UNESCO et du nouvel ordre mondial de l'information, l'action des « artisans de l'information » pour démocratiser la communication dans les pays sous-développés, etc. **(N° 8, dix numéros par an, abonnement : 100 F. – CCFD, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.)**

Sur la couverture d'**EN JEU** (« pour la République et le socialisme »), la photographie de M. Chevènement. A l'intérieur, il désigne l'alternative : « République arrêtée ou *république conquérante* ». *Et, à un siècle de* distance, au : « La République sera conservatrice ou ne sera pas » de Thiers, il répond : « La République moderne sera progressiste ou ne sera pas. » Il glisse en passant : « Ce ne serait pas si mal si les socialistes étaient déjà de vrais républicains. » **(Avril, mensuel, 25 F. – 52, rue de Bourgogne, 75007 Paris.**

Un sujet rarement exploré – « L'entreprise et l'impôt » – occupe l'essentiel de la **REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES**. Après une introduction de José Bidegain, Bernard Plagnet montre que les entreprises ne sont pas égales devant l'impôt, Christian Pierret décrit les changements intervenus depuis 1981, Jean Cosson traite de la fraude fiscale par les entreprises nationalisées, d'autres auteurs examinent la situation en *Suisse, en Grande-Bretagne, aux États-Unis.* **(N° 9, mars 1985, trimestriel, 72 F. – LGDJ, 20, rue Soufflot, 75005 Paris.)**

JUSTICE *publie les débats et les orientations* du dernier congrès du syndicat de la magistrature et, en particulier, le « rapport du bureau » qui met l'accent sur les « reculs » et les « renoncements » du gouvernement français en matière de libertés. **(N° 104, mars, bimestriel, 28 F. – B.P. 155, 75523 Paris Cedex 11.)**

La revue **TRAVAIL** traite de l'immigration, dans un numéro en grande partie consacrée aux *travailleurs étrangers* en France. On appréciera le souci d'offrir aux lecteurs une description concrète, et chiffrée, de cette communauté que la réglementation appliquée depuis 1970 a contribué à « isoler » de la société française. En marge, une étude sur l'immigration en provenance du Commonwealth au Royaume-Uni **(N° 7, février, trimestriel, 60 F. – 6, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.)**

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES publie le rapport du congrès international d'Amsterdam sur « L'esclavage sexuel des femmes » que le féminisme de tous les pays, *en particulier du tiers-monde, qui en est* la principale victime, a décidé de combattre. Une plaie mise à nu. « Ni les États, ni les organisations internationales ne veulent s'attaquer à un commerce florissant, même s'il tue. » **(N° 8, trimestriel, 50 F. – 34, passage du Ponceau, 75002 Paris.)**

Trois grands axes de réflexion – état des médias en France, enjeux pour les libertés et informations sur les droits de l'homme – structurent l'analyse qu' **HOMMES ET LIBERTÉS** consacre aux « nouveaux médias ». **(N° 36, mars, bimestriel, 20 F. – 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)**

Après les secousses politiques des années 60 et 70, la littérature chinoise s'éveille. **EUROPE** témoigne de ce renouveau et propose une série de textes (nouvelles et poèmes) représentatifs de la production actuelle. **(N° 672, avril, mensuel, 60 F. – 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.)**

CORRESPONDANCE

L'histoire du fascisme

A la suite de la publication dans notre numéro de mars 1985 de l'article de Gilbert Comte sur « Zeev Sternhell, historien *du fascisme en France », M. Max Gallo nous adresse la lettre suivante :*

Dans l'article de Gilbert Comte, je dois le dire, un passage m'a scandalisé. Il s'agit du paragraphe qui, dans la partie « Sollicitation de texte », commence par *« Il oublie opportunément... »*. Je ne me prononce pas sur *Zeev Sternhell, je prétends* que toutes les affirmations de Comte sont historiquement erronées, reprennent les arguments – notamment ceux de Laval – de la possible alliance « fascisme-démocratie » et toutes les illusions (nées des mensonges de la propagande fasciste) sur les aspects « sociaux » du fascisme. Ma thèse qui portait sur « la propagande fasciste », un livre, *l'Affaire d'Éthiopie* (Centurion, 1965), me permettent d'avancer cela.

Il est grave que de telles contre-vérités continuent à propos du fascisme d'être véhiculées, et surtout par *le Monde diplomatique*. Dire que le fascime résorbait le chômage ! en 1985 !

En 1930, la France accueillait des intellectuels « libéraux » et socialistes qui publiaient documents et analyses sur la réalité du régime.

[En 1985, la politique sociale des gouvernements mussoliniens ne s'apprécie évidemment pas d'après leur propagande ni sur des propos de Pierre Laval. Les travaux d'historiens sérieux autorisent un meilleur jugement. Rien, dans mon article, ne suggérait une autre interprétation. Je laisse d'autant plus volontiers à M. Max Gallo la responsabilité de la sienne qu'il ne l'appuie par aucun argument *démonstratif*, mais *sur un simple procès* d'intention. Les mots *« illusions »*, *« mensonges »* qu'il emploie pour définir quelque dix-neuf années de dictature fasciste ne suffisent pas davantage à l'exacte intelligence d'une aussi longue période. Dans leur *Italie contemporaine*, parue en 1973 dans la collection « U » d'Armand Colin, MM. Pierre Berstein et Pierre Milza, alors tous deux professeurs à l'Institut d'études politiques de Paris, expriment ainsi des opinions, et donnent *sur* le même *sujet* des renseignements beaucoup plus nuancés.

Très scrupuleusement, MM. Berstein et Milza relèvent, expliquent les erreurs, les torts et les tares du fascisme. Une phrase résume les recherches et les analyses de cet ouvrage complet et documenté : *« Considéré d'un point de vue socio-économique, le fascisme n'est autre chose que l'instrument politique qui a permis à l'Italie de passer sans transition et avec un minimum de heurts au stade du capitalisme monopoliste. »*

Les « *résultats* » obtenus par la « *politique économique de reprise* » patronnée par Mussolini leur semblent ainsi, à bien des égards, « *incontestablement positifs* ». Selon leurs calculs, « *le revenu national par tête est passé de 1 375 lires durant la période 1916-1920 à 2 786 lires pour la période 1921-1925 ; les salaires ont augmenté de 10 %, et le nombre des chômeurs qui était de 541 000 en 1921 est tombé à 122 000* ». Bientôt, « *l'augmentation des revenus entraîna une fièvre de consommation intérieure et une rapide montée des prix* ». Simultanément, une discipline rigoureuse rétablissait les finances publiques, en constant déficit depuis la guerre. – G. C.]

Les violences au Pérou

Chercheur à l'Institut français d'études andines, à Lima, M. Denis Sautier nous adresse la lettre suivante :

A propos de l'intéressant article de M. Marc Ferro intitulé « La quatrième épée a-t-elle trouvé son prophète ? », paru dans *le Monde diplomatique* de février 1985, permettez-moi une observation : M. Marc Ferro écrit : « *Multiplier les bénéficiaires de la réforme agraire en cours pose des problèmes au gouvernement* ». Il convient de signaler que la réforme agraire péruvienne, décrétée le 24 juillet 1969 par le gouvernement du général Velasco, a pris fin en mars 1982 avec le décret-loi n° 002 du gouvernement Belaunde, qui stipule l'inaffectabilité des terres de propriété privée.

Il est indiscutable que Sentier Lumineux, puis l'armée, ont utilisé les rivalités entre villages des plateaux et villages des vallées dans leurs stratégies de contrôle de la zone d'Ayacucho. Mais ce qui inquiète le plus, c'est que la violence des combats a déchaîné une sorte de guerre civile dont le contrôle semble échapper tant aux sendéristes qu'aux forces armées (voir *Que hacer, n° 33, février 1985*).

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 mai

9	TCHÉCOSLOVAQUIE	Anniv. de la libér.
14	PARAGUAY	Fête de l'indép.
17	NORVÈGE	Fête de la Constit.
20	CAMEROUN	Fête nationale.
25	ARGENTINE	Fête nationale.
25	JORDANIE	Fête de l'indép.
31	AFRIQUE DU SUD	Fête nationale.

Prochains colloques

● Un colloque international sur « La révolution éthiopienne comme phénomène de société, témoignages et documents », est organisé les 11 et 12 mai au Centre Thomas More *(La Tourette, BP 105, 69210 Larbresle)* avec la participation de Joseph Tubiana, Michel Perret, Alain Gascon et Jean-Maurice Le Gal.

● La quatrième Conférence internationale pour l'identité culturelle se tiendra à Dakar les 15, 16 et 17 mai, organisée par l'Institut France tiers-monde. Les travaux porteront sur les problèmes de la presse, des agences d'information, de l'édition, de la production et de la diffusion audiovisuelles, de l'informatique et de la télématique. *(Renseignements : Institut France-tiers-monde, 9, rue de Civry, 75016 Paris, tél. 743-05-06).*

● La dette et le développement du tiers-monde seront à l'ordre du jour d'un colloque à Bruxelles, du 30 mai au 2 juin, pour préparer le concours d'experts internationaux et d'organisations non gouvernementales. Une déclaration commune sera adoptée à l'issue des travaux pour *préciser le rôle des ONG* en ce domaine. *(Renseignements : Coalition internationale d'action au développement, 22, rue des Bollandistes, 1040 Bruxelles, tél. (02) 734-23-32).*

● En collaboration avec le Centre Guillaume Jacquemyns de l'Université libre de Bruxelles, Solidarité socialiste organise du 7 au 9 juin prochain dans la capitale belge un colloque sur le thème : « Décolonisations, instabilités et famines en Afrique, cent ans après la conférence de Berlin. *(Renseignements : Fonds pour la coopération au développement, 65, avenue Legrand, 1050 Bruxelles, tél. (02) 649-6091).*

ERRATUM. – Dans le dernier paragraphe de l'article de Jean-Marie Chauvier intitulé « La société soviétique des années 80 : le temps des « contradictions », paru dans *le Monde diplomatique* de mars 1985, il fallait lire : « *l'image d'un monde monolithique et mobilisé* (et non démobilisé), *complaisamment répandue par la propagande comme par un certain antisoviétisme, n'a guère de rapport avec la société soviétique des années 80* ».

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Organisation des Nations unies.

● « FOOD SYSTEMS AND SOCIETY » : A CONCEPTUAL AND METHODOLOGICAL CHALLENGE *(« Systèmes alimentaires et société » : un défi conceptuel et méthodologique)*, par Rolando Garcia : une sorte de guide de travail pour analyser l'impact des systèmes alimentaires hors des idées toutes faites et pour mieux comprendre ainsi les vraies causes de la « crise alimentaire ». *(Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNITAR), Genève, 73 pages, 1984.)*

Organisation de coopération et de développement économiques.

● COUTS ET AVANTAGES DES MESURES DE PROTECTION : résumé et conclusions d'un rapport sur les restrictions à l'importation de produits manufacturés dans les pays de l'OCDE. *(OCDE, Paris, 21 pages, 1985.)*

Fonds monétaire international.

● FOREIGN PRIVATE INVESTMENT IN DEVELOPING COUNTRIES *(l'Investissement privé étranger dans les pays en voie de développement)* : cette étude fait ressortir le déclin des investissements directs au fur et à mesure de l'essor des crédits bancaires ; elle n'exclut pas leur reprise, compte tenu des difficultés provoquées par l'endettement. Précisions sur le rôle des investissements privés et le statut qui leur est accordé dans vingt-cinq pays du tiers-monde. *(FMI, « Occasional Paper », n° 33, Washington, D.C., 44 pages, 1985.)*

les livres

«LE MERDIER», de Gustav Hasford

La culture de la guerre

LE Vietnam n'en finit pas d'obséder l'Amérique. C'est la première guerre jamais perdue. Le plus puissant mouvement de contestation intérieur depuis la guerre de Sécession. Le point de départ du désordre monétaire international, du déclin économique, de la dégradation psychique d'une société déchirée entre le rêve et le cauchemar. Un élément décisif dans la révolution culturelle des années 60 et 70. Très tôt, le poète Allan Ginsberg lance son prophétique rugissement *(« Howl »)* : *« J'ai vu les meilleurs esprits de ma génération détruits par la folie, affamés, hystériques. »*

Il faudra des lustres avant que l'Amérique jette un regard détaché sur ce grand schisme. A la phase de honte de l'après-guerre – au cinéma comme dans les livres – succède, avec l'essor du conservatisme américain dans les années qui suivirent 1975, une génération de films et d'ouvrages qui réhabilitent, parfois exaltent, l'engagement que le président Reagan qualifie de *« noble cause* (1) ». La série télévisée de l'automne 1983 sur le Vietnam (2), marque un tournant : l'information est plus nuancée, le questionnement plus fondamental, la réalité montrée dans sa complexité.

Aujourd'hui, dix ans après, les magazines américains font de l'événement la couverture de leur publication : *Time* et *Newsweek*, entre autres, et, à sa façon, *US News & World Report* (3) qui titre sur le Nicaragua : « La pression américaine conduira-t-elle à la *guerre ?* ». Ce premier anniversaire est aussi un vaste marché. A l'école et à l'Université, les enseignements se multiplient sur le sujet. Parmi les best-sellers annoncés pour le printemps et l'été figurent au moins cinq ouvrages sur le Vietnam, dont deux – signe des temps – sont présentés comme de l'« histoire orale », c'est-à-dire la guerre vue par les acteurs.

Le Merdier (4) – c'est ainsi qu'on appelait la guerre du Vietnam aux Etats-Unis – est plus que le témoignage sans compromis d'un soldat qui vit au quotidien l'offensive du Têt. C'est, à partir de l'expérience militaire, une fresque de la mutation irréversible du corps, de l'âme, de l'esprit d'un homme, d'une armée, d'un peuple enlisés dans la culture de la guerre.

« L'ESPRIT de la baïonnette », la première partie du roman, est le système d'humiliation, *de hiérarchie, de déconditionnement d'un marine – sur le* mode superlatif. On songe à l'une des premières productions théâtrales de Julian Beck, dans les années 60, *The Brig* (le Trou), qui présente la décomposition d'un homme et la recomposition d'une autre personnalité. Ici, l'auteur franchit une étape : c'est à la constitution d'un monde auquel on assiste – un monde de schizophrénie, d'autisme, de paranoïa (chacun réagit comme il peut), l'univers clos d'un camp d'entraînement pour les *marines*, situé dans une île, en Caroline du Sud. L'un des tests qui vous rend apte à « décoller » est le « parcours du risque » – une corde raide tendue au-dessus des marécages où la recrue avance tête en bas et, si elle tombe, c'est la noyade.

« Victimes confirmées », la seconde partie, est le voyage dans le monde sans pesanteur où *« le sang fait pousser l'herbe »*. X % des passagers deviendront fous, Y % commettront des meurtres contre leurs proches ou eux-mêmes, Z % iront nourrir les pissenlits vietnamiens. La ligne de démarcation entre fantasmes et réalités est ténue. Léonard, le soldat modèle qui caresse chaque soir sa Charlotte de PM, tire sur son sergent – sans raison – et, en mourant, ce dernier s'assied tranquillement (le sang d'un *marine* n'éclabousse pas, il sort proprement d'un trou parfaitement circulaire). Puis le soldat-assassin se suicide. Pour se changer les idées, ses camarades tendent un piège à rats vietcongs : quelques biscuits, des projecteurs, de l'essence, et tout explose dans une fête d'*aficionados*. Une bonne blague du petit chef : envoyer à l'épouse du première classe un macchabée viet dans un sac en plastique. Carnaval de délires et de fantasmes sur fond de peur : qu'arrivera-t-il à l'atterrissage, quand on rentrera dans le monde – celui des hommes.

« Les grognards », la dernière partie du roman, offre un embryon de réponse. Là, les *« victimes confirmées »* ne sont plus les rats que l'on compte, mais les Viets qu'on a personnellement descendus. Le quartier rasé à l'obus pour retrouver, sur une toiture calcinée, la Vietnamienne de quatorze ans qui a mobilisé une patrouille américaine pendant la matinée. Les Viets, ce sont eux les *« vrais* marines », suggèrent certains soldats. Le retour, c'est une petite fille juchée sur un buffle que le tank n'évite pas. Bien entendu, sur terre, il y a l'engueulade du chef qui veut une guerre *« humaine »*.

IL ne reste plus que quelques jours avant la quille. Le vrai retour sera difficile. *« Dans ce monde de merde, les monstres vivent à jamais,* rappelle l'un des soldats. *Si tu tires par plaisir, t'es un sadique. Si tu tues pour du fric, t'es un mercenaire. Si tu tues par plaisir et pour du fric, t'es un marine. »*

Les droits du livre de Gustav Hasford viennent d'être achetés par Stanley Kubrick, l'auteur des films *Orange mécanique* et *Ouragan sur le Caine*. On imagine la brutalité, l'humour, l'acidité d'images rouges, vertes, noires, grises, blanches, qui aveugleront tout en ouvrant les yeux.

PIERRE DOMMERGUES.

(1) Marilyn Young, « Rasséréner les consciences », *le Monde diplomatique*, février 1984.

(2) Patrice de Beer, « Une grande fresque télévisée américaine sur la guerre du Vietnam », *le Monde diplomatique*, février 1984.

(3) *Time, Newsweek, US News & World Report*, semaine du 15 avril 1985.

(4) Gustav Hasford, *le Merdier*, Stock, Paris 1985, 224 pages, 79 F.

LES VRAIS ENJEUX DE LA SURENCHÈRE STRATÉGIQUE

« La Guerre et l'atome », de Paul-Marie de La Gorce

ALORS que la stabilité de la dissuasion réciproque est menacée par le rythme de la compétition technologique et que les variations du discours américain sur la stratégie de l'alliance préoccupent les Européens, il était utile de faire le point et d'exposer au grand public les problèmes actuels de la guerre et de la paix.

En effet, l'opinion joue aujourd'hui un rôle important dans la mise en œuvre des politiques de sécurité, et les actions menées par les mouvements de paix pour entraver l'application de la « double décision » de l'OTAN en sont l'illustration la plus récente. Mais on a observé que les arguments échangés à cette occasion ressortissaient surtout à la propagande et l'on peut craindre que le débat qui s'est amorcé sur les implications politiques et militaires de l'Initiative de défense stratégique des Etats-Unis se déroulera dans la *même confusion. Aussi faut-il savoir gré à* Paul-Marie de La Gorce d'avoir tenté, dans son dernier livre (1), de clarifier les données du problème en le situant dans une perspective historique et d'avoir abordé franchement des questions litigieuses telles que la fonction des stratégies contre-forces, l'avenir de la force nucléaire française et les risques découlant des conflits armés périphériques.

La Guerre et l'atome fait la synthèse de toutes les informations disponibles sur l'évolution des stratégies nucléaires depuis la fin de la seconde guerre mondiale et présente une vue cavalière des rapports entre les deux systèmes politico-militaires qui se sont établis à l'époque de la guerre froide et se sont perpétués jusqu'à nos jours. L'auteur retrace à grands traits les principales étapes de la compétition entre les Etats-Unis et l'Union soviétique dans le domaine des armements ; il analyse les inflexions de la stratégie américaine après la perte du monopole atomique et souligne les limites de la dissuasion américaine à l'ère de la parité stratégique ; il s'interroge sur le sens des efforts déployés par les Américains et les Soviétiques pour se doter de systèmes d'armes contre-forces ; enfin, il marque le lien entre le blocage nucléaire, qui semble infirmer la formule de Clausewitz sur la guerre envisagée comme une *« continuation de la politique par d'autres moyens »*, et les conflits dans le tiers-monde où les facteurs belligènes locaux et régionaux se conjuguent avec la politique des sphères d'influence des grandes puissances pour perpétuer les affrontements armés.

Selon Paul-Marie de La Gorce, la compétition techno-stratégique entre les deux protagonistes est une donnée irréductible de la vie internationale, et les relations interétatiques s'apparentent à *l' « état de jungle »*, de sorte qu'on ne doit pas escompter à vues humaines une réduction significative du volume de la violence collective. Cette vision conduit l'auteur à privilégier dans son analyse les rapports de forces entre les protagonistes et à prendre acte de leurs luttes pour l'allégeance des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. En outre, il ne prête qu'une attention distraite aux négociations internationales en vue de la *réglementation* des armements puisque les résultats obtenus sont fort modestes et que les accords conclus n'ont nullement ralenti le rythme de la compétition militaire. En définitive, ce qui lui importe est la dynamique de la course aux armements et la propension des deux Grands à vouloir se *« soustraire aux contraintes de la terreur partagée »*, selon l'excellente formule de l'un des meilleurs stratèges français, le général Poirier. Or, les spéculations sur la « guerre des étoiles » pourraient n'être que le prélude à une nouvelle étape de la course à la supériorité, et l'auteur redoute, à juste titre, que le perfectionnement des armements stratégiques, tant offensifs que défensifs, ne conduise à une érosion de la dissuasion nucléaire, n'accroisse les risques de préemption en cas de crise majeure et ne se traduise, dans la meilleure des hypothèses, par un formidable gaspillage de ressources sans que la sécurité des Etats et du monde y gagne.

QUELLES sont, dans ce contexte, les chances d'une politique indépendante de la France ? Paul-Marie de La Gorce, qui s'est voué très tôt à la défense et à l'illustration de la politique du général de Gaulle, estime que les choix faits dans les années 60 doivent être maintenus et qu'il faut faire preuve d'une grande vigilance pour éviter que, sous prétexte d'une participation efficace de la France à la défense de l'Europe, sa stratégie de dissuasion ne subisse des altérations susceptibles de nuire à sa crédibilité, voire de conduire à la perte de l'autonomie de décision. Par ailleurs, il est essentiel, selon lui, que, dans la perspective d'une stratégie du « faible au fort », la France soit constamment en mesure de relever le défi technologique lancé par les Grands et de parer les menaces de destruction préventive ou d'interception de ses forces de représailles. S'agissant des parades à l'Initiative de défense stratégique, l'auteur suggère des mesures dont l'application permettrait à la France de persévérer dans la voie où elle s'est engagée et d'assurer la défense de ses intérêts vitaux en cas d'épreuve de force et, partant, de contribuer au règlement des crises et au maintien de la paix sur le continent européen.

Ecrit dans un style brillant et selon un plan rigoureux, le livre répond à l'attente d'un vaste public qui souhaite comprendre les enjeux des politiques de sécurité et s'interroge sur les moyens les plus appropriés pour défendre l'indépendance et l'intégrité du pays. Sans illusions sur les vertus de la stratégie de la riposte graduée et peu enclin à souscrire à des formules dont le raffinement extrême contredit la logique de la dissuasion, l'auteur plaide pour une modération des acteurs internationaux dans leur comportement « géopolitique » et met en garde contre les inconvénients d'une dynamique qui tend à rendre plus vraisemblable une guerre que les perspectives de destruction apocalyptiques semblaient exclure à tout jamais. A cet égard, la faveur dont jouissent les stratégies contre-forces ne laisse pas d'inquiéter, de même que les ajustements apportés aux doctrines d'emploi des armes classiques et nucléaires tactiques dans le cadre de l'alliance atlantique. Toutefois, sur ces sujets, il est permis d'avoir des opinions différentes et, personnellement, nous ne souscrivons pas aux jugements tranchés sur la doctrine Rogers et ne considérons pas que les options contre-forces témoignent de la volonté des Etats-Unis de mener une guerre nucléaire. Mais ces dissonances n'entachent en rien notre adhésion aux thèses de l'auteur, et notamment à son souci de tout mettre en œuvre pour que la *« force nationale de dissuasion continue de régner sur la sécurité et la survie de la France »*.

JEAN KLEIN.

Institut français des relations internationales.

(1) *La Guerre et l'atome*, Paul-Marie de La Gorce, « Tribune libre », Plon, Paris, 1985, 243 pages, 58 F.

DEFENCE AND DISSENT IN CONTEMPORARY FRANCE – Jolyon Howorth et Patricia Chilton (ed.)

★ Croom Helm, Londres 1984, 264 pages, 16,95 livres.

C'est peut-être en matière de défense que, en France, la continuité entre la politique observée par l'ancienne majorité et la nouvelle est la plus nette. Cette remarquable fidélité aux principes gaulliens d'indépendance militaire a retenu l'attention d'une équipe de spécialistes britanniques et français, qui, réunie autour de deux universitaires, tente de dresser un inventaire minutieux de la politique française de défense.

Replaçant la politique actuelle dans une continuité historique, les auteurs abordent successivement le rôle des militaires dans la vie politique nationale, la valeur symbolique de la dissuasion nucléaire, en soulignant son importance dans le renforcement du statut du chef de l'Etat et la position des principales *forces politiques face à l'arme atomique. Pour* la période actuelle, les auteurs mettent l'accent sur l'ambiguïté de la position du gouvernement socialiste, qui semble s'être définitivement écarté des principes de Jaurès. P. Chilton fait notamment observer, au terme d'une présentation détaillée des moyens militaires de la France, que sa politique de défense devra soit s'orienter vers une intégration plus poussée avec les options stratégiques américaines, soit évoluer vers la recherche d'une politique de défense commune avec ses partenaires européens.

Cet ouvrage a le mérite de faire une place aux mouvements antinucléaires français. Les auteurs notent que le ralliement des principales formations politiques au principe de la dissuasion nucléaire prive les mouvements antinucléaires du relais institutionnel qui seul leur permettrait d'acquérir une véritable audience. Au total, le reflet très nuancé de la politique française de défense que propose ce livre vient *opportunément rappeler l'originalité* et l'inconfort d'une position qui semble pourtant faire l'objet d'une rare unanimité.

JEAN-CLAUDE SERGEANT.

« THE WHISTLEBLOWER », de John Hale

Lorsque le Secret menace...

DANS certains livres de fiction politique, la réalité est au coin de la page, même si elle paraît improbable, choquante, voire monstrueuse. Ainsi on aura toujours du mal à croire que, dans nos pays de libertés, un « accident » puisse si vite arriver à celui qui, enfreignant les lois sur les secrets d'Etat pour dénoncer une affaire scandaleuse – le *whistleblower*, comme disent les Anglais (1), – casse le morceau. Et il paraîtra invraisemblable que l'État puisse s'immiscer aussi avant dans la vie privée des individus, menacer sans cesse, en invoquant la sécurité, d'entraver les libertés par l'intermédiaire, notamment, des services secrets dont la marge de manœuvre varie en fonction des pouvoirs politiques en place.

Et pourtant... Le livre de John Hale attire l'attention sur un grave malaise au Royaume-Uni : depuis la guerre des Malouines, le renseignement britannique semblerait en voie de devenir *« l'œil et l'oreille du pouvoir »*.

Paru à Londres fin 1984, *The Whistleblower* se situe en pleine controverse sur l'« affaire de Cheltenham », après la décision prise en février 1984 par Mme Margaret Thatcher d'interdire les organisations syndicales au centre d'écoutes ultrasecret de Cheltenham, sous prétexte que les grèves menées par ses employés (sept mille personnes, syndiquées à 60 %) en perturbaient trop sérieusement le fonctionnement vital pour les membres de l'OTAN. Une décision qui, au demeurant, s'insérait dans une série de projets visant depuis 1980 à dompter le mouvement syndical en général et, au-delà, toute contestation politique.

C'est sur ce dernier aspect qu'insiste John Hale dans son roman. L'action se *situe au cœur du « GCHQ » de Cheltenham. Un « traître »*, Dodgson, travaillant depuis dix ans pour Moscou, vient d'être découvert. Comme dans la réalité, c'est davantage le scandale dû à l'incompétence de ses services qui porte préjudice au pouvoir, plutôt que l'importance des fuites. Aussitôt, tout le contre-espionnage se met en branle avec l'aide des Américains, pour coincer d'éventuels autres traîtres, et l'histoire est simple, lamentable de banalité : on liquide les suspects par « suicide », « accident », etc. Cependant, à l'intérieur du système, Bob Jones, jeune contestataire, se rend compte que ces procédés dépassent en brutalité ce que la conscience peut admettre. Malgré l'obligation de réserve et l'*Official Secrets Act*, Bob se prépare à « parler ». Il n'en aura pas le temps. Le pouvoir ne peut se permettre le luxe d'un procès public, d'un scandale.

LE père de Bob, Frank Jones, en essayant de comprendre pourquoi son fils est mort, découvre comment des dossiers personnels disparaissent, comment des lettres sont interceptées par les services spéciaux des postes, comment des journalistes servent d'appât, comment on maquille un *meurtre*. Frank Jones, conservateur bon teint, change de bord, tente de trouver des preuves, et, lui aussi, de « parler ». Mais nous ne sommes pas dans un Western, et le « gouvernement invisible » se protège des justiciers.

Cette impunité préoccupe l'auteur : *« Si l'on ne peut distinguer les méthodes utilisées par nos services secrets de celles utilisées par le KGB et la CIA, alors quelque chose de terrifiant est en train de frapper les structures d'une société libre* (2). »

Depuis longtemps, John Le Carré, dans *l'Espion qui venait du froid*, avait mis l'accent sur l'atroce nécessité de se salir les mains *« afin que les braves gens, ici ou ailleurs, puissent dormir tranquilles dans leurs lits »*.

Mais, dans *The Whistleblower*, aucune fin ne vient justifier les moyens employés. Aucun idéal, aucune trace de *« facteur humain »*. Or, au début de 1985, le malaise exprimé semble crever à la surface, même si, dans la réalité, il n'y a pas eu mort d'homme : deux anciens agents du MI-5 révèlent dans un *document de télévision*, interdit de diffusion en vertu de la loi sur les secrets d'État, que les principaux leaders pacifistes, syndicaux, etc., ont été mis sur table d'écoute. Le scandale et l'inquiétude ne s'arrêtent pas là : on découvre que le MI-5, contrevenant à la directive Maxwell Fyfe selon laquelle *« les services secrets doivent se tenir à l'écart de toute influence ou tendance politique »*, communique ses informations à un service spécial de contre-propagande, le DS-19, créé en mars 1983 par M. Michael Heseltine, ministre de la défense... (3).

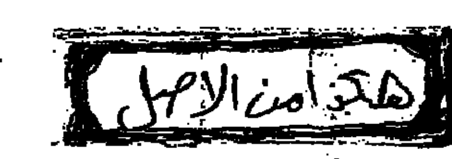
Coïncidence ? Prémonition ? Dans le roman, c'est à la télévision que Frank Jones pensait finalement recourir pour « casser le morceau ». Il avait aussi mentionné un certain DI-5 (et non MI-5) qui collectait les informations sur les éventuels contestataires du GCHQ...

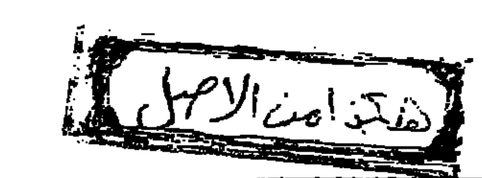
MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) John Hale, *The Whistleblower*, Jonathan Cape, Londres, 1984, 8,5 livres.

(2) Cf. William Hatchett, entretien avec John Hale, *Venue*, 28 septembre-11 octobre 1984, Bristol.

(3) *The Guardian*, 21 février 1985, Londres.





Livres du mois

ÉCONOMIE

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA GAUCHE, tome II : LE GRAND ÉCART. – Michel Beaud.

★ Syros, Paris, 1985, 234 pages, 69 F.

Dans un premier tome, Michel Beaud avait cherché dans l'analyse de la contrainte extérieure une explication des infléchissements de la politique économique de la gauche : faible compétitivité du tissu industriel français, internationalisation dépendante de l'appareil productif menée par les précédents gouvernements, baisse du franc par rapport au dollar sous l'effet de la politique reaganienne comme du coût de la relance de 1981-1982. Ce second volume s'articule, toujours avec clarté, sur la contradiction fondamentale de la politique économique de la gauche. Ecartelée entre capitalisme d'un côté, étatisme de l'autre, cette politique s'est révélée incapable de penser *« une manière socialiste de produire »*, distincte de ces deux pôles d'attraction. Refusant la logique du « tout étatique », la gauche est alors amenée à multiplier les concessions au capitalisme privé : abandon du caractère directeur et décentralisé de la planification ; passage d'une idéologie de *« rupture avec le capitalisme »* à l'apologie de l'économie mixte et de l'entreprise privée ; progression du chômage (des jeunes, notamment), nécessaire aux restructurations et prix de l'alliance entre travailleurs organisés et techno-bureaucratie (ou encore « techno-burecisie »).

Si la distinction capitalisme-étatisme apparaît féconde pour l'analyse, on pourra aussi regretter sa relative rigidité, le fait qu'elle évacue totalement le dynamisme potentiel de la société civile, conforme en cela aux cadres d'analyse du pouvoir actuel. Il est dommage, par ailleurs, que les questions de la dévaluation et du protectionnisme soient « expédiées » en quatre pages, avec des arguments souvent idéologiques et dans la perspective de régler certains comptes internes à la gauche... Il est gênant, enfin, que le tiers-monde soit absent de cette analyse, si ce n'est à titre d'invocation quelque peu rituelle, sans critique des propositions du pouvoir actuel.

Malgré ces réserves, ce livre constitue actuellement le seul outil simple et bien documenté, accessible au public le plus large (1), sur l'un des thèmes les plus brûlants de la *conjoncture française*.

PHILIPPE NOREL.

(1) Autres ouvrages récents, mais d'abord moins « pédagogiques » : A. Lipietz, *l'Audace ou l'enlisement*, La Découverte, Paris, 1984, et deux numéros de la revue *Critique de l'économie politique* : « La gauche et la contrainte extérieure », nos 29 et 30, dernier trimestre 1984 et premier trimestre 1985.

LA GUERRE DES SEMENCES. QUELLES MOISSONS, QUELLES SOCIÉTÉS ? – Jacques Grall, Bertrand-Roger Lévy.

★ Fayard, Paris, 1985, 410 pages, 98 F.

La semence, vecteur du progrès génétique, assure une fonction essentielle dans la reproduction des systèmes agricoles : elle conditionne le modèle technique de production et détermine donc, en grande partie, de ce fait, notre alimentation.

Moyen de production pour l'agriculteur, elle est devenue marchandise produite et façonnée par la recherche et l'industrie des semences. Or cette dernière connaît, depuis *quelques années*, une *transformation radicale* ; concentration effrénée et internationalisation accrue. De nouveaux acteurs surgissent – firmes pétrolières chimiques et pharmaceutiques, *notamment – dans une activité qui était* restée longtemps l'apanage des agriculteurs eux-mêmes ou d'agents qui en étaient très proches, les sélectionneurs.

Jacques Grall et Bertrand-Roger Lévy nous font découvrir ce monde fascinant des semences, aux ramifications nombreuses. Sont en jeu, désormais, des stratégies complexes et parfois contradictoires : celles des grandes firmes, des organisations de recherche, des associations de producteurs et des États. La question que posent les auteurs est ambitieuse : qu'est-ce *« qui fait d'une simple graine, d'un hasard, d'un croisement, la base et le point de départ de l'alimentation mondiale ? »* En d'autres termes, *« la faculté de créer, de distribuer, de vendre des semences »* ne serait-elle pas la véritable source du « pouvoir vert » ?

Une moisson de faits vient à l'appui d'une démonstration qui, on l'imagine, n'est pas aisée. L'exposé est vivant, l'information puisée aux *meilleures sources* et *le souci* pédagogique permanent, afin de permettre au lecteur d'accéder à la compréhension des phénomènes économiques sous-tendus par des réalités techniques complexes *et en* permanente évolution. Un ouvrage de référence dans un domaine où les publications scientifiques sont encore trop rares et dispersées.

JEAN-PIERRE BERTRAND.

CROISSANCE ET CRISE CAPITALISTES. – Bernard Rosier.

★ PUF, Paris, 1984, 392 pages, 150 F.

« Croissance » et « crise » au singulier : il s'agit bien des trente (ou vingt-cinq) « glorieuses », et cette crise qui ressemble à un état malheureusement normal ; mais, à travers elles, d'un type général propre au système capitaliste. L'auteur décrit les cycles longs et courts ; puis il analyse le phénomène croissance, *critique les théories qui s'y appliquent*, réfléchit sur la « problématique de Marx », sur la dynamique du capital monopoliste. Il critique enfin cette forme de croissance et expose *le bien-fondé et les conditions d'un* « nouveau développement ».

Y. F.

EUROPE

EUSKADI, UNE NATION POUR LES BASQUES. – Christian Rudel.

★ Encre, coll. « Latitudes », Paris, 223 pages, 80 F.

Le titre donne la couleur de ce livre sur la couverture duquel flotte l'ikurina, d'abord drapeau de la seule Biscaye mais que tous les nationalistes basques allaient adopter : Chris*tian Rudel a épousé, avec une passion qui* échauffe sa plume, la cause des « guerriers » d'Euskadi, en qui il voit l'avant-garde d'un peuple fier dont il retrace l'histoire, faite de *combats, et dont il s'attache à peindre la singularité* et la grandeur.

Qu'ont apporté les changements politiques des deux côtés des Pyrénées ? Amertumes et déceptions, estime l'auteur, aussi sévère à l'égard de M. Felipe Gonzalez que de M. François Mitterrand. Pas étonnant, dès lors, que la violence se poursuive, encore attisée par les tueurs du GAL (groupe de terroristes d'extrême droite liés notamment aux nostalgiques du franquisme), et, surtout, que l'ETA conserve son projet d'édifier le socialisme dans le cadre d'une patrie réunissant les sept provinces du Sud et du Nord. Les lecteurs qui jugent ce rêve fou, ou qui y voient une sanglante utopie, pourront peut-être évoluer dans leur opinion, mais ils en changeront difficilement. D'autant que c'est là le principal défaut de cet ouvrage, par ailleurs très riche ; ils percevront mal, ou même pas du tout, les réalités actuelles, économiques et sociales, telles qu'elles se posent dans le Pays basque espagnol à l'heure de l'entrée dans la CEE. Bizarrement, le Pays basque français, trop souvent réduit à son image touristique, donne lieu à une approche plus concrète.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

Les Canadas

Par YVES FLORENNE

IL est assez *significatif que*, de l'énorme littérature politique canadienne publiée depuis quelques dizaines d'années par des Canadiens, la très grande masse en soit due à des Canadiens français, quelque deux mille de ces livres portant sur le seul Québec contemporain ; et que, dans une bibliographie sélective limitée à un seul sujet : le fédéralisme canadien et les questions constitutionnelles et juridiques, sur cinq cents ouvrages près de quatre cents soient en français. Ne trouve-t-on pas là un reflet de l'intérêt que vouent respectivement à l'« état de choses » deux communautés radicalement distinctes : l'une bien assurée dans son nombre, dans sa force et dans sa langue, l'autre contestataire et revendicatrice ; d'un côté, un peuple à l'aise dans sa « non-histoire », et longtemps peu tourmenté de s'en faire une ; de l'autre, ce peuple qui a, lui, une histoire et s'y ancre, avec une ferme détermination de la maintenir avec sa langue, contre l'associé, lequel est choqué par cette obstination passionnelle, irréaliste, irrationnelle et, pour tout dire, rustique et sauvage.

Nos statistiques bibliographiques, nous les tirons de deux ouvrages aussi importants que récents, chacun en deux très gros volumes. Les mille cinq cents pages du premier ne sont rien moins que l'analyse exhaustive du fédéralisme canadien et de ses deux lois constitutionnelles : celles de *1867 et de* 1982 (1). Le second, à peu près aussi copieux (2), est une synthèse de l'histoire entière du Canada, puisque, tout de même, il en a une. Mais cette histoire-là retentit naturellement *à travers l'exploration juridique de Gil Rémillard, tout* comme cette fédération orageuse s'identifie à une certaine histoire, non seulement de cent vingt ans, mais de trois siècles et demi, que Kaye Holloway réussit à saisir ensemble et d'un « œil neuf ».

En dépit de son nom, Kaye Holloway doit être de langue française ; en tout cas, c'est en français qu'elle écrit. Inspirée par le seul souci des *« valeurs humaines »* dans un monde dominé par une *« Realpolitik néfaste »*, elle entend considérer objectivement un sujet passablement subjectif, avec *« l'esprit détaché d'un auteur qui a choisi la voie dure de l'indépendance »*. *L'indépendance, il y aura au moins* quelqu'un, dans cette histoire, à l'avoir conquise. Et elle le montre : dans l'exposé pathétique d'une séparation continue de trois siècles et qui vient d'atteindre ce point extrême de crise que l'auteur appelle *« l'Impasse »*. Mais *« Pourquoi ? »*. Le constat appelle l'interrogation et la recherche. Le titre ne suggère-t-il pas qu'il n'est que deux moyens connus de sortir d'une impasse : rebrousser chemin ou abattre un mur ? A moins qu'on ne s'élève et passe par-dessus l'impasse.

DEUX cents ans avant la Constitution de 1867, si âprement débattue et pleine d'arrière-pensées, les projets fédéraux étaient apparus, une union s'était réalisée, mais marquée, dès l'origine, par le fait qu'elle était libre d'un côté, forcée de l'autre : après leur abandon par la métropole, les « arpents de neige » de la Nouvelle-France avaient été objet de conquête par la Nouvelle-Angleterre, de sorte que le premier colonisateur s'était retrouvé dans la situation particulièrement révoltante d'être à *son tour* colonisé *et*, qui plus est, par d'autres colonies.

C'est en 1821 que, pour la première fois, cette situation a été clairement perçue et exprimée : par un Anglais. Kaye Holloway donne toute son importance au rapport de lord Durham, dépêché de Londres après les insurrections qui avaient éclaté non seulement au Québec, mais dans l'autre Canada. Il s'attendait, écrit-il, à *« trouver un conflit entre le gouvernement et le peuple »*. Ce qu'il découvre, ce sont *« deux nations en guerre au sein d'un seul Etat »*. En dix mots, tout est dit une fois pour toutes.

Lord Durham avait cru voir l'issue, après qu'il eut fort bien posé l'alternative : *« La province aurait dû être tout à fait française, si elle ne devait pas devenir entièrement anglaise. »* Mais, tout libéral non-conformiste qu'il fût, l'assimilation lui avait paru imposée inéluctablement par *« la force naturelle des choses »* ; cette même force naturelle devant laquelle ne pouvait que s'incliner *« la partie la plus réfléchie des Canadiens français »*, qui ne saurait *« entretenir quelque espoir de conserver sa nationalité »*. L'anglais, qui progressait, était appelé à régner sans partage, *« comme doit le faire la langue des riches et des employeurs de main-d'œuvre »*. Le dix-neuvième siècle avait cette franchise *qui paraît aujourd'hui impossible, tout en* gardant, toutefois, intacte sa foi dans *« la force naturelle des choses »*.

Et tout naturellement, par analogie et par anticipation, on est amené à cette constatation développée par l'auteur que *« le ciment de l'unité »*, ce fut la naissance des Etats-Unis. Non par leur exemple, mais par la crainte. Car, depuis lors, jusqu'à la première guerre mondiale, la hantise du Canada fut l'annexion par son voisin. Ce qui mesure la confiance que pouvait inspirer la grande démocratie, ses grands principes et son culte de la liberté. Et c'est ce qui explique *aussi que l'un des Canadas se garda de l'imiter en* rompant avec sa métropole, cependant que la double menace resserrait l'attachement de l'autre Canada à sa terre d'origine. Le Royaume-Uni et la France seraient la plus sérieuse garantie pour que les Etats-Unis réfrènent la tentation de faire au Nord ce qu'ils feraient au Sud.

Dès après la première guerre mondiale et surtout la seconde, la menace d'annexion a changé de nature : *plus que* jamais économique, elle est devenue culturelle. Alors, c'est l'ensemble anglophone qui se sent le plus menacé, en raison même de sa communauté d'origine et de langue avec le géant voisin. *Par un paradoxe tout apparent, il s'est* cramponné au Québec comme au noyau dur de la résistance.

L'époque actuelle aura vu cet autre paradoxe que l'unité et l'indépendance sont symbolisées par trois Québécois : Trudeau, Lesage et Lévesque, le second ayant d'ailleurs évolué de la deuxième option vers la première. Il est à lui seul le sujet d'un autre livre (3). Encore faut-il ajouter au tableau *les tensions qui se manifestent dans l'ensemble anglophone* ; et aussi les revendications, allant jusqu'à l'autonomie, des premiers occupants, ex-« bons sauvages ». D'autre part, peut-être inhérente à tout système centralisé, l'évolution qui, selon Gil Rémillard, est en train de conduire le fédéralisme canadien à *« mettre en danger le respect du principe de l'autonomie des Etats fédérés, qui est la base de tout Etat vraiment fédératif »*. D'où la position résolue des partisans de ce qui pourrait être l'issue : la confédération.

A LA fin de son premier tome, Kaye Holloway se réfère à Claude Julien, qui, dans *le Canada, dernière chance de l'Europe* (4), posait une question qui est en réalité *la* question : *« Comment le Canada anglais et le Canada français, qu'ils renouvellent leur alliance ou qu'ils exigent le divorce, pourront-ils éviter de devenir les satellites des Etats-Unis ? »* En filigrane : « Comment l'Europe ?... »

Il est vrai qu'on peut imaginer une Europe enfin unie, où, après un, deux ou trois siècles, une, deux ou trois nations revendiqueraient leur indépendance, cependant que les grandes Unions russe et américaine auraient éclaté. Curieuse époque, unitaire et émiettée, centraliste et centri*fuge, où les uns rêvent d'un gouvernement du monde, et les* autres – ou les mêmes – d'une indépendance de clocher.

(1) Gil Rémillard, *le Fédéralisme canadien*, édit. Québec/Amérique, 450 Est r. Sherbrock, suite 801, Montréal, Québec HZ1 1J8.

(2) Kaye Holloway, *le Canada, pourquoi l'impasse ?* édit. Nouvelle Optique et Librairie générale de droit et de jurisprudence, Montréal-Paris, 1984.

(3) Dave C. Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, édit. du Trécarré, Saint-Laurent, 1984, 2973, r. Sartelon, Saint-Laurent.

(4) Grasset, Paris, 1965.

PROCHE-ORIENT

POLITIQUE ET MINORITÉS AU PROCHE-ORIENT, LES RAISONS D'UNE EXPLOSION. – *Laurent et Annie Chabry*.

★ Maisonneuve et Larose, Paris, 1984, 359 pages, 125 F.

L'attention portée au « réveil » de l'islam s'accompagne d'un regain d'intérêt pour le fait minoritaire que l'on voit à l'œuvre, de manière dramatique, au Proche-Orient, et dont les ressorts sont souvent méconnus. *Le* propos d'Annie et Laurent Chabry consiste justement à retracer l'histoire des minorités, l'expression étant entendue au sens le plus large puisqu'il s'agit simultanément des non-Arabes (Kurdes, Arméniens, Assyriens) et des non-musulmans (chrétiens et juifs), voire des non-sunnites (chiites, druzes, ismaéliens, alaouites, etc.). *Une radioscopie de chacune de ces minorités* est ainsi établie : origines ethniques et religieuses, expressions politiques de l'identité du groupe, mais surtout évolution des rapports avec la « majorité ». *Les auteurs prennent soin* de ne pas présenter les groupes minoritaires étudiés comme des blocs monolithiques, dégageant, à l'occasion, les relations entre l'enkys*tement du groupe et ses situations de classe*, ainsi que l'influence éventuelle de ces relations sur les élaborations idéologiques dominantes, en l'occurrence les différentes formes du nationalisme arabe.

S'il faut regretter un certain nombre de petites erreurs à propos de la Syrie et du Liban, c'est surtout la démarche des auteurs qui peut susciter des réserves. *Dans cette juxtaposition* de « fiches techniques », ils valorisent à l'extrême le rôle des minorités, dont ils tendent à dire qu'elles sont le moteur de l'histoire. *De ce fait, ils minimisent* le poids de l'arabité – et de l'arabisme – dans les consciences collectives et dans le devenir de la région sans tenir compte des effets déstabilisa*teurs de l'implantation israélienne au Proche-*Orient.

SAMIR KASSIR.

LES KURDES AUJOURD'HUI, MOUVEMENT NATIONAL ET PARTIS POLITIQUES. – Christiane More.

★ L'Harmattan, Paris, 1984, 310 pages, 110 F.

« L'inventaire rapide que nous venons de faire des organisations, mouvements et partis kurdes d'aujourd'hui peut rappeler l'inventaire de Prévert. » C'est par ces mots que se conclut cette description méticuleuse des *différentes forces nationalistes du Kurdistan*. Un tel relevé devenait nécessaire alors que le mouvement kurde s'est effrité en Irak, a connu une renaissance spectaculaire en Iran et tente de trouver *de nouvelles voies en Turquie. Il* permet au spécialiste comme au profane de se retrouver dans le dédale des sigles et des organisations, reflet de l'émiettement du mouvement *kurde mais aussi de sa vitalité. C'est là* l'apport spécifique de cet ouvrage, qui offre aussi au lecteur non averti un survol succinct mais clair de l'histoire et de la civilisation des *Kurdes. De nombreuses annexes et plusieurs* cartes constituent un complément indispensable.

ALAIN GRESH.

LE PROPHÈTE ET LE PHARAON. LES MOUVEMENTS ISLAMISTES DANS L'EGYPTE CONTEMPORAINE. – Gilles Kepel.

★ La Découverte, Paris, 1984, 245 pages, 110 F.

« Relever le défi qu'adresse à nos catégories de pensée l'islam contemporain dans sa manifestation la plus spectaculaire, la plus monstrueuse – au sens propre, – celle du mouvement islamiste », tel est le but que *s'assigne l'auteur. Les sept chapitres qui* constituent le corps de l'ouvrage abordent alors quelques-unes des facettes des mouvements politiques islamiques qui ont déchiré *l'actualité récente de l'Égypte. Après un très* bref rappel historique sur la confrérie des Frères musulmans, créée en 1928, on passe tour à tour en revue la répression qui affecta, *sous* Nasser, la *confrérie – dont* l'un des penseurs, Sayed Kutb, fut exécuté, – puis les groupes extrémistes apparus sous Sadate (Al Takfir wal Higra, Gama'at islamiya), le mensuel *Al-Dawa*, le prédicateur Cheikh Kichk. Ce tour d'horizon terminé, l'auteur conclut : *« Peut-être le lecteur a-t-il été déconcerté. Il lui faut s'en féliciter tant il est primordial pour penser le mouvement islamiste que cet Orient-là désoriente. »* La démarche est habile qui vise à déclarer que si l'on n'a pas atteint le but annoncé, c'est tout simplement à cause de la nature même de l'objet, en l'occurrence l'islam. Elle est surtout dangereuse et abusive à l'égard des lecteurs moins avertis, qui se laisseront prendre au piège des informations fournies sans pouvoir discerner la problématique sous-jacente à l'ensemble de l'enquête.

Car l'ouvrage, avec la caution de Bernard Lewis, se prétend scientifique tout en prenant insidieusement le contre-pied d'une telle approche. Ainsi emprunte-t-il à l'orientalisme une vision essentialiste qu'on croyait aujourd'hui dépassée, et ne recourt-il à la « science » politique que dans sa référence quasi théologique à l'État hégélien. A partir de tels postulats ? L'explication se heurte, bien entendu, à une impasse. Il en aurait été autrement si Gilles Kepel avait abordé le problème des mouvements islamistes non par l'« essence » de l'islam mais par celle du politique (ne s'intéressant curieusement à cet aspect que lorsqu'il concerne la judaïté et Israël...). Ainsi omet-il, tout comme Bernard Lewis dans sa préface, la référence de base du politique en terre d'islam – à savoir le califat, qui, des origines mecquoises (au VIIe siècle), s'est poursuivi jusqu'en... 1923, – à l'origine *de la création des Frères musulmans* et aujourd'hui encore sans cesse évoqué dans les textes des militants islamiques.

MARIE-CHRISTINE AULAS.

HISTOIRE

ALGÉRIE, LA GUERRE EST FINIE. – Jean Lacouture.

★ Editions Complexe, Bruxelles, 1985, 208 pages (diffusion PUF), 37 F.

L'auteur a « vu naître », au Caire, le FLN. Il a « couvert » pour *le Monde*, au cours de sept années, la guerre d'Algérie, puis la négociation. Ayant médité sur d'autres expériences – le Vietnam, le Maroc, la Tunisie, – il n'avait jamais douté que cette négociation était la seule voie vers une solution inéluctable, mais qui aurait pu connaître une évolution raisonnable. C'est cette histoire, de l'insurrection de 1954 aux accords d'Evian, *à leur « sabotage »* et à ce qu'il en subsiste de *« plaies »* seulement *« en voie de cicatrisation »*, qu'écrit un témoin privilégié, lucide et *impartial*.

Y. F.

APRÈS DIX ANS DE GUERRE

L'affirmation des chiites libanais

(Suite de la première page.)

Avant l'invasion israélienne, des convergences étaient même apparues entre Amal et la droite chrétienne. Elles furent sans lendemain, faute de projet politique commun, hormis l'hostilité à la présence palestinienne.

Quoi qu'il en soit, en se plaçant, en février 1984, résolument dans le champ de la guerre civile, Amal impose la communauté chiite comme partenaire obligé dans toute recherche de solution à la crise. Une première illustration en est le *modus vivendi* au sujet de l'armée conclu au lendemain du soulèvement : pour préserver au moins nominalement son unité, il est convenu que ses différentes brigades, tout en dépendant administrativement de l'état-major et du ministère de la défense, seront pratiquement réparties sur une base confessionnelle et épouseront sur le terrain le rapport de forces. La sixième brigade, commandée par le général Jaber (chiite), et théoriquement en charge de Beyrouth-Ouest, prendra donc ses ordres chez Amal. Cet accord sera institutionnalisé par le gouvernement d'union nationale formé en avril 1984 après la conférence de dialogue de Lausanne (mars), et dont M. Nabih Berri est, avec M. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste (druze), le principal pôle musulman. Les sunnites, qui gardent la présidence du Conseil, sont, dans la pratique, éclipsés. Et pour cause : ils n'ont pas de cohésion, pas d'avantage de milice unifiée et, partant, plus de « territoire ».

La ville traditionnellement sunnite qu'était Beyrouth-Ouest avait déjà subi une forte poussée démographique chiite. Le soulèvement de février 1984, parti de la banlieue pauvre (elle-même surpeuplée en raison de l'exode rural et de la guerre) accélère le processus de « ruralisation » dont elle est le théâtre, à l'image d'autres métropoles arabes, et qui en fait une ville à dominante chiite, politiquement du moins. La liquidation de la milice sunnite des Mourabitoun (formation nassérienne), avec l'aide du PSP, consacre la prédominance chiite. Toutefois, des facteurs régionaux, en l'occurrence le conflit Syrie-OLP, ont joué. Et c'est de Damas, qui fixe les limites à ne pas dépasser, que l'on attend une définition des nouveaux rapports de forces entre les deux principales communautés musulmanes.

La mobilisation idéologique au sein de la communauté chiite tend à effacer la frontière entre identité confessionnelle et appartenance politique, en premier lieu dans le Sud du Liban. La résistance qui se produit dans cette région à majorité chiite est considérée comme une expression du « chiisme politique », dans la mouvance d'Amal. Sans doute est-ce vrai de la mobilisation populaire, encadrée par les dignitaires religieux et par les militants d'Amal. Ça l'est assurément moins pour la lutte armée qui a impulsé cette résistance, car elle a été lancée par des partis laïques : Parti communiste, Organisation d'action communiste, Parti syrien national et social, ainsi que par des combattants (libanais et palestiniens) des organisations palestiniennes (1).

Mais la perception politique des événements importe ici davantage que les événements eux-mêmes : dès lors que le mouvement Amal contrôle Beyrouth-Ouest, la mobilisation dans le Sud s'intensifie, assurée désormais d'un relais et d'un soutien dans la capitale. En retour, Amal trouve dans l'essor de cette lutte un moyen d'affirmer son *poids politique, tant vis-à-vis de ses* concurrents que de ses adversaires. Ainsi le mouvement Amal rejoint-il, en lui donnant sa forme la plus achevée, la vision de son fondateur, l'imam Moussa Sadr, qui déjà établissait le lien entre la pauvreté dans le Sud et la nécessité pour cette communauté de s'affirmer sur la scène politique, notamment grâce à une représentation des chiites plus conforme à leurs aspirations.

La guerre du Liban, comme le bouillonnement intense qui l'annonça, a plusieurs dimensions. Trois d'entre elles au moins concernent, d'une manière ou d'une autre, les chiites : le Sud, cible des attaques israéliennes ; la question sociale ; les clivages confessionnels. Toutes trois sont synthétisées par la problématique de l'imam Moussa Sadr.

Venu d'Iran en 1960, l'imam est élu en 1969 président du Conseil supérieur chiite, créé en partie sous son impulsion pour donner une assise politique à la communauté. A la tête de cet organisme, qui regroupe des dignitaires religieux mais aussi les représentants des élites, Sadr articule son action autour d'un mot-clé : les déshérités. Ce sont ceux qui habitent les « régions déshéritées », gravement sous-développées par rapport au « centre » (le mont Liban et Beyrouth), ou ceux qui les ont fuies en quête de travail pour venir former autour de la capitale une véritable « ceinture de misère ». Or les régions déshéritées sont habitées en majorité par des paysans chiites, même si Sadr évoque parfois les déshérités chrétiens. Il s'agit notamment de la Bekaa et du Sud. Dans cette dernière province, où l'on cultive le tabac et les agrumes, les paysans, métayers ou semi-salariés, vivent très mal. La création de l'Etat d'Israël les a coupés de leur voisinage immédiat, la Galilée, dont ils étaient plus proches que de Beyrouth. De surcroît, la multiplication des raids israéliens à partir de 1968 désorganise une économie déjà faible.

Populisme et nouvelles élites

DANS le Sud, mais aussi dans la « ceinture de misère » de la capitale, la cohabitation avec les fedayin palestiniens offre un modèle aux masses chiites. D'autant que l'organisation de la présence armée palestinienne met fin au monopole de la violence exercée par l'Etat. L'imam Sadr entretient d'ailleurs des relations privilégiées avec la résistance palestinienne qui l'aidera à former, en 1975, le mouvement Amal (sigle qui signifie « espoir » *mais qui désigne à l'origine les Brigades* de la résistance libanaise), destiné à défendre les villages du Sud. Mais, même avant 1975, les Palestiniens fournissent des armes et un encadrement. La présence palestinienne est ce par quoi l'équilibre libanais est rompu, affirme généralement la droite chrétienne. C'est vrai, à ceci près que ceux qui en profitent y voient plutôt un équilibre enfin instauré.

Dans cette atmosphère, une impulsion est donnée aux luttes sociales – qui prennent parfois un tour dramatique. Les partis de gauche sont au *demeurant particulièrement actifs en* milieu chiite, même s'ils ne peuvent prétendre à la popularité de l'imam Sadr. Des élaborations théoriques voient *ainsi le* jour, *tel le* concept de « communauté-classe ». L'Organisation d'action communiste (OACL) parle, en 1975, de la nécessaire *« union des déshérités dans chaque communauté et des communautés déshéritées »*. Le PC élargit aussi sa base chiite.

Dans le même temps les revendications confessionnelles se trouvent amplifiées. L'ensemble des musulmans contestent la primauté de la communauté maronite, exacerbée par la présidentialisation d'un régime à l'origine parlementaire. Les sunnites veulent une véritable participation à la prise de décision. *La communauté chiite, elle,* est tout à fait écartée du pouvoir réel. Pour l'imam Sadr, la chose est d'autant plus intolérable que cette communauté est devenue la plus nombreuse.

La tactique alors adoptée consiste en des démonstrations de force. L'imam Sadr, qui a fondé le Mouvement des déshérités, rassemble en province des foules en armes devant lesquelles son charisme fait merveille. A Baalbek, en mars 1974, il lance aux cent mille personnes qui l'écoutent : *« Les armes sont la parure des hommes. »*

Pourtant, quand la guerre éclate, l'*imam adopte une attitude de conciliation*. Sa milice (le mouvement Amal) ne se distingue guère durant cette période. Au moment de la rupture, au *printemps 1976, entre Kamal* Joumblatt (alors chef du PSP et de la coalition de gauche) et l'OLP, d'une part, et la Syrie, de l'autre, il choisit Damas. C'est d'ailleurs *lui qui*, en août *1976*, négociera la reddition du quartier chiite de Nabaa, assiégé par les phalangistes et dont la chute accélérera celle du camp de Tall-al-Zaatar. Du coup, Sadr perd beaucoup de sa crédibilité chez les chiites, au profit de la gauche.

La raison de ce revirement tient sans doute à la profonde ambiguïté du discours politique de l'imam Sadr. Populiste dans son expression, il n'en tient pas moins compte des intérêts des nouvelles élites chiites, qui existent bel et bien, à côté de la masse des déshérités. Une trentaine d'années après l'indépendance de l'Etat, une certaine redistribution de la richesse commençait à se produire, dont ont pu profiter des catégories sociales, inégalement réparties selon les communautés, mais présentes dans chacune. Ainsi, parmi les chiites, une nouvelle bourgeoisie cherche à mieux s'intégrer au système, y compris dans le monde politique. Elle inclut en particulier les émigrés qui se sont enrichis à l'étranger, et singulièrement en Afrique noire (2). Egalement, une petite et moyenne bourgeoisie s'est développée à la suite des progrès – timides, certes, mais bien réels – de la scolarisation, de la formation d'un appareil d'Etat et de la diffusion d'une norme de culture (à caractère plus ou moins occidental).

Enfin, une intelligentsia chiite s'est peu à peu constituée. A l'échelon inférieur, *elle* fournit *les* contingents de l'éducation nationale. A l'échelon supérieur, elle donne des universitaires et des écrivains de haut niveau, comme Waddad Charara, Ahmad Beydoun, Abbas Beydoun, Wajih Kawtharani, etc. ; des artistes, comme le cinéaste Bourhane Alawiyé, le peintre Rafic Charaf ; des journalistes, tel Talal Salman, qui fonde, à la veille de la guerre, le quotidien *Al-Safir*, devenu l'un des journaux les plus importants du monde arabe.

Dans son ensemble, cette intelligentsia s'investira dans les partis de gauche. La nouvelle bourgeoisie, elle, est à la recherche d'une expression politique dont la privent les grandes familles chiites traditionnelles (les Assaad, Osseirane, Khalil, Zein, Hamadé). Pour l'imam Sadr, l'affirmation de sa communauté exige justement de saper l'influence de ces grandes lignées qui la représentent si peu. D'où la convergence avec les élites. L'accession de M. Nabih Berri à la présidence d'Amal, en 1980, traduira ces aspirations. Bien sûr, dans le discours de Sadr, les droits des déshérités avaient la priorité. Mais les autres catégories n'étaient pas négligées.

C'est dans cette optique qu'il faut considérer sa demande d'une augmentation du nombre de postes administratifs de la première catégorie réservés aux chiites ou de l'aide aux projets industriels du Sud qui intéressent la bourgeoisie « africaine » (3). Le programme politique du Conseil supérieur chiite reflète ces orientations, tout en les marquant plus à gauche (plusieurs personnalités de gauche y siègent en effet).

L'influence de l'imam avait connu un reflux pendant la guerre dite « des deux ans » (1975-1976). Mais, après la défaite de la gauche *et, surtout, après* l'assassinat de Kamal Joumblatt (mars 1977), la ligne de l'imam devient la seule qui puisse attirer les chiites, *d'autant que l'on assiste à un repli* communautaire généralisé, y compris à la tête du Mouvement national où M. Walid Joumblatt choisit de travailler à l'affermissement de sa base druze. Du côté du mouvement Amal, qui se renforce paradoxalement après la mystérieuse disparition de l'imam Sadr au cours d'un voyage en *Libye* (août 1978), ce repli s'accompagne d'une fidélité proclamée à l'Etat ainsi que d'un chauvinisme antipalestinien qui justifie une convergence tactique avec la droite chrétienne.

Car, dans le Sud, les raids israéliens ont porté leurs fruits. La résistance palestinienne et la gauche y ont commis des erreurs, et un clivage s'instaure entre la population canalisée par Amal et l'alliance palestino-progressiste, surtout après la première invasion de mars 1978. Pour Amal, il s'agit alors de préserver son aire d'influence naturelle, le Sud, et de monopoliser la représentation de la communauté chiite au sein de laquelle *communistes et baasistes sont* encore bien implantés. Le schéma est identique à Beyrouth et dans sa banlieue, à cette différence près qu'une étroite collusion avec la Syrie transforme Amal, au sein duquel plusieurs tendances coexistent, en un instrument de mise au pas de l'OLP.

Le refus de l'occupation israélienne

L'INVASION israélienne de 1982 est d'abord accueillie avec soulagement dans une grande partie du Sud. L'existence d'Amal y est tolérée par l'occupant. Mais, à Beyrouth, les combattants du mouvement participent aux *côtés* des Palestiniens et de la gauche à la résistance contre le siège. Celui-ci est à peine terminé que l'agitation reprend dans le Sud. La résistance armée, déclenchée pendant l'occupation de Beyrouth, en septembre 1982, se généralise assez vite. D'abord accueillie avec hostilité par une population épuisée, elle réussit cependant à mettre en marche une dynamique du refus, qui sera mieux reçue au fur et à mesure que l'occupation se fera plus pesante et s'annoncera plus durable. A cet égard, la fermeté des dignitaires religieux chiites a été cruciale. Attitude logique, puisque l'imam Sadr, dont ces cheikhs sont les héritiers, n'avait jamais montré de faiblesse envers Israël. Il avait même décrété, bien des années auparavant, que la coopération avec cet Etat était contraire à la religion. Les responsables locaux d'Amal suivent la même démarche, *tandis que les Israéliens cherchent* à pénétrer les rangs chiites par le biais de collaborateurs crédibles : l'occupation apparaît clairement comme un obstacle majeur à l'affirmation d'une communauté chiite unifiée, ce qui est la raison d'être d'Amal.

Au terme d'un long processus, la convergence entre la lutte dans le Sud et la prédominance du mouvement Amal à Beyrouth témoigne de l'homogénéité acquise par la communauté chiite, qui désormais réagit à l'unisson face à l'agression étrangère et au regain de la guerre civile. L'œuvre *entreprise par l'imam Sadr est* parachevée avec la prise en charge de la communauté par une force politique qui l'incarne tout entière. Le fait nouveau, *cependant*, c'est qu'il n'y a pour ainsi dire plus d'Etat central où s'imposer. L'affirmation chiite s'inscrit dans un espace national désormais morcelé. *Cette trajectoire rejoint*, après *bien* des méandres et avec bien des nuances, celles des communautés maronite et druze, dans le cadre d'une « territorialisation » des clivages.

Mais la fermeture de la communauté sur elle-même permet le jeu d'un pluralisme interne. C'est ainsi que s'expriment des rivalités entre la force dominante d'Amal et le Conseil supérieur chiite d'un côté, entre Amal et le Hizbollah (« parti de Dieu ») de l'autre – rivalités qui, parfois, prennent la forme d'une course mystique au martyre. La contestation la plus radicale prend la forme d'une revendication en faveur d'une république islamique, et jusqu'ici elle a été contenue. Demeurant limitée au cadre de l'une des tendances du Hizbollah, elle a été condamnée par le chef de ce mouvement.

Est-ce à dire qu'Amal gouverne définitivement le chiisme libanais ? Son chef, M. Nabih Berri, a su s'imposer *par un habile dosage de fermeté et de* modération. Mais la réponse dépendra surtout de la capacité des héritiers de l'imam Sadr à atteindre l'objectif vers lequel tendait son action et qui est aussi le leur : mettre fin à la condition de déshérités des masses chiites qui ont soutenu l'ascension d'Amal. Outre la fin des hostilités, cela exige le maintien de l'unité de l'Etat libanais.

SAMIR KASSIR.

(1) Sur la résistance dans le Liban du Sud, voir nos précédents articles : « La résistance à l'occupation israélienne s'amplifie », *le Monde diplomatique*, mai 1983 et « L'essor de la résistance dans le sud du Liban », *le Monde diplomatique*, septembre 1984.

(2) Cf. Albert Dagher, « La grande détresse de l'économie libanaise », *le Monde diplomatique*, janvier 1985.

(3) Cf. Talal Jaber, « Le discours shi'ite sur le pouvoir », *Peuples méditerranéens*, n° 20, juillet-septembre 1982.

Une bête à abattre : le « tiers-mondisme »

Par CLAUDE JULIEN

LE tiers-monde n'existe pas. Par quel aveuglement des esprits brouillons ont-ils pu englober sous cette fallacieuse étiquette des pays aussi disparates que les petites îles du Cap-Vert et l'Inde deux mille cinq cents fois plus peuplée, la Tanzanie dépourvue de tout et le Nigéria ou le Mexique riches en pétrole, la Corée du Sud qui conquiert des marchés en Europe et la République centrafricaine qui s'enfonce dans le dénuement, ou même ces voisins que sont l'Argentine du président Alfonsin et le Chili du général Pinochet ? Depuis vingt ans, de sagaces observateurs répètent inlassablement : le tiers-monde est un *« concept flou, inconsistant, indéfinissable »*, un *« fourre-tout (1) »*.

Superficie, population, ressources, vitalité économique, régime politique : tout n'est que contrastes, accentués par l'extrême diversité des héritages culturels et religieux qui, plus encore que les structures de l'Etat ou de l'appareil de production, définissent la trame de la vie quotidienne, les rapports familiaux et sociaux, le sens même de l'existence. La proximité géographique rapproche-t-elle les destins de ces pays hétéroclites ? Non, le Honduras accueille les bases d'où les maquisards partent à l'attaque du Nicaragua sandiniste. La foi en un même dieu transcende-t-elle les différences ethniques et linguistiques ? Voyez donc avec quel acharnement s'entretuent les troupes de l'Iran chiite et de l'Irak laïque. Collines de sable que déplace le vent, les immensités désertiques ne créent qu'une apparente ressemblance : c'est dans le sous-sol, pétrolier ou non, et dans la tête des dirigeants que gisent différences et antagonismes. La cause est entendue : le tiers-monde n'existe pas.

D'intolérables abus de langage ont pourtant osé l'identifier à l'extrême pauvreté, voire à la misère. Un esprit libre ne peut alors que sympathiser avec les quelques pays prospères dont les frémissements outragés, aux abords du Golfe, disent assez clairement qu'ils ne sauraient être rangés dans la pitoyable catégorie des nations prolétaires. Leur légitime indignation rejoint celle des minorités opulentes qui mettent un soin jaloux à se distinguer des populations démunies sur lesquelles elles règnent avec une bienveillance attristée...

Des voix dans le désert

NON, décidément, le tiers-monde n'existe pas. Par quelle aberration des braves gens ont-ils donc pu consacrer tant d'attention à ce non-être ? Et pourquoi, dans le même temps, d'aussi savantes études ont-elles, sur des milliers de pages, doctement expliqué qu'aucun concept ne pouvait rendre compte des multiples facettes d'une aussi complexe réalité ?

Ne vous y trompez pas. Rivalisant de cuistrerie, les uns et les autres savaient ce qu'ils faisaient. Les premiers bâtissaient sur le sable de leurs illusions romantiques un mythe que nourrissaient leurs fugaces émotions révolutionnaires avant de les rendre à leur véritable vocation : faux intellectuels, vrais conformistes balancés par l'air du temps. Quant aux seconds, ils poursuivent sans défaillance un objectif beaucoup plus pragmatique : ils s'attachent à démontrer que l'exploitation coloniale ou néo-impérialiste n'est pas *« responsable de la misère du tiers-monde »*, que *« la liberté du marché est le moyen le plus rapide de juguler la famine »*, que *« le but avoué des multinationales, autrement dit le profit »*, est conforme non seulement à *« la confiance de leurs actionnaires qui leur ont confié leur épargne »*, mais aussi aux véritables intérêts du tiers-monde en vertu de l'*« efficacité de* [leurs] *décisions économiques* (2) ».

Contre le pragmatisme dont se prévaut cette idéologie libérale, les arguments ne manquent pas. Ils appartiennent à des registres fort divers : aggravant la sous-alimentation ou la famine, la production agricole se développe moins vite que la population ; encouragées pour procurer des devises, les cultures d'exportation s'étendent au détriment des cultures vivrières, ce qui accroît les importations de denrées payables en devises ; les ressources minières sont en général exploitées par des compagnies étrangères, qui rapatrient chez elles de substantiels profits ; les firmes multinationales ont déplacé leurs centres de production vers le tiers-monde parce qu'elles y trouvent une main-d'œuvre sous-payée, sans protection sociale ; les investissements étrangers éprouvent une compréhensible prédilection pour les régimes autoritaires, qui savent parfaitement juguler les travailleurs trop remuants ; les pays sous-développés ne peuvent guère peser sur les prix de leurs exportations, fixés en dehors d'eux ; leurs valeurs familiales et culturelles sont ébranlées par le choc des civilisations, accélérant urbanisation anarchique, clochardisation, délinquance, prostitution enfantine, etc., mais aussi révolte et, bien vite, répression.



(Ernest Pignon-Ernest)

Rien de tout cela n'a jamais constitué un corps de doctrine, en raison précisément de l'extrême diversité des situations. Sur ce tableau, nul n'a jamais tenté d'élaborer une idéologie.

Plus modestement, des agronomes ont montré du doigt les résultats désastreux de certains grands travaux, des déséquilibres alimentaires, des systèmes de fixation des prix, de diverses formes d'aide : ils ont raison. Des médecins s'acharnent à répéter que leurs efforts pour soulager la souffrance n'auront qu'une portée limitée aussi longtemps que ne seront pas assurés un minimum d'hygiène, l'approvisionnement en eau potable, une diète mieux équilibrée, un meilleur contrôle des produits pharmaceutiques : ils ont raison.

Des pédagogues ont réalisé des expériences montrant à quel point il est absurde de transposer tel ou tel système d'enseignement : ils ont raison. Aux équipements lourds et chers, vite hors d'usage, que les pays industrialisés présentent comme autant de symboles du progrès, des ingénieurs ont opposé des outillages adaptés, des énergies moins coûteuses, des techniques simples et efficaces : ils ont raison. Des urbanistes, des banquiers, des officiers supérieurs, ont tout dit sur les méfaits de l'urbanisation sauvage, d'un endettement délirant, des achats d'armes et de l'installation de bases militaires : ils ont raison.

Grâce au ciel, il n'ont pas été entendus... Qu'on les laisse donc crier dans le désert. Les pratiques qu'ils dénoncent depuis deux ou trois décennies continuent de se répandre, avec toujours plus d'ampleur, des moyens plus considérables, et, bien sûr, des profits accrus.

Mais que se passerait-il si, au vu des résultats, leur diagnostic finissait par s'imposer ? Voilà bien le péril qu'il faut conjurer. Tout doit-être mis en œuvre pour assurer la perpétuation d'un système qui, en dépit des crises, des tensions et des explosions, reste éminemment rentable. A cette fin, le meilleur moyen est encore de disqualifier ces agronomes, médecins, éducateurs, ingénieurs, urbanistes, etc. Comment ?

D'abord, en leur attribuant une doctrine qu'ils n'ont jamais élaborée, une idéologie qui n'est pas la leur. Deuxièmement, en les présentant comme des agents, conscients ou naïfs, de la subversion soviétique (3). Troisièmement, en leur attribuant des motivations qui leur sont étrangères, et notamment on ne sait quelle *« mauvaise conscience »*, née d'une *« idéologie de la culpabilité* (4) ».

De toute évidence, si le « tiers-mondisme » est né de la monstrueuse rencontre entre un complot soviétique et la générosité dévoyée de frêles individus tourmentés par leur conscience coupable, il n'a aucun avenir. Rien ne lui permettra de survivre au tableau qu'en brossent ses adversaires.

Le plus ancien paternalisme

IL est probable que ce tiers-mondisme-là n'a jamais existé que dans la tête de ceux qui le condamnent aujourd'hui avec un tel acharnement : sans doute, dans leurs jeunes années, plus ou moins staliniens ou maoïstes, ont-ils eux-mêmes été tentés de considérer le tiers-monde comme un terrain favorable à l'expansionnisme chinois, soviétique ou, plus généralement, communiste. Sans doute aussi ont-ils romantiquement considéré qu'il leur suffirait... d'éliminer l'« impérialisme » – et l'ampleur de la tâche ne les faisait pas reculer ! – pour transformer le Sahel en paradis terrestre, l'Amérique latine en foyer révolutionnaire, et l'Asie du Sud-Est en un jardin fleuri où couleraient le lait et le miel.

Quiconque ne partageait pas leurs certitudes était traité d'intellectuel petit-bourgeois. Car ils se nourrissaient, eux, de quelques brèves citations de Lénine, de phrases magiques extraites du Petit Livre rouge, des récits de vaillants guérilleros.

Avec un tel bagage culturel, ils confondaient tout, comme en mai 68 ils confondaient les CRS et les SS. Certains avaient une excuse : *si leurs parents n'avaient pas* affronté l'occupant nazi, ils ne pouvaient leur expliquer la différence. Mais, plus ils profitaient de la fortune ou de l'aisance de papa, plus ils se prenaient pour des juifs allemands ou pour des révolutionnaires du tiers-monde.

Le combat « anti-impérialiste » les absorbait tellement que, aveuglés par leur passion adolescente, ils dressaient, rue Gay-Lussac, d'imprenables barricades contre le seul chef d'Etat ayant osé sortir son pays de l'OTAN, critiquer la guerre du Vietnam dans le discours de Phnom-Penh, troquer ses vils dollars-papier contre le bon or de Fort-Knox.

(Lire la suite page 14.)

---

(1) Développé depuis longtemps dans quantité de livres et d'articles, cet argument est repris par Thomas Sowell, dans *The Economics and Politics of Race : An International Perspective*, dont un extrait est publié dans *Dialogue*, revue de l'United States Information Agency, nº 65, 3-1984.

(2) Idem.

(3) *Ainsi, au colloque de Liberté sans frontières, qui s'est tenu à Paris les* 23 et 24 janvier 1985, M. Gérard Chaliand présentait le tiers-mondisme comme un avatar de la pensée lénino-stalinienne, et M. Ilios Yannakakis, secrétaire général de la fondation, affirmait que la *« vulgate tiers-mondiste »* avait son origine dans le congrès de Bakou (1920), où Zinoviev présenta le programme de la lutte anti-impérialiste.

(4) Dr Rony Brauman, président de Médecins sans frontières, interview dans *Croissance des jeunes nations*, mars 1985. Le Dr Claude Malhuret, président de Liberté sans frontières, parle des *« axiomes culpabilisants »* qui inspireraient l'action en faveur du tiers-monde ; lettre au *Monde*, 26 janvier 1985. Voir aussi page 24, « La Grande Peur de l'An Deux Mille ».

Dossier pour une querelle

Une bête à abattre :

« tier

(Suite de la page 13.)

Puis, pendant qu'ils se dirigeaient vers les rivages plus sereins de la nouvelle philosophie, de la nouvelle histoire, de la nouvelle économie, d'autres, après eux, persévéraient dans les mêmes voies d'une rhétorique fuligineuse. Peut-être se sentaient-ils coupables des *« crimes du colonialisme et de l'impérialisme »* ?

De tels transferts ne sont pas rares. Pour les soigner, il existe la délicate chimie des tranquillisants et les services d'un bon neurologue. Un honnête psychiatre les aurait sans doute convaincus que, étant donné leur jeune âge et leurs modestes fonctions, ils n'avaient vraiment aucune part dans les hauts faits d'armes de Faidherbe et de Gallieni, dans les massacres de Madagascar ou dans le mauvais coup du général Guillaume contre le sultan du Maroc. Et pas davantage dans les profits réalisés outre-mer par des entreprises métropolitaines, comme jadis Boussac dans l'exploitation du coton au Tchad.

S'ils ont suivi ce douloureux parcours, ils pourraient au moins se garder d'attribuer leurs propres motivations à ceux qui, depuis longtemps, analysent et dénoncent les injustices et les désastres qui s'accumulent dans le tiers-monde. Expliquer une telle action par un complot ourdi à Bakou en 1920 ou par une quelconque *« mauvaise conscience »* ne relève pas seulement de la *« malhonnêteté intellectuelle »*, comme le dit M. Jean-Pierre Cot, ou du *« mensonge »*, comme le dit René Dumont avec sa fougue habituelle (5). La malhonnêteté n'étant pas nécessairement stupide et le mensonge n'excluant pas automatiquement l'intelligence, il faut bien admettre, chez ceux qui attaquent ainsi le « tiers-mondisme », une confortable dose de sottise. Avec aussi une pincée de cette arrogance que fournissent les grandes certitudes, l'arrogance que



(Roger Viollet)
DAME D'ŒUVRES SUIVIE DE SON SERVITEUR, PAR KARL GIRARDET
« Moi, mes pauvres, je les connais... »

manifestaient les staliniens puis les « révolutionnaires » de mai 68 : ils allaient construire, sur des bases meilleures, un monde qu'ils connaissaient si mal. Les voici donc en train de camper sur le terrain de la droite la plus classique.

Mais comme l'arrogance a toujours su se faire humble ! *« Moi, l'Afrique, l'Asie, je les ai connues dans la boue, dans les camps de réfugiés »*, dit le docteur Brauman dans l'interview déjà citée. Depuis plus d'un siècle, le discours n'a guère changé : *« Moi, mes pauvres, je les connais dans leurs taudis et dans leur crasse »*, disait la dame d'œuvres sous la Restauration ou sous le Second Empire ; imperturbable, son arrière-petite-fille tenait le même discours en revenant de l'ouvroir au moment du Front populaire. En effet, elle les connaissait : elle leur portait à domicile des bons de repas, des vêtements chauds qu'ils ne pouvaient acheter, un peut d'argent pour le loyer auquel le salaire ne permettait pas de faire face...

L'Afrique et l'Asie ne sont pas seulement la *« boue »* et les *« camps de réfugiés »*. C'est d'abord un ensemble de pays dont la population travaille et, pourtant, parvient à peine à survivre. C'est un jeu de forces extrêmement embrouillé, aux multiples acteurs : gouvernements en place, cours du zinc ou du cacao, taux pratiqué par les banques, techniques de production plus ou moins avancées, mécanismes du marché de Londres, spéculations, sorties de capitaux, corruption, pressions de groupes économiques dont le chiffre d'affaires est supérieur au budget de l'Etat, mais aussi une culture et une manière de vivre, une attitude devant la mort, une dignité qui vaut celle de tous les « missionnaires » laïques ou religieux.

Des experts de choix

HUMBLE arrogance ! Les problèmes sont en effet tellement complexes que, dit le président de Liberté sans frontières, *« il était indispensable que nous nous entourions d'experts »*. Sentencieux : *« On ne doit pas préjuger leurs conclusions avant la fin de l'enquête* (6). » Conseil valable pour les autres, pas pour soi. Car, sans attendre la fin de l'enquête, le Dr Brauman conclut : *« Le responsable* [des drames du tiers-monde], *affirme-t-on, c'est le système économique mondial, c'est la détérioration des termes de l'échange, c'est le prix injuste payé aux producteurs de matières premières, etc. Je pense que ce diagnostic est faux* (7). » Les experts savent donc, d'avance, ce qu'ils doivent démontrer. Et quels « experts » : Emmanuel Le Roy Ladurie, qui passe de *Montaillou* à l'économie du développement ; Jean-François Revel, qui sait tout sur le sujet ; Pascal Bruckner...

Les experts pourront choisir leur itinéraire. L'important est qu'ils parviennent au but fixé par le Dr Brauman : *« Il s'agit pour nous de remettre en cause une problématique dans laquelle la pauvreté là-bas est le reflet de la richesse ici, les libertés ici s'appuient sur des absences de liberté là-bas* (8). »

Pour ce faire, il suffira aux experts de montrer que les investissements, transferts de technologie et ouvertures de crédit décidés par des firmes, banques et gouvernements qui ont leur siège en Europe occidentale ou en Amérique du Nord échappent à toute considération sur :

— les profits qu'ils escomptent en retirer ;

— les conditions dans lesquelles ces profits seront réalisés : bas salaire horaire, longue semaine de travail, absence de syndicats ;

— la nature du régime en place, d'autant plus utile à la *« richesse »* et à la *« liberté »* des nations industrialisées *« ici »* qu'il est plus autoritaire, plus répressif, plus apte à maintenir les classes populaires dans la pauvreté et la soumission *« là-bas »*.

La tâche n'a rien de surhumain. Les experts devront démontrer que le décollage économique de la Corée du Sud ne doit rien à l'abominable dictature de Syngman Rhee (1948-1969), que celle-ci n'était en rien soutenue par les Etats-Unis, que les capitaux n'ont pas été alléchés par l'ordre que Syngman Rhee et son successeur ont su faire régner dans le pays, que les profits ainsi réalisés n'avaient rien à voir ni avec l'exploitation des travailleurs coréens ni avec l'efficacité de la police. Fermé le dossier coréen, ils devront montrer que la CIA n'a pas installé le président Mobutu à la tête du Zaïre, que les armes françaises n'ont pas, par deux fois, sauvé son pouvoir, que les mines (cuivre, cobalt, uranium, zinc, diamants, etc.) *sont exploitées par des Zaïrois pour les Zaïrois*, que le Fonds monétaire international a tort d'entretenir sur place des contrôleurs pour limiter la gabegie et la corruption de ce protégé de l'Occident, et, surtout, que tout cela profite à la population.

Sur leur lancée, les experts devront réécrire l'histoire de l'Iran, pour gommer le coup d'Etat de la CIA (1953) et « blanchir » les profits réalisés par les firmes occidentales sous le contrôle de la féroce Savak ; ils nous présenteront une version expurgée du coup d'Etat militaire au Chili, ne verront aucun lien entre les assassinats ou tortures et la restitution des entreprises nationalisées à leurs anciens propriétaires, trouveront une explication satisfaisante à l'enrichissement de quelques-uns pendant que le pays était ruiné par Pinochet ; ils prouveront que le massacre de quelque cinq cent mille personnes en Indonésie (1965) a échappé à l'attention des firmes occidentales qui ont ensuite investi dans ce pays ; ils jetteront le voile de l'oubli sur les crimes, la loi martiale et la corruption du président Marcos aux Philippines, etc.

Les mains dans la caisse et dans le sang

VIOLENCE et misère au Sud n'ont aucun lien avec liberté et *prospérité au Nord. Non pas favorables aux intérêts supérieurs* de l'Occident, mais très profitables à des groupes parfaitement identifiés, ces coups d'Etat et dictatures allient malencontreusement des crimes politiques (assassinats, « disparitions », tortures) à des crimes économiques (vols, détournement de fonds publics, enrichissement sans cause, exploitation de gens sans défense). Aucun témoignage, aucune confession publique ne peut établir qu'un quelconque « tiers-mondiste » ait jamais eu *« mauvaise conscience »* pour de tels méfaits, auxquels il n'a eu aucune part et qu'il ne cesse de dénoncer. Un auteur, dont il convient, généreusement, de taire le nom, a pu parler du *« sentiment de culpabilité masochiste et suicidaire »* de ceux qu'il appelle « tiers-mondistes ». Un tel sentiment ne pourrait habiter que les individus qui, directement ou par intermédiaires, ont trempé leurs mains dans la caisse et dans le sang. Fort heureusement, ils sont assez coriaces pour ne pas succomber à d'aussi vaines émotions. Peut-être un remords diffus a-t-il pu hanter ceux qui, occupés à des tâches plus futiles, ont négligé de s'émouvoir de tels crimes ?

Non. Un autre auteur, qui ne mérite pas davantage de passer à la postérité, posait le vrai problème lorsque, voilà déjà deux ans, il s'en prenait aux *« adeptes d'un tiers-mondisme* [qui] *nient ou minimisent à outrance la rivalité Est-Ouest »*. Il faut oser, comme le faisait Bernanos, traiter de *« farceurs »* ceux qui ne savent pas voir ce qui leur saute aux yeux : depuis quarante ans, le tiers-monde est le terrain privilégié des affrontements Est-Ouest, et l'Ouest n'a cessé d'y perdre des points pour avoir soutenu les dictatures les plus corrompues. Les obsédés de l'antisoviétisme sont au créneau, mais leur regard est obstinément tourné vers l'Est. Contre les hordes mongoles qui s'apprêtent à déferler sur les démocraties, il faut enrôler, sous la bannière de la liberté, en un fraternel combat, les émules de Ngo Dinh Diem, de Batista, de Somoza... Ils s'étonnent ensuite que des peuples spoliés, humiliés, s'engagent dans des actions qui les conduiront, même s'ils ne l'ont pas voulu, vers des régimes hostiles à l'Occident, plus ou moins soutenus par l'Union soviétique. Leur étonnement sera bref : ils inviteront le Congrès des Etats-Unis à voter les crédits demandés par M. Reagan pour chasser du pouvoir quelques autres sandinistes.

Sans doute faut-il, sans hésiter, remercier dès maintenant les experts de Liberté sans frontières : au terme d'un patient labeur, ils parviendront à « découvrir » comment certains Occidentaux, au nom de la liberté et de leur prospérité, ont apporté une irremplaçable contribution à l'asservissement et à l'appauvrissement du tiers-monde. Pendant qu'ils exploreront des sentiers déjà parfaitement balisés, au moins ne feront-ils de tort à personne.

La distraction des banquiers

PLUS délicat sera, pour la fondation, l'examen de dossiers d'une aride technicité. L'un de ses experts a déjà pris, à cet égard, des risques inconsidérés. Ainsi Jean-François Revel, qui écrit : *« Dénoncer l'endettement de l'Amérique latine comme une catastrophe tombée du ciel, c'est passer un peu vite sur l'usage que les gouvernements de ces pays ont fait des sommes gigantesques reçues par eux* (9). »

Mais c'est passer encore plus vite sur les raisons pour lesquelles les banques, assez peu portées à la philanthropie, ont ouvert d'aussi gros crédits à des Etats grisés par leurs projets pharaoniques. Auraient-elles lâché 800 milliards de dollars par légèreté, dans un moment d'inattention, comme par distraction ? Il conviendrait alors de les réprimander. Ignorent-elles la destination prise par les milliards de dollars dont M. Grinspun, l'ancien ministre du président Alfonsin, n'a pu retrouver la trace ? Les militaires argentins ont-ils pu les mettre en sécurité sans le concours de banques étrangères ? Celles-ci ne savent-elles pas où sont passés les capitaux qui ont fui non seulement l'Argentine, mais aussi le Venezuela ou le Mexique ? *(Voir page 21 l'article de Françoise Barthélémy.)* Il faudrait alors en conclure que leurs comptes sont mal tenus et, sans indemnité, licencier quelques directeurs.

Les banques ignorent-elles aussi dans quelles conditions le gouvernement de Washington contraignit le FMI, malgré ses objections, à ouvrir un crédit aux militaires argentins sans leur imposer des clauses anti-inflationnistes, ce qui précipita la ruine économique du pays ? *(Voir page 26 l'article de Moises Ikonicoff.)* Auraient-elles oublié quels gages elles ont pris sur les ressources naturelles du Brésil avant de lui octroyer une centaine de milliards de dollars ?

Puisque, comme le dit le Dr Claude Malhuret, *« nous ne sommes que des médecins »* qui devons nous entourer d'experts, deux noms s'imposent. Deux personnalités de premier plan auxquelles la fondation Liberté sans frontières semble ne pas avoir pensé et qui, pourtant, lui seront fort utiles.

D'abord M. Samuel Huntington, professeur à Harvard, qui, voilà quelques années, rédigea pour la Commision trilatérale un ineffable rapport sur la démocratie (10). M. Huntington a trouvé la solution aux problèmes de développement du tiers-monde :

« Prenez l'exemple du Brésil, qui a, dans les sept ou huit dernières années, connu un développement très spectaculaire. Il aurait eu de grandes difficultés à accomplir cela avec un régime démocratique (11). »

Quand on pense au message par lequel, en avril 1964, le président Johnson félicitait les auteurs du coup d'Etat au Brésil, quand on rappelle que Dean Rusk et George Ball déclaraient alors que le *« changement »* s'était déroulé *« dans le cadre constitutionnel »*, quand on évoque de surcroît le rôle que le général (alors colonel) Vernon Walters, de la CIA, joua dans l'opération, on peut imaginer qu'il sera difficile de prouver, comme le souhaite le Dr Brauman, qu'il n'existe aucun lien entre *« les libertés ici et les absences de liberté là-bas »*, entre *« la pauvreté là-bas et la richesse ici »*. D'autant que le Pr Huntington fait sa déclaration en 1976 ; la période à laquelle il se réfère — *« les sept ou huit dernières années »* — correspond donc à la phase dure, sanglante, de la dictature militaire au Brésil. Grâce à l'absence de libertés pour les Brésiliens, les entreprises, y compris américaines, n'ont été que plus libres sous la houlette des militaires. Les effets n'en sont jamais nuls sur le compte d'exploitation.

Le Dr Brauman et le Dr Malhuret peuvent, à vrai dire, mettre en doute la compétence du Pr Huntington. Car celui-ci, dans sa hâte à sauver la démocratie au Vietnam, avait imaginé la stratégie dite de l'*« urbanisation forcée »*. Le principe en était simple : par les bombardements, le napalm, les bombes à billes ou à fléchettes, les défoliants, etc., on rendait inhabitables les campagnes et les villages afin de contraindre les populations paysannes à s'entasser dans les camps de réfugiés. Elles étaient ainsi à l'abri de l'endoctrinement du Vietcong, et celui-ci, dans les espaces ainsi désertés, ne pouvait plus évoluer *« comme un poisson dans l'eau »*. Liberté sans frontières serait donc fondée à récuser la caution de M. Huntington, coupable d'avoir trop brillamment contribué à la communisation du Vietnam.

La fondation peut alors se tourner vers un second expert, M. Friedrich A. Hayek, prix Nobel d'économie, dont les œuvres ont été introduites en France par celui que M. Giscard d'Estaing considère comme la *« meilleur économiste de France »*, M. Raymond Barre. *« Les pays,* écrit M. Hayek, *qui ont adopté le système de la libre entreprise ont été capables d'élever de manière significative le niveau de vie de leurs populations ; cela vaut pour la Corée du Sud, pour le Brésil* (12). » Si leurs atouts et leurs performances économiques ne sont en rien comparables, les deux pays ont en commun d'avoir pratiqué la *« libre entreprise »*, chère à M. Hayek et à beaucoup d'autres, sous des régimes de dictature.

Races supérieures, castes dirigeantes

POURQUOI les blâmerait-t-on ? La liberté s'épanouit dans des pays déjà industrialisés, possédant une tradition démocratique. Encore cela ne va-t-il pas sans tensions, le libre jeu démocratique aboutissant naturellement à des interventions de l'Etat pour régenter la « libre entreprise » au point que, prise dans un insupportable carcan — fiscalité, normes de sécurité, droit du travail, réglementation de la concurrence, sécurité sociale, etc., — elle ne peut plus fonctionner normalement, faire des profits suffisants pour investir et créer de nouvelles richesses. Les néolibéraux, avec M. Hayek, ne cessent de le répéter : la « libre entreprise », qui a fait merveille au Brésil et en Corée, est phagocytée par les conquêtes économiques et sociales de la démocratie (13). Il faut libérer l'entreprise.

Mais alors, que dire des pays qui ne possèdent ni industrie ancienne ni tradition démocratique ? Ils ne peuvent progresser que sous des régimes à poigne. Faute de quoi ils ne travaillent pas. Ce triste phénomène a bien souvent été observé et jugé avec la sévérité qui convenait :

« Le Noir, n'ayant aucun besoin et vivant au jour le jour sans s'inquiéter du lendemain, ne travaillera que s'il y est forcé. Le Noir ne sera civilisé que malgré lui, et, puisque la France a étendu son protectorat sur ces contrées, elle a assumé l'obligation d'y introduire le progrès et la civilisation. ».

Ainsi s'exprimait, au début du siècle, un éminent missionnaire (14) connaissant fort bien les Congolais, auxquels il consacra vingt-huit ans de sa vie.

Décrivant quelques années plus tôt les cultivateurs bambaras, le commandant Gallieni était bien obligé, voilà exactement un siècle, d'arriver aux mêmes conclusions :

« La routine, il faut le dire, est, pour le moment, la seule règle de ces peuplades ignorantes ; ainsi ont fait leurs pères, ainsi ils feront eux-mêmes. Ils se garderaient bien, si l'impulsion ne leur vient pas d'une race supérieure, de déranger quoi que ce soit aux usages établis par leurs aïeux (15). »

Au Congo comme au Soudan et ailleurs, la situation n'est pourtant pas désespérée. Solidement encadré, contraint de travailler, le Noir sera civilisé malgré lui. Aussi longtemps que la



(5) « Une malhonnêteté intellectuelle », par Jean-Pierre Cot, et « Des droits politiques pour des cadavres ? », par René Dumont, dans *Croissance des jeunes nations*, avril 1985.

(6) Lettre du Dr Malhuret au *Monde*, 26 janvier 1985.

(7) Interview à *Croissance des jeunes nations*, mars 1985. Le même argument est longuement développé dans la lettre d'invitation au colloque des 23 et 24 janvier 1985.

(8) *Croissance des jeunes nations*, mars 1985.

(9) « Le tiers-monde victime du tiers-mondisme », par Jean-François Revel, *le Point*, 11 mars 1985.

(10) Cf. « Les sociétés libérales victimes d'elles-mêmes ? », *le Monde diplomatique*, mars 1976.

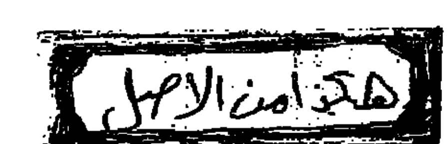
(11) S.P. Huntington, « Is Democracy Dying ? », *US News and World Report*, 8 mars 1976.

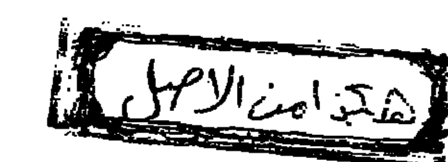
(12) F.A. Hayek, « Is Democracy Dying ? », idem.

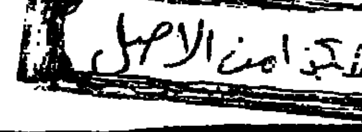
(13) Cf. « La foire aux libertés », *le Monde diplomatique*, septembre, octobre, novembre 1984.

(14) Mgr Augouard, lettre au directeur de *la Dépêche coloniale*, 5 février 1902.

(15) Commandant Gallieni, *Voyage au Soudan français*, Paris, 1885.







le « tiers-mondisme »

« race supérieure » exerce son *« protectorat »* sur ces *« peuplades »*, elle obtient d'elles quelques résultats. Vient, hélas ! la décolonisation. Livrés à eux-mêmes, ces peuples relâchent aussitôt leurs efforts, dilapident leurs ressources. A moins qu'ils ne soient solidement pris en main par une caste supérieure – civile ou militaire, – par un régime autoritaire sachant se montrer compréhensif à l'égard des entreprises – nationales ou étrangères – qui savent ce que produire veut dire.

Mais que ces *« peuplades »* n'en ressentent nulle offense ! Comme elles, les classes inférieures, au siècle dernier, partout en Occident, ne travaillaient, elles aussi, que sous la contrainte et, naturellement paresseuses, osaient revendiquer à la fois une réduction du temps de travail et des augmentations de salaire :

« Nous savons ce qu'il en adviendrait avec les mœurs actuelles : la plupart du temps, les « trois-huit » serviraient au cabaret et au cabaretier. Et à qui profiterait la hausse des salaires ? Serait-ce à la femme de l'ouvrier, à ses enfants, à sa famille ? Non, messieurs. Ce serait probablement encore au cabaretier, au mastroquet du coin. Telle est la triste vérité... Si l'on veut relever l'ouvrier, il faut commencer par l'affranchir des pires exploiteurs qui le tyrannisent, c'est-à-dire de ses vices (16). »

Aucun antitiers-mondiste n'ose aujourd'hui transposer ce discours pour l'appliquer aux peuples du tiers-monde. Ces derniers ont pourtant besoin de tuteurs éclairés, efficaces, sachant faire preuve de fermeté : communisme, parti unique, dictature militaire ou civile, contrôles policiers, élimination des trublions, milices privées dans les entreprises et les plantations. Sous la contrainte, ces peuples travaillent. Trop bien rémunérés, ils gaspilleraient leur nouvelle richesse et travailleraient moins.

Le « juste prix »

C'EST exactement ce que dit le docteur Rony Brauman, qui sans doute ne mesure pas l'exacte portée de son propos. Il s'en prend à ceux qui osent soutenir que *« le responsable* [de la misère du tiers-monde], *c'est le prix injuste payé aux producteurs de matières premières... Ce diagnostic est faux »*. Il rejoint les positions de Thomas Sowell, déjà cité (17), qui s'insurge contre *« les théories modernes de l'impérialisme et du néocolonialisme »* selon lesquelles *« la main-d'œuvre et les matières premières des pays du tiers-monde sont sous-évaluées et sous-payées »*. Absurde affirmation puisque, ajoute Thomas Sowell, la détermination du *« juste prix » « défie la compétence des économistes depuis des siècles »*.

En effet. Car le juste prix n'a pas à être défini par des économistes : il est providentiellement fixé par le jeu du marché. A vrai dire, il serait plus exact de considérer que, pour la main-d'œuvre comme pour les produits de base, s'affrontent deux définitions du juste prix. Aux yeux des salariés et des pays du tiers-monde, il sera toujours supérieur aux cours pratiqués. Déroutante avidité. Ces gens-là sont insatiables. Aux yeux des entreprises qui emploient cette main-d'œuvre et achètent ces produits de base, le prix sera toujours d'autant plus juste qu'il sera plus bas et qu'il permettra de plus beaux profits. Ces gens-là sont aussi insatiables que les premiers. Mais ils ont des responsabilités. Qu'une entreprise soit, dans tel pays, contrainte d'augmenter les prix payés par elle, et elle ira chercher fortune ailleurs, sous des cieux plus cléments, où des gouvernements réalistes, capables d'endiguer de déraisonnables revendications, leur offriront des conditions satisfaisantes. Aussi longtemps que l'entreprise trouve de tels havres de prospérité, la *démonstration est faite que, si modeste soit-il, le prix qu'elle offre* est toujours juste. Exquise sérénité des lois du marché.

Augmentez les salaires : la main-d'œuvre travaillera moins, *s'engagera dans d'inutiles dépenses*, s'adonnera à la débauche. Augmentez le prix des produits de base : la caste gouvernementale se grisera d'un luxe dispendieux – palais somptueux, résidences de rêve, armes sophistiquées, usines modernes qui rouillent sur place... Népotisme et corruption.

Rien n'est plus vrai. Avec une nuance. De même que, pour s'endetter, un pays a besoin de banques occidentales qui, sans désintéressement aucun, lui ouvrent des crédits chiffrés en milliards de dollars, de même il trouve des sociétés occidentales d'ingénierie pour construire ses palais présidentiels et villas ministérielles, ses palais des congrès servant *une fois l'an*, ses *usines* sophistiquées qui tournent à 30 % de leur capacité ; il trouve même des marchands d'armes – soviétiques, américains, français – qui *lui vendent à crédit et vont jusqu'à subventionner ses achats.* Si souvent dénoncée, la corruption n'est jamais un jeu solitaire. Elle requiert au moins deux partenaires. Dans les opérations triangulaires, elle devient encore plus profitable. Et les nations industrialisées n'y sont pour rien : les potentats du tiers-monde sont corrompus.

Dictatures et vénalité ? Certes. Jamais sans la complicité intéressée de gouvernements et de firmes qui siègent aux Etats-Unis et en Europe. Faut-il encore insister sur le rôle irremplaçable assumé par des gouvernements occidentaux dans la naissance et le *maintien de ces dictatures ? Oh, il est vrai que toutes n'ont pas été* fomentées de l'extérieur. Certaines sont tout à fait nationales, autochtones, indigènes, *sui generis*. Mais, que voulez-vous, il faut bien être réaliste... La doctrine selon laquelle la reconnaissance diplomatique est accordée à des Etats, non à des régimes, est sacrée. Et bien commode. Chaque démocratie peut ainsi librement commercer avec des régimes que sa morale condamne sans appel.

S'ils sont corrompus, si leurs ministres réclament d'exorbitantes commissions, si les contrats comportent des clauses secrètes et s'accompagnent de stupéfiantes contre-lettres, si certains paiements s'effectuent en Suisse ou aux Bahamas, si des millions s'égarent dans de mystérieux circuits, si la lettre de voiture ou le manifeste du navire ne correspond pas exactement à la cargaison, etc., *il faut, là encore, garder les pieds sur terre* : ou bien vous acceptez en vous bouchant les narines, ou bien un concurrent (et néanmoins allié) enlève le marché.

Le mauvais exemple vient de haut

AU même titre que le cacao, la torture et la sous-alimentation, la corruption est un produit du tiers-monde. Mais, en ces temps de mondialisation des échanges, *elle* circule *librement*. Au moment de la révolution islamique, la presse américaine a divulgué les trafics du chah et les noms des firmes, de Houston ou de New-York, *qui y avaient trouvé leur compte. Aucun Occidental n'a tiré* profit de l'abjecte corruption de Batista (véritable père de la révolution castriste), de Somoza (véritable père du sandinisme), de S.M. Bokassa Ier, de Marcos, de tant de potentats... La corruption appartient génétiquement au tiers-monde.

Les « races supérieures » ont un comportement radicalement différent. C'est par accident que des parlementaires américains ont touché de l'argent sud-coréen, on les a donc emprisonnés. Quel est donc ce prince généreusement acheté par Lockheed ? Non, vous vous égarez, ce n'était pas un émir d'Orient, mais le prince Bernhard des Pays-Bas. En quel pays de respectables dignitaires ont-ils été enrichis par des sociétés pétrolières pour favoriser l'installation de centrales au fuel ? En Italie. Et la France ? Ah, la France ! S'il n'y avait que les « diamants »...

Il existe une différence de nature, qu'il faut savoir sauvegarder, entre la corruption du tiers-monde et celle de l'Occident. *Car ce dernier ne se défait pas aisément d'un certain savoir-vivre* transmis de génération en génération. Pour ne prendre qu'un exemple récent (18), la firme General Electric est accusée d'avoir *détourné*, *sur des contrats* pour la défense, 800 000 dollars ; Pratt & Whitney doit restituer à l'Etat 40 millions de dollars ; le Pentagone a acheté des cafetières au prix de 7 600 dollars l'unité, et des *marteaux à 400 dollars la pièce ; un cadre supérieur de General* Dynamics s'est enfui avec 1,3 million de dollars détournés sur contrat public.

Mais il y a mieux (19) *: symbole d'intégrité et de dignité en* Nouvelle-Angleterre, la Bank of Boston a, *« volontairement et en toute connaissance de cause »*, réalisé pour 1 200 millions de dollars d'opérations frauduleuses, probablement, d'après le FBI, pour « blanchir » les fonds de la Mafia, dont le chiffre d'affaires annuel est officiellement estimé à 100 milliards de dollars. Mais cela n'a rien à voir avec le tiers-monde ? Les entreprises travaillant sous contrat avec le Pentagone vendent aussi à quantité de pays sous-développés, et la Bank of Boston a réalisé pour 73 millions de dollars d'opérations illégales avec la Banque centrale d'Haïti (20), *petit pays parmi les plus pauvres du monde sur lequel le président* à vie Jean-Claude Duvalier, fort de la bénédiction de grandes démocraties, étend sa main protectrice. Non, décidément, richesse et liberté ici n'ont rien à voir avec pauvreté et oppression là-bas.

Dictature et corruption, misère et incompétence : tels sont les régimes que soutiennent les « tiers-mondistes ». Pour légitimer ces systèmes et, du même coup, rationaliser leur propre délire, ils ont, si l'on en croit le réquisitoire, inventé de toutes pièces une extravagante conception selon laquelle *toute* la richesse de l'Occident serait fondée sur le pillage du tiers-monde, *toute* la misère du tiers-monde étant la conséquence de cette inégale et inéquitable relation.

Inconnu sur les cartes de géographie

POUR que le désordre établi à l'échelle mondiale soit condamnable, il suffit qu'une part de la richesse des uns et de la misère des autres relève de la responsabilité d'Occidentaux. Et cette part est immense. Il suffit d'une dictature soutenue par l'Occident pour ronger ses valeurs et discréditer son discours. Et de telles dictatures sont légion.

Contrairement à ce que l'on voudrait faire croire, les « tiers-mondistes » ne préconisent pas un *« transfert massif de ressources financières du Nord au Sud* (21) *»*. Ils ne savent que trop, et depuis trop longtemps, où aboutissent ces libéralités. De tels transferts ont pourtant des partisans acharnés : les banques commerciales qui ont engagé plus de 800 milliards de dollars dans le tiers-*monde* ; *les entreprises qui livrent des armes et des usines ou* construisent des complexes hôteliers ; les firmes qui transfèrent leurs centres de production vers la périphérie. Ces personnages-là ne sont pas d'humbles militants de Frères des hommes, de Terre des hommes, du Comité catholique contre la faim et pour le développement, de tant d'organisations et d'associations « tiers-mondistes » qui, pratiquement sans le sou, se dépensent sans compter.

Nombreuses sont les organisations militantes qui connaissent le tiers-monde. Elles en ont même une définition. Très claire. Impossible à repérer sur une carte géographique. Non moins clairs sont les motifs qui poussent leurs infirmières et médecins, agronomes et enseignants, ingénieurs hydrauliciens et ethnologues, etc., à consacrer leur vie au tiers-monde.

Ceux-là ne vont pas mettre leur dévouement et leur compétence au service des nababs, rois nègres habillés en présidents, nouveaux riches au geste trop large, trafiquants trop distingués, ministres en Mercedes, ex-sergents sanglés dans d'étincelants uniformes. Ils ne vont pas dans n'importe quel pays. Dans les pays *de leur choix, ils ne s'intègrent pas à n'importe quelle couche* sociale ; ils vivent la vie des plus humbles.

Ils n'ignorent pas pour autant les gouvernements incompé*tents, les bureaucraties corrompues, les mécanismes des marchés*, les contrats frauduleux, les projets délirants, les polices omnipotentes, les crédits qui asservissent, les faveurs qui avilissent, les exportations qui saignent le pays, les cultures qui affament, le FMI qui appauvrit, les ukases du grand protecteur démocrate, les coups d'Etat télécommandés. Ils disent que la caution apportée par l'Occident à un tel système ne sert ni les intérêts à moyen terme du capitalisme ni, bien entendu, les intérêts des peuples concernés. Une injustice doublée d'une suicidaire stupidité.

Ils veulent, comme on le leur reproche, étendre les cultures vivrières, mais non pas *« à l'écart des échanges internationaux (22) »*, ce qui serait absurde. Ils souhaitent un *« développement autocentré »* – ce qui n'a rien à voir avec un rêve autarcique – et non pas orienté par le vent fou du libéralisme. Ils favorisent les *« technologies appropriées* (23) *»*, moins chères et mieux adaptées que les technologies lourdes proposées par les pays industrialisés. *Et ils veulent, n'en déplaise à Liberté sans frontières, un « nouvel ordre économique international »*, ainsi qu'un *« nouvel ordre mondial de l'information* (24) *»* fondé sur autre chose que la vente des technologies de pointe en matière de communication.

Car, des massacres racistes d'Afrique du Sud aux incendies de villages brésiliens (25), des famines du Sahel aux guérillas d'Amérique centrale, de la ruine du Chili à la révolte qui gronde aux Philippines, des spéculations aux transferts de capitaux vers les pays riches, cet « ordre » mondial réputé innocent craque de toutes parts. Ce spectacle ne réjouit nullement les « tiers-mondistes », mais il ne leur arrache aucun sanglot. Ils savent que leur voix n'est pas entendue des gouvernements qui, hypnotisés par la compétition stratégique avec l'Est, considèrent le tiers-monde avec *dédain ou, au mieux, avec une bienveillance attristée*. Ils savent que d'autres pions de l'échiquier occidental tomberont, comme sont tombés Somoza ou le chah. Ils savent que leurs avertissements ne sont pas reçus, alors qu'ils pourraient épargner tant d'inutiles souffrances, tant de vies humaines. Ils ne seront compris que le jour où cet aveuglement aura coûté quelques milliards de dollars de plus. Ce jour-là, les antitiers-mondistes diront : c'est la faute aux Soviets.

CLAUDE JULIEN.



Champions du « monde libre » : le président Marcos, des Philippines (page de gauche), les généraux Videla (Argentine), Pinochet (Chili) et Geisel (Brésil), Syngman Rhee (Corée), le chah d'Iran, le président Mobutu (Zaïre).

(Keystone-Magnum-Sygma)

(16) Anatole Leroy-Beaulieu, *la Réforme sociale*, 1er juillet 1892.

(17) Cf. note 1.

(18) *Time*, 8 avril 1985.

(19) *Time* et *Newsweek*, 25 février 1985.

(20) *International Herald Tribune*, 29 mars 1985.

(21) Programme du colloque de Liberté sans frontières.

(22) Idem.

(23) Idem.

(24) Idem. Liberté sans frontières, qui leur en fait grief, souhaite-t-elle le maintien de l'« ordre » actuel ? Elle serait alors aussi rigoureuse que l'*International Herald Tribune* du 28 mars 1985, qui, dans sa frénétique campagne contre l'UNESCO, traduit ainsi le sigle : United Nations Economic Social and Cultural Organization. Dans la même catégorie, on rangera la brochure de Jacques Tarnero, *Tiers-mondisme et antisémitisme*, publiée par le Centre d'études et de recherches sur l'antisémitisme contemporain, sous le patronage des principales organisations juives. Ce texte entend présenter *« un très rapide survol de l'importance idéologique de l'antisionisme comme composante essentielle du tiers-mondisme contemporain »*. Pour le passage classique de l'antisionisme évoqué dans cette phrase à l'antisémitisme cité dans le titre, l'auteur prend à partie, pêle-mêle, Amin Dada, Charles de Gaulle, Kadhafi, Michel Jobert, lord Carrington, Céline, Roger Garaudy, Yasser Arafat, Maurice Bardèche, Faurisson.

(25) Cf. « La terre et le sang », *le Monde diplomatique*, avril 1985.

L'histoire économique face

Les nations industrialisées, dit-on, ne sont pour rien dans les drames du sous-développement. De la traite des esclaves à l'endettement systématique, c'est oublier de nombreuses formes d'exploitation

Par PHILIPPE NOREL *

L'OUBLI de l'histoire n'est jamais neutre. Effacer le passé constitue l'un des plus sûrs moyens de stériliser toute analyse du présent, pour répéter inlassablement de vieilles recettes et réitérer les mêmes mécanismes de domination. Le tiers-monde n'y échappe pas, qui se voit proposer aujourd'hui un « plan Marshall », c'est-à-dire des prêts massifs à bas taux d'intérêt, quand son endettement auprès de puissances centrales « généreuses » a déjà fêté son premier centenaire (1).

Le mouvement tiers-mondiste a toujours tenu à rappeler certains faits historiques fondamentaux concernant les relations économiques internationales. Non par quelque complaisance morbide, mais pour poser les conditions intellectuelles d'une rupture avec le désordre mondial établi. Il est aujourd'hui accusé de simplifier abusivement l'histoire, de *« ne voir dans l'histoire que l'histoire de l'Occident et de son expansion, de déposséder, dans une démarche insidieusement paternaliste, les habitants du tiers-monde de toute responsabilité dans leur propre histoire » (2)*.

Les historiens et économistes connaissant le tiers-monde n'ont pas attendu d'être vilipendés pour améliorer leurs propres concepts et réviser leur image d'un certain nombre de faits mal perçus à l'origine. Ainsi du concept d'impérialisme dont l'évolution a été importante depuis le début du XX[e] siècle. Cerner les thèses historiques tiers-mondistes avec précision, mais aussi en montrer les limites, devient une exigence face aux malversations idéologiques dont elles sont aujourd'hui victimes. Les enjeux de l'heure dépassent, du reste, la théorie. Ils concernent surtout une nouvelle tentative de négliger l'histoire des relations économiques internationales, tentative utile à une sortie libérale de la crise actuelle, qui cherche à réasservir le tiers-monde suivant des modalités fort anciennes...

Les trois phases du pillage

L'ACCUSATION d'oublier l'histoire et les responsabilités des peuples du tiers-monde a déjà été largement et préventivement réfutée (3). Elle aboutit pratiquement à escamoter le fait que Samir Amin, entre autres, a consacré l'essentiel de son œuvre à analyser les luttes sociales internes aux nations du tiers-monde, dans le cadre des relations centre-périphérie. C'est lui, par ailleurs, qui a introduit la distinction de trois phases précises dans l'histoire du pillage du tiers-monde.

Durant la phase mercantiliste (XVI[e]-XVIII[e] siècle), l'Amérique du Centre et du Sud fut pillée de ses trésors et vidée de ses hommes (massacrés à plus de 90 %, dès 1600, dans les premières régions conquises). L'esclavage remplacera ces « Indiens » morts de violences, de surtravail et de maladie : dix millions d'Africains environ atteignirent les Amériques pendant ces trois siècles. Le commerce triangulaire rapporta de substantiels bénéfices (300000 livres sterling par an pour Liverpool, grâce aux seuls esclaves, à la fin du XVIII[e] siècle, et 4 millions de livres de revenu pour les plantations britanniques des Antilles en 1798 (4). Enfin le pillage de l'Inde, dès 1760, permit de drainer une partie de ses richesses vers l'Angleterre pour l'accumulation de la révolution industrielle. A cette logique du pillage correspond, sur le plan théorique, l'émergence d'une remarquable habileté du capitalisme à exploiter des modes de production non capitalistes. Ainsi les Espagnols ont-ils extrait l'argent du Potosi, après 1570, en utilisant pour partie une main-d'œuvre libre, s'entretenant de façon autonome et habituée, par ailleurs, à fournir un tribut en travail au pouvoir inca (5). L'Angleterre commerçante sut même recréer, avec l'esclavage, un mode de production non capitaliste exploitable par l'économie dominante. Premières illustrations d'une capacité à articuler au capitalisme dominant des modes de production différents afin d'en extraire leurs forces autonomes de travail.

La révolution industrielle (1780-1880) constitue une seconde période durant laquelle *« les formes anciennes (traite des esclaves, pillage du Nouveau Monde) disparaissent peu à peu. On a l'impression que l'Europe et les Etats-Unis se retranchent sur eux-mêmes pour accomplir le passage des formes préhistoriques du capitalisme à sa forme industrielle achevée »*, et *« les termes de l'échange produits d'outre-mer contre produits anglais manufacturés évoluent dans une direction conforme à la règle de l'échange égal, les rémunérations du travail tendant à être réduites aux subsistances (6) »*.

Mais cette époque est surtout celle de la pénétration des marchés indien et latino-américain qui absorbent respectivement 22 % et 35 % des cotonnades anglaises exportées en 1840 (7). Obtention de débouchés également en Chine, contrairement à la détermination de l'empereur Jia Qing. En 1816, ce dernier écrivait au roi George III, qui le pressait d'importer des marchandises anglaises : *« Toutes choses curieuses et ingénieuses de ton royaume ne peuvent être considérées comme ayant une rare valeur* (8). » On sait quels moyens employèrent les puissances pour forcer ce marché nécessaire aux produits de la révolution industrielle. Par l'introduction de l'opium, la balance commerciale chinoise était déséquilibrée dès 1825, entraînant la réaction du pouvoir impérial et débouchant sur les deux défaites militaires chinoises de 1842 et 1860.



(Roger Viollet)

JAWAHARLAL NEHRU (1889-1964)

« L'internationalisme n'est pas quelque chose en l'air, sans racines ni points d'ancrage. Il doit se greffer sur les cultures nationales et ne peut s'épanouir aujourd'hui qu'en se fondant sur la liberté et l'égalité. » (1946).

Avec la crise des années 1873-1895 s'ouvre la troisième période qui voit aux Etats-Unis la constitution des grands oligopoles pétroliers, électriques, sidérurgiques. En Europe, les banques développent une capacité à exporter massivement du capital, notamment vers les marges de l'Europe-Russie, Empire ottoman. Endetté de façon excessive, ce dernier doit céder à ses créanciers en 1881. La tutelle qu'il subit alors institue *« un contrôle étranger sur les monopoles du sel et du tabac, le produit des droits de timbre, des droits sur les alcools et la pêche, de la taxe sur la production de soie brute dans certains districts* (9) ». Il s'agit d'une véritable canalisation vers l'extérieur de richesses produites dans des économies traditionnelles jusqu'alors autonomes. On y retrouve l'articulation du capitalisme à une économie qui ne l'est pas mais qui doit être ajustée structurellement à ses exigences d'accumulation.

C'est cette période qui caractérise la phase proprement impérialiste du pillage du tiers-monde, impérialisme défini comme la capacité du capital financier (banques + industries) d'exporter du capital vers la périphérie en vue d'étendre la sphère de prospérité capitaliste, de pallier surtout certaines baisses de rentabilité enregistrées au centre. C'est sur ce point que les thèses léninistes de l'impérialisme ont incontestablement vieilli (10). L'impérialisme se définirait plutôt, aujourd'hui, comme l'exportation du rapport de production capitaliste au-delà de ses frontières d'origine. A partir des années *1880*, le capitalisme envisage la possibilité de phagocyter (pour les transformer à son image) tous les modes de production différents dont il s'est nourri jusque-là.

Le pillage colonial qui s'accélère dans les années 1920-1930, fondé sur l'impôt de capitation et le travail forcé, apparaît donc *a priori* comme un résidu archaïque, destiné à laisser la place à l'extension capitaliste proprement dite. Mais ce travail forcé sera largement utilisé par des firmes privées coloniales et sera la base de *« l'accumulation primitive »* de groupes comme Boussac et Unilever (11). Cet « archaïsme » servira aussi de relatif amortisseur à la crise des années 30 en permettant de maintenir débouchés et approvisionnements au sein d'un espace protégé de la concurrence étrangère (12).

Cet ensemble historique n'est pourtant pas dénué d'ambiguïtés. Non seulement il reste dépendant d'approches conceptuelles parfois contestables ou dépassées (13), mais encore il obéit à une vision continue de l'histoire. C'est ainsi que les phases précédemment décrites évacuent les crises et les moments de rupture dans les modes d'accumulation du capital. Ne permettant pas de relier les façons dont le tiers-monde est exploité aux différents modes d'accumulation qui résultent de chaque grande crise, ce type d'analyse échoue partiellement à rendre compte des enjeux des années 80.

Les analyses des théoriciens dits de la régulation (14) montrent pourtant la complexité des phases récentes du capitalisme. La crise des années 1873-1895 voit ainsi une régulation « monopoliste » se substituer à la régulation concurrentielle dans les processus d'ajustement du capitalisme. La concurrence entre firmes, gênée par de récentes concentrations, ne permet plus l'ajustement de l'offre à la demande par le libre jeu des forces du marché. Désormais le pouvoir de quasi-monopoles s'oppose aux forces ouvrières, met en place l'organisation taylorienne du travail et empêche la libre circulation des capitaux vers les branches à forte demande.

Ce nouveau mode d'accumulation-régulation est porteur d'un rôle qui sera attribué au tiers-monde. Le taylorisme s'accompagne du drainage vers les Etats-Unis d'une main-d'œuvre périphérique non qualifiée qui remplacera, sur les chaînes, des travailleurs de métier par trop contestataires (15). Les monopoles sont capables d'imposer à la périphérie de bas prix pour ses matières premières. Surtout, ils réalisent des profits substantiels en limitant les salaires ouvriers. Mais, comme ils s'opposent à toute régulation concurrentielle qui exigerait le transfert automatique de ces profits vers les branches à forte demande, ils doivent les exporter. Cette exportation de capital vers les périphéries devient ainsi la forme même de la régulation monopoliste à la fin du dix-neuvième siècle.

Ce nouveau mode d'accumulation et de régulation permet de résoudre, pour un temps, la grande crise du XIX[e] siècle, notamment grâce au rôle joué alors par les pays receveurs de capitaux. Mais les salaires piétinent au centre, ce qui restreint le développement du marché intérieur. L'exportation de capitaux, créatrice de débouchés jusqu'aux années 20, bute devant l'insolvabilité de certains débiteurs (URSS après

* Economiste à l'INODEP, Paris.

(1) C'est, en effet, en 1854 et 1862 que l'Empire ottoman et l'Egypte contractèrent leurs premiers emprunts à long terme, notamment auprès de banques d'affaires françaises.

(2) *Vocation de la fondation Liberté sans frontières*, document du colloque des 23-24 janvier 1985, p. 6.

(3) Notamment dans A.G. Frank, *l'Accumulation dépendante*. Anthropos, Paris, 1978, pp. 18-25.

(4) E. Williams, cité par G. de Bernis, *Relations économiques internationales*, Dalloz, Paris, 1976, p. 314.

(5) P. Vilar, *Or et monnaie dans l'histoire*. Flammarion, Paris, 1974, p. 147 sq. Voir aussi I. Wallerstein, *The Modern World System*, tomes I et II, Academic Press, 1974 et 1980.

(6) S. Amin, *le Développement inégal*. Ed. de Minuit, Paris, 1973, p. 160.

(7) De Bernis, *op. cit.*, p. 323.

(8) *Bulletin de géographie historique et descriptive*, 1895, cité par Chesneaux-Bastid dans *la Chine I, des guerres de l'opium à la guerre franco-chinoise, 1840-1885*, Hatier, Paris, 1969.

(9) R. Cameron, *la France et le Développement économique de l'Europe, 1800-1914*, Le Seuil, Paris, 1971, p. 358 sq.

(10) En premier lieu, l'exportation de capital a commencé dès 1850 et, surtout, n'a pas d'emblée été gérée par les oligopoles mais par les banques d'affaires. Jusqu'en 1934, pour la France, les investissements bancaires en bons d'Etats étrangers (et tous investissements de portefeuille) l'emportent sur les investissements directs de firmes. De même, les rapatriements de profits (intérêts et bénéfices) dépassent vite le flux de sortie de capitaux nouveaux. Ce qui conduit à parler davantage d'importation de capitaux par le centre que d'exportation de capital (S. Latouche a particulièrement développé ce point dans un livre par ailleurs très discutable : *Critique de l'Impérialisme*, Anthropos, Paris, 1979). Lénine a donc, en un sens, inversé la détermination, et sa théorie ne garde une signification qu'à condition de parler d'exportation de capital (capital entendu au sens de rapport de production). Et encore, seulement pour le domaine non colonial, le seul à avoir été développé sur un mode capitaliste avant les années 60.

(11) Voir entre autres Marchal et Wilhelm, « L'expansion industrielle de Boussac et l'expansion coloniale », *le Monde diplomatique*, novembre 1978.

(12) Voir Jacques Marseille, *Capitalisme français et empire colonial, histoire d'un divorce*, Albin Michel, Paris, 1984.

(13) Par exemple, la définition léniniste de l'impérialisme, souvent prise au pied de la lettre et à laquelle la réalité est parfois ajustée. Il en va de même de la baisse tendancielle du taux moyen de profit (concept devenant parfois explicatif en soi) ou de l'échange inégal basé sur les schémas marxistes de passage de la valeur aux prix de production (dont la pertinence est jugée très relative par Marx lui-même) érigés en dogmes incontournables, même quand la réalité historique fait qu'ils ne peuvent plus être utilisés...

(14) Thèses présentées, d'un point de vue historique, dans Rosier-Dockès, *Rythmes économiques – Crises et changement social, une perspective historique*, Maspéro, Paris, 1983. Une esquisse théorique de cette problématique a été avancée par S. Amin, *la Crise, quelle crise ?*, Maspéro, Paris, 1982, pp. 169-177.

(15) Voir B. Coriat : *l'Atelier et le Chronomètre*, Christian Bourgois, Paris, 1979, pp. 45 sq.



aux sanglots et aux invectives

1917) et les limites des marchés extérieurs coloniaux (16). La crise des années 30 va entériner ces contradictions.

C'est après 1945 que se généralisera dans les économies développées la régulation fordiste et étatique. Le nouveau mode d'accumulation se fonde sur le taylorisme et des progrès technologiques constants. Pour écouler la production de masse ainsi autorisée, le fordisme consistera à augmenter régulièrement le pouvoir d'achat des travailleurs, tandis que l'Etat contribuera à soutenir la consommation par le biais du salaire indirect (prestations sociales), tout en prenant en charge les coûts collectifs nécessaires à l'accumulation capitaliste (éducation, tranports et infrastructures, etc.).

Dans cette dynamique centrale, *l'exploitation* du tiers-monde paraît jouer *a priori* un rôle bien secondaire. Effectivement, la part du commerce Nord-Sud dans les échanges mondiaux régresse de 1945 à 1972. Mais il ne faut pas oublier la détérioration des termes de l'échange des produits primaires du tiers-monde, qui continue jusqu'en 1973. Ne pas oublier, surtout, les politiques d'aide, puis d'endettement, qui servent à conforter les débouchés périphériques du fordisme occidental par la consommation des couches dominantes du tiers-monde. Ne pas oublier, enfin, les ajustements structurels que chaque déficit des paiements impose (par le biais ou non du Fonds monétaire international) aux économies dominées, afin de les conformer aux besoins (même secondaires) d'une division internationale du travail voulue par les centres (17).

Et, tout comme la crise des années 30 avait connu, à titre de palliatif, une intensification des échanges entre métropoles et colonies, la crise *actuelle a vu, dès la fin des années 60*, un renouveau des flux de capitaux et de marchandises vers la périphérie. Désireuses de remédier à des coûts de production trop élevés au centre et d'envahir de nouveaux marchés, les firmes centrales accélèrent le mouvement de transnationalisation quand la crise se déclare au centre (18). Désireuses d'écouler leurs excédents d'euro puis de pétrodollars, les banques occidentales accélèrent leurs prêts au tiers-monde, créant ainsi les conditions d'un débouché, simple bouée de sauvetage, *face à la stagnation de consommation* du Nord. Ainsi la crise actuelle a-t-elle cherché un éxutoire périphérique, comme la crise des années 30 avait connu un repliement sur l'empire colonial, censé résoudre les difficultés du capitalisme français d'alors.

L'analyse des phases d'exploitation du tiers-monde en regard des phases précises d'accumulation-régulation au centre ne présente pas seulement un intérêt théorique. Sortir d'analyses trop générales, parfois conceptuelles *a priori* et ne tenant pas assez compte des ruptures au centre, est une condition pour saisir les enjeux actuels dans leur originalité.

Les quinze dernières années ont vu se mettre en place un mode de régulation qu'on a pu croire promis à un grand avenir ; certains ont pu penser qu'il constituait une solution à la crise actuelle. L'action conjointe des banques et des firmes transnationales dans le tiers-monde, en intégrant les flux commerciaux, productifs et financiers mondiaux sous le pouvoir de décision de quelques groupes financiers, a été incontestablement une réponse à la crise. Permettant de dépasser les limites inhérentes aux pouvoirs des différents gouvernement nationaux, ce processus pouvait être un substitut aux régulations étatiques défaillantes. Par la délocalisation du taylorisme, puis du fordisme, à certains pays périphériques (Brésil, Mexique, Corée du Sud) accueillant des usines de type occidental, cette « régulation » transnationale semblait aussi devoir redistribuer *géographiquement* les *cartes* et casser les pesanteurs centrales (19). Tout particulièrement l'obstacle constitué par des syndicats forts rendant les salaires difficilement compressibles.

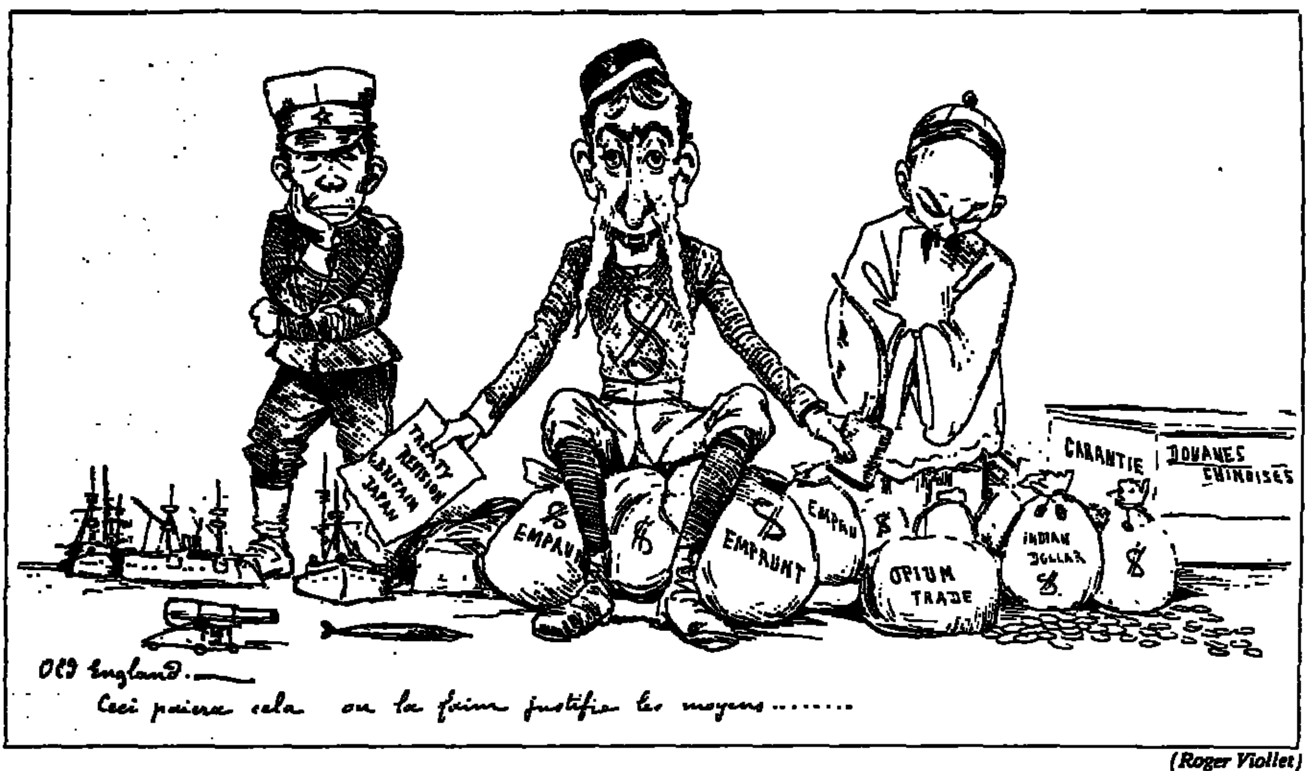
Malgré les réussites économiques individuelles des capitalismes étatiques sud-coréen et taiwanais, malgré la capacité des pouvoirs transnationaux de s'adapter à bien des situations nationales différentes, la crise mondiale s'est largement aggravée. Les firmes transnationales n'ont su nulle part, jusqu'à présent, recréer les marchés porteurs d'une authentique reprise économique.

Sur le front financier, l'accumulation des dettes fait aujourd'hui craindre le pire, et elle oblige à des réajustements très douloureux. Les banques elles-mêmes commencent à s'assurer et à *revendre à perte leurs créances* douteuses. La régulation privée mondiale n'a donc pas su transformer des réponses à la crise en une réelle sortie de crise (20).

Si nouvelle régulation il doit y avoir, celle qui verra le jour devra intégrer le *tiers-monde, avec toute sa diversité*, dans un fonctionnement capable de reproduire le capitalisme à l'échelle mondiale. Et le risque est grand de voir réutiliser de vieilles recettes, incapables de considérer le tiers-monde autrement que comme un outil au service de *l'accumulation centrale*.

En ce sens, les attaques antitiers-mondistes contre les tentatives autocentrées de développement viennent aussi compléter l'oubli de l'histoire. Quand la domination pluriséculaire du capitalisme occidental est gommée de *la mémoire*, la recherche *d'autocentrage* et d'indépendance devient sans objet. Place est alors faite à des stratégies impérialistes aveugles et très anciennes, ne pouvant plus offrir aucune surprise.

PHILIPPE NOREL.



(Roger Viollet)

LA POLITIQUE ANGLAISE EN CHINE A LA FIN DU XIXe SIÈCLE (caricature d'époque)
Déstabiliser le pouvoir pour conquérir de nouveaux marchés

---

(16) Voir dans l'ouvrage de Jacques Marseille (pp. 188 sq.) le récit des tentatives, à partir de 1924, pour forcer artificiellement les débouchés dans l'empire français. C'est en particulier l'industrie cotonnière, fortement *concurrencée par l'étranger et désireuse* d'écouler ses produits, qui obtiendra un relèvement des tarifs des matières premières coloniales afin de développer son propre marché protégé dans l'empire.

(17) Sur le concept d'ajustement structurel, on lira S. Amin, *le Développement inégal*, Ed. de Minuit, Paris.

(18) Voir W. Andreff, *les Multinationales hors la crise*, Le Sycomore, Paris, 1982.

(19) Voir l'article d'Alain Lipietz, « L'industrialisation du tiers-monde, issue à la crise ? » *le Monde diplomatique*, octobre 1981. Et, du même auteur, « Le fordisme *périphérique étranglé par le monétarisme central* », *Amérique latine*, n° 16, octobre-décembre 1983.

(20) Suivant l'expression de C.-A. Michalet, *les Multinationales face à la crise*, PUF-IRM, Paris, 1985, p. 74.

Devant le désarroi de la pensée économique

EDEM KODJO * : Faut-il oublier le dialogue Nord-Sud ?

LE « Nord-Sud » n'est plus aujourd'hui un concept porteur... Victime de la « révolution conservatrice » et du libéralisme triomphant, rejeté par la mode intellectuelle (la pire de toutes) convertie aux joies et espérances du reaganisme, lâché par les nouveaux pourfendeurs du *tiers-monde et du tiers-mondisme, empêtré dans* ses propres contradictions et ses ambiguïtés, le dialogue Nord-Sud paraît désormais relégué au vestiaire...

Outre que l'expression connote des désignations géographiques et des espaces qui n'ont pas, ou n'ont plus, une grande homogénéité, que *le tiers-monde est aussi divers que le Nord* est éclaté, le dialogue Nord-Sud et le tiers-mondisme *qui* lui sert de toile de fond semblent véhiculer des thérapeutiques considérées de plus en plus comme obsolètes, sinon simplement délétères... La solution américaine à la crise de l'économie mondiale, c'est-à-dire la « solution libérale », l'émergence de *certains pays de l'Asie du Sud*-Est, semblent avoir eu raison des arguments de ceux qui voyaient dans une *redistribution* mondiale des cartes la voie du salut et la chance de survie des pays du Sud ; Taiwan, la Corée du Sud, Singapour, Hongkong, la Malaisie, l'Indonésie, ne seraient-ils pas autant d'exemples de ce *que les pays pauvres feraient mieux de méditer*, plutôt que de chercher à rejeter sans cesse sur autrui (l'Occident) les responsabilités de leur *propre faillite* ?

Il existe aujourd'hui un véritable syndrome asiatique qui sert de justification et de support logistique à l'argumentaire antitiers-mondiste et *prolibéral*.

Le développement ne suppose pas forcément, semble-t-on dire, la *remise* en cause de l'ordre international... Les nouveaux pays industriels (NPI), notamment ceux de l'Asie de l'Est, ont administré la preuve qu'une bonne ouverture *sur* le système international, la maîtrise scienti*fique et technologique de certains* créneaux porteurs et des pressions inflationnistes pouvaient conduire à un *développement* spectaculaire de la production et des échanges.

C'est un fait établi que les NPI de l'Asie de l'Est ont connu une progression fulgurante de la croissance, avec des augmentations du produit *national brut de plus de 7 % par an sur* une longue période (depuis quinze ans environ) et une percée magistrale dans des domaines industriels d'avant-garde. La stratégie de la promotion des *exportations*, liée au développement *des importations* et à l'afflux massif des investissements extérieurs, plus la confiance du marché financier international, ont assuré à ces pays un *développement* que l'on veut ériger en modèle pour tous. Est-il nécessaire d'épiloguer sur les sacrifices, les coûts et le projet même de ce développement ? *Autant prêcher dans le désert, car il n'y a pire* sourd que celui qui ne veut entendre. Ce qui préoccupe une certaine opinion, c'est qu'un pays comme la Corée du Sud (35 millions d'habitants) va dans les prochaines années « produire » plus d'ingénieurs électroniciens que la France.

La capacité d'adaptation des NPI de l'Asie de l'Est au fait technologique dans les secteurs les plus sophitisqués, leur « disposition naturelle » et quasi ontologique à maîtriser la complexité, le *propre de la vie sociale aujourd'hui, suscitent une* admiration inquiète qui détonne sur le pessimisme ambiant entourant les pays en voie de développement en général et ceux d'Afrique en particulier.

Est-ce donc la voie du salut ? Et tout processus d'aménagement de l'ordre international du genre « Nord-Sud » est-il *obsolète* ? L'ouverture *sur le marché international est-elle possible pour* tous et réglera-t-elle tous les problèmes ?

Le cas de certains NPI mérite qu'on s'y arrête un *moment : Hongkong et Singapour sont* des cités-Etats dont la singularité et la particularité excluent qu'on en fasse des exemples à vocation universelle. Taiwan et la Corée du Sud ont bénéficié de la force d'attraction et d'entraînement des Etats-Unis et du Japon... Et l'on est en droit de se demander si ces deux pays, de surcroît *extrêmement militarisés, auraient eu le développement* qui est le leur si la Chine communiste n'avait pas surgi en 1949 comme une véritable menace à l'Occident, et s'il n'y avait pas eu la guerre de Corée.

De plus, si la Corée du Sud peut tabler sur un marché intérieur important, il n'en est pas de *même de Taiwan avec ses dix-huit millions* d'habitants.

CELA dit, l'arrivée en force des NPI de l'Asie du Sud-Est ne *résout* pas le problème actuel du développement, et la thérapeutique libérale me semble inopérante *pour circonscrire* à *elle seule l'étendue des problèmes que* connaissent les nombreux pays d'Asie, d'Amérique latine et, surtout, d'Afrique. Les mesures, souvent brutales, parfois péremptoires, préconisées par le FMI ou la BIRD (Banque mondiale) n'ont pas permis jusqu'à présent des reprises durables dans les pays pauvres, en dépit de quelques améliorations. La « reaganomie » elle-même semble à la recherche d'un nouveau *souffle*, les derniers indices de l'évolution de l'économie américaine ne sont pas bons : l'OCDE et les institutions de Bretton-Woods *redoutent un net ralentissement de la* croissance des pays industrialisés *et, particulièrement*, de celle des Etats-Unis.

Force est de reconnaître que les principaux dossiers du dialogue Nord-Sud sont plus actuels que jamais et que ce dialogue est plus que nécessaire, voire urgent.

— La question des matières premières n'a pas reçu une considération *majeure* depuis les dernières rencontres, en dépit de la persistance de l'échange inégal et de la détérioration des termes de l'échange — la Banque mondiale, peu suspecte de complaisance à cet égard, l'évalue à 1,2 % du PIB pour les pays de l'Afrique subsaharienne, et à 2,4 % du même PIB pour les pays les plus pauvres de ce continent. C'était, il est vrai, pour l'année 1983... Mais aucune reprise significative n'a eu lieu depuis lors.

— Le Fonds commun de stabilisation des matières premières, adopté depuis plusieurs *années déjà, n'a pas connu une mise en œuvre* significative.

— Le système monétaire international demeure désordonné depuis la généralisation des taux de change fluctuants ; la réforme, longtemps réclamée, toujours différée, est devenue un véritable serpent de mer. Les fluctuations erratiques *du dollar, que, du côté de Washington*, on persiste à considérer comme n'étant que le reflet du fonctionnement réel du marché, conjuguées à l'évolution des taux d'intérêt, font *peser* une grande incertitude sur l'ensemble de l'économie mondiale... Le consensus qui semble se dessiner *à nouveau* pour la reprise du dialogue, notamment *lors du récent comité monétaire du FMI*, pourra-t-il déboucher sur un véritable rapprochement des points de vue opposés ? En tout cas, ce dossier est plus actuel que jamais et les replâtrages successifs qui ont tenu lieu de solution jusqu'à ce jour ne font que souligner l'urgence d'une approche globale.

— La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) a pu calculer que, à une augmentation de 1 % des taux d'intérêt sur le marché international, *correspond* une aggravation de la dette africaine de 1 milliard de dollars, ce qui conduit à aborder la question de la dette.

— L'endettement du tiers-monde demeure considérablement élevé. La dette totale des pays en voie de développement culminera à 970 milliards de dollars à la fin de 1985 et, si son rythme tend à se *ralentir*, son poids demeure lourd et souvent insupportable pour les pays débiteurs... Mais, plus que son volume, c'est le service de cette dette qui *pose* des problèmes inextricables aux pays en voie *de développement*. En dépit des solutions imaginées (les rééchelonnements, en particulier), la charge que fait peser le service de la dette sur les économies les plus pauvres constitue l'obstacle essentiel à un retour à des situations d'équilibre.

Pour l'Afrique subsaharienne, la Banque mondiale a *calculé que le service de la dette, qui* se chiffrait à 4 milliards de dollars en 1981, a atteint 10 milliards de dollars en 1984 et se montera à 12 milliards de dollars à la fin de 1985... Comment sortir de cette impasse ? Par le maintien de fortes recettes d'exportation, estime-t-on au FMI. Mais les marchés des pays industrialisés *s'ouvriront-ils davantage alors qu'un protectionnisme* rampant règne à nouveau sur les échanges internationaux ?

Ici plus qu'ailleurs, l'interdépendance des différents acteurs de la vie économique internationale est *évidente*. Comment donc croire que le dialogue Nord-Sud soit devenu inessentiel ?

Pourrait-on éviter des situations de cessation de paiement qui feraient peser des menaces graves sur l'ensemble du système bancaire international si la dette devait continuer à s'alourdir, alors que l'aide était appelée à diminuer ?

En effet, les transferts nets de capitaux *publics vers les pays en voie de développement* (autre volet du dossier Nord-Sud) connaissent une évolution tout à fait inquiétante. Prenons toujours le cas de l'Afrique subsaharienne : la Banque mondiale estime que les transferts publics n'atteindront pas 6 milliards de dollars en 1985-1987, contre 11 milliards de dollars en 1980-1982.

Face à ces données, la création récente par la BIRD d'un fonds spécial pour l'Afrique qui aurait rassemblé près de 1,5 milliard de dollars, bien que digne d'intérêt, ne semble qu'effleurer la surface visible de l'iceberg.

On pourrait procéder à des analyses du *même type* pour l'énergie et le « transfert des technologies » pour constater que, en dépit des proclamations et d'une mode intellectuelle qui veulent voir ou revoir dans les simples mécanismes du marché les solutions automatiques au défi du développement, le dialogue Nord-Sud est plus actuel que jamais.

DU reste, le renouveau du néolibéralisme semble puiser davantage dans un désarroi face au vide conceptuel qui prévaut aujourd'hui que dans l'énoncé clair d'une théorie générale susceptible de préparer la voie du salut.

La *résurgence* d'un manichéisme étonnant, qui prétend expliquer la faillite du développement tantôt par des causes externes (environnement économique *international*), tantôt par des facteurs exclusivement internes (mauvaises stratégies de développement adoptées dans le tiers-monde, voire incapacité des élites des pays en voie de développement à assumer leur mission), participe de ce désarroi...

Ceux qui critiquent le tiers-mondisme au nom d'une responsabilité exclusive des pays en voie de développement dans leur marasme actuel ont tout aussi tort que ceux qui estiment que l'environnement international, la permanence de l'échange inégal, le maintien d'un système de domination expliquent, seuls, la sévère crise que connaissent les pays en voie de développement les plus pauvres. Les deux facteurs sont intimement liés ; les efforts que demandent le FMI et la BIRD aux pays en voie de développement, visant *à l'adoption de politiques appropriées et de réformes* fondamentales, doivent aller de pair avec la nécessaire révision de l'ensemble du système international tel qu'il fonctionne aujourd'hui... Les seuls efforts internes ne suffiront pas, et le dialogue Nord-Sud est plus nécessaire que jamais.

---

* Ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, professeur associé à l'université de Paris I.

Une fondation au-dessus

Par ALAIN GRESH

C'EST le 10 janvier, lors d'une conférence de presse, que Médecins sans frontières (MSF) annonce la création d'une fondation, Liberté (sans s !) sans frontières (LSF), *« pour l'information sur les droits de l'homme et le développement »*. Quelques jours plus tard, à son initiative, un colloque se déroule au Sénat sur le thème : « Le tiers-mondisme en question ».

Le docteur Rony Brauman, président de MSF, précise : *« Depuis le temps qu'on intervient sur le terrain, on avait l'impression qu'il nous manquait un cadre de réflexion, que ce soit sur les problèmes généraux de la santé ou sur le problème de l'environnement des situations de crise* (1). » Louable intention ! De nombreuses organisations impliquées dans l'aide au tiers-monde se sont, depuis bien longtemps, préoccupées de cette question ; elles savaient bien qu'une aide ponctuelle – si nécessaire soit-elle – ne peut constituer une réponse durable ni à la famine ni au développement. M. Gabriel Marc, président du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), affirme ainsi que son organisation *« a forgé une réflexion sur une pratique. Si on veut s'occuper du développement, on touche à des problèmes politiques »*.

Contre « le seul totalitarisme »

MAIS ni l'expérience du CCFD ni celle des dizaines d'autres Organisations non gouvernementales (ONG) préoccupées par la coopération ne semblent intéresser LSF, qui n'a pas jugé bon de les inviter à dialoguer à son colloque. C'est que LSF veut faire une grande lessive :

« Le débat sur les droits de l'homme et le développement, peut-on lire dans le document qui présente les objectifs de la fondation, *est aujourd'hui obscurci par des présupposés idéologiques. Il n'y avait rien d'anormal, voici trente ans, à ce que des pays nouveaux explorent diverses voies d'accès au progrès. Mais, au moment de tirer les leçons de l'expérience, ces présupposés conduisent trop d'observateurs à adopter des conclusions exactement opposées aux réalités.*

» Des pays qui décollent sont condamnés parce que leur modèle de croissance ne correspond pas aux préceptes tiers-mondistes. Dans d'autres, au contraire, qui adoptent un programme conforme à ces prescriptions, les successions de catastrophes sont présentées comme des modèles à suivre bien après que les faits ont démenti les espérances. A la Chine du grand bond en avant ont succédé, entre autres, comme référence, le Vietnam et ses nouvelles zones économiques, la Tanzanie de l'Ujamaa, le Ghana de N'Krumah, le castrisme cubain et, dernier en date, le Nicaragua sandiniste.

» Les raisons de cet aveuglement sont complexes et impossibles à résumer en quelques lignes.

» Mais l'objectif de la fondation Liberté sans frontières est de permettre un débat dégagé des a priori.

» De susciter des recherches pragmatiques hors de l'idée qu'il n'y a qu'un modèle possible et qu'il faut le suivre.

» D'analyser les problèmes du développement et des droits de l'homme sans faire référence à l'idée d'un tiers-monde dont l'unité n'existe en fait pas.

» Enfin, de tirer de ces recherches des conséquences pour l'action.

» De nombreux travaux, affranchis des conformismes et des idéologies, ont déjà été réalisés, et il ne manque pas de spécialistes travaillant dans cette direction.

» Mais leurs efforts sont dispersés, leurs projets ne sont pas coordonnés. L'accueil qui leur est fait va trop souvent du désintérêt pur et simple aux critiques les plus virulentes. Leur influence est encore faible et se limite, dans l'immense majorité des cas, au petit cercle des convaincus ».

Grande ambition en somme (2). D'autant que l'expérience de MSF sur le terrain, si elle est importante en ce qui concerne les situations d'urgence, les crises, les famines, etc., est plutôt réduite en ce qui concerne le développement proprement dit. Afin sans doute de répondre à cette lacune, LSF s'est entourée de « spécialistes » nombreux qui forment le conseil d'administration et le conseil scientifique, douze non-médecins au total.

Deux filières se dégagent pour le choix de ces douze « spécialistes » : le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL) et l'Internationale de la Résistance. Au CIEL se retrouvent au moins sept de ces personnages : MM. Jean-Claude Casanova, Jean-François Revel, Emmanuel Le Roy Ladurie siègent

Guerre à l'utopie, guerre à l'idéologie ! Mais ceux qui prétendent leur opposer une analyse réaliste, « affranchie des conformismes », s'inspirent en fait d'une idéologie qui n'ose pas dire son nom

dans son comité permanent : Alain Besançon, François Fejto, Ilios Yannakakis et Branko Lazitch en sont membres actifs. Le CIEL a été fondé en 1978, à l'initiative du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe, présidé par M. Olivier Guichard, un des « barons » du gaullisme. Il n'a alors, au dire de son secrétaire général, M. Alain Ravennes, aucune vocation politique, bien que le marxisme soit désigné comme le *« danger principal aujourd'hui* (3) ». Le manifeste de l'organisation, largement popularisé dans la presse grâce à la publicité, contient certaines formulations vagues et confuses pour attirer des personnes de bonne foi ; l'objectif général est explicité en termes simples : *« La crise présente, son aggravation même, demeurent préférables à l'issue dont la tentation apparaît à chaque détour du doute : la certitude totalitaire. »* A ceux qui n'auraient pas compris, M. Ravennes précise : *« Le totalitarisme est une tentative d'organisation totale de la vie sociale et, très vite, de la vie tout court. Si vous voulez avoir mon point de vue sur la géographie des pays totalitaires, je dirai que pour le monde il n'y a guère que le nazisme qui soit un totalitarisme non communiste »* ; et d'ajouter : *« Selon l'expression de M. Emmanuel Le Roy Ladurie, je dirai que l'URSS est le centre actuel le plus puissant du totalitarisme mondial* (4). » Si quelques allusions sont faites aux pays totalitaires de la « périphérie » (Afrique du Sud, Argentine ou Chili), au fil des ans l'essentiel de l'action du CIEL sera menée contre *« le seul totalitarisme qui menace la liberté (...) : le communisme soviétique* (5) ».

Premier congrès mondial des intellectuels dissidents cubains, dénonciation de l'arrestation de dissidents soviétiques, appel au boycottage des Jeux olympiques de Moscou, appel « pressant » pour que la conférence de Madrid sur la paix et la sécurité en Europe ne se tienne qu'après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan... Voilà quelques-unes des actions menées par le CIEL avant l'arrivée de la gauche au pouvoir. Les élections de mai 1981 marquent un tournant dans son action, qui « découvre » la politique française. Dès le 25 juin, le CIEL déclare : *« La présence au gouvernement de membres du Parti communiste, parti dont les principes, les pratiques, la solidarité avec ceux qui écrasent les libertés en Europe et s'efforcent d'étendre sans cesse l'emprise totalitaire, sont à l'évidence aux antipodes de ces valeurs essentielles, nous paraît moralement inacceptable et appelle à une grande vigilance... »*

En avril 1982, le CIEL dénonce le monopole de l'audiovisuel et la nouvelle loi en préparation. En juin de la même année, à la clôture des assises du CIEL, Raymond Aron déclare que celui-ci se situe *« dans l'opposition à cause de la présence de ministres communistes, de la syndicalisation du pays et de la surpuissance de l'Etat* (6) ». En février 1983, il décide d'intervenir plus directement dans la vie politique française contre la « désinformation », contre le danger totalitaire et pour la *« liberté de l'enseignement »*, contre la loi sur la presse. Ses liaisons avec différents clubs de l'opposition sont avouées (7) : le club Condorcet, pépinière des *« jeunes loups »* du RPR ; l'Association pour la liberté économique et le progrès social, dont le président est M. Jacques Garello, un des plus ardents partisans de l'économiste Milton Friedman et des Chicago Boys ; le club République et Démocratie... Le CIEL figure en bonne place dans *le Guide de l'opposition* – éditions 1983 et 1984 – publié par le RPR et l'UDF, entre l'Union nationale interuniversitaire (UNI) et Légitime défense.

Le CIEL ne délaisse pas pour autant le terrain international et il contribue à populariser le livre de Carlos Rangel contre le tiers-mondisme (8). Celui-ci, invité aux assises du CIEL, déclarera : *« Sous la présidence de Willy Brandt, le tiers-mondisme est devenu l'idéologie officielle de l'Internationale socialiste. Qu'un tel mensonge soit accepté par autant de gens aussi divers indique qu'il s'agit d'une véritable maladie de l'esprit comme le socialisme lui-même* (9). »

Ce rapide tour d'horizon éclaire un détail : le bulletin du CIEL est imprimé sur les Presses de Normandie, propriété de la branche française de la secte Moon (10). Le révérend, grand organisateur de la lutte mondiale anticommuniste, ne se trompe pas sur ses amis.

Résistance et liberté

L'AUTRE filière, qui recoupe en partie la première, est l'Internationale de la résistance dont font partie MM. Jacques Broyelle, François Furet, Alain Besançon et Jean-François Revel. Elle est née au début 1983, à l'appel de neuf mouvements de « résistance » : Angola, Bulgarie, Cap-Vert, Cuba, Roumanie, Russie, Vietnam et Yougoslavie. Ici, pas question de nuances, d'états d'âme sur l'Argentine ou l'Afrique du Sud : *« Lentement, mais sûrement, le système totalitaire étend sa domination sur le monde. Après avoir soumis le Vietnam, le Cambodge, le Laos, l'Ethiopie, l'Angola, le Yémen du Sud et finalement l'Afghanistan, il fait peser une menace chaque jour plus précise sur des pays comme le Salvador, l'Argentine, la Thaïlande... La menace principale qui pèse aujourd'hui sur la liberté est l'impérialisme soviétique* (11). »

(1) *Libération*, 26 janvier 1985.

(2) Et qui a soulevé une grande admiration, y compris dans la presse d'extrême droite. Ainsi dans le quotidien *Présent* du 31 janvier 1985, on peut lire : *« Liberté d'expression, désinformation, tiers-mondisme, on remet tout en question. Intention louable s'il en est. L'initiative de MSF de faire le procès du tiers-mondisme, de jeter à bas les idoles et de secouer le cocotier, est non seulement courageuse, mais aussi très opportune. Depuis que l'on assiste à l'échec des politiques tiers-mondistes, il était temps que les hommes de terrain, des chercheurs, ou des philosophes, se décident à dénoncer le tiers-mondisme, ses abus et ses méfaits. »*

(3) *Le Figaro*, 14-15 janvier 1978.

(4) *Le Quotidien de Paris*, 7 décembre 1978.

(5) *Le Figaro Magazine*, 12 juin 1982.

(6) *Le Figaro*, 14 juin 1982.

(7) *La lettre du CIEL*, nº 7, deuxième trimestre 1984.

(8) Carlos Rangel, *l'Occident et le Tiers-Monde. De la fausse culpabilité aux vraies responsabilités*, préface de J.-F. Revel, Paris 1982.

(9) *La lettre du CIEL*, nº 2, premier trimestre 1983.

(10) Voir J.-F Boyer, « L'internationale Moon », *le Monde diplomatique*, janvier 1985.

(11) *Appel constitutif.*

Les nouveaux antisémites

Par SAMIR KASSIR

« *POUR la nouvelle gauche, ce n'est plus Israël, mais le tiers-monde qui baignait dans une aura d'utopie et de tragédie* (1). » La plainte d'Alain Finkielkraut, lancée au lendemain de la guerre du Liban, n'a sans doute plus la même acuité aujourd'hui : du tiers-monde, on veut plus que jamais banaliser les tragédies et ignorer les utopies. Il n'empêche. L'image d'Israël, bien que partiellement gagnante, reste désacralisée par rapport à ce qu'elle était dans les années 50 et 60, quand *« les socialistes avaient deux raisons profondes d'aimer l'Etat juif : le génocide et le kibboutz* (2) ».

Le monde arabe est demeuré longtemps étranger à la gauche européenne. Les indépendances des Etats du Proche-Orient avaient été acquises, en tout cas formellement, avant l'âge de la décolonisation, et bien rares sont ceux qui savent combien l'impérialisme européen, essentiellement français et britannique, a fait de ravages dans cette région. Certes, le mouvement de solidarité avec la lutte algérienne suscite, par ricochet, une curiosité pour les aspirations arabes, mais la volonté de comprendre s'arrête généralement à la question israélienne et à l'inexplicable refus arabe d'Israël.

L'occupation durable de la Cisjordanie modifie sensiblement la perspective. Non qu'Israël soit désormais en question, ou que la résistance palestinienne attire autant de sympathisants que Guevara ou Ho Chi Minh. Mais l'agression que dénoncent les Arabes est cette fois visible et, pour ainsi dire, vérifiable. Elle montre la parenté entre Israël et l'impérialisme américain. L'image de l'agresseur – qui ne coïncide pas avec celle de l'intrus qu'en ont les Palestiniens – culminera lors de l'invasion du Liban en 1982.

Plus que l'engouement – limité – pour la résistance palestinienne, c'est l'optique tiers-mondiste en général qui est source de gêne pour les partisans d'Israël. En témoigne le dépit d'Alain Finkielkraut : cette optique *« rejetait l'Etat juif dans le camp occidental, et transférait sur le tiers-monde opprimé les qualités que la gauche social-démocrate avait attribuées à Israël* (3) ». Même la très modérée Internationale socialiste est contaminée, en raison de la politique de M. Willy Brandt, par une telle dérive. *« L'entrée massive des mouvements du tiers-monde dans l'organisation marginalisa le Parti travailliste israélien, au point d'en faire un exclu en sursis, et de donner à l'OLP la centralité symbolique qui, il y a quinze ans, revenait encore à Israël* (4). »

La centralité symbolique est déplacée. Tout est là. Car, s'il est évident que l'OLP ne l'a pas eue, il s'en faut de beaucoup, l'introduction du paramètre Nord-Sud menace la légitimation d'Israël, qui se trouve ainsi confronté à une grille d'analyse où le génocide des juifs, sans être gommé, est relativisé. Il faut donc invalider le schéma tiers-mondiste, en soulignant son inadéquation à la réalité.

La théorie générale de son inopérance étant faite (5), on prend acte de la faillite du tiers-mondisme pour démontrer que, dans le cas palestinien en particulier, l'imagerie à laquelle il a donné lieu n'est pas conforme à la vérité. Tout au long de l'été 1982, par exemple, les défenseurs des thèses israéliennes ont mis l'accent sur l'« occupation » du Liban par l'OLP, sur l'utilisation de la population civile comme bouclier, sans parler des gloses savantes sur la charte nationale palestinienne et les poncifs habituels sur le terrorisme.

Un deuxième niveau d'argumentation, plus subtil, est celui de l'antisémitisme. Il s'agit moins de le traquer chez les Arabes que de montrer que le tiers-mondisme lève l'interdit par un biais : l'antisionisme. Si Israël n'est pas refuge contre le danger pour la Diaspora, c'est que l'Etat juif est devenu le *« juif des nations »*. Les « majorités automatiques » à l'ONU prouvent assez qu'il est le bouc émissaire des péchés de l'Occident. Mais surtout, en sanctifiant les Palestiniens comme un « peuple-Christ », les tiers-mondistes restaurent le mythe du peuple déicide. *« Si les Juifs, aujourd'hui, sont fautifs, c'est d'Israël, uniquement d'Israël* (6). » Le sionisme se porte donc comme une étoile jaune. *« L'antisémitisme de demain, en France, ce seront des professeurs soixante-huitards traitant leurs élèves juifs de sales sionistes* (7). »

AU-DELA de l'exagération – et du déplacement – du danger, ce dont il est question, c'est d'intégrer de nouveau le problème israélien dans une dimension occidentale qui mette en jeu l'imaginaire européen aussi bien que les calculs atlantistes. Au moment où l'ethnocentrisme européen revient en force, il importe de figer l'autre, l'Arabe, le Palestinien qui ne veut pas de paix, sous la figure de l'hostilité et de l'étrangeté. *« Comme si l'OLP et Solidarnosc étaient les deux variantes d'une même rébellion. Les uns répudient l'Occident et valorisent la lutte armée ; les autres se veulent occidentaux et répudient le terrorisme. D'ailleurs, les Polonais, comme toutes les nations d'Europe centrale, s'identifient spontanément à Israël, qui veut garder une identité européenne au sein du monde arabe, de la même façon qu'ils refusent, eux, la russification* (8). » Les élaborations politico-policières de la presse disent quotidiennement combien le terrorisme proche-oriental est dangereux pour le monde libre. Et l'étrangeté de l'Arabe est soulignée à souhait par le magnifique bêtisier qui se nourrit de l'« intégrisme musulman ». Que cet intégrisme se développe est au demeurant l'une des preuves de la faillite du tiers-monde. Un orientaliste explique ainsi, dans une étude fort savante où il invoque la nécessité de *« penser l'altérité »*, que *« les gros bataillons du mouvement islamiste* [sont, en Egypte], *les symboles vivants, à une échelle de masse, de l'échec des projets modernisateurs de l'Etat indépendant* (9) ».

Tenir l'autre à distance est un moyen sûr de magnifier cette identité européenne qu'Israël incarne si bien. Israël ne peut plus être un Etat « pas comme les autres ». Il sera donc un Etat européen comme les autres. Qui passe à l'acte parce qu'il est menacé. Qu'importe, dès lors, si le Liban du Sud est écrasé, puisqu'il est peuplé d'« intégristes fanatiques » et hostiles. Qu'importe si les Palestiniens restent dispersés dans l'exil ou sous l'occupation, puisqu'ils répudient l'Occident. L'heure est à la défense de l'Occident contre le bolchevisme – et l'islam. Israël est aux avant-postes.

(1) Alain Finkielkraut, *la Réprobation d'Israël*, Denoël-Gonthier, « Bibliothèque Médiations », Paris, 1983, p. 17.

(2) Ibid., p. 16.

(3) Ibid., p. 17.

(4) Ibid., p. 18.

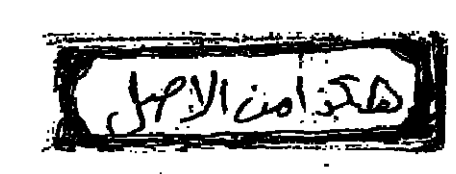
(5) Notamment dans *le Sanglot de l'homme blanc* (Seuil, Paris, 1982) par Pascal Bruckner, coauteur avec A. Finkielkraut de deux autres ouvrages, *le Nouveau Désordre amoureux* et *Au coin de la rue, l'aventure*, tous deux aux Editions du Seuil, Paris.

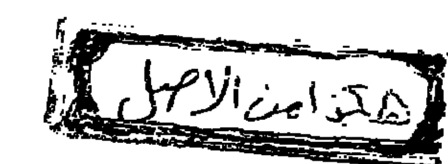
(6) *La Réprobation d'Israël*, p. 13.

(7) Ibid., p. 149.

(8) Ibid., p. 133.

(9) Gilles Kepel, *le Prophète et Pharaon, les mouvements islamistes dans l'Egypte contemporaine*, préface de Bernard Lewis, La Découverte, Paris, 1984, p. 212. Phénomène trop rare pour qu'on ne le souligne pas, Gilles Kepel considère les mouvements islamistes avec une certaine sympathie, surtout pour ce qui concerne Sayyid Qutb et Chukri Mustafa. Mais c'est pour s'en prendre au *« totalitarisme nassérien »*, avec des accents de croisé.





de tout soupçon

Gare donc aux naïfs qui croient, en 1983, que l'Argentine est une dictature. Washington défend partout la liberté, comme il y a dix ans au Vietnam ; c'est en tout cas ce qu'a affirmé M. Broyelle au colloque de LSF. Cet ancien adepte de la « grande révolution culturelle prolétarienne » a battu sa coulpe pour ne pas avoir compris, en temps opportun, que *« l'intervention des Etats-Unis au Vietnam se justifiait »*. Il en tire une leçon : *« Ne soutenir en aucun cas toute déstabilisation qui pourrait aboutir à un régime communiste. »*

A l'Internationale de la résistance, on retrouve côte à côte Mmes Simone Veil et Marie-France Garaud et M. Vladimir Maximov – qui, lui aussi, avec M. Jean-François Revel, hante les différents séminaires sur la lutte anticommuniste. Comme le CIEL, l'Internationale a commencé à s'intéresser aux problèmes du tiers-monde. En octobre 1983, elle a organisé un colloque intitulé « Le tiers-monde, quel avenir ? ». Le but était d'élaborer une *« nouvelle politique pour le tiers-monde, réaliste et tenant compte de la stratégie soviétique »*. *Le Monde* pouvait alors remarquer : *« Le choix des principaux invités... donnait à ce forum l'aspect d'un rassemblement international tant soit peu contre-révolutionnaire* (12). »

On ne peut terminer ce tour d'horizon des « hommes de LSF » sans dire un mot de deux d'entre eux, MM. Branko Lazitch et Jean-Claude Casanova. M. Branko Lazitch est un des piliers de la revue *Est-Ouest* et de l'Institut supérieur du travail, fondé et dirigé par M. Albertini jusqu'à sa mort en 1983. Ce dernier, un ancien socialiste passé au fascisme en 1941, secrétaire général du Rassemblement national de Marcel Déat de 1942 à 1944, fut condamné pour haute trahison à la Libération. Il se spécialisa dans la lutte anticommuniste durant la guerre froide et fonda alors *Est-Ouest*. Conseiller de la compagnie Worms, voyageant beaucoup, *« très bien introduit dans l'establishment américain* (13) », il était lié au lobby pro-Afrique du Sud (14). Avec M. Branko Lazitch, l'autre figure importante de la revue est M. Claude Harmel.





(Roger Viollet)

MÉDECIN DE BROUSSE, AU DÉBUT DU SIÈCLE

M. Jean-Claude Casanova, dont on dit qu'il est le véritable instigateur de LSF, est professeur agrégé des facultés de droit et de sciences économiques, directeur d'études et de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques. Il participe dès 1959 à différents cabinets ministériels. En 1976, il devient conseiller de M. Raymond Barre, alors premier ministre. C'est à ce titre qu'il est chargé par le gouvernement, *dans le cadre de la préparation des* élections législatives en 1978, de dégager *« les grands thèmes sur lesquels la majorité ira au combat* (15) ». Membre du CIEL, directeur de la revue *Commentaire*, il est aussi un des experts de la commission Trilatérale, qui regroupe deux cents personnalités de l'Europe de l'Ouest, des Etats-Unis et du Japon – de M. Raymond Barre à M. Brzezinski en passant par les PDG de Paribas, Saint-Gobain, PUK, Fiat... – et chargée de définir les réponses idéologiques à la crise que connaissent les sociétés occidentales. *« C'est le courant de la nouvelle droite qui avance masqué »*, disait le professeur René Dumont au colloque de LSF – auquel il avait eu bien du mal à se faire inviter. Nous ne savons pas si elle est « nouvelle » ou non, mais c'est bien la droite qui se profile derrière la fondation.

Des thèses originales ?

C'EST un « nouvel espace de pensée » dégagé des *a priori* des idéologies que les promoteurs de LSF veulent ouvrir. Mais une remarque préliminaire s'impose, qui rejoint celle du professeur René Dumont (16) ; il n'y a pas un tiers-mondisme, et celui défini par LSF est un mythe où se retrouvent, pêle-mêle, des idées qu'aucune organisation sérieuse ne défend, et des éléments essentiels de ce qu'est la solidarité avec le tiers-monde (17).

Dans le document de présentation de LSF, on peut lire : *« Combien de changements de régime (...) n'ont-ils pas entraîné d'une part la perte du peu de libertés formelles existantes (...), d'autre part, une manifeste régression économique et sociale... Que l'on pense au Cambodge des Khmers rouges, au Vietnam et à ses boat-people, au Laos et à ses montagnards réfugiés en Thaïlande, aux sept cent mille paysans qui ont fui d'Ogaden en Ethiopie, aux Indiens Miskitos du Nicaragua. Des régimes opposés aux précédents, parfois soutenus par certains défenseurs des thèses libérales en matière de droits de l'homme au nom d'arguments géopolitiques, n'en diffèrent souvent que bien peu en matière de liberté. »* Une telle affirmation renvoie dos à dos « dictature de droite » et « dictature de gauche ». Mais cette attitude est démentie par le reste du texte et des déclarations de LSF.

En effet, les seuls pays et mouvements dénoncés sont « progressistes » ; les seuls pays encensés sont pro-occidentaux. Pas la moindre allusion à l'Afrique du Sud, à la Turquie, à l'Indonésie ou à la Palestine. *C'est qu'il y a*, pour LSF, une différence de « nature » entre les deux : les dictatures de droite ont *« l'avantage, dans la plupart des exemples rencontrés, d'être réversibles (Portugal, Espagne, Bolivie, Nicaragua de Somoza, République Centrafricaine...)*. M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, ne dit pas autre chose : *« Depuis des dizaines d'années, les sociologues et les politologues admettent qu'il existe une différence entre les dictatures traditionnelles de caractère national et les Etats totalitaires où la volonté de répression, s'étendant en tous sens, est étayée par la technologie moderne, les partis de masse et une idéologie messianique... Au cours de la récente décennie, nous avons vu plusieurs dictatures de droite se transformer en démocraties – du Portugal, de l'Espagne ou de la Grèce à la Turquie et à l'Argentine. Mais aucun Etat communiste n'a connu une semblable évolution.* (18). »

La similitude des thèses de LSF et de M. Shultz ne les empêche pas d'être fausses, en particulier en ce qui concerne le tiers-monde. Des pays progressistes à *« parti de masses et idéologie messianique »* ont changé de camp durant ces vingt dernières années : le Ghana, le Mali, le Mozambique, la Guinée ou même l'Egypte en 1970-1975 – malgré la présence dans ce dernier pays de milliers de conseillers militaires soviétiques. De nombreux moyens ont été utilisés : de l'intervention directe comme à la Grenade, à la guerre civile comme au Mozambique, en passant par les pressions diverses alliant l'économique, le politique et le militaire dans le cas égyptien. Et qui peut oublier aujourd'hui les menaces que fait peser l'administration Reagan sur le Nicaragua ?

Trois autres points cardinaux peuvent être dégagés de la « doctrine » de LSF. A la thèse suivant laquelle *« le système économique mondial, dominé par les grandes puissances industrielles, représente un déni de justice fondamental* [et] *est à l'origine de la plupart des pénuries du tiers-monde »*, le docteur Rony Brauman répond que, quelles que soient les injustices de celui-ci, ce n'est pas là que se trouve l'origine du sous-développement. Conclusion logique : l'instauration d'un nouvel ordre économique international, prôné depuis des années par le Mouvement des non-alignés, n'est pas la question centrale aujourd'hui : *« Quels que soient les progrès qui restent à faire, nous pouvons être fiers de l'œuvre accomplie. Fiers des efforts déployés par les pays qui ont tiré le meilleur parti du système* [international] ... *Certes on ne saurait parler de perfection, mais les critiques s'égarent lorsqu'ils disent que la mise en œuvre du système international s'est soldée par l'échec de l'injustice...* (19). » L'intransigeance des pays occidentaux dans toutes les grandes négociations internationales est sinon justifiée, du moins excusée car elle n'est pas à l'origine des problèmes.

A quoi est due la détérioration des termes de l'échange ? Le docteur Malhuret, président de LSF, a trouvé la réponse : *« Les fluctuations des cours... ne dépendant pas de spéculateurs internationaux, elles dépendent du marché* (20). » Et d'ajouter : *« Pourquoi le cours du caoutchouc évolue-t-il ? En fonction du progrès technologique, de la demande des consommateurs, etc. »* Puis il explique : *« La tendance qui se dessine dans les échanges internationaux est que l'ensemble des gens qui échangent en tirent bénéfice. »* Bien sûr, le marché international est « libre » et le pays africain qui vend du sucre est à égalité avec les Etats-Unis qui l'achètent. Le docteur Malhuret est un ferme partisan du renard libre dans un poulailler libre (21).

Dernier cheval de bataille de LSF, les droits de l'homme : *« Les deux sortes de droit, « libertés formelles » et « libertés réelles »* (22), *sont-elles de la même nature ? La réponse mérite discussion et nécessite qu'on examine l'hypothèse selon laquelle le respect des droits naturels est peut-être la condition* sine qua non *d'un réel développement économique et social, seul garant, au terme d'un long cheminement, des libertés réelles. »*

(Lire la suite page 20.)

---

(12) *Le Monde*, 26 octobre 1983.

(13) *Le Matin*, 19 décembre 1978.

(14) *Observer*, 4 février 1979.

(15) *La lettre de l'Expansion*, 9 mai 1977. On pourrait aussi rappeler le rôle de MM. Casanova et Furet dans la fondation Saint-Simon, lieu de rencontre de personnalités de l'économie, de la presse (MM. Serge July, Max Théret, Jean Daniel...) et de la politique (MM. Rigaud, Yves Sabouret...) et qui tente de définir des politiques de sortie de crise où se retrouveraient une partie de la droite et des éléments du Parti socialiste.

(16) *Libération*, 26-27 janvier 1985.

(17) M. Gabriel Marc, président du CCFD, nous déclarait : *« Le langage que LSF utilise ne nous concerne pas. Nous ne nous sommes jamais situés dans cette perspective d'épouser sans inventaire les causes que l'on défend. »*

(18) Déclaration faite par M. George Shultz, le 22 février 1984.

(19) Discours de M. Ronald Reagan, 15 octobre 1981.

(20) *Paris-Match*, 22 janvier 1985.

(21) Dans ce même journal, le docteur Brauman critique, au nom du même principe, *« le système de stabilisation des recettes d'exportation »* institué par la convention de Lomé alors que celui-ci est sans doute l'acquis le plus positif pour les pays du tiers-monde.

(22) *LSF reprend ici la formulation de ses* « adversaires ». Par *« libertés formelles »*, elle entend les « droits naturels », c'est-à-dire *« les droits traditionnels, ceux de la Déclaration des droits de l'homme de 1789* [qui] *sont à la fois précis et limités. droit à la liberté, à la propriété, à la sûreté, droit de résistance à l'oppression, auxquels s'ajoutent les libertés de penser et d'expression. Leur base est l'égalité en droit de tous les individus »*. Par *« libertés réelles »*, elle entend *« droit au travail, au repos, à la santé, droit à la sécurité matérielle, au logement, droit au développement, à l'industrie, à l'information... »*

TÉMOIGNAGE

L'action sur le terrain et le non-engagement politique

Par le Dr VINCENT JEANNEROD

LA victoire sandiniste du 19 juillet 1979 a bouleversé la vision traditionnelle que les Occidentaux pouvaient avoir de l'Amérique centrale. Pour les uns, l'heure de la libération des peuples longtemps écrasés est arrivée. Pour les autres, l'infiltration marxiste a réussi à prolonger le conflit Est-Ouest jusque dans l'arrière-cour des Etats-Unis.

Toutes les organisations ou les associations qui doivent intervenir sur ce continent sont amenées à tenir compte de cet enjeu *politique. Tel est le cas des organisations* humanitaires. Certaines ont, d'emblée, choisi leur camp, celui des opprimés, et travaillent *dans une dynamique politique cohérente, en* accord avec les mouvements d'opposition aux régimes installés. Les autres, qui souhai*tent néanmoins aider les populations* victimes de ces conflits politiques, mettent en avant un apolitisme dont le contenu est sujet *à variations.*

Dès le mois d'octobre 1980, l'association Médecins sans frontières décide de venir en aide à la population salvadorienne victime de la répression militaire et des combats entre l'armée et les forces du FMLN. Le gouvernement salvadorien ayant refusé tout type d'aide à l'intérieur du pays, Médecins sans frontières décide de prendre en charge les Salvadoriens réfugiés au Honduras. Cette mission, qui se situe le long de la zone démilitarisée entre le Honduras et El Salvador, se *fait sous l'égide du Haut Commissariat des* Nations unies pour les réfugiés (HCR) qui en finance une grande partie.

Pendant dix-huit mois, une permanence de douze médecins et infirmiers fait fonctionner un hôpital, des centres de soins et des centres de formation sanitaire. Ce travail humanitaire se fait dans des conditions physiques très difficiles (moyens d'accès et de communication fort rudimentaires, climat subtropical avec saison chaude et saison des pluies) auxquelles vient s'ajouter la menace permanente d'une incursion de l'armée salvadorienne ou des groupes d'extrême droite dans la zone d'accueil des réfugiés. Plusieurs fois, cette zone a été survolée par des hélicoptères militaires salvadoriens ou perquisitionnée par des contingents de l'armée salvadorienne accompagnés de groupes paramilitaires, tout ceci sous l'œil bienveillant, voire complice, des officiers honduriens.

Dans ce climat, les membres de MSF apprennent à connaître et à comprendre le peuple salvadorien. La confiance mutuelle qui s'installe permet un travail fructueux et adapté.

Mais l'Amérique centrale est en Amérique. Après l'élection de M. Reagan, les conditons de vie des réfugiés salvadoriens ont changé. Sous la pression de M. Negroponte, ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, et du général Alvarez, commandant en chef de l'armée hondurienne, l'ensemble du projet *humanitaire s'est modifié. Les réfugiés ont* été rassemblés dans des camps gardés par l'armée hondurienne. Quelques mois plus *tard, ces camps ont été transférés à 15 kilo*mètres à l'intérieur du Honduras. Cette déportation avait plusieurs buts :

– *éviter tout contact direct entre les* combattants du FMLN et les réfugiés, coupant ainsi un prétendu approvisionnement de *la guérilla, qui n'a jamais été prouvé ;*

– laisser le champ libre à l'armée hondurienne pour prêter main forte à l'armée salvadorienne dans sa lutte contre le FMLN ;

– empêcher le passage de nouveaux réfugiés vers le Honduras (symboliquement, le HCR a mis en place deux postes de réception des réfugiés le long de la frontière, mais la présence de nombreux soldats et policiers rend tout passage quasiment impossible).

Tout ce travail de réorganisation répres*sive se fait contre l'avis des personnes impli*quées dans ce programme sur le terrain ; les représentants des réfugiés n'ont jamais été *écoutés, les organismes humanitaires* (Caritas, CEDEN, MSF, l'université de Tegucigalpa) qui souhaitaient discuter des moda*lités de cette déportation ont été,* soit menacés, soit expulsés. L'organisation hondurienne CEDEN, qui a la responsabilité tech*nique du projet en accord* avec le HCR et le Conseil mondial des Églises, est écartée en quinze jours. Ses membres sont *remerciés et les plus récalcitrants sont expulsés* de leur propre pays.

A cette époque, et par le hasard de l'his*toire, les Indiens Miskitos qui quittent le* Nicaragua sandiniste pour se réfugier au Honduras font la « une » d'une certaine presse. Les 40 000 réfugiés salvadoriens, les 8 000 réfugiés guatémaltèques sont masqués et oubliés au profit des réfugiés Miskitos dont le nombre, à l'époque, n'excède pas deux mille individus. Petit à petit, les membres de MSF qui souhaitent maintenir un travail approfondi avec les Salvadoriens sont évincés par les responsables de l'association. Seuls restent les *« durs de l'apolitisme et du non-engagement »*. La majorité des remplaçants est orientée directement vers la zone frontière avec le Nicaragua.

Toutes ces décisions, dont certaines sont lourdes de responsabilités, ont été prises à *Paris, sans jamais consulter* les membres de MSF qui travaillaient sur le terrain.

POUR en avoir été le responsable pendant plus d'un an, je peux témoigner des qualités professionnelles et humaines de chacun des membres de MSF venus au Honduras. Du monde entier, de multiples témoignages s'accordent à louer le type de travail effectué par chacun des MSF, perdu dans un petit coin de la planète, isolé, mais confiant dans la richesse de l'action qu'il a entreprise. Les responsables qui monopolisent l'information et les médias dans le domaine de l'information humanitaire entendent-ils les *réflexions des volontaires qui ont passé plu*sieurs mois auprès des populations les plus démunies ?

Que pense chacun de ces membres de la venue inopinée d'un « membre du bureau » voulant redresser la barre ? Et au gré de quel vent ?

Comment s'expliquer que seuls les réfugiés venus du Nicaragua bénéficient du maxi*mum d'aide ? D'autant plus que la zone où* ils se trouvent fourmille de « contras » qui bénéficient d'une aide de 21 millions de dol*lars par an du gouvernement américain pour* mener leur « croisade anticommuniste ». Actuellement, au Honduras, vivent des réfu*giés de trois pays : El Salvador, Nicaragua,* Guatemala. Ces réfugiés, reconnus par les Nations unies, nul n'a le droit de remettre en *cause leur statut, aussi misérable, soit-il.*

Chacun des membres du MSF qui part en mission à l'étranger s'engage à ne pas prendre parti politiquement dans le pays où il se trouve. En est-il de même pour les décideurs ? Et qui sont leurs conseillers ?

Une fondation au-dessus de tout soupçon

(Suite de la page 19.)

Confortant nos « chercheurs » dans leur « hypothèse », n'est-ce pas M.R.V. Allen, conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité nationale, qui déclarait : *« Je sais que depuis quelques années on se plaît à parler de certains « droits économiques et sociaux » — ou prétendus tels — comme faisant partie intégrante de l'éventail des droits de l'homme. C'est là une des causes principales de la confusion intellectuelle qui empoisonne tant de discussions à propos des droits de l'homme. La notion des drois économiques et sociaux suppose une déformation, voire un affaiblissement, de la signification originelle et propre des droits de l'homme... C'est derrière cette formule trop pratique que s'abritent les régimes et les organisations qui ne respectent aucunement les droits civiques et politiques...* (23). »

Ce court survol, qui ne prétend nullement réfuter l'idéologie de LSF, veut seulement montrer que son discours est profondément imprégné des idéologies dont il prétend être dégagé ; qu'il ne se situe pas « ailleurs », mais en un lieu bien précis, celui de la pensée reaganienne et pro-américaine. Et, surtout, qu'il conforte une politique : le docteur Malhuret ne demande-t-il pas l'arrêt de *« l'aide au Burkina-Fasso qui vient de nationaliser l'industrie et le sol* (24) » ?

A la fin des années 60, les étudiants de première année de mathématiques étaient appelés à résoudre le problème suivant tiré du traité d'algèbre de M. R. Godement : *« Etant donné que, sur la planète Mars, les étudiants se divisent en étudiants de droite et de gauche ; qu'il existe deux organisations syndicales, l'Union nationale des étudiants martiens (UNEM) et la Fédération nationale des étudiants martiens (FNEM) ; que l'UNEM est la gauche ; démontrez que la FNEM est apolitique.* » Le lecteur n'aura aucun mal à démontrer que LSF est aussi apolitique que la FNEM...

Un combat douteux

CELA pose, sans aucun doute, le problème des rapports entre MSF et LSF. La décision de créer la fondation vient de MSF, mais l'imbrication de deux structures ne s'arrête pas là ; MSF a décidé de consacrer 5 % de ses ressources — qui se montent en 1984 à 1 million de francs — au travail de LSF. Certains ne verront-ils pas dans cette décision un détournement de ressources destinées à la solidarité ? Les organismes dirigeants des deux mouvements sont curieusement interchangeables : le docteur Rony Brauman, président de MSF, est directeur de LSF ; le docteur Malhuret, président de LSF, est directeur de MSF ; le trésorier des deux organisations est le même, etc.

MSF prend ainsi une responsabilité qui l'entraîne sur un terrain miné. Cette organisation a acquis depuis quelques années une grande notoriété ; elle dispose de moyens considérables ; le dévouement de ses cadres médicaux — comme nous avons pu nous-mêmes le constater au Soudan — n'est plus à démontrer. Ne risque-t-elle pas de perdre tout cela en s'engageant dans un combat douteux contre le « tiers-mondisme » ? Et n'y a-t-il pas d'autres problèmes plus urgents à résoudre et qui résultent de l'expérience même de MSF ? Quel type de pratique médicale efficace peut-on développer dans le tiers-monde, particulièrement dans les situations de crise et de conflits ? Plusieurs praticiens ont ainsi mis en doute devant nous l'efficacité médicale d'équipes opérant sur le terrain pendant de courtes périodes. Un médecin présent en Angola, dans les maquis de l'UNITA, nous a dit l'inutilité de sa présence.

Deuxième question, où et quand commence — et s'arrête — l'engagement politique ? *(Voir le témoignage du docteur Jannerod).* MSF se veut apolitique. Elle a pris position, en 1982, sur l'Afghanistan et dénoncé les bombardements soviétiques. *« Notre position sur le témoignage est extrêmement simple,* nous a déclaré le docteur Brauman ; *nous ne sommes pas des journalistes, nous ne sommes pas là pour témoigner... Lorsque nous sommes témoins d'exactions dont personne n'est témoin, alors là, c'est notre responsabilité... Après 1982, nous n'avons plus témoigné sur l'Afghanistan — sauf durant l'affaire Augoyard.* » Peut-on vraiment qualifier de *« témoignage individuel »* la conférence du docteur Malhuret à l'université Harvard, au centre de recherches sur la Russie, en octobre 1983 ? (25). D'autant que son argumentation est fort contestable. La différence, est-il dit en substance, entre la guerre menée par les Soviétiques en Afghanistan et celle des armées occidentales en Algérie ou au Vietnam est que ces dernières essayent de se gagner l'appui de la population alors que l'URSS utilise la terreur de masse. Et d'en décrire les différents moyens : bombardements massifs, bombes antipersonnel... Sans doute étaient-ils naïfs ceux qui avaent cru que toutes ces méthodes avaient été utilisées au Vietnam, qu'un million d'Algériens étaient morts durant la « sale guerre »... Ils n'avaient pas compris que les Etats-Unis et la France voulaient ainsi gagner la sympathie des Vietnamiens et des Algériens...

Si le docteur Malhuret parle en son nom personnel — encore que dans l'article en question il soit identifié par ses responsabilités à MSF — il n'en va pas de même pour le journal même de l'organisation : *« Il y a aujourd'hui cinq ans que les troupes soviétiques ont envahi l'Afghanistan et occupent le pays. Elles y mènent une guerre d'une violence rarement atteinte et leur intervention représente une catastrophe dont les conséquences s'étendent sur de nombreuses années... Fermes détruites, champs incendiés, entrepôts dévastés, systèmes d'irrigation démantelés, tels sont les résultats d'une campagne d'anéantissement délibérément destinée à frapper les populations civiles plus que la guérilla* (26). »

Il est légitime de prendre position ; mais alors pourquoi prétendre qu'on s'en abstient ? D'autant que nul ne peut se souvenir d'avoir lu de telles prises de position de MSF durant l'invasion israélienne du Liban, ou à propos d'El Salvador (27). Autre exemple : le Vietnam. Au nom de quel idéal humanitaire le docteur Malhuret voue-t-il aux gémonies ceux qui se précipitent *« pour aider le Vietnam »* et le *« lobby »* qui veut *« rendre la coopération avec le Vietnam et le Cambodge sans conditions politiques* (28) ». Certes, il est difficile de croire à l'apolitisme des organisations humanitaires, quelles qu'elles soient ; mais il serait plus rigoureux de définir les critères qui définissent les prises de position plutôt que de prétendre à une « neutralité » qui n'est pas respectée.

L'offensive contre le tiers-mondisme fait certes partie d'une stratégie mondiale de « reconquête culturelle » qui vise tous les idéaux démocratiques, qui veut *« briser les solidarités humaines qui font la vitalité d'une société, tout surbordonner à de prétendues lois économiques, évacuer tout idéal qui oserait s'opposer au matérialisme capitalisme* (29) ». Dans le même temps, elle s'appuie sur les échecs et les interrogations, sur la crise réelle que traversent les pays du tiers-monde. Prendre conscience du véritable caractère de l'actuelle campagne n'exclut nullement d'examiner tous les éléments qui l'alimentent et de s'interroger sur le tiers-monde aujourd'hui, dans sa complexité, en dehors des *a priori* et des nouvelles recettes.

ALAIN GRESH.

(Cette enquête a été réalisée avec l'aide de Sylvie Lambiotte.)



(Affiche de Médecins sans frontières)

DU BON USAGE DE LA PUBLICITÉ

(23) 24 mai 1981.

(24) *Paris-Match*, 22 janvier 1985.

(25) *Foreign Affairs*, vol 62, n° 2, hiver 1983-1984.

(26) *Médecins sans frontières*, n° 22, nov.-déc. 1984.

(27) On peut noter, avec ironie, que, dans son discours au colloque de LSF, le docteur Brauman affirme qu'il *« est urgent de s'interroger sur le soutien automatique à tout mouvement de libération, indépendamment des valeurs dont se réclament ces mouvements... elle ne peut plus, à la lumière des expériences passées, s'accommoder du soutien mécanique et aveugle à toute force de résistance »*. S'est-il jamais interrogé sur le projet politique des maquisards afghans, sur le type de société qu'il souhaitaient établir ?

(28) *Paris-Match*, 22 janvier 1985.

(29) C. Julien « Reaganisme », *le Monde diplomatique*, mars 1985.

Le principal problème de notre temps

GABRIEL MARC * : Trois milliards de nouveaux pauvres

LA dimension du défi lancé par la transition démographique dans les tiers-mondes est si ample qu'il est quasi impossible de l'imaginer concrètement.

Il y avait 2 100 millions d'humains dans les tiers-mondes en 1960 ; il y en a 3700 millions en 1985 ; il y en aura au moins 4800 millions en 2000. En contraste, le monde dit développé comporte à ces dates, respectivement : 945, 1 170 et 1 270 millions d'humains.

Les pays riches ont peiné à absorber en vingt-cinq ans 325 millions d'habitants. Malgré leurs moyens, des millions de chômeurs creusent des poches de pauvreté dans leurs sociétés.

Avec des moyens minimes, les pays pauvres ont dû, eux, faire place à un supplément de 1600 millions d'hommes dans le même temps. Les épargnes locales sont faibles et mal collectées ; les minorités riches placent volontiers leurs fortunes à l'étranger ; les transferts publics des pays riches sont insuffisants (s'ils avaient atteint 1 % de leur PNB, au lieu de 0,3, ils auraient largement dépassé le montant de la dette actuelle).

Un afflux aussi massif de nouveaux venus, en si peu de temps, est sans précédent dans l'histoire. Il a fallu improviser, voire bricoler, faute de références. Le mélange des enthousiasmes candides, des dogmatismes glacés, des pragmatismes limités, des essais aléatoires, des avidités humaines, a prévalu pour le meilleur et pour le pire. L'ingéniosité populaire, la capacité à survivre, a sans doute fait l'essentiel un peu partout.

Improvisation des uns, ingéniosité des autres, ont fini par éviter ce qui se présentait comme un épouvantable cataclysme. Si ce n'était lugubre, on pourrait presque se réjouir qu'il n'y ait que quelques millions d'affamés, que quelques centaines de millions de sous-nutris, et qu'un petit millier de milliards de dollars de dettes.

Il reste que cela constitue un mauvais bilan de départ pour accueillir à nouveau un supplément de 1 100 millions d'humains en quinze ans.

Les humeurs de nos concitoyens apparaissent suicidaires et sans commune mesure avec cet enjeu. Les joutes dogmatiques, les attaques contre la vie associative, les considérations du tiers-monde comme gisement de gratifications personnelles sont surréalistes, et les prétentions au savoir de nouveaux venus sont bouffonnes. Le problème appelle plus de gravité, plus de sérieux, plus de résolution, et, surtout, plus d'humilité.

L'expérience a appris que le développement procède de la logique de la vie, et pas de celle de la mécanique. C'est un phénomène complexe, aux multiples composantes, et il est irréductible à une seule d'entre elles, la nourriture par exemple. Le dosage des composantes varie d'un peuple et d'une période à l'autre. On peut les ramener à cinq classes : économique, technologique, politique, culturelle et spirituelle. Les tiers-mondes sont pauvres dans les deux premières, et riches dans les deux dernières. C'est l'inverse dans les pays riches, ce qui en fait aussi des sous-développés. Il y a là la base d'un échange pour une solidarité non exclusivement marchande visant le développement de tous les peuples, comme le souhaitait Paul VI dans une encyclique qui, sur ce point, n'a pas pris une ride.

L'expérience montre aussi la force de l'ingéniosité populaire. Le développement qui a jusqu'ici prévalu est venu d'ailleurs et n'a guère touché, dans la plupart des pays pauvres, que des élites occidentalisées. A côté de ce pôle peu contagieux, il y a possibilité et nécessité de créer un second pôle à partir de l'ingéniosité des milliards d'exclus.

C'EST sur cette thèse que repose le soutien des organisations non gouvernementales (ONG) au développement des peuples du tiers-monde. Elles souhaitent que les gouvernements amplifient les actions dont elles sont témoin, mais se désolent des efforts qu'elles doivent distraire de ce soutien pour se justifier face à des censeurs dont les intérêts immédiats ignorent l'immensité des tiers-mondes.

L'ampleur des données rappelées plus haut montre assez que la pression des tiers-mondes est le principal problème de notre temps. Est-ce trop demander que souhaiter voir cesser les querelles de chapelle, afin qu'aucune ressource ne soit gaspillée pour y faire face ?

* Président du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris), auteur de *le Développement en quête d'acteurs*, le Centurion, Paris, 1984.

ORDRE INTERNATIONAL ET CROISSANCE DES JEUNES NATIONS. — Jean Assoumou

★ Les nouvelles éditions africaines, Dakar, 1983, 298 pages.

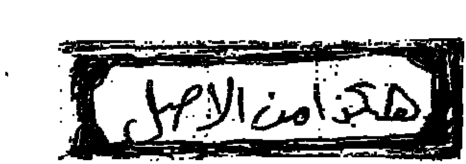
L'ouvrage solidement documenté de Jean Assoumou, ancien directeur des affaires économiques du Cameroun et maître de conférences à l'université de Yaoundé, procède d'une pensée originale : le mercantilisme, phase primitive du capitalisme, organiserait le monde depuis le quinzième siècle.

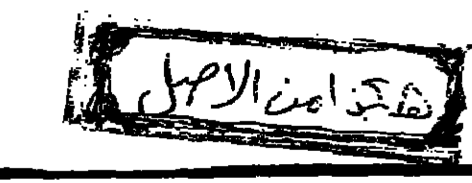
Pas à pas, l'auteur refait l'histoire et démontre comment les théories mercantiles ont fait de la ville-industrie le ferment de l'essor européen, induisant du même coup le développement du commerce extérieur et de la colonisation pour satisfaire un besoin sans cesse renouvelé d'élargissement des marchés. A ses yeux, les champions du libéralisme et du capitalisme industriel n'ont fait que parachever l'entreprise, en introduisant tout au plus des changements de forme. Ainsi, l'emprise mercantiliste, affermie par cinq siècles d'existence, maintient les pays du tiers-monde en état de sous-développement ; elle les pousse, lentement mais sûrement, vers la régression, comme en témoigne le cas de l'Afrique tropicale.

Et ce n'est pas l'idéologie du développement qui y fera échec, explique l'auteur, puisqu'elle permet précisément au « centre » de pérenniser sa domination dans le cadre de solidarités traditionnelles, comme la zone franc, ou dans celui des relations Nord-Sud. Car, pour Jean Assoumou, le mode de croissance européen, érigé par certains en modèle idéal pour « les pays pauvres », n'est qu'une vaste escroquerie. Reprenant point par point les fondements de cette idéologie occidentale, il montre à quels blocages elle peut conduire pour le tiers-monde.

L'asservissement à la puissance du prince, aux intérêts du « centre » serait-il une loi d'airain, une fatalité ? L'auteur estime, au contraire, que les jeunes nations peuvent œuvrer, même dans ce milieu hostile, pour une croissance sans dépendance, un développement autocentré, qui reposeraient sur les éléments mêmes du mercantilisme. Il en prend pour preuve les schémas proposés par des théoriciens tels que Samir Amin, François Perroux ou Gunnar Myrdal, qui donnent des pistes pour une stratégie réaliste, capable de renverser la tendance du sous-développement.

SOPHIE BROCAS.





L'argent gaspillé de la dette

Par FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

« *AUCUN gouvernement, et encore moins celui d'un pays souffrant les carences du Mexique, ne peut se donner le luxe d'inclure dans ses plans d'action les forces spéculatives. Le gouvernement de la République ne pouvait continuer à s'endetter à l'étranger pour que se renforçât, ici, le libertinage en matière de change. L'État ne pouvait consentir davantage à ce que l'usage illimité de la liberté de change devînt l'objectif fondamental de ses relations avec l'extérieur, sacrifiant ainsi l'emploi des travailleurs et l'activité d'entreprises utiles au pays.* »

Le 1er septembre 1982, M. José Lopez-Portillo, alors président du Mexique (1976-1982), annonce ainsi devant le Congrès les décrets par lesquels les banques privées sont nationalisées et le contrôle des changes établi (1).

D'une voix chargée d'indignation, il cite les chiffres accablants pour ceux qui ont « *conspiré contre la monnaie nationale* » : entre 1979 et 1982, quelque 54 milliards de dollars sont « *sortis* », dit-il, dont 22 milliards pour l'acquisition de biens immobiliers; alors que l'endettement total du pays était à cette époque de 80 milliards de dollars et que le Mexique venait de se déclarer au bord de la banqueroute. Il fallait donc réagir.

Ce fut pourtant, aux yeux des observateurs, une réaction bien tardive. Et si la nationalisation fit hurler certains milieux patronaux, qui y virent le « *fantôme du communisme* », si l'Église prescrivit une semaine de prières afin de « *réfléchir sur le destin national* », les cercles financiers nord-américains se sentirent, eux, fort soulagés. Les neuf plus importantes banques des États-Unis, qui avaient prêté au Mexique 40 % de leurs fonds propres et de leurs réserves, respirèrent devant une mesure qui octroyait l'aval de l'État à des crédits dont le recouvrement paraissait douteux et volèrent au secours du malheureux voisin en participant à une opération de « sauvetage » multilatéral.

Mais comment le Mexique avait-il pu toucher le fond à ce point ? L'imprudent recours à des emprunts massifs destinés à pallier la baisse des revenus pétroliers, dans un contexte de hausse vertigineuse des taux d'intérêts, a fait couler beaucoup d'encre. Mais il est un des éléments de la crise dont on a peu parlé : les banques mexicaines, dont la mission première était en principe de servir d'intermédiaires entre épargnants et investisseurs, s'étaient peu à peu converties en mécanismes décisifs pour organiser, dans les termes les plus légaux du monde, la fuite des capitaux. Ainsi Bancomex, Banamex, Serfin et Comermex, venant par leur taille en tête des soixante-quatre principaux établissements privés qui avaient pénétré tous les secteurs de l'économie (mines, industrie chimique, électronique, automobile, grands magasins, hôtellerie, bâtiment, sidérurgie-métallurgie, papier, etc.), non seulement orientaient pour l'essentiel leurs crédits vers leurs propres entreprises, mais encore trafiquaient avec leurs partenaires nord-américains.

Tandis que l'argent faisait défaut à l'agriculture et à la petite industrie, une partie des fonds empruntés prenait le chemin, par exemple, des banques de Floride et du Texas, toujours plus florissantes (2).

Pourquoi n'en aurait-il pas été ainsi ? Membres de cette bourgeoisie industrielle et commerciale avec laquelle M. Lopez-Portillo entretenait d'excellents rapports jusqu'à ce qu'il découvrît, en fin de parcours, qu'elle manquait de « *sentiment patriotique* », les spéculateurs se contentaient de profiter d'un système qui n'imposait alors aucune restriction à la circulation monétaire. Nombre de *saca-dolares* (les « évade-dollars », sobriquet incorporé au dictionnaire politique local) étaient des fonctionnaires corrompus.

Des milliards de dollars sont partis en fumée... Les banques, qui n'ont pas d'idéologie, ont ouvert de fabuleux crédits. Elles ne pouvaient pas ignorer les gigantesques spéculations et la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux

Où en est-on aujourd'hui ? Le président, M. Miguel de la Madrid, parce qu'il a appliqué le plan d'austérité exigé par le Fonds monétaire international (FMI) et rétabli l'équilibre de la balance commerciale et des paiements, a obtenu l'an dernier un accord de rééchelonnement à long terme de la dette, qui frise les 100 milliards de dollars. Cependant, comme le signalait le correspondant sur place du *Financial Times* (3), il n'a pas réussi à réactiver l'investissement privé (–45 % sur les deux dernières années) et encore moins à rapatrier les sommes considérables naguère envolées, et qui s'envolaient encore dans le courant de l'année 1984, lorsqu'il semblait que la « patience » des travailleurs était à bout — leur pouvoir d'achat a fondu de manière dramatique — et que le taux d'inflation dépassait les prévisions officielles.

A la vérité — et ceci touche à la vaste question d'une « dollarisation » forcenée des économies latino-américaines, — l'achat du billet vert reste *la meilleure affaire possible* pour les Mexicains fortunés, alors que l'Etat a de plus en plus de mal à conjuguer les *objectifs du développement* et le paiement du service de la dette. Pour l'instant, les très durs sacrifices imposés à la *population n'ont pas provoqué de* véritables révoltes. Entre autres choses, parce que les leaders syndicaux proches du Parti *révolutionnaire institutionnel* (PRI) veillent au grain. C'est un peu ce qui se passe au Venezuela, l'autre grande démocratie représentative de la région caraïbe.

Oligarchies locales et danse des écus

LES dirigeants de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV, étroitement liée au parti gouvernemental, l'Action démocratique) avaient apporté un soutien important à la candidature de M. Jaime Lusinchi, social-démocrate, lors des élections générales de décembre 1983 (4). Ce dernier s'était en effet engagé à mettre en œuvre un « pacte social » dont le but serait d'instaurer une entente fructueuse entre représentants de l'Etat, du patronat et des ouvriers, en vue d'introduire des réformes à l'intérieur du système constitutionnel en vigueur et, surtout, de réduire les très frappantes inégalités sociales. Mais, plus d'un an après son élection — par 56,8 % des voix, un raz de marée électoral, — et bien que le Congrès lui ait octroyé les pleins pouvoirs, il n'a rien pu faire bouger en profondeur et perd — tous les sondages le confirment — la confiance dont il jouissait dans les couches populaires.

Bien qu'il ait multiplié les concessions à l'égard des adhérents de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie (la Fedecamaras, l'équivalent du CNPF français), leur accordant en particulier l'accès au « dollar préférentiel » acheté à 4,30 bolivars afin de payer les intérêts de leur dette externe (5), pendant que le « dollar libre » caracole en ce moment autour de 13 bolivars et plus, le président n'a obtenu d'eux ni qu'ils mènent la bataille contre le chômage, ni qu'ils freinent l'envolée des prix touchant les produits de consommation courante (haricots, riz, viande, lait), ni qu'ils s'ouvrent à l'idée de la cogestion ouvrière, ni même qu'ils appliquent une légère augmentation du salaire minimum.

Cette intransigeance a découragé le ministre de la planification, M. Luis Matos Azocar, l'idéologue du « pacte social » et du septième Plan, au point qu'il s'est démis de ses fonctions en janvier 1985, n'hésitant pas à affirmer dans un très vif discours prononcé à Maracay que le gouvernement actuel était, hélas ! sous la coupe d'une oligarchie hypocrite, déloyale et aveugle. N'avait-elle pas promis de ramener au pays les immenses capitaux qu'elle a placés à l'étranger et de participer ainsi à la relance d'une économie qui, malgré les 15 milliards de dollars récoltés bon an mal an grâce aux exportations pétrolières, présente depuis six ans tous les signes d'une grave récession ?

Les causes de ce marasme sont multiples. Mais la première d'entre elles est la politique néolibérale (libération des prix, abaissement des barrières douanières, contraction des liquidités, coup d'arrêt aux investissements, réduction sévère des importations) appliquée pendant la période où les sociaux-chrétiens du COPEI (la démocratie chrétienne), élus en 1978, laissèrent pourrir la situation jusqu'à ce qu'éclate la terrible crise financière de février 1983. A cette date fut instauré un taux de change multiple signifiant en fait la dévaluation du bolivar, monnaie jusqu'alors réputée pour son exceptionnelle solidité (6). La situation s'aggrava du fait de la diminution de la demande pétrolière mondiale et de la mauvaise gestion des organismes publics, qui s'endettaient à tour de bras et à court terme.

Craignant précisément une dévaluation, l'importante classe aisée mit ses biens à l'abri. A Panama, Curaçao, Aruba, New-York et Miami, en Europe aussi. La fuite des capitaux passe de 3,3 milliards de dollars entre 1973 et 1977 à 58,6 milliards de dollars entre 1978 et 1982, le tout naturellement sans être taxée sous quelque forme que ce soit. Rien d'étonnant dès lors à ce que les réserves de la Banque centrale tombent à la fin du mois de septembre 1982 à 4,3 milliards de dollars, alors qu'elles atteignaient 11 milliards de dollars en 1981 (7).

A cette saignée s'ajoutent les dépenses exagérées dont les *Caraquenos* sont coutumiers, comme leurs semblables de Buenos-Aires ou de Mexico, friands de ces voyages de luxe et croisières où ils dépensent sans compter. Pratiquement absent de la presse française, ce sujet a inspiré, ailleurs, des commentaires acerbes. « *Sur les 350 milliards de dettes que totalisaient les Etats latino-américains en 1984*, estimait la revue *Time* dans un article nourri de détails sans pitié, *une large part a été perdue, volée ou s'est évanouie en fumée. Et sans doute un bon tiers de cette somme a-t-il terminé dans des comptes privés ouverts à New-York, Zurich, Londres et Miami* (8). »



(Roger Viollet)

JOSÉ MARTI (1853-1895)

« Les hommes d'Etat nationaux doivent relever les hommes d'Etat exotiques. Que l'on greffe le monde sur nos républiques, soit; mais le tronc doit rester celui de nos républiques. » **(1891).**

Alors qu'au Mexique et au Venezuela, malgré les détournements et les erreurs des prévisions gouvernementales, une bonne partie de la dette a tout de même été investie, l'Argentine, sous les régimes militaires qui se sont succédé entre 1976 et 1983, et le Chili d'Augusto Pinochet offrent, chacun à sa manière, l'illustration d'un formidable gâchis.

Que s'est-il passé à Buenos-Aires ? *Le principal résultat du libéralisme* à outrance mis en pratique par M. José Martinez de Hoz (ministre de l'économie sous le général Videla, aujourd'hui sous les verrous) fut de ruiner l'industrie en décourageant l'investissement productif (9). Tandis que le pays importe de tout, des automobiles de luxe aux fromages, œufs, jambon, jus de fruit, étoffes, etc., les capitaux extérieurs et nationaux sont captés par des opérations spéculatives à court terme : l'aristocratie financière — la fameuse *patria financiera* — profite de la surévaluation du peso par rapport au dollar et effectue des placements, tant en liquide (dépôts dans les banques étrangères et locales, dans les centres *off-shore*, achats de lettres de crédit, d'actions, de bons, de lingots d'or et d'argent) que dans l'immobilier, toujours aux mêmes endroits : Miami, New-York, Rio-de-Janeiro, Punta-del-Este *(voir pages 26 et 27 l'article de Moïses Ikonicoff)*. Le journal *La Nación* (14 mai 1984) évalue à 26 milliards de dollars les actifs des Argentins détournés de cette manière.

Cette situation rend encore plus ardues les négociations sur le rééchelonnement de la dette, que le FMI a interrompues en mars 1985, en avançant que le président Raul Alfonsin ne respecte pas ses engagements de façon assez stricte. Pourquoi le peuple argentin devrait-il payer par des difficultés accrues l'utilisation souvent frauduleuse des sommes empruntées par les militaires ? Le plus clair des crédits est allé à des achats d'armes, assortis de pots-de-vins. Les dépenses en armements étaient de *1,31 milliard* de dollars en 1975. Elles passent à 3,6 milliards en 1980, pour atteindre *10 milliards en 1981*, à *la veille de la* guerre des Malouines, ce qui représentait alors 64 % du budget national (10).

Certes, il y eut bien quelques réalisations aussi grandioses qu'inutiles, telle cette autoroute laide et chère qui troue brutalement la capitale en reliant son centre à l'aéroport d'Ezeiza. Mais rien qui favorisât vraiment le développement en termes à la fois économiques et sociaux.

Le même scénario, ou presque, s'est répété à Santiago. Avec les crédits étrangers qui ont afflué un temps en vertu des principes monétaristes chers aux économistes de l'école de Chicago, le gouvernement a financé l'équipement militaire, les importations de matières premières, de pétrole, de biens de consommation réservés aux nantis, *mais il n'a pas investi, et l'industrie* s'est effondrée. Après une prospérité éphémère, la situation économique, *très vulnérable* aux *effets* de la *crise* mondiale (ralentissement des échanges internationaux, montée du protectionnisme sur les marchés traditionnels), ne cesse de se dégrader. En 1981, les gains engrangés par les bénéficiaires du « *modèle* » ont rejoint la masse des capitaux flottants qui cherchent au gré des vents le meilleur taux de rendement possible, quelle que soit la nature des affaires menées par une véritable « mafia » où le trafic d'armes et de drogues fait fureur.

Arrive alors le scandale des scandales : les institutions financières locales appartenant aux deux clans les plus puissants — Manuel Cruzat-Fernando Larrain et Javier Vidal — se déclarent en faillite au début de l'année 1983. Les banques créditrices, nord-américaines pour la plupart, exigent que l'Etat prenne en charge les dettes du secteur privé (13 milliards sur un total de 20 milliards de dollars), tout en souhaitant aujourd'hui que le système bancaire redevienne entièrement privé.

L'actuel ministre des finances, M. Hernan Buchi, fait de fréquents voyages à Washington dans l'espoir d'amadouer les créanciers, auxquels il promet notamment de « *stimuler les exportations* ». La misère et le chômage ont beau s'étendre, la répression s'accentuer, il n'importe : le sous-secrétaire d'Etat nord-américain, M. Langhorne Motley, soutient avec aplomb, lors d'un passage à Santiago en février 1985, que « *l'avenir du Chili se trouve entre de bonnes mains* ». Comment s'étonner de l'aimable compréhension déployée par le FMI à l'égard de Pinochet ?...

« Toujours plus de sang et de sueur »

LE Fonds se montrera-t-il aussi coulant à l'égard du Brésil pour renégocier la dette la plus élevée du monde (110 milliards de dollars) ? Il sera difficile aux responsables de la « Nouvelle République » née le 15 mars 1985 d'exiger de la masse des Brésiliens qu'ils remboursent cet argent avec « *toujours plus de sang et de sueur* », pour reprendre l'expression de Tancredo Neves.

Et pourtant, les militaires brésiliens, même s'ils ont couvert beaucoup de malversations, n'ont pas agi aussi absurdement que leurs collègues chiliens, argentins et uruguayens. La dette a deux origines. Premièrement, des investissements trop hardis (acier, pétrochimie, énergies alternatives, programme nucléaire), parfois réalisés dans des ouvrages pharaoniques mis en chantier à une époque où la croissance industrielle était de 15 % l'an. Le coût du barrage d'Itaïpu, sur le fleuve Parana, construit en coopération avec le Paraguay, a *dépassé de six fois les* prévisions initiales, pour atteindre 15,3 milliards de dollars. Deuxièmement, la dégradation des termes de l'échange des produits d'exportation et l'élévation vertigineuse des taux d'intérêts *internationaux* depuis 1979, ces deux facteurs comptant pour environ 40 milliards de dollars. M. Celso Furtado, ancien ministre de la planification du président Joao Goulart, estimait à ce propos : « *Le cas Brésil ne peut pas s'expliquer si l'on ne tient pas compte de l'environnement international. Nous ne pouvons pas payer notre dette sans une modification de cet environnement (...). Pour éviter le krach international, il faut répartir les pertes ; c'est l'affaire des banques centrales des pays riches* (11). »

Mais, jusqu'à présent, dans tous les Etats latino-américains, depuis la petite République dominicaine jusqu'au grand Brésil, en passant par un Pérou exsangue, on assiste à la mise en place de politiques d'austérité qui ont permis à la région, en 1984, de transférer vers les pays riches, au titre des paiements d'intérêts, 37,3 milliards de dollars — chiffre fourni par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL), — la rémunération du capital étranger représentant 34 % des exportations de biens et de services. Il convient d'ajouter à ce chiffre la toujours active fuite des capitaux et le rapatriement des bénéfices des entreprises étrangères.

Enorme hémorragie, supportée pour l'essentiel par des populations à bout de force. Selon l'envoyé spécial du *Moniteur du commerce international*, il n'y a pas de raisons pour que cela change. « *Les actions dites d'ajustement*, écrit-il, *comme l'indique la modestie même du terme, ne s'accompagnent pas de réformes ambitieuses* (12). »

(1) Septième rapport de gouvernement publié dans la revue *Comercio Exterior*, volume 32, nº 9, Mexico, septembre 1982.

(2) *El País*, 6 octobre 1982.

(3) *Financial Times*, 14 mars 1985.

(4) « Venezuela : du pétrole et des dettes », *le Monde diplomatique*, novembre 1983.

(5) La dette privée externe est estimée entre 6 et 10 milliards de dollars (sur un total de 35 milliards) et les banques créditrices, inquiètes devant l'accumulation des arriérés, souhaiteraient que l'Etat vénézuélien la prît en charge, ce à quoi il se refuse actuellement.

(6) Une nouvelle dévaluation eut lieu le 24 février 1984, la parité officielle passant à 7,50 bolivars pour un dollar, bien que trois types de change fonctionnent toujours.

(7) Lire les revues vénézuéliennes *Resumen*, nº 487, 6 mars 1983, et *Numéro*, nº 141, 13 mars 1983.

(8) *Time*, 2 juillet 1984.

(9) Jacques Després, « Cinq ans de politique de redressement en Argentine : et si c'était pour rien ? », *le Monde*, 11 novembre 1980.

(10) *Latin America Weekly Report*, 8 octobre 1981. Les chiffres sont donnés par *The Military Balance*, publication annuelle de l'Institut d'études stratégiques de Londres.

(11) *Le Monde*, 2 novembre 1983.

(12) Jean-Marie Burgaud, « Amérique latine : un mieux prometteur », *MOCI*, 11 mars 1985.

UNE NOUVELLE DE SERGIO RAMIREZ

Auteur de nouvelles et de romans *(Tiempo de fulgor, De tropeles y tropelias, Te dio miedo la sangre ?)*, Sergio Ramirez est vice-président de la République du Nicaragua. Dans la nouvelle que nous publions ici, écrite sous la dictature de Somoza, tirée du recueil *Charles Atlas tambien muere* (1), l'auteur brosse un portrait cruel de la haute société de son pays avec une force de dérision qui s'inscrit dans une grande tradition de la littérature latino-américaine.

(1) Sergio Ramirez, *Charles Atlas tambien muere*, Editorial Nueva Nicaragua, Managua, 1982, 118 pages.

A Jackie,

LE jour où on annonça la visite de Jackeline Kennedy au Nicaragua, nos cercles les plus distingués furent saisis d'émotion, et ce que l'on appelle la société nicaraguayenne se sentit folle de joie mais aussi, reconnaissons-le, troublée, inquiète, devant la foule des quand, où, comment, autrement dit quand Jackeline (pour nous Jackie) toucherait notre sol ; où se logerait-elle et comment l'on organiserait son accueil.

La *qualité du personnage : rien* de moins que l'épouse d'un célèbre président mort sous des balles assassines, ex-première dame de la nation la plus puissante de la terre, qui avait converti son passage à la Maison Blanche en un conte de fées, mariée aujourd'hui à un *magnat dont la fortune est incommensurable* ; la sympathie personnelle qu'elle dégage, son charme, ses hautes qualités de femme éprouvée, tout cela exigeait que les hommages fussent à sa hauteur, pour que l'on ne vînt pas dire que nous ne sommes pas prodigues en faveurs exquises.

De sorte que nous, les membres du Virginian Country Club, organisme mondain exclusif fondé par des actionnaires nord-américains et nicaraguayens (son premier président fut, en l'an 1933, *le colonel Glenn J. Andrews, Virginien de pure souche qui se maria* avec Amadita Balcaceres del Castillo, la fine fleur de Granada, lequel colonel resta vivre au Nicaragua bien qu'on le réclamât à Washington, tant sa carrière militaire passée à combattre les hordes *sandinistes* à *Las Segovias avait été brillante* ; oui, *il resta là, choisissant* ses relations avec le goût le plus fin, et il se consacra à la culture du tabac, comme c'était la tradition dans sa famille de Oakdale, Va., et l'année même de ses noces il réunit un groupe d'amis intimes et leur dit : Bon, y a-t-il ici un country club ? Tous firent non de la tête et alors lui : Eh bien, retroussons nos manches, et maintenant son nom figure sur la plaque posée à l'entrée des écuries, car le premier édifice bâti fut destiné à la pratique de l'équitation, dans laquelle au Nicaragua nous avions un grand retard, pour ainsi dire elle était presque inconnue, et voilà comment le nom du colonel Andrews, président-fondateur du Virginian Country Club, devint immortel), nous donc, nous décidâmes de prendre en charge l'accueil officiel de Jackie, de lui rendre les honneurs, de lui dispenser toutes sortes de fêtes, et moi, en ma qualité de secrétaire du comité directeur du Virginian, charge à laquelle j'ai été élu sans interruption depuis 1953, j'ai convoqué une réunion urgente qui s'est déroulée dans ma résidence, car le temps manquait pour rejoindre le Virginian, éloigné du centre-ville de 8 kilomètres, comptés à partir des premières prairies du golf visibles depuis la route, si coquettes et si vertes que l'on se croirait dans un autre pays, et une fois réunis ce fut comme une douche froide d'apprendre de la bouche de notre past president (qui est toujours invité aux réunions du comité directeur, le past president pouvant ainsi apporter son expérience) que nous risquions d'échouer dans notre louable entreprise (c'est en ces termes que s'exprime notre past president actuel, juriste renommé, avocat d'un grand nombre de compagnies qui ont investi dans notre nation – la Light Mine State Co., la Continental Timber Co., l'Atlantic Pine Co., la Gold and Silver Mine Co., – et il donne toujours l'impression de parler du haut d'une estrade tandis que moi, non, moi je ne suis qu'ingénieur en électrodynamique, diplômé de Georgetown University en 1950) et que nous ne pourrions mener à bon terme nos desseins, vu que d'autres organisations sociales et récréatives nous avaient devancés en établissant le contact avec l'ambassade américaine et en envoyant un câble à New-York, chez Jackie, dans la 5e Avenue, et à l'île Scorpio, dans la lointaine Grèce, et que maintenant elles n'avaient plus qu'à attendre sa réponse favorable ; et le past president signalait, avec le sérieux et la sérénité qui le caractérisent, que c'était le Lions International Club et le Rotary International Club qui avaient l'avantage sur nous et contrôlaient la situation (le général Abraham Cornejo, de l'état-major présidentiel, et trésorier de notre club, adore cette phrase), précision qui, à bien y regarder, nous déplaisait fort, non seulement parce que nous paraissions perdre un honneur qui nous revenait mais aussi parce que ces clubs ou organisations n'ont pas, à proprement parler, un caractère exclusif : en devenir membre est facile. Et tout cela piqua tellement mon amour-propre de secrétaire chevronné du Virginian que je me suis dit : ça ne se passera pas comme ça, je le jure.

Et j'ai demandé à mes associés, qui commençaient déjà à s'agiter et discutaient à voix haute, en proie à la plus grande nervosité, de rester calmes, ce qu'ils firent. Moi, je leur ai fait signe d'attendre. Je suis allé dans mon bureau et de là j'ai appelé Ralph, utilisant son numéro privé que nous sommes peu dans le pays à connaître. Heureusement, il se trouvait dans sa maison, située tout près du Virginian, circonstance qui fait que chaque fois que je me dirige vers le club, le soir, je reste dans son cottage à prendre un de ces cocktails merveilleux préparés par Annie, sa prévenante épouse ; et Ralph, toujours aussi aimable, me dit « Que hubo », ça gaze, et « Ideay », les choses vont bien, car il a appris l'espagnol avec toutes les tournures nicaraguayennes, et personne ne pourrait dire en l'entendant parler qu'il s'agit d'un Nicaraguayen ou d'un Américain, n'étaient-ce son teint et ses yeux bleux et ses cheveux blonds qui trahissent le « gringo », comme il s'appelle lui-même par plaisanterie ; et lui, déférent comme toujours, insista pour parler avec moi en espagnol, bien qu'en anglais je me sente très à l'aise, par mon éducation, par mes relations professionnelles et parce que c'est l'une des deux langues officielles du Virginian (l'autre est l'espagnol).

JE lui ai raconté l'histoire de l'arrivée de Jackie, bien sûr il était au courant, et tu sais, m'a-t-il dit, Annie et Jackie ont été jadis des inséparables, des camarades de classe au Trinity College de Mass. Elles ont beau ne plus se voir depuis longtemps, elles gardent de l'estime l'une pour l'autre, et devineras-tu pourquoi nous n'étions pas à l'entrée en fonction de John, le 28 janvier 1961 ? Simplement à cause d'une erreur du service du protocole, qui avait perdu notre adresse et envoyé le carton à d'autres Mr. and Mrs. Ralph Fridemann, qui ne vivaient même pas à Baltimore, Md., ni rien, pas du tout près des milieux diplomatiques comme nous, enfin, bon, résultat ce couple de veinards a reçu le truc et a occupé les sièges que Jackie elle-même avait réservés, tu parles d'une malchance, lui ai-je dit, parce que je sais que cette histoire est véridique, que Ralph est un intime des familles présidentielles. J'ai vu un portrait avec un autographe du président Lyndon B. Johnson sur la console de la cheminée dans le salon de Ralph (à la demande officielle de l'ambassade américaine, le propriétaire de la maison que Ralph loue lui a placé une cheminée, avec des bûches en plastique et des lumières rouges à l'intérieur, on a l'impression que les bûches n'arrêtent pas de brûler), un portrait en grand où Johnson apparaît avec sa main droite appuyée sur le dossier d'une chaise, l'autre main sur la ceinture, avec ce regard sévère, intelligent et décidé de l'homme qui a régi le destin du monde libre, et on peut lire cette dédicace écrite de sa main : *To Mr. Ralph Fridemann and his wife, for their high services in behalf of our nation, trully yours, Lyndon B. Johnson, President of the United States of America.* Et chaque fois que moi, mon cocktail à la main, je me lève de mon siège pour m'approcher de la cheminée et admirer la photo, Ralph me dit avec son sourire bien à lui : minute, hein, « Mano », mon vieux (parce qu'avant Ralph a été en poste à Mexico), qu'est-ce que tu crois, elle est authentique ; et je hoche la tête et je pense : le jour où Ralph et Annie viendront dîner chez moi, je vais sortir de ma chambre le diplôme que Sa Sainteté le pape Pie XII a remis à maman, avec son portrait en couleurs, lorsqu'il l'a reçue en audience privée dans la chapelle Sixtine à l'occasion de son pèlerinage à Rome, comme ça ils verront que le pape lui-même a écrit en bas en écriture gothique et en espagnol, parce que les papes parlent quatorze langues au minimum, une sorte de lettre publique où il bénit tous les membres de ma famille jusqu'à l'heure de leur mort, et s'il ne l'a pas signée de sa main c'est parce qu'il souffrait d'une attaque d'arthrite et qu'il avait demandé au cardinal camerlingue de signer pour lui.

Bien sûr que je suis au courant de ce voyage, me dit Ralph, non seulement par les dépêches officielles en code qui sont arrivées à l'ambassade mais aussi parce que Jackie a écrit à Annie une petite lettre affectueuse où elle le lui annonçait ; quant au fait que d'autres

ackie de tout notre cœur

clubs nous avaient devancés, il n'en savait rien, cela lui paraissait douteux, mais de toute façon je n'avais pas à me faire de bile, il *s'arrangerait, lui, pour que la totalité des cérémonies soit assumée par* le Virginian Country Club, et moi, pour bien enfoncer le clou, je lui ai rappelé : club qui fut fondé dans l'intention de maintenir un lien permanent entre deux peuples frères, absolument a-t-il repris, sans aucun doute, ne te fais pas de mauvais sang, va, « che » (parce que Ralph a été en poste aussi en Argentine). Je suis revenu dans la salle et j'ai dit aux associés : tout est arrangé. Comment, « tout est arrangé » ? m'a demandé *Freddy*, premier syndic du comité directeur et toujours le plus méfiant, à cause, je suppose, d'une certaine jalousie à mon égard du fait de mes succès sur le plan social, car tout le poids du club repose sur mes épaules : réjouissances, garden-parties, tournois de golf, de tennis, etc., eh bien ! oui, tout est arrangé, leur ai-je affirmé à nouveau, je maîtrise tous les éléments (et le général Cornejo m'a regardé en souriant, car il a vu que j'employais son propre langage) : *Jackie*, ai-je annoncé, vient directement de l'aéroport au cocktail de bienvenue offert par notre club. La même nuit, banquet de gala, réservé à nos adhérents et à leurs familles ; le lendemain à midi, déjeuner champêtre, toujours dans notre enceinte ; l'après-midi, thé habillé avec les épouses et les filles de nos adhérents ; les autres clubs n'auront même pas le temps de pousser un rugissement. Devant ce trait d'une ironie irrésistible, qui était une allusion directe à nos rivaux du Lions, tous se mirent à rire aux éclats, et ils m'applaudissaient, m'étreignaient, voulaient me porter à bout de bras, me pressaient, côté verres, c'était la joyeuse casse, et *Maria Eugenia s'est penchée par-dessus la balustrade du second étage* pour voir ce qui se passait, et quand elle a su la raison, elle s'est retirée contente et le sourire aux lèvres, elle sait partager mes triomphes.

Et le past president m'a dit au milieu du tintamarre : mais finalement, avec qui as-tu parlé ? Question devant laquelle tous se turent, me lâchèrent et m'entourèrent, préoccupés. Oui, avec qui ?

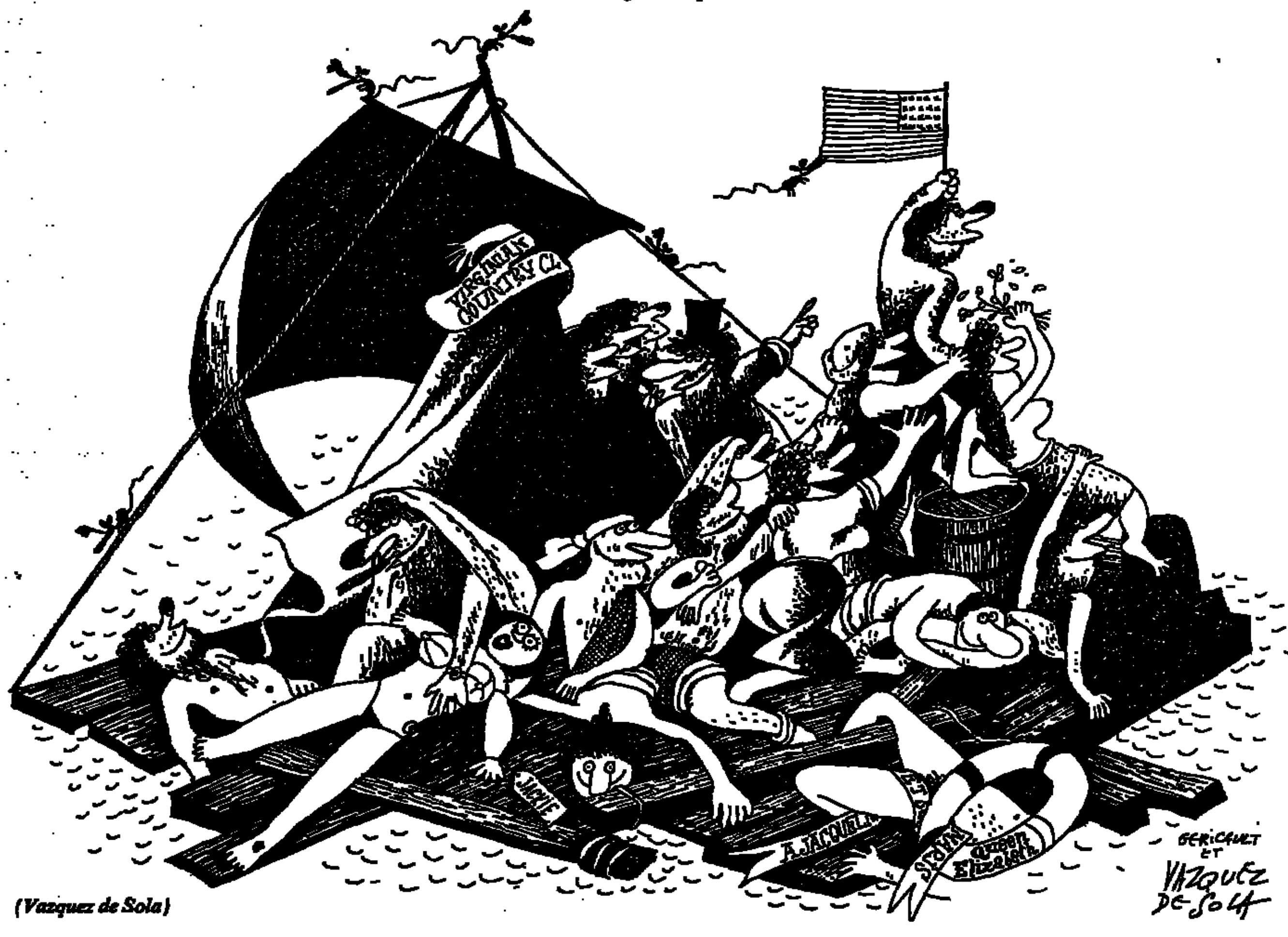
Avec l'ambassadeur, leur ai-je dit. Avec l'ambassadeur des Etats-Unis. Ah bon, alors c'est du tout cuit, crièrent-ils en redoublant de gaieté, et allons-y pour une autre tournée de *félicitations* et d'embrassades. Il y a des fois où dire un petit mensonge passe mieux, parce que, s'il est vrai que Ralph n'est pas l'ambassadeur, mais un important fonctionnaire de l'administration – chief clerk, comme il signe sur les commandes qu'il envoie aux maisons commerciales pour tout ce dont l'ambassade a besoin, bougies, trombones, papier, crayons, etc., il n'en est pas moins vrai *qu'il pourrait représenter avec honneur* sa grande nation ; en tout cas, il fallait que mes paroles produisent leur effet, et là ce fut un succès sur toute la ligne, pendant qu'ils se retiraient et faisaient démarrer leurs voitures, je les entendais encore converser, chanter mes louanges, se réjouir et se promettre de me garder toujours à la tête de leur club. Et le past president tout contrit m'a appelé à part avant de partir et il m'a *dit : pardonne-moi, mon* cher, il faut croire que j'étais mal informé. Et moi j'ai ri en prenant un air dégagé : oh ! ne t'inquiète pas, l'erreur est humaine, tu n'as fait que penser à l'intérêt du club (et ce n'est pas pour me flatter, mais dans ce pays nous ne sommes pas nombreux à le tutoyer).

RALPH, ainsi qu'il me l'avait promis, s'attaqua à l'ouvrage, mais comme ses arrangements avaient un caractère secret, quelques semaines passèrent avant que je puisse m'informer de la manière dont l'affaire se déroulait ; selon Ralph, pour ne pas entraver ses *démarches*, nous ne pourrions en aucune façon entrer en contact avec *Jackie*. Nous apprîmes quand même certains *détails* de son arrivée, auxquels nous ne nous attendions pas : cela se ferait par la mer, à bord de son yacht privé, comme escale d'une croisière *autour du monde, mais on ignorait encore* l'escale choisie pour son débarquement au Nicaragua, de sorte qu'il fallut réunir à nouveau le comité directeur et téléphoner à Ralph, lequel me réaffirma qu'il n'y avait pas de raisons de s'inquiéter, que les plans bâtis avec nous ne changeaient pas vu que Jackie pourrait être transportée en hélicoptère, du yacht au gazon de nos terrains de golf ; moi je me méfiais un peu de l'idée, et dans le temps qui s'écoula entre l'appel fait à Ralph et l'heure convenue pour la réunion, j'ai inventé une solution qui a tout de suite paru géniale à tout le monde, je me suis étonné moi-même d'y avoir pensé si vite : acheter un yacht, aller à la rencontre de celui qui amènerait Jackie, accoupler *les deux bateaux afin qu'elle passe de l'un* à l'autre chaque fois qu'on lui *offrirait* un cocktail, une fête ou un thé, ce qui écarterait tout danger que d'autres personnes, elle une fois à terre, lui rendent des hommages qui troubleraient les nôtres. Mes paroles étaient interrompues par des applaudissements ; et, continuai-je, lorsque nous apercevrions le yacht, nous effectuerions une sorte de flibusterie sentimentale, en lâchant des bordées de fleurs du pays et en exigeant la reddition par haut-parleurs. Quoi de mieux que de lui éviter la fournaise de la ville, la saleté, la chaleur, les gens du peuple qui la harcèleraient et les écoliers qui l'embêteraient en lui demandant des autographes. *Là, au contraire, elle jouirait* d'un accueil chaleureux, ne serait en contact qu'avec des gens de sa classe, mais tout se passerait au Nicaragua, puisque nous ancrerions les deux bateaux dans les eaux territoriales, et le nôtre porterait sur son mât le plus haut le drapeau de la patrie, flottant au vent, et ces derniers mots provoquèrent un véritable délire parmi la direction, ils ne se tenaient plus de joie et nos épouses qui bavardaient dans le living accoururent et se mêlèrent à nous.

Pas de doute à avoir, entendait-on chuchoter, sur qui serait le prochain président du Virginian, et allez savoir pour combien d'années.

Je ne cache pas que l'une des grandes difficultés était d'ignorer dans quel port Jackie accosterait, le savoir aurait grandement facilité notre plan d'intercepter le bateau sur sa route ; mais Ralph me dit que c'était impossible, l'information était considérée comme secrète, qui plus est, si l'on parvenait à apprendre le nom du port, m'assura-t-*il*, il s'agirait d'un *renseignement délibérément* faux et, au dernier moment, le bateau s'acheminerait sur un autre port ; de sorte qu'en ma qualité d'exécuteur du projet, fonction que m'assigna le comité directeur, je décidai d'aller de l'avant sans plus attendre. Je résolus que nous embarquerions quand viendrait la date de l'arrivée, que Ralph me communiquerait secrètement ; nous passerions quelques jours à parcourir la côte, et lorsque, enfin, le yacht de Jackie approcherait, *nous nous dirigerions sur lui à toute vitesse*. Avec *un plan* pareil, je garantissais aussi aux associés et à leurs familles une croisière qui promettait de beaux divertissements.

J'ALLAIS m'endormir tout heureux, une nuit, peu avant de *voyager aux Etats-Unis, pour remplir la mission d'acheter* le bateau, qui devait être grand, si l'on observe que les membres du club s'élèvent à quatre cent cinquante et qu'il faudrait bien embarquer au moins mille cinq cents personnes, en comptant les parents des membres, l'équipage, la domesticité, les musiciens, etc., lorsque soudain je me mets à penser : et par lequel des deux océans arrivera le bateau de Jackie ? Et de me reprocher avec angoisse : imbécile, tu as *seulement envisagé que le yacht arriverait par le Pacifique*. Et si, comme c'est plus logique venant de la mer Méditerranée, il arrive par l'Atlantique et nous surprend en apparaissant à Bluefields ? Et aussi sec je me suis levé du lit et bien qu'il fût deux heures du matin, j'appelai Ralph et je lui ai expliqué mes appréhensions. Oh !, ne t'en fais pas, a-t-il répondu, on saura ça à temps, et votre bateau attendra à l'endroit le mieux indiqué, et il a raccroché, me donnant l'impression qu'il avait parlé à moitié endormi, et ça m'a découragé un bon moment jusqu'à ce que, après avoir beaucoup insisté, Ralph se décide à me révéler, en courant le danger d'être accusé de haute trahison, *que le yacht entrerait par le Pacifique* et traverserait le canal de Panama en provenance des îles Vierges. Je l'ai remercié du fond du cœur et je me suis dit : un service pareil, seul un ami véritable peut vous le rendre, et tout heureux je suis parti à La Nouvelle-Orléans voir les bateaux que *l'on* nous proposait en vente, pas complètement neufs mais en parfait état, selon les lettres des commissionnaires des navires, mais en arrivant là-bas aucun ne m'a plu, tous vieux et *rouillés, les installations sanitaires ne fonctionnaient pas*, les cabines sentaient le moisi, les pistes de bal s'écroulaient, les piscines étaient délabrées et de plus, je suis fier de le dire, aucun ne valait la somme que nous étions disposés à payer.



(Vazquez de Sola)

Et n'ayant pas trouvé le bateau approprié, je revenais désappointé au Nicaragua pour exposer à mes associés une offre du Japon que j'avais reçue, lorsqu'un agent m'a appelé de San-Francisco, Cal., pour m'offrir en vente rien de moins que le *Queen Elizabeth !* Parfaitement conservé, pratiquement frais comme au jour de son lancement, mouillant à présent dans la baie où on devait le laisser ancré pour le transformer en un *hôtel de luxe*, alors *j'ai accepté de le voir*, et je me disais, rempli d'une jubilation étrange : obtenir ce bateau serait grandiose, Dieu tout-puissant, le Virginian Country Club achète le *Queen Elizabeth* pour recevoir Jackeline Kennedy !

UNE fois arrivé là-bas, tout se passa comme par enchantement : je vis le bateau et il fit ma conquête (ma mère l'avait pris pour aller à Rome). Quel joyau monumental, quelle splendeur indescriptible, un *véritable palais flottant, une ville qui navigue (phrases qu'à* dire vrai j'avais lues dans les brochures de propagande que le représentant m'avait offertes), c'était impressionnant de contempler ses douze étages, ses dizaines de boutiques, ses dix théâtres, ses dix cinémas, quatorze pistes de danse, ski aquatique, ski sur glace ; ses quinze piscines, ses huit courts de tennis, quatre aménagés pour le jeu de pelote, dix terrains de croquet, ses trois mille cabines de luxe, ses cinq chapelles pour *célébrer* cinq religions différentes, des bars en veux-tu en voilà, des salles de jeu, des solariums, des casinos, tout ce qu'un homme peut désirer. Comparé à ce que ce monument allait *signifier pour nous*, le prix n'était pas excessif, de sorte qu'immédiatement je me mis en contact avec mes associés au Nicaragua, et après une semaine de communications, négociations et transactions, la somme était réunie, les banques les plus solides du pays garantissaient l'achat, les compagnies financières les plus cotées, les entreprises industrielle et agricoles de plus haut prestige, toutes administrées par des membres du club ; enfin, et ce geste me bouleversa, non *seulement le capital social du club fut totalement investi dans l'achat*, mais ses édifices, ses prairies, ses terrains de sport, ses installations en général, furent hypothéqués. Nous demeurâmes engagés jusqu'au cou, mais l'affaire fut scellée sur le bateau lui-même, dans la suite du capitaine, une nuit pour moi historique ; la justice m'oblige à dire que tous nos membres furent pleinement conscients, dès les premiers instants, de ce que cet événement signifiait pour nous : la gloire, la consécration définitive de notre bien-aimé cercle social. Nous étions en train de financer *le* coup de *génie de l'année*, ou du *siècle* tout entier, en Amérique centrale, aux Caraïbes, en Amérique latine si l'on veut ; tout cela aurait des répercussions jusqu'aux Etats-Unis, on *nous inscrirait en lettres d'or dans les annales de la jet-set, pour* l'éternité ; la revue *Time* devrait mettre nos noms dans sa célèbre rubrique « People » et il y avait tout à parier que le mien apparaîtrait, à l'heure de ma mort, dans la section « Milestone » du magazine.

Naturellement, je suis revenu au Nicaragua embarqué sur le *Queen Elizabeth*, avec son équipage complet à bord, et le bateau sous le commandement de son vieux capitaine, celui-là même qui, peu de temps auparavant, avait conduit le navire vers ce qu'il avait cru être son cimetière, me dit-il en pleurant.

Jamais auparavant un bateau d'une telle classe et d'une telle grandeur n'avait mouillé dans un port nicaraguayen, c'est pourquoi notre arrivée était une fête nationale, des milliers de personnes *s'étaient rassemblées dans le port de Corinto. Ce fut l'un de mes jours* les plus glorieux : l'unique passager était moi-même, l'auteur de cette fabuleuse affaire, celui qui avait cristallisé les ambitions de nos membres. Maintenant on ne pourrait plus dire que le Nicaragua n'attendait pas Jackeline Kennedy comme elle le méritait : à bord du *Queen Elizabeth*.

CONFORMÉMENT aux renseignements de Ralph, il manquait un peu plus de deux mois pour sa venue, aussi pouvions-nous nous attarder sur les préparatifs ; les fortunes personnelles de nos membres les plus riches furent engagées dans les dépenses suivantes : parer le vaisseau pour l'occasion ; renouveler les meubles, les rideaux, *les vitres, l'orfèvrerie, la vaisselle de faïence, les verres, les pendules*, les miroirs, les tapis. Ce pourquoi on affréta des avions express. Des centaines de techniciens étrangers montaient de nouveaux locaux sportifs, remettaient en état les piscines, vérifiaient l'eau potable, l'électricité, la musique d'ambiance, les réfrigérateurs, les cuisines et ils amenèrent à bord des chargements de liqueurs, viandes, volailles, fruits de mer, légumes verts, fruits, céréales, conserves. Il n'est pas *inutile de rappeler que* tout vint des *Etats-Unis, depuis l'équipe* de garçons de café spécialisés dans les croisières en mer, jusqu'aux musiciens, aux cuisiniers, aux fleuristes, aux coiffeurs, aux masseurs (notre seul souci était que face au *Queen Elizabeth*, le yacht de Jackie parût très petit, mais sincèrement nous ne pensions pas qu'elle en serait blessée).

Au cours de ces journées, ce serait de la fausse modestie que de le nier, je fus l'un des personnages les plus importants du pays ; le président de la République m'invitait à ses fêtes, me conviait à des dîners intimes, simplement pour me glisser chaque fois le nom de quelque *ministre d'Etat ou de fonctionnaire à inviter. Comme il nous restait* des places sur le bateau, le *Queen Elizabeth* se révélant trop grand pour nos membres et leurs familles, nous mîmes en vente des cabines, avec droit au voyage et accès à toutes les fêtes en l'honneur de Jackie ; les demandes, qui arrivaient par milliers, étaient soumises à un examen rigoureux et on y satisfaisait point par point, pour ne pas provoquer de réaction désagréable, de sorte que, durant la semaine précédant le début du voyage, *nous avions dans nos dossiers* plus de trois mille requêtes, bien qu'il n'y eût plus que cinquante places disponibles. Au marché noir, les droits de monter à bord et d'y séjourner atteignirent des cours d'une valeur de 10 000 dollars ; attention ! le club ne se mêla pas à ces *combines, il vendit toujours les* invitations à un tarif établi publiquement. Mais les enchères étaient si violentes que je me souviens de bagarres accompagnées de gifles, d'insultes dans les journaux, et même de coups de feu, et c'est pour cela que le président de la République essayait de m'influencer, moi qui en fin de compte avais le dernier mot quant aux demandes, pour que je m'intéresse à *ses protégés*, surtout les militaires, lesquels, pour la majorité d'entre eux, n'étaient pas acceptés dans notre club.

Inutile de dire que les jalousies que nous suscitâmes furent terribles. On nous attaquait, on lançait des pierres sur nos maisons, nos automobiles ; des défilés publics et des manifestations furent organisés pour protester contre nous. On nous menaça de grèves dans nos usines et dans nos commerces, tout cela à cause, me semble-t-il, du ressentiment de ceux qui ne pouvaient pas monter à bord du *Queen Elizabeth*, soit parce que les organisateurs de ces désagréables manifestations ne disposaient pas de l'argent nécessaire, soit parce que leurs demandes avaient *été rejetées*. On nous refusait le bonjour, on nous couvrait d'opprobre *dans notre dos* ; mais y avait-il de notre faute – comme on nous en accusait – si des familles entières avaient vendu leurs biens, en souscrivant à des emprunts extrêmement onéreux, *rien que pour se joindre au voyage ?*

ENFIN *le* jour arriva. *Enfin* nous embarquâmes. *Des* fanfares de musique, payées par le club, des petites filles avec des paniers de fleurs également payées par le club nous dirent au revoir sur le quai et l'on joua les hymnes des Etats-Unis, du Nicaragua et de la Grèce, ce dernier m'étant, je l'avoue, inconnu. Les pavillons furent hissés sur les mâts des navires et nous levâmes l'ancre. Nous partîmes sans Ralph et sans Annie, circonstance qui m'échappe, ils ne se présentèrent pas à l'heure convenue, pourtant la veille je leur avais rendu visite chez eux, pour leur faire la surprise, à savoir qu'ils nous accompagneraient en tant qu'invités d'honneur du club (Ralph, par *pure négligence*, n'avait pas *adhéré*) *et qu'il reviendrait* à *Annie*, vu son amitié intime avec Jackie, de lui présenter au nom du club, lors de la *cérémonie* de bienvenue, un grand cœur de fleurs rouges, avec une inscription en lettres d'or qui dirait :

A JACKIE, DE TOUT NOTRE CŒUR

honneur que je m'étais arrangé pour réserver à Annie, bien qu'il revînt à l'épouse du président du club, montrant ainsi à Ralph combien *j'étais reconnaissant* de tout ce qu'il avait fait pour nous, mais Annie se montra bouleversée, inquiète, la pauvre, il y avait de quoi, et elle appela Ralph à part et je les entendis discuter et finalement ils revinrent et dirent que oui, que ça marchait, avec grand plaisir, tous deux très pâles, du fait de l'émotion sans doute. Serait-ce à cause de ce choc que je leur ait fait qu'ils ne sont pas venus à bord, en tout cas nous autres nous sommes toujours là à naviguer, et déjà la vie devient ennuyeuse, à force de parcourir ces côtes depuis des jours et des jours, peut-être des mois et d'apercevoir au loin la fumée des volcans, la végétation, les lumières des petits ports, à force de regarder comment tombe le crépuscule et tombe la pluie, fatigués de la même musique, des mêmes jeux, la nourriture déjà rationnée, nos associés consternés et leurs familles accablées d'ennui. Mais Jackie ne peut pas nous faire faux bond et d'une route à l'autre nous naviguons et recherchons la fumée lointaine de son yacht à l'horizon, parce que nous sommes sûrs qu'elle doit venir, et chaque aurore est un nouvel espoir que ce jour sera le jour de fête, des sonneries de clairon et du cœur de fleurs rouges, parce que c'est sûr que Jackie arrivera aux côtes du Nicaragua même si les jours filent, moi je ne veux pas penser une seconde à la terrible épreuve que ce serait d'affronter les visages railleurs de nos ennemis, et lorsque je me trouve sur le pont avec mes amis du comité directeur qui passent, l'air sombre, je leur dis du regard : moi, en ce qui me concerne, jamais, au grand jamais je ne reviendrais.

SERGIO RAMIREZ (1971)

(Traduit de l'espagnol par Françoise Barthélémy.)

Du tiers-mondisme à

Par CLAUDE LIAUZU *

LE TIERS-MONDISME se porte mal. Pis, il est de plus en plus mal porté et supporté à Paris, comme l'a établi un récent colloque de Liberté sans frontières (1).

Ne reste-t-il donc qu'à emprunter le plus court chemin de Damas, qui conduit de l'utopie au CIEL (2) ? Quels sont les véritables objectifs d'offensives idéologiques répétitives ? Si le tiers-mondisme peut être défini, sommairement, comme un ensemble de représentations du tiers-monde élaborées par la gauche, c'est bien de l'Occident et de ses idéologues qu'il s'agit.

Le problème majeur est donc d'expliquer les mouvements pendulaires des intellectuels entre le tiers-monde et l'Europe – d'une crise, celle des années 50, à la crise actuelle. Et cet essai de lecture historique et de sociologie aussi bien du tiers-mondisme que de l'antitiers-mondisme voudrait – en mettant en question aussi les intellectuels – apporter quelques éléments nouveaux au dossier. Quelle est la place du tiers-mondisme dans le temps et le tissu social français ? Pourquoi cette sensibilité particulière des intellectuels ? Comment définir le contenu et les enjeux de ce débat ?

« Des races primitives, incapables... »

SÉRIEUSEMENT, le tiers-mondisme est-il, en 1985, *« une idée partagée par la presque totalité de nos contemporains, au point que toute critique serait promise à un désaveu presque universel »*, comme le prétend la lettre d'invitation au colloque de Liberté sans frontières ? Un tel acharnement thérapeutique paraît plutôt destiné à maintenir en survie artificielle une trop belle maladie.

C'est dans les années 50 qu'il faut rechercher les origines du tiers-mondisme, étroitement liées à la guerre d'Algérie, et les raisons de l'ampleur particulière que le phénomène a prise en France. Tout au long de son histoire, la gauche a été confrontée au problème colonial : Révolution et esclavage, socialisme et expansion outre-mer, communisme et question nationale... Seule puissance impériale dans laquelle les deux familles du mouvement ouvrier sont représentées par deux partis importants, où les intellectuels ont un statut politique original, la France ne maîtrise pas une crise algérienne profonde.

La conjugaison de cette crise avec celles de la social-démocratie et du système stalinien, la chute de la IVe République, constituent donc le moment historique de la naissance du tiers-mondisme. Naissance laborieuse : pour la Fédération de l'éducation nationale (FEN), par exemple, *« le pain et l'instruction »* sont les réponses adéquates au *« nationalisme étroit »* ou à la *« mystique religieuse »* qui s'emparent d'un *« peuple sous-évolué »* (peuple sous-évolué étant l'expression consacrée des motions du syndicat enseignant concernant le tiers-monde jusqu'en 1957). Le tiers-mondisme est un tard-venu à l'échelle européocentriste.

On a surtout retenu les temps forts du tiers-mondisme flamboyant, ceux de Cuba, du Vietnam, du maoïsme, mais ils n'auront guère duré que trois lustres. C'est une idée reçue que les réalités à Pékin, en Amérique latine, au Cambodge et ailleurs mettent fin à la mythologie révolutionnaire. En fait, la courbe du tiers-mondisme décline bien avant, dès 1968. Ainsi, les poussées algérienne et vietnamienne semblent aussi fortes qu'éphémères, elles retombent brutalement et sont ennoyées par le retour aux priorités internes : antifascisme en 1960-1962, recentrage hexagonal en 1968. Cette chronologie rappelle la faible épaisseur du tiers-mondisme et sa fragilité.

De l'engouement au rejet : la crise d'intellectuels versatiles qui se sentent remis en question n'est d'aucun secours pour le mal-développement au Nord et le sous-développement au Sud

Rassemblés contre le colonialisme, les courants qui y voient un archaïsme freinant la modernisation de la société française et ceux qui trouvent dans le tiers-monde un recours révolutionnaire se divisent à la fin de la guerre d'Algérie. Car le tiers-mondisme constitue avec la modernité un couple antinomique : contradiction et dualisme qui dominent l'histoire de la gauche pendant les trente dernières années et marquent les seuils infranchissables par le tiers-mondisme.

Il reste que celui-ci a été l'un des éléments de la dialectique qui a transformé l'espace politique français. Ainsi, la création de la CFDT a été indissociable des itinéraires de la génération algérienne, de même que les mutations de l'UNEF et l'effervescence intellectuelle d'une nouvelle gauche, l'élargissement d'un internationalisme jusqu'alors d'usage occidental. La crise algérienne de la conscience française a également suscité, avec les grands ébranlements des années 50 – décolonisation, apparition des caractères majeurs du sous-développement, découverte de l'altérité culturelle, affirmation d'une nouvelle réalité géopolitique et de nouveaux acteurs historiques, – un « mal de voir » créatif, un aggiornamento des savoirs.

Du fait même que le tiers-monde ne peut plus être ignoré, le tiers-mondisme est devenu une composante de la pensée européenne. En témoignent sa capacité de redéfinition dans ce que certains appellent le sanglot ou la compassion – disons les actions humanitaires, – la recomposition de son tissu organisationnel et le renouvellement de son assise militante, où dominent jeunes, animateurs de syndicats et de coopératives rurales et ouvrières, médecins, enseignants...

Il est difficile cependant d'en mesurer l'enracinement social. Les très rares sondages d'opinion publiés montrent le caractère contradictoire et ambigu des représentations, où l'emporte celle du tiers-monde souffrant. Quant aux jugements, ils comportent aussi bien la mise en cause des pays riches – exploitation, colonisation – que des affirmations racistes. Rappelons qu'en 1969, entre un tiers et un cinquième des Français considéraient qu'il y a *« des races primitives incapables par nature de développer leur pays »*, proportion largement supérieure à celle des personnes accusant la colonisation.

La complainte des repentis

LA « vulgate masochiste » et la « haine de soi » ne sont certes pas aujourd'hui l'idéologie dominante ni le danger principal ! Il faut beaucoup de légèreté polémique pour agiter ainsi les démons français. Surtout en période de crise, quand s'affirment les seuils d'intolérance, dans une société qui, après être entrée dans l'âge des décolonisations sans savoir le vouloir, devient pluriethnique sans vouloir le savoir. Car la France est confrontée aussi à son tiers-monde interne, qu'elle ne parvient pas à assumer. Et les aspects insolites de ses minorités tiers-mondistes, les mythologies, la mauvaise conscience... sont des miroirs déformants de la France profonde.

Sans aucun doute, les avatars, aventures et mésaventures du tiers-mondisme tiennent-ils pour une large part à son peu d'épaisseur historique et sociale, à la faiblesse de ses liens avec les mouvements populaires, et tout particulièrement à une absence de convergence avec le mouvement ouvrier. Faute d'une telle convergence, le tiers-mondiste est un anti-impérialisme inachevé, introuvé. Ainsi est-il resté le territoire par excellence des intellectuels, l'expression privilégiée de leur crise.

Quand l'intellectuel parle du tiers-monde, c'est aussi pour lui qu'il parle : et on peut, sans tomber dans *« la bêtise du militant »* (Pascal Bruckner, *le Sanglot de l'homme blanc*, p. 139), refuser de prendre pour parole d'évangile les confessions d'enfants prodigues du siècle revenus du maoïsme ou du tiers-mondisme, ou les autocritiques battues sur la poitrine de l'adversaire. Mieux vaut les lire comme les syndromes d'une crise.

Signe de celle-ci, la floraison de la littérature concernant la situation de l'intellectuel, analysant son silence... Y dominent quelques idées-forces : l'incertitude du statut, la difficulté à délimiter un espace autonome par rapport à l'État et aux groupes

* UER de géographie, histoire et sciences de la société, université de Paris VII, auteur d'*Aux origines des tiers-mondismes*, L'Harmattan, Paris, 1982.

La Grande Peur de l'An Deux Mille

« Le temps des mille ans s'achève. Voilà que sortent les nations qui sont aux quatre coins de la Terre et qui égalent en nombre le sable de la mer. Elles partiront en expédition sur la surface de la Terre, elles investiront le camp des Saints et la Ville bien-aimée. »

Apocalypse, XXe chant.

VOICI venue la fin des temps. Du moins pour l'Occident blanc. Non par le feu que cracheraient les missiles intercontinentaux ou les satellites équipés de rayons de la mort *(voir pages 1 à 7 les articles sur la « guerre des étoiles »)*. Mais par l'irrésistible et pitoyable invasion des miséreux qui peuplent le tiers-monde. Ce drame, Jean Raspail l'a superbement évoqué dans son roman *le Camp des Saints* (1), réédité douze ans après sa publication. Louis Pauwels en résume ainsi le thème central :

« Dans la nuit, sur les côtes de Provence, cent navires à bout de souffle s'échouent, chargés d'un million d'affamés. Ils sont l'avant-garde du monde pauvre qui va déferler, sans violence, mais avec l'irrésistible force de la misère qui rêve. Que faire ? Résister ? Comment ? Et au nom de quoi ? Nous sommes devenus moraux, incertains de nos mérites et de nos droits, d'identité fragile : moraux, mais d'une morale incapacitante (2). »

Ce mal ne touche pas la seule Europe. *« L'Amérique*, poursuit Louis Pauwels, *en dépit de son regain de puissance, ne se dissimule pas un profond malaise. Par ses frontières de plus en plus poreuses, le flot des misérables du tiers-monde y pénètre sans s'y assimiler. En dix ans, des régions ont changé de couleur, de langue, de religion, de mœurs. »* Voilà bien le risque : *« Bientôt, les Blancs d'où naquit notre civilisation ne seront plus qu'un dixième de la population de la Terre. Se fondront-ils dans un fatal brassage* (3) ? »

L'Occident n'a plus d'armée

UN homme *« pose, quoique sans précaution, un des problèmes majeurs de notre temps : le problème de l'immigration »* qui, *« à vrai dire, est la question de cette fin de siècle »*. M. Le Pen serait-il raciste ? Non. *« Une chose est le racisme. Et une autre chose l'angoisse de perdre son identité et de se trouver déraciné dans son propre pays* (4). »

Au cœur du monde blanc, les travailleurs immigrés sont la redoutable avant-garde des masses faméliques que décrit Jean Raspail dans son roman. Pour savoir quel destin nous attend, *« il suffit de se reporter aux effarantes prévisions démographiques »* qui nous annoncent, pour le proche avenir, un tragique déséquilibre : *« Cernés au milieu de sept milliards d'hommes, sept cents millions de Blancs seulement, dont un tiers à peine et pas frais, très vieillis, sur notre petite Europe. »* Déjà *« notre vieil Occident, tragiquement minoritaire sur cette Terre, reflue derrière ses murailles démantelées en perdant des batailles sur son propre territoire et commence à percevoir, étonné, le vacarme sourd de la formidable marée qui menace de le submerger* (5) ».

De la terrasse de sa maison provençale, un personnage de Jean Raspail observe à la longue-vue les cent navires échoués sur la côte, avec à leur bord le premier contingent des envahisseurs :

« Au soir de ce dimanche de Pâques, huit cent mille vivants et des milliers de morts assiégeaient pacifiquement la frontière de l'Occident. Le lendemain, tout serait joué. Montaient du rivage jusqu'aux collines, jusqu'au village, jusqu'à la terrasse de la maison, des chants très doux, mais d'une puissance extrême en dépit de leur suavité, comme une mélopée fredonnée par un chœur de huit cent mille voix... On entendait également le grondement de centaines de camions : depuis le matin, l'armée prenait position sur le rivage de la Méditerranée (6). »



(Baldev-Sygma)

CALCUTTA : D'ICI PARTIRA L'INVASION...

Car le chef de l'État a donné l'ordre de repousser cette pacifique mais intolérable invasion. Sera-t-il obéi ?

« Monsieur le Président, durant toute cette semaine, j'ai rencontré secrètement les rares généraux encore capables de réfléchir et j'ai ouvert les yeux sur un gouffre. Les nations d'Occident croient posséder des armées fortes. En réalité, elles n'ont plus d'armées. Depuis des années, par tous les moyens, on inspire à nos peuples la honte de leurs armées. On a fabriqué des films, par exemple, vus par des millions de spectateurs, sur des massacres d'Indiens, de Noirs ou d'Arabes oubliés depuis cent ans et exhumés pour les besoins de la conspiration... Désormais, le bon peuple a horreur de son armée, accusée de trop de génocides... Volontaire ou non, de métier ou pas, [l'armée] se fait horreur à elle-même. Pour un nouveau génocide, ne comptez pas sur l'armée, monsieur le Président (7). »

Et, en effet, l'armée ne marchera pas. *« Seuls, les hommes de cœur lutteraient réellement cette nuit-là* (8). » Ils ne seront qu'une poignée. Rien de tout cela n'est fortuit. Comme le conseiller le dit au président, il s'agit bel et bien d'une *« conspiration »*. Avec, aux deux bouts de la chaîne, d'étonnants acteurs. Là-bas, sur les bords du Gange, d'où part la famélique invasion, il y a le capitaine Ballan, vite rejoint par *« des Indiens, des Blancs et aussi un Chinois. Ceux-là étaient des meneurs occultes, rompus à la psychologie des foules. On n'a jamais su leurs noms* (9) ». Et puis, de ce côté-ci, *« des évêques-félons, des généraux félons, des ministres félons, des intellectuels félons et des félons tout court. C'est une espèce d'homme dont l'Occident se fait de plus en plus prodigue au fur et à mesure qu'il se rétrécit* (10) ».

Voilà pourquoi rien ne pourra barrer la route à l'invasion, que l'envoyé spécial de Radio-France décrit en ces termes :

« Ici Gibraltar... Ce que je viens de voir en survolant l'armada dépasse l'imagination. Près de cent bateaux couvrent la mer... Les ponts des navires sont recouverts de formes noires et blanches. Noires sont les peaux de ces milliers de pauvres gens, blanches sont les tuniques qui les habillent... On croirait survoler une sorte de charnier dont les cadavres seraient encore vivants, car je vois des milliers de bras s'agiter (11). »

La pourriture règne à bord, mais aussi le stupre. Ces gens-là défèquent et forniquent. *« Ainsi, dans la merde et la luxure, et aussi l'espérance, s'avançait vers l'Occident l'armada de la dernière chance* (12) ».

Et l'Occident ne lui barrera pas la route. Pourquoi, puisqu'il en a les moyens matériels ? Parce qu'il n'en a plus la force morale. *« L'Occident en était venu à se mépriser* (13) » à force de se complaire dans *« le remords, l'auto-accusation et le dégoût de soi-même* (14) », mais aussi parce qu'il *« était prisonnier des modes, lié par les nouveaux tabous, conditionné par trente ans de terrorisme intellectuel* (15) », aveuglé par le *« délire humanitaire* (16) » que les tiers-mondistes cultivent savamment avec le concours de tous *« ces idéalistes de bistrot, de campus et de sacristies* (17) ».

Mépris de soi et conscience coupable : voilà bien la plus absurde accusation que les anti-tiers-mondistes lancent à ceux qu'ils dénoncent. Jean Raspail porte en son cœur un modèle qu'il respecte. Lorsque l'*« armada de la dernière chance »* passe au large du Cap, *« le président d'Afrique du Sud en personne »* donne une brève conférence de presse :

« Evidemment, nous tirerons, sans hésiter. Dans cette guerre raciale qui fait rage, la non-violence est l'arme des multitudes. La violence, celle des minorités attaquées. Nous nous défendrons. Nous serons violents (18). »

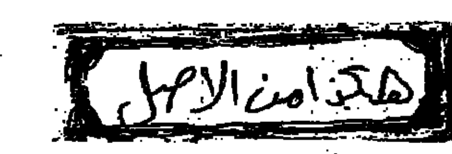
Vitupération et extase

LOUIS PAUWELS adopte un ton plus benoît. *« J'aurai la chance de mourir quand tout ce que j'aimais sera devenu invivable »*, écrit-il après avoir relu *le Camp des Saints*. Troublant mystère : *« Je vois de vrais saints de mon vieil et bel Occident morts à eux-mêmes et totalement immergés avec amour dans le pire tiers-monde, comme en expiation. Je les admire* (19). » C'est pourquoi il publie un article de Dominique Lapierre, où on peut lire les lignes suivantes :

« Calcutta ! Un lieu de cauchemar qui fait frémir. Une ville où il arrive encore que des gens meurent sur les trottoirs. Où cinq millions de réfugiés s'entassent dans les bidonvilles. Où cent mille hommes-chevaux attelés à des carrioles servent de taxis... Bref, une ville désastre. C'est pourtant avec cette ville que j'ai, depuis dix ans, une histoire d'amour. Car j'ai découvert que cette cité accablée de tous les maux a un pouvoir magique : elle fabrique des saints (...). Dans ce cloaque maudit, Dieu est en effet aimé et honoré avec plus de ferveur que nulle part ailleurs (20). (...) »

Le tiers-monde : point de départ de cette inquiétante multitude qui va envahir le monde des Blancs ? Ou bien lieu privilégié de cette miraculeuse misère qui fait surgir des saints ? Les deux thèmes fournissent une littérature apte à faire frémir les cœurs sensibles dans les chaumières : de crainte ou d'admiration. L'enfer du goulag a lui aussi suscité de prodigieux témoignages qui inspirent l'horreur, mais aussi le respect pour l'intensité spirituelle des âmes les mieux trempées. Goulag ou tiers-monde, sans doute y a-t-il mieux à faire que de vitupérer en tremblant de rage ou de se pâmer dans une extase mystique.

(1) Jean Raspail, *le Camp des Saints*, nouvelle édition, Robert Laffont, Paris, 1985.
(2) Louis Pauwels, « Méditation après un cauchemar », *le Figaro Magazine*, 23 février 1985.
(3) Idem.
(4) Louis Pauwels, « Guignol, c'est la porte à côté », *le Figaro Magazine*, 23 mars 1985.
(5) Jean Raspail, préface à la troisième édition.
(6) Jean Raspail, *le Camp des Saints*, p. 19.
(7) Jean Raspail, op. cit., pp. 233-234.
(8) Idem, p. 23.
(9) Idem, p. 55.
(10) Idem, p. 45.
(11) Idem, p. 209.
(12) Idem, p. 132.
(13) Idem, p. 33.
(14) Idem, p. 87.
(15) Idem, p. 96.
(16) Idem, p. 206.
(17) Idem, p. 233.
(18) Idem, p. 153.
(19) Louis Pauwels, *le Figaro Magazine*, 23 février 1985.
(20) Dominique Lapierre, « J'ai découvert la ville qui fabrique des saints », *le Figaro Magazine*, 16 février 1985.





la dérive des continents

dominants, à définir les fonctions sociales *et politiques, l'identité même* des intellectuels. Leur croissance numérique, la diversification des tâches qu'ils assurent et des secteurs où ils interviennent entraînent des phénomènes de déclassement, transforment les hiérarchies internes et la composition du groupe, et jouent, de manière contradictoire, à la fois dans le sens d'un renforcement de son pouvoir social et dans le sens d'un amoindrissement de son autonomie envers le pouvoir.

D'où, à la fois, cette politisation, ce poids politique et cette instabilité, les tournants idéologiques à 180 degrés, les oscillations entre la contestation et le ralliement à la société de la modernité. Pourquoi le tiers-mondisme s'est-il imposé comme l'une des composantes d'un « nouveau parti intellectuel », pourquoi l'actuelle dérive des continents ? Comment ces choix se nouent-ils avec les débats généraux ?

L'« affaire Dreyfus » qu'est devenue l'Algérie a réinvesti les hommes de pensée de leur mission, la critique du politique. Mais, surtout, cet engagement devient un mouvement social en étant porté par la mobilisation étudiante, et un mouvement politique en posant comme centraux les enjeux classiques des combats intellectuels : rapports avec l'Etat, rapports entre culture et politique. Le « nouveau parti intellectuel » prétend, enfin, résoudre le problème de sa légitimité et de ses assises, en échappant à la référence communiste obligée, et, pour les plus *radicaux, en se réclamant* des forces du tiers-monde. Comme le proclame l'Université libre de Berlin à la veille de mai 68, *« le tiers-monde doit devenir la base de masse du mouvement étudiant »*. C'était, bien sûr, construire un espace idéologique à l'état pur, se condamner à faire l'histoire par procuration.



(Keystone)

PARIS, 1961 : L'ENGAGEMENT CONTRE LA GUERRE D'ALGÉRIE
Une nouvelle « affaire Dreyfus »

Dans son noyau dur, le *tiers-mondisme* s'est *efforcé de poser* la « question des intellectuels », empruntant aux principaux courants révolutionnaires et au maoïsme. On sait assez que le passage de l'intellectuel *critique* au militant a produit le plus souvent des groupuscules répétant le modèle de la bureaucratie.

Il resterait à expliquer le pourquoi de la répudiation actuelle du militantisme. La simultanéité de cet abandon et du retour de l'intellectuel à l'Occident appelle l'attention sur les acteurs de *l'offensive antitiers-mondiste*. Une analyse du colloque organisé par Liberté sans frontières permet d'en esquisser les traits.

Qui donc est fondé de parole ? Certainement pas les intellectuels du tiers-monde, dont l'absence n'a même pas été remarquée. Elle est loin, la fascination des Européens pour le destin prométhéen de leurs frères en esprit des trois continents. Intellectualité et Europe sont synonymes : ailleurs, il n'y a que perversion par le pouvoir, ou par soumission au pouvoir, avortement de la pensée libre sous le poids du sous-développement. Car, comme le souligne le CIEL (2), *« l'esprit ne doit admettre d'autres contraintes que celles par lui-même reconnues nécessaires à son action et à sa portée. Sa définition et son honneur sont de récuser toutes les autres et de s'en affranchir si elles lui sont opposées ou imposées »*. Autre absence, passée tout aussi inaperçue à ce colloque, celle des militants des organisations non gouvernementales (ONG), ce qui a dispensé d'une leçon *« d'économisme bâtard des jeunes et des professeurs du secondaire »* (J. Yannakakis, colloque LSF).

Il est remarquable que la véritable légitimité à parler du tiers-*monde appartienne aujourd'hui au médecin*. Le *tiers-monde*, ce n'est plus la terre des idéologies, ce n'est plus le *foco* du «Che», c'est le camp de réfugiés ou d'affamés. Alliant le regard froid et *l'engagement humanitaire, l'idéalisme et le réalisme*, homme de terrain, ce nouveau *« héros positif de notre temps »* éclipse le faiseur de système livresque ou le soldat perdu de telle ou telle Anabase. Sous ce patronage, le débat tiers-mondiste associe experts en développement et essayistes, ou experts en idéologie.

Pour les *premiers, à côté de démographes et d'économistes*, dominent les historiens. On n'en tirera aucune vanité corporative, tant le statut de l'histoire dans le champ des sciences sociales *paraît se fonder sur l'effondrement des grands systèmes explicatifs* plus que sur des avancées scientifiques. Au demeurant, sauf pour quelques *spécialistes du tiers-monde*, la fonction dévolue aux historiens paraît avoir été la défense et illustration de l'Occident. Telle est aussi la raison d'être des publicistes qui prennent en charge le dossier des mythes révolutionnaires, des marxismes de sous-développés, des révolutions intégristes, hérétiques, folles, etc. Dossier présenté de manière exemplaire par des tiers-mondistes repentis et des experts du communisme ou de l'anticommunisme. Car, autant que le tiers-mondisme, c'est le marxisme qui est en question.

Cette remise en cause de références théoriques considérées hier comme obligées présente un saisissant raccourci de la trajectoire des *intellectuels* français dans le dernier quart du siècle, dessine le rapport de forces actuel et, surtout, esquisse des lignes de forces d'avenir.

Quand l'Occident n'est plus la mesure de toute chose

QUE vient faire le tiers-mondisme dans l'affaire ? Il aura été *« la dernière certitude de fond, la dernière justification des pourfendeurs de la démocratie »* (colloque Liberté sans frontières). Autrement dit, l'Europe, puisque le CIEL a déclaré *« la synonymie des trois mots : Europe, Culture, Liberté »*.

D'où la démonstration que la colonisation n'a été ni rentable ni exploiteuse, que la faim n'est pas due à l'impérialisme des légendes, bref, que l'Europe est au-dessus de tout soupçon. Ecartées les vieilles lunes, effectuée la dernière rupture avec le totalitarisme, l'objectif de Liberté sans frontières est de construire un *« nouvel espace de pensée »*.

Au dictionnaire des idées reçues et à l'air de la bêtise tiers-mondistes, il serait facile d'opposer des doublets antitiers-mondistes. Cependant, que le débat tende à se niveler par le bas, à être si pauvrement répétitif, est le vrai problème. Pour la première fois depuis un demi-siècle, la gauche voit son hégémonie dans le champ idéologique mise en question. Et son avenir dépend de sa capacité à ne pas gâcher sa crise, à en chercher les raisons dans ses propres carences, à procéder à un aggiornamento et à combler le décalage entre état du monde, états d'âme, état de questions.

Certains enjeux sont des urgences, en particulier la misère et les droits de l'homme, qui constituent les cibles de la contre-*offensive idéologique de la droite, mais sur lesquels* celle-ci n'est pas plus convaincante que la gauche. Les mythes des grands bonds en avant et des révolutions agraires ont fait long feu, et les succès obtenus par les nouveaux pays industriels dérangent le marxisme. Jean-François Revel en conclut que la cause de la famine, *« c'est le refus de l'économie de marché »*. Pour Liberté sans frontières, la solution du sous-développement, c'est *« l'idée de démocratie en tant que système capable de conjuguer efficacité économique et justice sociale »* : sans technologies appropriées ni développement autocentré, et surtout sans nouvel ordre économique international. Le développement et les droits de l'homme sans toucher à la *Pax Americana* et au capitalisme, CQFD. Mais c'est un peu court.

Tout un colloque sur le tiers-monde sans que pointe la crise économique mondiale, sans qu'on s'interroge sur celle-ci, sur ses composantes liées à la dépendance, sur l'aggravation des écarts et des inégalités, sur l'exclusion des bénéfices de la croissance – là où elle se produit – d'une masse d'hommes grandissante, paysans de la fin des temps, quart monde. Tout un débat crispé sur des objectifs idéologiques au point que la crise – dont l'épicentre est au Nord – ne soulève même pas une interrogation sur la validité *de l'idéologie développementaliste*, n'impose pas un bilan critique commun du sous-développement du Sud et du mal-développement au Nord.

Des dossiers, enfin, qui, à gauche *comme à droite*, sont réduits à l'espace politique défini par les Etats-nations et au niveau politique des pouvoirs. Or ce qui *caractérise le tiers-monde actuel*, c'est *la remontée des sociétés* et des cultures. Cet acharnement à vivre prend les formes les plus contradictoires, de la revendication démocratique au totalitarisme des masses, des grands mouvements politiques au repli sur les micro-espaces populaires, des stratégies d'accès à la modernité au redoublement de férocité des ancêtres...

Les mutations et les dynamiques en cours ne correspondent plus aux systèmes interprétatifs hérités des années 60. Le tiers-*monde existe-t-il encore, trente ans après Bandoung ? L'expression* est devenue de plus en plus conventionnelle en même temps que de moins en moins adéquate : à une droite qui dénie toute réalité poli*tique, toute communauté de destin* aux peuples des trois continents et toute capacité historique au monde dit « tiers », la gauche ne saurait opposer ses vieux schémas.

Affaire de spécialistes des sciences sociales ? Bien sûr, mais le problème les dépasse. Contrairement à l'image de la dérive des continents, jamais, peut-être, le tiers-mondisme n'a été aussi important pour la gauche.

Renoncer à toute ambition de penser à l'échelle planétaire interdirait la recherche d'alternatives à la crise, car celle-ci impose à la gauche de constituer un nouvel espace de réflexion et d'action, de redéfinir son identité.

Dépassé, le tiers-mondisme ? Il reste à inventer, puisque l'Occident n'est plus la mesure de toute chose.

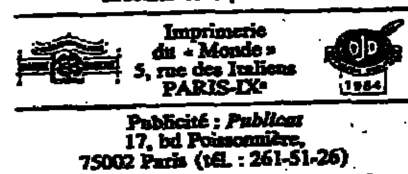
CLAUDE LIAUZU.

(1) Les références au colloque de janvier 1985 proviennent du dossier fourni aux participants et de la presse. Sur le tiers-mondisme des intellectuels, sans être exhaustif, voir « Le tiers-monde et la gauche », *les Cahiers du Nouvel Observateur*, Paris, 1978 ; Pascal Bruckner, *le Sanglot de l'homme blanc*, Seuil, Paris, 1983 ; Gérard Chaliand, *les Faubourgs de l'histoire*, la Découverte, Paris, 1984 ; Régis Debray, « Et la planète, bordel », *le Débat*, juin 1981 ; Claude Liauzu, *Aux origines des tiers-mondismes*, L'Harmattan, Paris, 1982, et « Les intellectuels français au miroir algérien », in *Cahiers de la Méditerranée*, 98, boulevard Edouard-Herriot, Nice, 1984 ; Jean-Paul Garnier et Roland Lew, « From the Wretched of the Earth to the Defense of the West : An Essay on Left Desenchantment in France », in *The Socialist Register*, 1984, p. 299.

Sur les interrogations des sciences sociales, cf. par exemple *le Mal de voir*, 10/18, UGE, Paris, 1976 ; sur l'opinion française, Jean-Yves Carfantan et Charles Condamines, *Qui a peur du tiers-monde ?*, Le Seuil, Paris, 1980 ; A. Lebrun, *l'Opinion des Français sur le tiers-monde*, Ed. Ouvrières, Paris, 1971. Sur les manuels scolaires, cf. Ecole et tiers-monde, 20, rue Rochechouart, 75009 Paris.

(2) Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés, 112, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication.


Imprimerie du « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-IXe

Publicité : *Publicat*
17, bd Poissonnière, 75002 Paris (tél. : 261-51-26)

Commission paritaire des journaux et publications ; n° 57 438
ISSN : 0026 - 9395.

Comment une économie de production s'est effacée

Par MOISES IKONICOFF *

Un cas : l'Argentine. Avec la bénédiction des autorités bancaires, les militaires avaient organisé une manipulation financière qui a ruiné un pays évolué, riche en ressources

LE refus du Fonds monétaire international (FMI) de débloquer la deuxième tranche du prêt octroyé à l'Argentine dans le cadre des accords de rééchelonnement de la dette a récemment fait la « une » des journaux. Comme ce refus, relatif à 236 millions de dollars, entraînait automatiquement celui des banques privées portant sur environ 2 milliards de dollars, certains ont pu craindre que l'engrenage infernal conduisant à la cessation des paiements et, par là, au crack financier international, ne soit enclenché.

Les circonstances étaient, en réalité, bien moins dramatiques. La trésorerie des Etats-Unis faisait savoir aussitôt qu'elle était prête à accorder 500 millions de dollars pour rembourser les arriérés des intérêts – en somme, un « crédit pont » permettant à l'Argentine de reprendre les négociations avec le Fonds et de tenir jusqu'au prochain versement que doit effectuer cet organisme. Ce n'était donc qu'une péripétie *de plus dans le jeu réitératif auquel* se livrent créanciers, débiteurs et FMI, et caractérisé par les discours pathétiques suivis d'inévitables marchandages.

Ce feu de paille a tout de même mis en évidence l'importance que l'on accorde à l'Argentine. Ce pays est en train de ravir la vedette aux grands Etats débiteurs, alors que, pourtant, sa dette n'est la plus élevée ni en valeur absolue ni par habitant. En outre, la structure des remboursements diffère peu de celle des autres pays, et, avec une balance commerciale favorable, les risques d'insolvabilité ne semblent pas plus grands que pour ses voisins d'Amérique latine. La raison se trouve peut-être dans la perplexité suscitée par le fonctionnement d'un système économique qui constitue un défi permanent à tout principe de rationalité et à toute logique économique.

En effet, de par sa durée (plus de dix ans), et de par son taux moyen *annuel (plus de 250 %), l'inflation* argentine – phénomène unique au monde – a conduit à la destruction du système des prix relatifs. On voit mal comment une économie – qu'elle soit de type capitaliste, ou socialiste ou mixte, – peut fonctionner sans un tel système de référence. Cette situation *équivaudrait à vouloir représenter* une droite dans l'espace, sans tracer au préalable un axe de coordonnées. Quel que soit le système de fixation des prix relatifs – plan ou marché, – quelles que soient également les priorités que ces prix sont censés respecter, ils n'en constituent pas moins des outils indispensables à toute organisation économique.

Les effets d'un projet qui n'existait pas...

CETTE situation insensée est à l'origine de toutes les incongruités qui déconcertent les observateurs. Ainsi, à titre d'exemple, l'invraisemblable rapport existant entre la masse monétaire (M1) et le produit intérieur brut (PIB) : 4 % – probablement le plus faible du monde – qui ferait les délices d'un Paul Volcker. Ou encore l'offre de crédit officiel, à un taux d'intérêt réel fortement négatif, qui dépasse paradoxalement – notamment au cours des derniers mois – la demande privée.

Ces faits apparaissent comme des contresens dans une économie reposant normalement sur la production de biens et de services, indépendamment du modèle de fonctionnement ; en revanche, ils peuvent être interprétés comme les signes sans équivoque d'une évolution vers un autre type de système économique que l'on peut appeler « économie de spéculation ». Cette évolution semble avoir atteint un stade où elle devient pratiquement irréversible. Il y a donc bien des raisons d'être perplexe et, plus encore, inquiet, car, dans la situation actuelle – *coeteris paribus* – aucun pays, du tiers-monde ou du monde industrialisé, n'est à l'abri d'une telle évolution.

Avant de tenter une explication de ce qui s'est passé en Argentine, il convient d'éclairer les concepts utilisés. Comme l'a souligné Charles Morazé, le crédit a été à l'origine de l'expansion des forces productives opérée dans le *système capitaliste. Or le crédit* ne signifie rien d'autre que la création de monnaie reposant sur un simple pari : la création ultérieure d'une contrepartie en termes de biens et de services. La spéculation et la production constituent ainsi les deux éléments indissociables du développement capitaliste. Leur interaction est la clé qui permettra de comprendre les vicissitudes de l'histoire de l'Occident au cours des derniers siècles. Il y a eu transition d'une économie de production à une *économie de spéculation, c'est-à-dire que* la contrepartie en termes de produit a été progressivement évacuée ou marginalisée en Argentine, le fétiche monétaire devenant à lui seul l'enjeu du pari.

Ainsi, en *1984, le PIB par* habitant n'atteint que 95,5 % de celui de 1970, 95,2 % si l'on ne tient compte que des secteurs producteurs de biens, et, enfin, 85,3 % si l'on ne retient que l'industrie *manufacturière*. Au niveau des branches, le phénomène apparaît de façon plus nette. Dans les industries dites traditionnelles, comme le textile, la production en 1984 ne représentait en valeur absolue que 90 % de celle de 1970, de même pour les industries dites dynamiques comme les métaux non ferreux, tandis que, dans l'industrie de machines et d'équipements, la production atteint péniblement le seuil de 1970 après être tombée bien au-dessous en 1982 et 1983.

Enfin, à la suite de la véritable catastrophe qui s'était abattue sur l'ensemble du secteur productif après 1974, balayant toutes sortes d'usines – y compris un nombre important appartenant aux firmes multinationales, – on aurait pu penser que les entreprises sauvées de la débâcle pouvaient espérer travailler à un niveau de production et de rentabilité raisonnable. Il n'en fut rien. Une étude récente montre que l'ensemble des entreprises industrielles fonctionnent seulement à 60 % de leur capacité en 1984, après être tombées à *moins de 50 % les années précédentes*. Mais il ne s'agit là que d'une moyenne générale. Si l'on considère séparément les différentes branches, on peut observer, notamment dans les industries produisant exclusivement pour le marché interne, des situations bien plus critiques avec des pourcentages inférieurs à 30 %.

Le début de cette triste histoire remonte à 1975. L'inflation – qui ne dépassait pas le taux moyen annuel de 35 % entre 1970 et 1974 – s'élève brutalement à plus de 400 % au moment *où la production industrielle – atteignant* des sommets inégalés en 1974 – commence une chute ininterrompue jusqu'à nos jours.

Il faut rappeler que, depuis la fin des années 50, le processus d'industrialisation repose sur l'expansion des branches de biens de consommation durable (automobile et électroménager) et fonctionne selon un modèle que l'on désigne sous le nom de *« modèle dépendant et excluant »*. « Dépendant », parce que les grandes firmes multinationales qui contrôlent ces branches dynamiques vont pouvoir dominer l'ensemble du système de décisions économiques. Elles auront une influence déterminante dans l'évolution du modèle de consommation, dans l'allocation des ressources, dans l'utilisation des facteurs de production et dans le choix des technologies. « Excluant », parce que la concentration du revenu et la scission des structures sociétales deviennent les conditions indispensables du fonctionnement du système. Cependant, la croissance se heurte à un facteur permanent de blocage constitué par l'étroitesse structurelle de la demande.

De 1973 à 1975, la politique économique du gouvernement péroniste se propose de modifier le comportement de certaines variables afin de permettre la poursuite de l'expansion dans le cadre du même modèle. La redistribu*tion du revenu, pièce maîtresse de cette* politique, devait jouer un double rôle : atténuer et même éliminer le caractère « excluant » du processus d'industrialisation et constituer un puissant facteur de relance de la croissance. *Les faits* ont montré le caractère illusoire de ce projet.

Le modèle ne pouvait tolérer une telle distorsion de sa logique intrinsèque. Si cette redistribution suscite, entre 1973 et 1974, un accroissement de la demande, et si la production dans les branches stratégiques dépasse le seuil de 1970, la chute de 1975 va entraîner de graves déséquilibres de la structure économique ainsi que l'apparition de l'hyperinflation. Toutefois, ce phénomène n'était que conjoncturel – *conséquence d'une erreur d'apprécia*tion du gouvernement péroniste – et pouvait être facilement contrôlé à l'époque, soit en opérant des transformations du modèle de consommation, soit, au contraire, en renforçant *la* concentration des revenus.

On aurait pu imaginer que la politique mise en place par le pouvoir militaire, à partir de 1976, visait un réaménagement du modèle dans le sens opposé à celui qui avait orienté la politique du précédent gouvernement. La restauration des rouages qui avaient fait leurs preuves – au moins jusqu'en 1970 – supposait que soit réengagé un processus de concentration du revenu et que soient créées les conditions d'un renforcement de la position des agents économiques dominants dans le système : les grandes firmes multinationales.

Avec le recul historique, il est possible de constater que les responsables, à l'époque, ne se sont jamais appuyés sur une analyse de ce type pour formuler leur politique économique. Cette politique ne comportait en réalité aucune stratégie au niveau productif. Plus encore, les mesures économiques n'ont à aucun moment relevé d'un quelconque projet de développement. Même les propositions de l'« école monétariste », ayant fréquemment servi de référence à l'action gouvernementale, n'ont été que très partiellement appliquées. On peut se rendre compte aujourd'hui que ces propositions ont surtout été utilisées comme des paravents idéologiques destinés à légitimer l'acquisition de privilèges et d'avantages par des groupes très réduits, liés au pouvoir politique.

La politique économique de la militarocratie ne peut donc être jugée par rapport à un projet qui n'a vraisemblablement jamais existé, mais par rapport aux transformations qu'elle provo*que dans le système socio-économique* de l'Argentine. Or ces transformations – au-delà des motivations immédiates ou des buts poursuivis par les responsables gouvernementaux – ont été considérables.

Au cours des années 1976 et 1977, le système financier est profondément remanié. La loi concernant les institutions financières autorise le placement à très court terme et même la rémunération des comptes courants, dans le cadre d'un marché libre de l'argent où les taux d'intérêt devaient être fixés par le jeu de l'offre et de la demande. Ce marché va connaître, en peu de temps, une expansion prodigieuse avec la multiplication d'institutions financières bancaires et non bancaires et la prolifération d'intermédiaires de toutes sortes opérant à la limite de la légalité, et bien souvent au-delà.



(D. R.)

FRANTZ FANON (1925-1961)
***« La conscience nationale est la forme la plus élaborée de la culture. »* (1959).**

L'hyperinflation, qui avait, en 1975, un caractère purement conjoncturel, devient – dans ce contexte – un phénomène structurel. La chute de la pro*duction se poursuivant, les ressources* rendues disponibles par la destruction progressive de l'appareil productif rentraient à leur tour dans le circuit financier à court terme, accélérant la transi*tion vers l'économie de spéculation*. L'endettement extérieur marque une étape décisive de ce processus de transformation structurelle de l'économie.

Il est intéresssant de s'interroger sur *les raisons particulières qui ont* conduit l'Argentine à s'endetter. Si l'on examine la formation de la dette dans les pays du tiers-monde, on constate toujours, à l'origine, un déficit de la balance commerciale. Ce déficit peut avoir pour cause principale une chute de la valeur des exportations (comme en Côte-d'Ivoire), une élévation de la valeur des importations (comme en Tanzanie), ou l'expansion de la base productive (comme au Brésil). Or, fait très curieux, le solde commercial de la balance argentine a toujours été positif à l'exception des années 1975, 1980 et 1981.

L'autosuffisance en pétrole et en production alimentaire a permis d'éviter l'accroissement intolérable de la

* Maître de recherche au CNRS, Paris.

Quand règne la peur sur le monde

ROGER LERAY * : Une source d'espérance, la solidarité humaine

PLUS personne aujourd'hui ne se risque à prédire la fin de la crise. La « sortie du tunnel » prévue en d'autres temps était-elle une illusion, un mirage ?

Sommes-nous d'ailleurs dans un tunnel ? La crise *elle-même est-elle une crise, un moment dangereux* mais limité dans le temps de la vie des hommes en société ? N'est-elle pas plutôt l'expression d'une véritable révolution planétaire, un changement brutal et irréversible dans l'organisation économique, *sociale, culturelle du monde ?*

Pendant cinq cents ans, projetés par des guerres colonialistes, les hommes du Nord ont asservi les hommes du Sud. L'Evangile mis au service d'une économie de pillage, l'Occident a régné sur la terre, *sans partage. L'homme n'était homme* que s'il appartenait aux Etats colonisateurs, il n'avait d'âme que chrétienne, il n'avait de lois que celles de la force.

Mais parce que les hommes sont des hommes, de *quelque ethnie qu'ils soient, parce qu'ils sont égale*ment capables de raisonner, de comprendre, de juger, de choisir et qu'ils sont également dotés du sentiment de leur dignité de personne humaine, la suprématie du Nord, celle des pays industrialisés, n'est plus acceptée passivement par le Sud, où sont les pays en voie de développement.

Désormais, partout dans le monde, l'homme revendique le droit à la vie et le droit à la dignité ; avec tous les moyens, ceux de Gandhi par la sagesse obstinée, ceux de Khomeiny par le fanatisme manichéen, par la terreur. Il faut choisir, dès lors, la composition ou l'affrontement, et choisir c'est admettre la réalité du tiers-monde venu à émergence après des siècles d'assujettissement.

J'ai, pour ma part, choisi. Je refuse la violence, je ne crois pas que l'on puisse indéfiniment promouvoir l'homme par la haine et le mépris. Je crois aux vertus de l'intelligence, de la compréhension, qui ne sont l'apanage d'aucun groupe humain. Je crois, comme le professeur François Perroux, que *« c'est vers les cerveaux, si longtemps négligés au profit des marchandises, qu'il nous faut maintenant regarder »*.

Ajouterai-je vers les cerveaux et vers le cœur !

Bien sûr, j'entends au pire les ricanements, au mieux les commentaires condescendants que l'on peut faire sur une telle profession de foi anachronique : le temps du tiers-mondisme est dépassé – et *utopique. Où sont les réalités, les faits têtus comme* disent certains qui se veulent économistes ?

Mais d'abord, qu'est-ce que le tiers-mondisme ?

Une croisade qui, s'appuyant sur les valeurs exclusives de l'Occident capitaliste, soit d'Etat, soit *privé, apporterait les moyens de survivre à des peu*ples victimes, justement, d'idéologies occidentales ? Le tiers-mondisme serait alors une entreprise charitable, une action ponctuelle, pas nécessairement perverse, mais forcément limitée. Ce tiers-*mondisme-là existe ; il n'est pas sans rapport avec le* « cartiérisme » des années 50. Ce fut, c'est même encore, une aide informelle, sans structures, sans projet, qui ne résout rien, ne sauve rien, une aide davantage destinée à donner bonne conscience aux *dominants que l'espérance aux dominés*.

Ce tiers-mondisme-là est, en effet, condamnable. Il est d'ores et déjà condamné.

Mais le tiers-mondisme dans lequel je crois et pour lequel je lutte, celui qui prend en compte la réalité géopolitique du monde, est tout autre chose.

Aujourd'hui, il y a sur la terre 4 700 millions d'humains, dont 22 % (1 300 millions) appartiennent aux sociétés industrialisées. Privilégié, ce petit quart de l'humanité consomme 80 % des ressources de la terre. Une fantastique distorsion fait que 1 200 millions d'humains sont mal nourris et que 600 millions souffrent de la faim.

En 1900, l'écart des richesses respectives des pays d'Occident et du reste de la terre s'établissait *de 1 à 9. Il était de 1 à 20 en 1980.*

Entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, le fossé se creuse, sans que les premiers, obstinés à défendre leurs privilèges, soient assurés d'y parvenir.

Les déficits budgétaires institutionnalisés, le chômage que tous ont tant de mal à contenir (même aux Etats-Unis, où la réduction du nombre de chômeurs n'est due qu'à la création d'emplois dans les services), les marchés fallacieusement dynamisés (jusqu'où et jusqu'à quand la production des automobiles, des appareils ménagers de toute nature ?), l'industrie de l'armement indispensable à l'équilibre des balances commerciales, montrent sans doute que le monde industriel ne peut plus vivre en circuit fermé, dans un espace d'où sont exclus tous les pays en voie de développement. La pseudo-science qu'est *l'économie montre ses limites lorsqu'elle ne permet* pas d'appréhender la crise dans ses dimensions planétaires.

Or répétons-le : il n'y a pas de solutions aux problèmes des économies industrialisées qui ne passe par les réponses aux questions que pose le tiers-monde.

On ne peut plus s'interroger seulement sur ce qu'il faut faire pour le tiers-monde, mais aussi sur ce qu'il faut faire avec le tiers-monde.

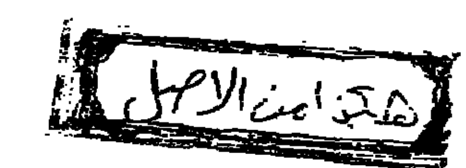
« Seul l'inconnu épouvante les hommes ! » Saint-Exupéry avait raison.

Aujourd'hui, la peur règne sur le monde. Sollicitée dans les pays industrialisés lorsque sont posés en termes racistes, mensongers et néfastes, les problèmes de l'immigration, de la sécurité, la peur est réellement panique dans les pays en voie de développement où 800 millions d'humains sont en situation de pauvreté absolue.

L'espérance serait-elle, dès lors, frappée d'interdit ? Je ne le crois pas.

Encore faut-il que, ramenant les solutions technocratiques à la dimension de moyens, l'humanisme retrouve dans la vie des hommes la première place. Encore faut-il que les égoïsmes stupides, littéralement suicidaires, soient combattus. Encore faut-il que soit assurée en toutes circonstances, sans distinction de religion, d'ethnie, de nation, la promotion de l'homme par la solidarité.

* Grand Maître du Grand Orient de France.



au profit d'un système purement spéculatif

valeur des importations. La conjoncture internationale favorable, liée aux tensions Est-Ouest et à l'importante demande de céréales par l'Union soviétique, a rendu possible une stabilisation, et même une certaine augmentation de la valeur des exportations traditionnelles.

Enfin, le rétrécissement de la base productive et l'absence de grands projets d'infrastructure ne justifient pas l'appel à un financement extérieur.

Ainsi, on ne peut retenir qu'une *seule cause possible : la volonté de renforcer les mécanismes financiers* internes par l'intégration au marché financier international. En effet, alimenté exclusivement par des fonds locaux, le *marché s'essouffle* vers le milieu de l'année 1977. C'est alors que l'internationalisation apparaît aux responsables économiques comme la solution idéale permettant de rendre au marché financier argentin son dynamisme initial.

A l'époque, le ministre de l'économie formule des déclarations visant à justifier la politique d'internationalisation *en fonction* d'un triple objectif :

– préserver un niveau d'activité «raisonnable» ;

– attirer le capital étranger ;

– contenir l'inflation.

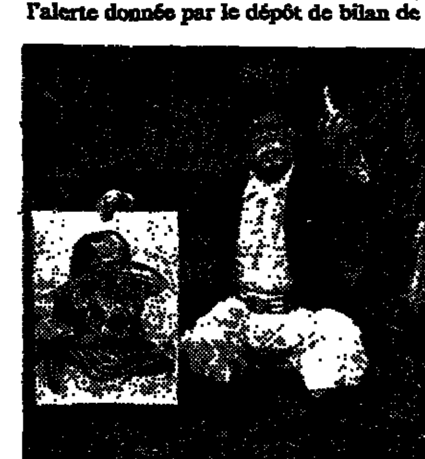
Pour atteindre le premier objectif et éviter de décourager définitivement les investissements, il fallait que le taux d'intérêt fût inférieur, ou au moins *égal, au taux d'inflation*. Mais, pour attirer les capitaux étrangers, il fallait en même temps que ce taux d'intérêt nominal – compte tenu du taux de change et du taux d'intérêt prévalant à l'époque dans les centres financiers internationaux – corresponde à un rendement du capital supérieur à celui qui résulterait du placement en devises sur l'euromarché. Ces deux objectifs étant en fait difficilement conciliables, le gouvernement va alors intervenir par la manipulation du taux de change pour les rendre compatibles. C'est ainsi qu'il établit un chronogramme du changement de la parité de la monnaie nationale afin que le taux de dévaluation soit toujours inférieur à celui de l'inflation.

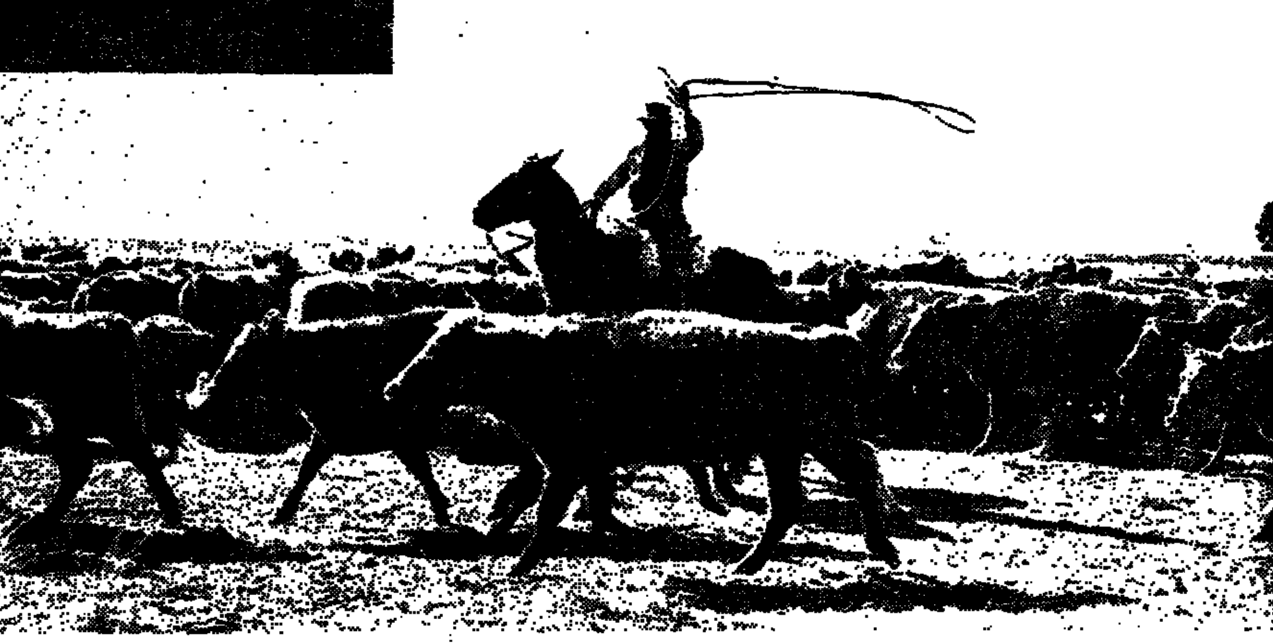
La surévaluation du peso qui en découlait ainsi que les abaissements prévus des tarifs douaniers venaient compléter le dispositif qui devait permettre d'atteindre simultanément le troisième objectif. L'idée était d'encourager les importations en vue de susciter la concurrence et de forcer les producteurs locaux à réduire leurs prix.

Le fonctionnement du dispositif dépendait toutefois d'un facteur psychologique : la perception par les opérateurs du «risque de change», c'est-à-dire de la crédibilité que pouvait inspirer le gouvernement quant au *maintien de la politique cambiaire*. Cette crédibilité était fonction – en grande partie – du niveau des réserves que la Banque centrale pouvait réussir à accumuler pour garantir la libre sortie de devises.

En 1979, le système démarre lentement. Mais l'afflux prévu des capitaux étrangers ne se produit pas, et ce sont les agents locaux – entreprises ou épargnants individuels – qui vont s'endetter en dollars auprès des banques transnationales privées pour effectuer des placements en monnaie locale et bénéficier des différentiels des taux d'intérêts. Ce processus provoque tout de même un accroissement des réserves, ce qui est de nature à rassurer les opérateurs et contribue à son tour à amplifier le mouvement. En moins d'un an, la dette privée non garantie va plus que doubler, tandis que l'endettement du secteur public reste faible.

Cependant, le système qui reposait sur la surévaluation artificielle de la monnaie *nationale* montre bientôt sa vulnérabilité. Au début de 1980, l'alerte donnée par le dépôt de bilan de





(Photos Magnum)

TROUPEAUX DANS LA PAMPA ET, EN MÉDAILLON, UN PEINTRE GAUCHO.
L'expansion des placements à très court terme a dilapidé la richesse.

quelques banques privées locales suffit à renverser *complètement le* mouvement. La pression sur le taux de change, qui s'accentue, incite les opérateurs à transférer les devises à l'extérieur avant que n'intervienne l'inévitable dévaluation. Le niveau des réserves redescend de nouveau. Comme le gouvernement *persiste* à *maintenir la stratégie* cambiaire, c'est l'Etat qui va, cette fois, s'endetter pour reconstituer les réserves et restaurer la confiance. Cette politique ne réussit pas à enrayer le mouvement qui tourne à une évasion massive des capitaux locaux. Ainsi, de janvier 1980 à mars 1981, la dette publique passe de 8,5 milliards de dollars à 25,3 milliards de dollars, c'est-à-dire qu'elle triple en quinze mois. Ces phénomènes d'évasion de capitaux vont enfin être ralentis *à la suite* du changement de la politique du gouvernement, qui est forcé de dévaluer. De mars à décembre 1981, la dévaluation atteint 400 %.

nal se soit opérée principalement par l'endettement n'est pas sans conséquence sur le pouvoir des banques dans la reproduction du système. Les engagements financiers de l'Argentine confèrent aux créanciers extérieurs la capacité d'exercer de considérables pressions pour bloquer toute tentative de modification des règles du jeu.

Vers la fin de l'année 1981, le processus de transition semble achevé, l'économie de spéculation atteint sa vitesse de croisière. Quelles sont les *caractéristiques principales de ce nouveau type* d'économie à la veille du départ des militaires en 1983 ? Si l'on ne peut formuler une représentation complète et exhaustive du fonctionnement du « modèle d'économie spéculative », il est néanmoins possible d'identifier un certain nombre de paramètres :

– la vitesse du changement des prix relatifs entraîne une modification profonde de la nature des fonctions économiques classiques ; ainsi, les *achats* de biens de consommation par les ménages ou l'approvisionnement en biens d'équipement par les entreprises ne correspondent pas très souvent aux fonctions de consommation et d'investissement, mais *ils* sont *effectués* en vue de leur stockage. L'utilisation que, dans l'avenir, les propriétaires feront de ces biens dépendra de l'évolution des prix relatifs ;

– la durée disparaît progressivement des représentations mentales qui conditionnent le comportement des agents économiques : elle est remplacée par le réflexe instantané où la programmation des actions à très court terme ; ce qui explique le pourcentage très faible de M1, la monnaie devenant très rapidement actif de placement ;

– de nouveaux clivages sociaux s'établissent dans la dispute pour la répartition du revenu national ; les seuls privilégiés dans le système sont les entreprises qui, de par leur position, peuvent imposer à d'autres entreprises et aux particuliers leur propre rythme de changement des prix ;

– privée de l'outil monétaire national, l'activité économique va reposer de *plus en plus sur l'utilisation du dollar* comme valeur d'échange pour les transactions courantes ou comme valeur refuge pour la canalisation de l'épargne. Même l'Etat ne peut se soustraire à cette logique. La principale source lui permettant de capter l'épargne est constituée par des bons dont la valeur nominale est indexée sur le dollar et dont les intérêts sont aussi versés *directement en dollars*.

Lorsque le gouvernement démocratique *accède au pouvoir*, en décembre 1983, le piège s'est refermé, la profondeur de l'étendue des distorsions rendaient impossible un retour à un système susceptible de libérer à nouveau des forces productives et même d'atténuer le taux d'inflation. Une toute modeste tentative de relance, accompagnée d'un faible réajustement salarial, fait grimper le taux d'inflation de 400 % à plus de 800 %. Une timide tentative de contrôle des prix se solde rapidement par un échec total.

Devant un tel système économique, résultat de huit années d'autocratie militaire, le gouvernement démocratique apparaît impuissant. Que peut-il faire ? Les mesures préconisées par le Fonds monétaire international – même si l'on accepte l'énorme coût social qu'elles impliquent – peuvent-elles assurer le retour à une économie de production ?

Il est certes possible de réduire encore le salaire réel, qui, en 1982, ne représente que 50 % de celui de 1974. Mais on a déjà pu vérifier que toute baisse de salaire entraîne dans l'entreprise un surplus immédiatement canalisé vers les placements financiers en monnaie locale ou en dollars.

Il est également possible de réduire le déficit budgétaire. Toutefois, on observe que plus de la moitié de ce déficit est représenté par le remboursement de la dette, et, si, dans l'autre moitié, on élimine la part de l'investissement public, seul investissement dans le secteur productif actuellement, on est en droit de penser que, bientôt, il n'y aura plus de secteur productif du tout.

La Banque centrale pourrait encore élever le taux d'intérêt, mais celui-ci atteint déjà 26 % par mois... La Banque pourrait aussi tenter de restreindre les liquidités, mais c'est alors la masse de dollars en circulation qui augmenterait.

Enfin, le gouvernement peut aussi décider la sévère dévaluation que réclame le FMI, mais l'on peut s'interroger sur les effets de cette mesure au moment où les prix internationaux des *exportations de produits traditionnels* d'Argentine viennent de subir une très forte diminution. Les importations ont beaucoup baissé et atteignent aujourd'hui un seuil incompressible ; dans ces conditions, la dévaluation ne peut que provoquer une élévation générale des prix et accélérer l'inflation, comme cela s'est produit au Brésil.

Autre hypothèse, le gouvernement *refuse les solutions du FMI et instaure*, par exemple, un blocage autoritaire des prix, mais, dans le cas très problématique où ce blocage se révélerait efficace, sans les mécanismes correctifs de *l'inflation on se retrouverait* certainement en présence d'un système de prix relatifs tellement absurde que l'économie ne pourrait plus fonctionner.

Il est encore trop tôt pour évaluer les conséquences des mesures qui viennent d'être annoncées par le nouveau ministre de l'économie. Cependant, il est à redouter que la déréglementation bancaire, choisie apparemment comme moyen privilégié pour éliminer les circuits parallèles de l'argent, n'aboutisse tout simplement à la supplantation des intermédiaires par les banques en tant qu'agents exclusifs de l'économie de spéculation.

Quel que soit le niveau d'efficacité *des solutions sectorielles, les problèmes* fondamentaux demeurent : la nouvelle démocratie argentine est dans une impasse.

Trouver une issue globale constitue le défi fondamental auquel sont confrontés non seulement les Argentins, mais tous ceux qui souhaitent préserver l'indépendance nationale des pays du tiers-monde dans le cadre de régimes démocratiques, respectueux des aspirations de leurs peuples.

MOISES IKONICOFF.

(1) Un compte rendu de la réunion des vingt directeurs exécutifs du Fonds portant sur le prêt sollicité par l'Argentine figure dans « Argentina : autoritarismo, libre cambio y crisis en el proceso actual », par Marta Bortzman, Edgar Lifschitz et Maria Renzi, in *Economia de America Latina*, n° 2, Mexique, 1979.

Les Etats-Unis font céder le FMI

ENTRE-TEMPS, *la dette s'accroît ;* auto-alimentée cette fois par le simple jeu des intérêts composés, elle va pratiquement doubler dans un laps de temps de trois ans.

Au cours des quinze mois décisifs qui s'étendent de janvier 1980 à *mars 1981, toute l'épargne* disponible en Argentine a pris le chemin de l'évasion. Simultanément, la sous-évaluation du dollar a *accéléré les* importations de produits concurrentiels entraînant, en 1980, pour la première fois depuis 1975, le déséquilibre de la balance commerciale et l'effondrement de secteurs entiers de l'édifice industriel. Si l'on juge les résultats de cette politique par rapport aux trois objectifs proposés, on constate que :

– les mesures tendant à assurer un niveau d'activité économique « raisonnable » ont provoqué la désarticulation du système *productif* ;

– les mécanismes devant faciliter l'entrée des capitaux étrangers ont entraîné un endettement colossal ;

– la stratégie destinée à maîtriser l'inflation a fait passer son taux annuel de 200 % à plus de 400 %.

Il ne faut pas oublier quelles ont été les responsabilités précises du FMI et des banques transnationales dans le processus d'internationalisation.

En ce qui concerne le FMI, il convient de rappeler que le prêt de 194 millions de dollars octroyé à l'Argentine en septembre 1977, sur la base du programme économique accompagnant la demande de *crédit*, signifiait une approbation implicite du *projet du gouvernement militaire*. Approbation d'autant plus étrange que le programme ne comportait aucune allusion à la lutte contre l'inflation, au moment où celle-ci battait déjà des records mondiaux...

Cette omission avait suscité – selon certaines informations – d'âpres débats au sein du Fonds. Les représen*tants des pays européens étant en général* opposés à l'octroi du crédit, la décision favorable n'avait été arrachée – d'après les mêmes sources – que grâce à l'intervention du représentant des Etats-Unis (1).

Les banques transnationales, quant à elles, ont été fortement impliquées dans la conception et la mise en œuvre du projet d'internationalisation qui leur donnait la possibilité, d'une part, de *placer* l'excès de liquidités disponibles et, d'autre part, d'élargir l'espace des opérations interbancaires. Que l'intégration au marché financier internatio-

DANS L'AFRIQUE PRIVÉE DE SES VALEURS

Féroces visions de romanciers

Si les mots ont le pouvoir d'exorciser les misères, les drames et les destins funestes, sans doute qu'un jour les écrivains seront bien utiles pour l'Afrique. Car l'Afrique est enfermée dans « une parenthèse de sang » (1).

Univers de violence, d'injustice, de misère, où les valeurs morales se sont perdues dans l'ivresse du temps : la littérature africaine postcoloniale a repris tous ces thèmes dans sa dénonciation de la société africaine contemporaine. Cette littérature n'a pas eu le temps de faire de l'art pour l'art, affrontée qu'elle est aux problèmes difficiles de la quotidienneté. Les extraits ci-dessous donnent un échantillonnage assez significatif des questions posées par les romanciers africains de la génération des indépendances.

MICHEL LOBE EWANE.

(1) Titre d'une pièce de théâtre de Sony Labou Tansi.

Les fruits de l'indépendance

Comme une nuée de sauterelles les Indépendances tombèrent sur l'Afrique à la suite des soleils de la politique. Fama avait comme le petit rat de marigot creusé le trou pour le serpent avaleur de rats, ses efforts étaient devenus la cause de sa perte car comme la feuille avec laquelle on a fini de se torcher, les Indépendances une fois acquises, Fama fut oublié et jeté aux mouches. Passaient encore les postes de ministres, de députés, d'ambassadeurs, pour lesquels lire et écrire n'est pas aussi futile que des bagues pour un lépreux. On avait pour ceux-là des prétextes de l'écarter, Fama demeurant analphabète comme la queue d'un âne. Mais quand l'Afrique découvrit d'abord le parti unique (le parti unique, le savez-vous ? ressemble à une société de sorcières, les grandes initiées dévorent les enfants des autres), puis les coopératives qui cassèrent le commerce, il y avait quatre-vingts occasions de contenter et de dédommager Fama qui voulait être secrétaire général d'une sous-section du parti ou directeur d'une coopérative. Que n'a-t-il pas fait pour être coopté ! Prier Allah nuit et jour, tuer des sacrifices de toutes sortes, même un chat noir dans un puits ; et ça se justifiait ! Les deux plus viandés et gras morceaux des Indépendances sont sûrement le secrétaire général et la direction d'une coopérative... Le secrétaire général et le directeur, tant qu'ils savent dire les louanges du président, du chef unique et de son parti, le parti unique, peuvent bien engouffrer tout l'argent du monde sans qu'un seul œil ose ciller dans toute l'Afrique.

Mais alors, qu'apportèrent les Indépendances à Fama ? Rien que la carte d'identité nationale et celle du parti unique. Elles sont les morceaux du pauvre dans le partage et ont la sécheresse et la dureté de la chair du taureau. Il peut tirer dessus avec les canines d'un molosse affamé, rien à en tirer, rien à sucer, c'est du nerf, ça ne se mâche pas. Alors comme il ne peut pas repartir à la terre parce que trop âgé (le sol du Horodougou est dur et ne se laisse tourner que par des bras solides et des reins souples), il ne lui reste qu'à attendre la poignée de riz de la providence d'Allah en priant le Bienfaiteur miséricordieux, parce que tant qu'Allah résidera dans le firmament, même tous conjurés, tous les fils d'esclaves, le parti unique, le chef unique, jamais ils ne réussiront à faire crever Fama de faim...

(Extrait d'Amadou Kourouma (Côte-d'Ivoire), *le Soleil des Indépendances,* paru en 1968 aux Presses de l'université de Montréal.)

Coup d'Etat

J'aurais tout donné au monde pour approcher le tyran en cet instant, le voir de près, voir comment souffre un dictateur, un despote. J'aurais voulu voir le bourreau sous les projecteurs de la salle. Le Messie-koï telle une bête se trouvait pris au piège dans sa propre arène balayée par les sunlights. Il me semblait que la tribune s'était transformée en cage où le peuple regardait l'animal dangereux, prisonnier de son propre univers maléfique. « A mort ! A mort ! » continuaient de crier les apôtres et les princes du régime contre le général Baba-Sanessi. Ce dernier était déjà assis à sa place, il ne s'était pas départi de son calme, au contraire, il était d'une froideur réfrigérante pour tous ceux qui l'auraient alors observé. A le voir, on n'aurait pas cru que les menaces de mort lui étaient destinées.

Peu à peu, le silence se fit. Djib d'une voix nette prononça : « colonel Fof ». Fof se leva, il regarda Baba-Sanessi. Sans aucune précipitation le colonel Fof se dirigea vers la tribune. Un silence lourd régnait dans le public. On le disait apprécié du Messie-koï, c'était peut-être pourquoi en le voyant sur la tribune, malgré les malaises qu'il avait ressentis et qui continuaient de le torturer, il avait eu la volonté de sourire. Le colonel Fof avait regardé sa montre ; il allait être deux heures du matin. Il se mit au garde-à-vous devant le Messie-koï.

Silencieux, retenant presque nos souffles nous tendions l'oreille. D'une voix calme, pleine de respect, le colonel Fof prononça ces mots : « Monsieur Baré Koulé, au nom de son droit à la vie, la population des Marigots du Sud vous démet de votre titre de chef d'Etat. Elle demande que justice soit faite. »

Baré Koulé avait fermé les yeux, ses traits étaient crispés, il semblait ne pas réaliser que tout venait de se..., qu'il n'était plus le... Déjà les soldats et les membres de la défense civique envahissaient la salle du congrès. Ce devait être vrai. Tout était fini. La plaisanterie était terminée, le cirque Messie-koï fermait ses portes. Tout se terminait lamentablement. La troupe avait investi le Palais du Peuple, quelques soldats montèrent sur la tribune pour inviter celui qui fut le « Messie-koï » à les suivre. Le silence persistait, étouffant, seuls les sièges craquaient.

Baré Koulé tenta de se lever de son fauteuil... Je renouvelle ma profonde fidélité, mon entière obéissance et mon attachement éternel au très vénérable Messie-koï Baré Koulé, notre Sauveur, et à son digne et seul Parti Social de l'Espoir des Marigots du Sud... Il avait suffi d'une minute pour que le règne pour l'éternité, le président à vie, le divin Messie-koï redevienne Baré Koulé, prisonnier de la population des Marigots du Sud.

Le maître déchu tenta vainement de se tenir sur ses jambes, la sueur lui perlait abondamment sur les tempes, sur le front. Sa main ne quittait pas sa poitrine – côté gauche. Le lieutenant Beau-Temps voulut l'aider à se tenir debout, il le repoussa, puis, fermant les yeux, il s'arracha de son fauteuil. Sa raideur s'amollissait, le défi devenait pathétique et pourtant sur sa face un petit trait blanc se dessinait, un sourire, un mince sourire, amer ou vengeur, un dernier défi de celui qui jusqu'à la dernière seconde voulait être « au-dessus », même au prix de toutes les souffrances du monde. Baré Koulé s'écroula soudain sur la table couverte d'une nappe rouge. Sous sa tête un gros bloc de papier – ses discours – le seul don qu'il eût jamais fait à la population des Marigots du Sud : du vent !

(Extrait d'Alioum Fantoure (Guinée), *le Cercle des tropiques,* Présence africaine, Paris, 1980.)

Le rebelle

Ce matin-là, la ville se réveille comme d'habitude, à l'heure de la radio. Et voici le communiqué de la police :

« La population est invitée à se rendre au stade municipal afin d'assister à l'exécution d'un maquisard subversif. »

Le ton est emphatique, à croire que le speaker ne desserre pas les dents quand il lit ses notes.

Peu à peu, la foule envahit l'avenue de la République, puis, prenant le boulevard de la Liberté, presse le pas, poursuivie par des airs lancinants, des airs connus que diffuse la radio... On y va gaiement. On passe devant l'église. Les rideaux des boutiques sont encore baissés ; il n'y a pas d'école aujourd'hui, et nombre d'enfants sont dehors, suivant leurs aînés, sans trop comprendre.

Enfin le stade avec ses murs, protégé par des soldats, l'arme au poing. Ici, on se tait, seule la voix du speaker amplifiée par des haut-parleurs continue à régner sur la ville. Le silence des foules anxieuses qui savent mais n'osent pas exprimer leur réprobation... Les voilà subissant l'horreur, elles qui n'ont pas choisi son triomphe...

Au milieu du terrain, un poteau, le poteau d'exécution, l'arbre dénudé, la borne funèbre.

On attend l'homme, le subversif, le rebelle...

On attend la clameur du cirque, quand les fusils pointent vers la cible.

Rivé au poteau, il court droit devant lui, le pied agile, évitant l'embuscade d'un taillis épineux, saute allègrement la pierre déposée négligemment par la pluie. Il va droit devant, mais ignore où ce chemin si droit le mène, s'arrête à bout de souffle et, s'appuyant contre un arbre, lève la tête au ciel avec l'impression désagréable d'avoir au-dessus de lui ce petit nuage rouge qui le suit partout.

Feu !

Feu !

Feu !

Et la tunique rougit.

Le corps s'affaisse...

Et la foule hurle avec les chiens...

Un claquement sec vient de déchirer l'air, un son familier dans les salles de cinéma, un lien de parenté avec la réalité. Il est mort sans poésie, sans fantaisie. Une balle l'a atteint.

« Adrien, tu es mort ! »

« Adrien ! »

« Adrien ! »

(Extrait de Yodi Karone (Cameroun), *le Bal des caïmans,* Karthala, Paris, 1980. Ce roman est un hommage posthume rendu au leader de l'UPC camerounaise Ernest Ouandié, exécuté par le régime de M. Ahidjo.)

Un barrage

Sous ses pieds nus, le goudron avait une chaleur agréable au début, mais il devint vite trop brûlant, et l'homme préféra marcher sur la terre brune et le gravillon du bas-côté. A l'entrée de la ville, au pied de l'école catholique perchée sur sa colline ravinée de balafres pourpres, des soldats se tenaient devant un barrage qu'ils avaient élevé en travers de la route. Des policiers armés examinaient les véhicules l'un après l'autre quand ils arrivaient au barrage. Les autos particulières passaient vite, mais les autobus et les camions devaient attendre plus longtemps tandis qu'on fouillait les passagers, hommes et femmes.

Même ceux qui avaient subi la fouille devaient continuer à attendre sur le bord de la route, jusqu'à ce qu'un policier se rappelle leur présence et fasse signe au conducteur de repartir. L'homme s'arrêta au bord de la route et s'accroupit dans l'herbe pour voir ce qui se passait.

Un petit autobus vert qui semblait flambant neuf et tout propre arriva au barrage. Un policier lui fit signe d'arrêter, d'un geste nonchalant, et d'un pas tout aussi nonchalant partit rejoindre les autres policiers. Il n'y avait maintenant que très peu de véhicules arrêtés, mais les policiers étaient absorbés par un grand livre que tenait l'un d'entre eux. Le chauffeur du petit autobus quitta son siège et se dirigea prudemment vers les policiers. Il était tout jeune et portait un short kaki et une chemisette vert clair.

– M'sieur l'commissaire, commença-t-il en s'approchant des policiers, mes voyageurs... ils sont pressés.

Un des policiers se retourna et dit :

– Ah oui ? et alors ?

– Les gens qui sont dedans, ils veulent repartir.

Le policier qui avait parlé leva lentement la main et la porta à sa bouche.

Ce n'était pas la première fois que l'homme remarquait ce geste. En général, il s'accompagnait toujours de la même phrase : « Même les noix de kola peuvent dire merci. » Mais le policier ne disait rien ; il laissait le chauffeur entièrement libre de comprendre ou d'attendre. Le chauffeur préféra comprendre. Sans qu'on lui demandât rien, il tira ses papiers de la poche de sa chemisette, sortit un cédi de la même poche, puis, le dos tourné aux voyageurs de l'autobus qui attendaient, il tendit ses papiers avec l'argent au policier. Celui-ci examina avec une dignité lente et pensive les papiers et leur contenu. De la main gauche il sortit le billet, en fit prestement une boulette qu'il cacha au creux de sa paume, tandis qu'avec la main droite il avait l'air de se livrer à des calculs compliqués pour vérifier l'authenticité du document qu'il tenait.

Au bout d'un certain temps, il avança jusqu'à l'autobus, jeta un rapide coup d'œil à l'intérieur, puis fit signe au chauffeur qu'il pouvait repartir. Les voyageurs se calèrent au fond de leur siège et l'autobus se remit en route. Sans aucun doute le chauffeur avait aperçu le témoin silencieux assis au bord de la route, car lorsque l'autobus amorça sa montée pour quitter la ville, il lui fit un sourire et un signe de la main.

L'homme vit l'autobus grimper la côte, puis tourner et disparaître dans la courbe qui marquait la limite de la ville. A l'arrière, la peinture verte s'ornait d'une inscription dont les lettres avaient été soigneusement disposées en forme d'ovale : « L'AGE D'OR N'EST PAS POUR DEMAIN. »

(Extrait d'Ayi Kwei Armah (Ghana), *L'âge d'or n'est pas pour demain,* traduction parue aux éditions Présence africaine, Paris, 1976.)



(Fraternité Matin, Abidjan.)

Gala de noces

A l'époque où mourut le général Ariamana Pueblo, des Forces spéciales, un jeune Kha de vingt-quatre ans pour lequel elle avait eu des faiblesses et avec qui elle venait de vivre huit mois de vie semi-conjugale, Chaïdana accepta, pour les remords que lui laissait la mort de son demi-amant, la demande en mariage du colonel Obaltana de Kienzo qui passait pour le fan officiel et aveugle du Guide Providentiel, celui-là même qui s'occupait des cours martiales et des exécutions, celui-là aussi qui avait donné l'ordre de tirer sur une foule de près de trente mille hommes lors de la dernière manifestation anti-exécutions. Trois ans après les obsèques nationales pour trente-six ministres, Chaïdana devint Mme Obaltana. Lors du gala de noces à la villa Monlac, le Guide Providentiel avait été bouleversé par la féroce chair de la mariée, il lui avait soufflé quelques maladresses d'amour au cours de la septième danse consécutive qu'elle lui accordait.

– Oh ! Votre Providence ! avait simplement soufflé Chaïdana en retour, je ne suis pas digne d'être la mère de la Katamalanasie.

Le Guide en avait conclu que ses déclarations passaient bien, il les multiplia et alla jusqu'à jurer qu'il l'épouserait dès le lendemain si elle le lui permettait.

« Malheur à celui par qui le scandale descend. » Ce verset, Martial le leur avait des centaines de fois lu et à des centaines d'occasions, et il avait toujours dit « descend » au lieu de « arrive ». Ce soir du gala de noces, la redite avait forcé son cœur puis ses lèvres. Le souvenir de son père la mit dans un tel état de révolte que Chaïdana accepta les propositions du Guide Providentiel pour voir descendre le scandale.

– Dans quelques jours.

– Ça me donne des idées, voyez-vous ? La honte. La peur. Ils parleront, disait Chaïdana joueuse, ils penseront que...

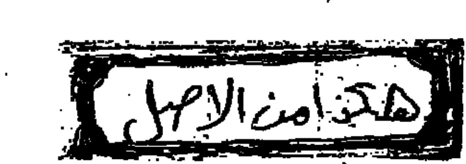
– On ne pense rien du Guide Providentiel : c'est la loi. La première loi.

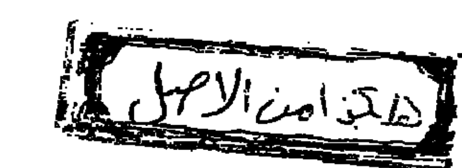
– Ils ne penseront pas tout haut.

– Ça ne sera plus penser. Tu ne connais pas le proverbe : Qui ne dit mot consent ?

Le Guide Providentiel dansa avec la mariée toute la nuit si bien que les méchantes langues parlèrent de nationalisation.

(Extrait de Tony Labou Tansi (Congo), *la Vie et demie,* Le Seuil, Paris, 1979.)





L'ONU, de l'anticolonialisme aux droits économiques

Par EDMOND JOUVE *

L'HISTOIRE de l'Organisation des Nations unies se confond, aujourd'hui, avec celle de la montée en force, en son sein, des pays du tiers-monde. Il n'en fut pas toujours ainsi : lorsque la charte de l'ONU a été adoptée à San-Francisco, le 26 juin 1945, les Etats d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine faisaient cavaliers seuls. Ils étaient pourtant présents parmi les cinquante et un membres originaires. Avec leurs alliés, ils étaient plus de quarante qu'animait un esprit anticolonial. De 1945 à 1956, la « tiers-mondisation » de l'ONU ne cessera de s'accentuer, portant le nombre des Etats anciennement colonisés à quarante-sept (sur quatre-vingts membres). En 1970, ils seront quatre-vingt-onze (sur cent vingt-six) (1) et plus encore par la suite.

Ce changement quantitatif ne sera pas sans conséquences. Ces Etats, en effet, *« vont imposer un changement des priorités et mettre l'accent sur l'urgence des réformes économiques et sociales* (2) ». Pour parvenir à ses fins, l'ONU sera à la fois un laboratoire, un forum et un centre de décision. Des actions spécifiques correspondront à chacun de ces rôles. Elles sont de natures normative, idéologique et opérationnelle.

A la naissance de l'Organisation, le rapport de forces est tel que le problème de la décolonisation ne peut être passé sous silence. Certes, le chapitre XI de la charte exclut toute référence à la notion d'indépendance. Cependant, les Etats membres s'engagent à développer la capacité des populations des territoires non autonomes à *« s'administrer elles-mêmes »*. En outre, le chapitre XII organise un régime international de tutelle. La charte envisage que les territoires qui en relèvent puissent être conduits à *« s'administrer eux-mêmes »* ou même *« accéder à l'indépendance »*.

Le fonctionnement du texte fondateur de l'ONU n'alla pas sans difficultés. En 1950, l'affaire de Corée révéla les inconvénients du droit de veto pratiqué par les Grands au sein du Conseil de sécurité. Pour passer outre à celui de l'URSS, les Etats-Unis proposent que les questions relatives au maintien de la paix entrent dans la compétence de l'Assemblée générale. Le 3 novembre 1950, celle-ci fait sienne cette proposition *en entérinant* la résolution dite « Union pour le maintien de la paix ». Elle prévoit que, en cas de veto de l'un des membres permanents, le Conseil de sécurité peut se dessaisir au profit de l'Assemblée générale. Mais les Américains et leurs amis n'avaient pas prévu que, à la suite d'un afflux des pays du tiers-monde à l'ONU, le piège, savamment mis en place, finirait par se refermer sur la majorité qui l'avait conçu. Ce sera le cas, en 1956, lors de l'affaire de *Suez (3)*.

Les pays industrialisés disposaient naguère d'une «majorité automatique» aux Nations unies. Ils ne s'en plaignaient pas. Ils ne la supportent plus dès lors qu'elle appartient aux nations du tiers-monde

A défaut d'une révision de la charte

APRÈS la vague des indépendances africaines des années 60, les Etats du tiers-monde se sentent assez forts pour passer à l'offensive. Ils ne se limitent pas à dénoncer l'anachronisme de l'Organisation. Ils militent en faveur d'une révision de la charte. Afin d'obtenir une représentation plus équitable, les Etats du groupe afro-asiatique proposent, en 1963, d'étoffer le Conseil économique et social et le Conseil de sécurité. Certes, les cinq membres permanents de cette dernière instance sont maintenus avec leurs prérogatives de grandes puissances. En revanche, les membres non permanents – élus pour deux ans – voient leur nombre passer de six à dix. La majorité est portée à neuf voix : désormais, une résolution peut être adoptée sans le vote favorable d'un seul Grand. Les Grands ne s'y trompent pas. Les voix des pays du tiers-monde permettent à la résolution 1991 (XVIII) d'être adoptée, le *17 décembre 1963*, à une majorité de quatre-vingt-seize voix. La France et l'URSS votent contre, le Royaume-Uni et les Etats-Unis se réfugient dans l'abstention. Le même texte porte les membres du Conseil économique et social de dix-huit à vingt-sept. En 1971, l'effectif passera à cinquante-quatre. Les pays du tiers-monde sortent vainqueurs de ces réformes. Bientôt elles ne les satisferont plus. Ils souhaiteront alors une révision de la charte (4).

Si ce problème n'a pas encore trouvé son dénouement, il n'en est pas de même d'une question qui a agité l'ONU depuis 1949, année qui a vu l'installation, en Chine continentale, d'un gouvernement communiste, tandis que Tchang Kaï-chek, installé à Formose, continuait à représenter la Chine *au sein de l'Organisation mondiale*. De 1950 à 1960, l'inscription de cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale sera constamment refusée. En 1961, cependant, la situation évoluera (5). Il faudra attendre le 25 octobre 1971 pour que la proposition albanaise visant à rétablir les droits légitimes de la République populaire de Chine soit votée par soixante-seize voix contre trente-cinq et avec dix-sept abstentions. En rendant possible cette décision, le tiers-monde installait, au sein même du Conseil de sécurité, un puissant et dévoué porte-parole de ses intérêts.

Le tiers-monde ne se borne pas à investir l'ONU proprement dite. Depuis 1945, il n'a jamais cessé d'affirmer sa présence – et parfois même sa prépondérance – d'abord dans les organisations à compétences limitées rattachées à l'ONU. Figurent notamment parmi ces institutions spécialisées : l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations unies pour *l'éducation, la science* et la culture (UNESCO), l'Organisation internationale du travail (OIT), etc. En raison d'une présence toujours plus forte des représentants des Etats du tiers-monde dans ces instances, les Grands voient, de plus en plus, les décisions essentielles leur échapper. Il en va de même au sein des organisations subsidiaires créées par les organes principaux de l'ONU pour poursuivre les tâches dont la charte les avait investis.

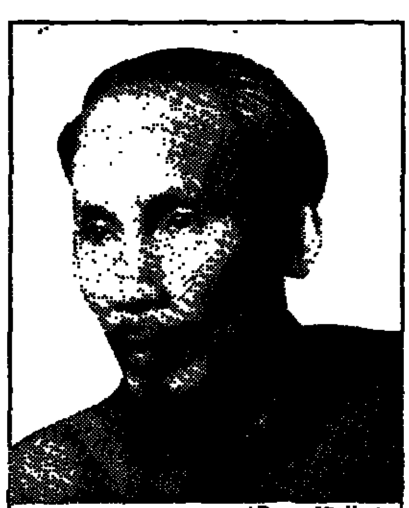
Parmi ceux-ci, deux jouent un rôle essentiel : la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Créée en 1964, à la suite de la première Conférence de l'ONU sur le commerce et le développement, la CNUCED *« fut d'abord le cri du tiers-monde vers les nations développées »* avant de *« manifester le poids qu'il est susceptible de prendre dans la vie économique internationale (6) »*. En matière de développement, le PNUD lui dispute ce rôle.

L'action normative de l'ONU est également illustrée par l'adoption de conventions (7). Les plus récentes portent la marque des aspirations du tiers-monde. C'est le cas, notamment, de la convention des Nations unies sur le droit de la mer, signée le 10 décembre 1982 à Montego-Bay (Jamaïque). Qu'il s'agisse des dispositions sur la mer territoriale (article 3), sur la zone économique exclusive (article 57) ou sur les fonds marins et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale (article 140, paragraphe 2), les pays du tiers-monde ont marqué des points (8). Forts de ces victoires, ils prennent date, dès aujourd'hui, pour obtenir des modifications, le moment venu, *du traité de l'Antarctique signé* le 1er décembre 1959 à Washington (et entré en vigueur en juillet 1961 pour une période de trente ans). Le 11 août 1983, les représentants d'Antigua-et-Barbuda et de la Malaisie auprès de l'ONU ont demandé que la question du continent antarctique soit portée à l'ordre du jour de la trente-huitième session de l'Assemblée générale. Cette proposition sera à l'origine d'un vaste débat durant lequel des voix du tiers-monde se feront entendre pour déplorer que quelques pays seulement puissent s'approprier un continent dont certaines richesses – le krill par exemple – pourraient combler le déficit protéinique des pays en voie de développement dans leur ensemble.

Un Etat, une voix : tel est le principe appliqué lors des votes émis au sein de l'Assemblée générale. Dans cette enceinte, les Grands se trouvent, par la force du nombre, submergés par les petits. Ceux-ci peuvent donc imposer leur « loi », autrement dit faire adopter les textes dont ils ont pris l'initiative. *Leur force juridique fait problème*, du moins pour ceux qui en subissent les contrecoups. Mais cette production – parfois qualifiée de *« répétitive »* et d'*« incantatoire »* – est là, abondante et multiforme. On ne rallumera pas ici la controverse. On se bornera à observer qu'elle témoigne de l'activité idéologique de l'ONU.

Elle est d'abord illustrée par la lutte anticoloniale. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960) est, à cet égard, le texte le plus notable. Selon ses propres termes, *« la sujétion des peuples à une subjugation, à une domination ou à une exploitation étrangère constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la charte des Nations unies et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales »*. Dès lors, donc, *« tous les peuples ont le droit de libre détermination »*. De telles affirmations ne furent pas du goût de tous les membres de l'ONU. Neuf pays choisirent de s'abstenir : l'Australie, la Belgique, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, le Portugal, la République dominicaine, le Royaume-Uni, l'Union sud-africaine. Cette résolution sera pourtant adoptée. En vue de sa mise en œuvre, un comité de décolonisation sera rapidement créé. Il deviendra l'organe essentiel de l'ONU en matière de décolonisation.

D'autres textes iront dans le même sens, en particulier les pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels, adoptés en 1966. Ce sera aussi le cas de la résolution du 12 décembre 1970 qui établit un programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. Bien sûr, ces textes énoncent des principes que, le plus souvent, rien – ou presque – ne vient garantir. Mais ils sont revêtus de l'onction de l'ONU et de la majesté que leur confèrent les conditions de leur adoption. La société internationale se donne ainsi ses tables de la loi. Il deviendra de plus en plus difficile de les violer impunément sans heurter de front la conscience universelle à laquelle ils s'adressent.



(Roger-Viollet)

HO CHI MINH (1890-1969)

***« Nous poursuivons notre révolution dans l'intention de changer le monde et la société. Pour changer le monde et la société, nous devons d'abord et avant tout nous changer nous-mêmes. »* (1957).**

Dans le cadre de la charte elle-même, le sort économique des pays sous-développés – tout comme la lutte anticoloniale – n'apparaît pas comme une préoccupation essentielle de la communauté internationale (9). Cependant, au fil des ans, l'ONU mettra en place une véritable stratégie de développement pour *« favoriser* – selon les termes du préambule de 1945, – *le progrès économique et social de tous les peuples »*.

En 1948, la création de la Commission économique pour l'Amérique latine témoigne de la volonté des Nations unies de combattre le sous-développement. Dès lors, de grands textes se succéderont. Après la résolution 198 (III) sur « le développement économique des pays insuffisamment développés » (4 décembre 1948) et celle du 16 novembre 1949 créant un programme élargi d'assistance technique, l'ONU fera porter l'essentiel de ses efforts sur le droit des peuples à disposer librement de leurs richesses naturelles. En 1952 et 1958, des résolutions leur seront tout particulièrement consacrées. Celle du 14 décembre 1962 proclame que *« le droit de souveraineté permanent des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles doit s'exercer dans l'intérêt du développement »*.

L'ONU prendra également une autre direction. En 1958, elle créera un fonds spécial destiné à financer la mise en œuvre de projets d'investissement pouvant contribuer au progrès des pays peu développés. Deux ans plus tard, une résolution 1515 (XV) déclara que *« l'un des objectifs principaux des Nations unies est d'instaurer de meilleures conditions de vie »*. A cette fin, la résolution 1522 (XV) dispose que l'assistance aux pays en voie de développement doit *« atteindre, aussitôt que possible, 1 % environ du total des revenus nationaux des pays économiquement avancés »*.

A partir de 1961, l'ONU passera – grâce à la pression du tiers-monde – à un stade supérieur. L'Assemblée générale proclame 1960-1970 « Décennie des Nations unies pour le développement ». Les deuxième et troisième décennies pour le développement prendront le relais, à la suite des résolutions du 24 octobre 1970 et du 5 décembre 1980. Quelques années auparavant, l'ONU s'était engagée sur la voie de la recherche d'un nouvel équilibre mondial. Trois textes lui donneront un visage (10). Le 1er mai 1974, l'Assemblée générale adoptera, par consensus, une déclaration et un programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Le 12 décembre 1974, la charte des droits et devoirs économiques des Etats sera adoptée par cent voix contre six (dont celles des Etats-Unis et du Royaume-Uni) et avec dix abstentions (dont celle de la France).

Mais l'économie n'épuise pas, à elle seule, les potentialités du nouvel ordre international. Celui-ci présente des aspects sociaux et culturels que les pays du tiers-monde s'efforcent d'inscrire dans des textes avant de tenter de les faire passer dans les faits. Les uns et les autres constituent le terreau dans lequel se développe le droit des peuples (11).

Naissance des « casques bleus »

OUTRE ces interventions de type normatif ou idéologique, l'ONU s'efforce également d'ancrer son œuvre dans la réalité de tous les jours, par des actions de nature opérationnelle. A ce titre, elle a été à l'origine des opérations dites de « maintien de la paix », dont on a pu dire qu'elles étaient des opérations conservatoires et coercitives, menées sur une base consensuelle. Cette technique a été mise au point à la suite de la crise intervenue entre l'Egypte, d'une part, Israël, la Grande-Bretagne et la France, de l'autre. A la suite de la nationalisation du canal de Suez, le 26 juillet 1956, des forces de ces trois derniers pays sont intervenues en Egypte. Le Conseil de sécurité, saisi dès le 29 octobre 1956, mais paralysé par le veto de Londres et de Paris, a convoqué l'Assemblée générale en session extraordinaire d'urgence sur le fondement de la résolution Acheson. Elle ne décida pas de mesures coercitives mais créa une *Force d'urgence des Nations unies* (FUNU), le 7 novembre 1956. Le stationnement d'éléments de la Force d'urgence fut autorisé le long de la ligne de démarcation entre Israël et l'Egypte. Elle sera maintenue dans la bande de Gaza et dans la région de Charm-el-Cheikh. Ses quelque six mille hommes y resteront jusqu'en mai 1967.

L'expérience ne sera pas perdue. Les troubles consécutifs à l'indépendance du Congo-Léopoldville, proclamée le 30 juin 1960, permettront de la renouveler. Le 24 novembre 1961, le Conseil de sécurité, cette fois, adoptera une résolution *autorisant* l'utilisation de la force *« dans la mesure requise »* pour obtenir le retrait des mercenaires et des conseillers politiques étrangers du Congo (aujourd'hui Zaïre). D'autres actions seront entreprises sur le fondement de cette résolution. Elles conduiront à la réintégration du Katanga au sein du Congo, en 1963. Les quelque vingt mille hommes des Nations unies au Congo (ONUC), appartenant à une vingtaine de pays – africains en particulier, – contribueront, de 1960 à 1963, à rétablir la paix dans cette partie du monde grâce à une action militaire et à une prise en charge administrative et économique du pays. L'ONUC réussit à préserver l'intégrité territoriale et l'indépendance du Congo. Le « mauvais exemple » ne fera pas tache d'huile... Par la suite, d'autres forces de maintien de la paix seront mises en place, mais celles qui viennent d'être évoquées furent les plus marquantes.

Des actions coercitives non militaires ont également été entreprises. Depuis 1952, l'Assemblée générale condamnait la politique sud-africaine de discrimination raciale. Dès 1962, elle a recommandé aux Etats membres d'adopter des « sanctions » contre Pretoria *en raison de sa politique* d'apartheid. Plus tard, la politique d'apartheid a été condamnée par l'Assemblée générale en tant que *« crime contre l'humanité »* (résolution 2506 - XXIV – du 21 novembre 1969) (12). Le Conseil de sécurité lui-même a décidé, le 4 novembre 1977, un embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. Des « sanctions » *économiques seront également décidées* à l'encontre de la Rhodésie (13), à la suite de sa proclamation unilatérale d'indépendance, le 11 novembre 1965 (14).

Voilà donc l'ONU et les institutions qui lui sont rattachées investies par le tiers-monde (15). Voilà qu'une nouvelle majorité a progressivement vu le jour jusqu'à devenir « automatique », autrement dit jusqu'à n'être plus systématiquement favorable aux thèses de l'Occident. Cette majorité est aujourd'hui en procès. *« Bruyante dans la forme et stérile dans le fond, elle est néfaste pour le Sud comme pour le Nord, pour l'Est comme pour l'Ouest »*, observe M. Samuel Pisar (16)... En vérité, elle illustre un changement profond du rapport de forces dans le monde. Ceux qui en font les frais l'acceptent mal. *« L'existence dans l'Organisation internationale d'une majorité et d'une minorité est en soi naturelle*, écrit M. Bedjaoui. *Ce qui fait problème, c'est que ce n'est plus la même majorité »* (17).

* *Directeur du Centre d'étude et de recherche sur le désarmement de l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.*

(1) Michel Virally, *l'Organisation mondiale*, A. Colin, Paris, 1972, p. 233.

(2) M. Merle, *Sociologie des relations internationales*, Dalloz, Paris, 1982, troisième édition, p. 354.

(3) *Charles Zorgbibe, les Relations internationales*, PUF, Paris, 1978, deuxième édition, pp. 141 et suivantes.

(4) H. Mazeran, *la Révision de la Charte des Nations unies : mission impossible ; l'Avenir des organisations internationales*, Economica, Paris, 1984, pp. 50 et suivantes.

(5) C.A. Colliard, *Institutions des relations internationales*, Dalloz, Paris, 1985, huitième édition, pp. 400 et suivantes.

(6) G. Feuer, préface de G. Merloz, *la CNUCED*, établissements Bruylant, Bruxelles, 1980, p. 9.

(7) On pourra consulter la plupart de ces textes dans : B. Stern, *Un nouvel ordre économique international*, Economica, Paris, 1983, et H. Thierry, *Droit et relations internationales*, Montchrestien, Paris, 1984.

(8) Voir Jean Thébaud, « La convention sur le droit de la mer risque d'être paralysée », *le Monde diplomatique*, avril 1985.

(9) M. Benchikh, *Droit international du sous-développement*, Berger-Levrault, Paris, 1983, p. 265. Voir également : M. Bennouna, *Droit international du développement*, Berger-Levrault, Paris, 1983.

(10) M. Bettati, *le Nouvel Ordre économique international*, PUF, Paris, 1983.

(11) A. Cassese et E. Jouve (dir.), *Pour un droit des peuples*, Berger-Levrault, Paris, 1978. Voir également : E. Jouve, *le Tiers-Monde dans la vie internationale*, Berger-Levrault, Paris, 1983, pp. 162 et suivantes. Voir aussi notre dossier : « Droits de l'homme, droits des peuples », *le Monde diplomatique*, février 1984.

(12) H. Thierry, J. Combacau, S. Sur, Ch. Vallée, *Droit international public*, Montchrestien, Paris, 1979, deuxième édition, p. 449.

(13) P. Reuter et J. Combacau, *Institutions et relations internationales*, PUF, Paris, 1980, p. 396.

(14) Ch. Rousseau, *le Droit des conflits armés*, Pedone, Paris, 1983, p. 599.

(15) S. Dreyfus, *Droit des relations internationales*, Cujas, Paris, 1981, deuxième édition, p. 234.

(16) S. Pisar dans : E. Laurent (dir.), *Un monde à refaire*, Ed. Mengès, Paris, 1977, p. 109.

(17) M. Bedjaoui, *Pour un nouvel ordre économique international*, UNESCO, Paris, 1979, p. 145.

Petit bréviaire des vertus et des pudeurs des régimes répressifs

Les Etats membres de l'ONU ont adopté en 1976 un pacte relatif aux droits civils et politiques des individus et un pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels. Contrairement à la Déclaration universelle des droits de l'homme – *qui n'est pas, du point de vue légal, un document à valeur d'obligation* – ces deux pactes sont des traités juridiquement contraignants.

Ceux des Etats qui les ont ratifiés se sont engagés à accepter un certain droit de regard international – par le biais du comité des droits de l'homme de l'ONU – sur la manière dont ils respectent les droits garantis par ces textes.

A l'échelle régionale, la mise en place d'une charte africaine et des conventions américaine et européenne des droits de l'homme (1) confirme cette évolution du droit international *qui rend les Etats* responsables des violations des droits de leurs citoyens.

Toutefois, il est dans la logique du pouvoir de considérer tout acte illégal comme une atteinte à l'ordre public, alors que ceux qui remettent en cause la légitimité d'une loi perçue comme injuste considèrent leur action comme une démarche politique.

Le fait de reconnaître, ou non, le caractère « politique » d'un crime est donc, en fin de compte, une question de rapports de forces. Et les Etats ne se privent pas de recourir à un tel raisonnement pour balayer les accusations d'organisations humanitaires non gouvernementales, par exemple Amnesty International.

Quand les Etats incriminés se sentent obligés de s'expliquer, ils le font généralement avec la plus grande légèreté et, souvent, beaucoup de mauvaise foi, *s'efforçant de semer le doute sur le travail accompli* par les enquêteurs.

A l'aide d'un enchaînement de citations extraites de déclarations officielles ou d'articles de presse concernant Amnesty International, on pourrait imaginer ce que serait la réponse du gouvernement répressif de la Janusie, soucieux, pour se justifier, d'accumuler les arguments les plus fréquemment invoqués. Rien d'autre qu'un catalogue bien réel à l'usage de la défense de l'État répressif...

Texte complet de la déclaration officielle de Son Excellence l'ambassadeur *de la République de Janusie à Londres,* à la suite de la publication du rapport annuel d'Amnesty International

LE gouvernement de la République de Janusie proclame devant l'opinion publique nationale et internationale qu'une nouvelle étape commence aujourd'hui dans la campagne qui *vise à faire du tort à la Janusie en présentant une image falsifiée* de notre pays *(Uruguay)*. Amnesty International consacre la plus grande partie de sa brochure à des allégations de mauvais traitement de « prisonniers politiques » et de détenus condamnés, et à *des calomnies sur le système de justice de Janusie, en particulier* sur l'application de la législation sur la sécurité *(Afrique du Sud)*.Au vu des circonstances, le gouvernement considère nécessaire de souligner qu'il ne reconnaît à Amnesty International ni la *compétence ni l'autorité morale pour rendre compte des affaires* intérieures de Janusie *(Uruguay)*. Nous ne connaissons aucune tentative précédente de la part d'Amnesty International pour conseiller un autre gouvernement sur la meilleure façon de traiter des détenus politiques. Que cet organisme impérialiste estime qu'il est de son devoir de prescrire la manière dont notre gouvernement actuel devrait traiter les détenus politiques... équivaut à un ingérence impudente dans les affaires internes de Janusie *(Ghana)*.

Amnesty International s'est montrée sous le jour d'une dangereuse organisation politique internationale qui fourre son sale nez dans les affaires des autres pays *(Ghana)*. Nous n'allons pas nous *laisser dicter [notre conduite] par des outsiders dont l'intérêt est de* provoquer des troubles chez nous *(Kenya)*. Arrêtez de pontifier et laissez les affaires intérieures de la Janusie aux Janusiens *(Guatemala)*.

La plupart des allégations contenues dans le rapport d'Amnesty International sont fondées sur des ouï-dire ou sur des rumeurs sujettes à caution et non vérifiées provenant de sources d'une intégrité douteuse *(Pakistan)*. Amnesty International n'apporte aucun élément pour étayer ses graves et calomnieuses accusations *(Zaïre)*. De toute évidence, Amnesty International a basé ses affirmations sur des renseignements non fondés concernant les aspects légaux et les événements réels en République de Janusie *(RFA)*. Dans le passé, Amnesty International inspirait le respect dans ce pays. Peut-être que nous ne connaissions pas alors les personnages louches qu'elle présente aujourd'hui comme les sources dignes de foi dont elle tire les informations pour intéresser la communauté internationale *(Zambie)*. Amnesty International se nourrit de rumeurs et d'affabulations venant de criminels en exil et discrédités *(Ouganda)*. Amnesty International a menti de manière répétée et recommence encore sans honte. Toute cette affaire est le produit d'une imagination débridée et malintentionnée *(Grèce)*. *Ces allégations fantaisistes visent seulement à* soulever l'opinion internationale et à créer de la tension au sein du peuple janusien. La République de Janusie dément catégoriquement ces allégations qui s'inscrivent dans une campagne de diffa*mation cherchant à démoraliser le peuple janusien (Empire centrafricain)*.

Amnesty International a ignoré, dans son rapport, les dispositions prises par la Janusie pour sauvegarder les droits de l'homme *des prisonniers (Israël). Le contenu du rapport est sans fondement* étant donné que la législation de la Janusie protège les droits de toute personne emprisonnée ou arrêtée *(Irak)*. La Janusie n'est pas la jungle, mais un Etat régi par la loi *(Zaïre)*. La recommandation d'Amnesty International *viole l'esprit du système démocra*tique et le règne de la loi *(Taiwan)*. Nous vous demandons de regarder notre Constitution et nos lois. Vous constaterez que les droits fondamentaux des gens sont ancrés dans la Constitution *(RDA)*. Nous n'allons plus tolérer d'actions visant à empêcher la Janusie de punir des criminels de la manière qu'ils méritent sous le prétexte de préserver les droits de l'homme *(Zaïre)*. Avec une impudence et une insolence totales, Amnesty International manque de respect à l'égard du président de la République, qui, accepté ou non par les ennemis de notre pays, est le représentant des Janusiens et la plus haute autorité dans le pays *(Guatemala)*.

L'action que cette organisation privée appelée Amnesty International s'efforce d'engager contre la Janusie dépasse les limites jamais atteintes par les campagnes de propagande internationales contre les pays qui se défendent contre la pénétration marxiste-communiste *(Uruguay)*. Chacun sait qu'Amnesty International n'est rien d'autre qu'une organisation communiste, aussi peu qualifiée que toute organisation contrôlée par Moscou pour juger les événements en Janusie *(Chili)*. L'abus de liberté d'action accordée aux représentants de cette agence d'espionnage dans ces pays, le caractère biaisé des rapports qu'elle a disséminés et qui se sont avérés faux, aussi bien que sa participation à des actes de destruction armée et de terrorisme dans certains de ces pays, a révélé clairement la vraie nature de son affiliation au communisme international *(Iran)*.

Dans la pratique, Amnesty International n'est rien d'autre qu'un démarcheur de l'impérialisme américain et sa principale agence d'espionnage et de subversion. Ce n'est pas la République de Janusie mais les médias internationaux qui ont rapporté les liens qui unissent Amnesty International à la CIA *(Afghanistan)*. Là *réside l'objectif principal d'Amnesty International* : comparer le socialisme au diable, l'assimiler au fascisme, déguiser la lutte contre le socialisme en « présentation des droits de l'homme » ! Ainsi Amnesty International ne se contente pas de produire des publications sur des prétendues « violations des droits de l'homme » dans les pays socialistes, mais essaye également de constituer des groupes subversifs dans les Etats membres de notre communauté et de leur donner « une protection internationale » par le biais d'une publicité tapageuse *(RDA)*.



(Photo Juan Quirno)

SCULPTURE DE CARLISKY.
« Hommage à Amnesty International »

Quand la poussière retombe, il devient clair qu'Amnesty International se voue plus à une attaque contre les gouvernements qu'elle n'aime pas qu'à la défense des victimes de l'oppression *(Etats-Unis)*. Amnesty International dénonce les prétendues violations des droits de l'homme dans certains pays et en ignore systématiquement d'autres là où, pourtant, ces violations sont flagrantes *(Uruguay)*. Ni les pays de l'Est ni les procédures judiciaires en Asie et en Afrique n'attirent l'humanitarisme d'Amnesty *(Uruguay)*. Amnesty International ne fait rien pour les milliers de citoyens qui se languissent dans des prisons chiliennes, espagnoles, israéliennes et sud-africaines, car ces prisonniers ne sont pas anticommunistes *(URSS)*. De nombreuses choses se passent dans les pays européens à propos desquelles Amnesty International reste absolument silencieuse *(Guinée)*. Pas un seul mot accusateur n'a été prononcé contre les Etats-Unis, qui ont perpétré des actes de piraterie *(URSS)*. Si vous êtes réellement concerné par le sort des peuples défavorisés et opprimés, il vous est suggéré d'approcher certains membres prééminents de l'OUA et vos amis derrière le rideau de fer *(Afrique du Sud)*. Le moins que l'on puisse dire est que le temps et les ressources de votre institution pourraient être mieux investis et pourraient rapporter plus si vous plaidiez pour la suppression de ce type de facteurs de haine et de violation ouverte des droits de l'homme fondamentaux *(Somalie)*.

Le gouvernement de Janusie, pour finir, réitère son rejet absolu des jugements subversifs et malintentionnés d'Amnesty International *(Guatemala)*.

(L'auteur souhaite garder l'anonymat.)

(1) Voir à ce propos les articles publiés sous le titre « Droits de l'homme, droits des peuples » *le Monde diplomatique*, février 1984.

SOURCES :

Uruguay : Juan Carlos Blanco, ministre des affaires étrangères d'Uruguay, au cours d'une conférence de presse spéciale le 18 février 1976.

Afrique du Sud : *Amnesty for Terrorism*, brochure publiée par le ministère de l'information sud-africain. 1978.

Ghana : « Keep out Amnesty », *The Weekly Spectator*, Accra, 18 novembre 1972. « Amnesty and Detainees », *The Daily Graphic*, Accra, 7 mai 1973.

Kenya : *The Weekly Review*, Nairobi, 1977.

Guatemala : cité par le *Washington Post*, 3 mai 1981.

Pakistan : communiqué de presse de l'ambassade du Pakistan à Londres, janvier 1982.

Zaïre : déclaration du président Mobutu, 1978.

République Fédérale d'Allemagne : bureau du procureur fédéral, Karlsruhe, RFA (Reuter, 25 mai 1981).

Zambie : éditorial paru dans *The Zambian Daily Mail*, Lusaka, 1975.

Ouganda : extrait du discours du président Amin Dada à l'Assemblée générale des Nations unies, 24 septembre 1975.

Grèce : déclaration faite par Byron Stamatopoulos, sous-secrétaire d'Etat à l'information, *The Athens News*, 8 juin 1973.

Centrafrique : communiqué officiel du gouvernement de l'Empire centrafricain (dépêche Reuter du 19 septembre 1979).

Israël : *The Tel Aviv Times*, 3 septembre 1980.

Irak : communiqué officiel du gouvernement irakien à la suite de la publication du rapport d'Amnesty International intitulé : « Iraq : Evidence of Torture », avril 1981.

Zaïre : déclaration du président Mobutu en 1978.

Taiwan : commentaires du gouvernement de la République de Chine (Taiwan) dans un mémorandum soumis à Amnesty International en mai 1981.

République Démocratique d'Allemagne : interview du président du conseil de *RDA, M. Erick Honecker, Stern*, février 1981.

Guatemala : réponse officielle du gouvernement de la République du Guatemala, février 1981.

Uruguay : « Amnesty à la défense du communisme », *El Pais*, Montevideo, 21 février 1976.

Chili : lettre de l'ambassadeur du Chili, publiée dans *Cambio 16*, Madrid, 28 avril 1975.

Iran : *Khandaniha*, n° 93, Téhéran.

Afghanistan : *Kabul New Times*, le 12 décembre 1981.

République Démocratique d'Allemagne : *Das Volk*, Erfurt, 17 janvier 1978.

Etats-Unis : *Evening Outlook*, Los Angeles, juillet 1981.

Uruguay : déclaration de M. Rovira, ministre uruguayen des affaires étrangères, *le Monde*, 13 octobre 1977.

Uruguay : *El Pais*, Montevideo, février 1976.

URSS : dépêche en provenance de Moscou, présentée dans *Neue Zürcher Zeitung*, Suisse, 13 août 1974.

Guinée : déclaration de Sekou Touré, *le Monde*, 29 novembre 1978.

URSS : « Who are you defending, gentlemen ! », *Izvestia*, Moscou, 1980.

Afrique du Sud : lettre du secrétaire particulier de M. Vorster, Pretoria, 8 août 1972.

Somalie : capitaine Mudhir, secrétaire du président du Conseil révolutionnaire suprême de la République démocratique de Somalie, 29 août 1972.

Guatemala : cf. supra.

Contre l'incohérence et l'imposture

Mgr JOSEPH ROZIER * : Un impératif de la foi

POUR un chrétien la prise en considération du tiers-monde, des situations qui y sont vécues et des problèmes qui y sont posés ne relève pas d'une option facultative ou d'une sensibilité politique déterminée, mais d'un impératif de la foi. Le souci de ceux qui sont démunis, qu'il s'agisse des personnes ou des peuples, est une exigence de la conscience chrétienne. Le message de l'Evangile fait un devoir d'une sollicitude particulière et de la solidarité envers eux.

C'est une constante de la pensée et de l'enseignement de l'Eglise, en particulier chez les souverains pontifes.

Le document le plus complet et le plus organique à cet égard est l'encyclique du pape Paul VI : *Populorum progressio*. C'est un document qui date de dix-huit ans : son *enseignement est toujours actuel. Il fonde* pleinement sur une vision chrétienne du monde et de l'humanité les exigences morales en matière de développement et de solidarité.

« Le développement intégral de l'homme ne peut aller sans le développement solidaire de l'humanité... Comme nous l'avons dit à Bombay : l'homme doit rencontrer l'homme, les nations doivent se rencontrer ; dans cette compréhension et cette amitié mutuelles, nous devons commencer à œuvrer ensemble pour édifier l'avenir commun de l'humanité... Aussi suggérons-nous la recherche de moyens concrets et pratiques d'organisation et de coopération pour mettre en commun les ressources disponibles et réaliser ainsi une véritable communion entre toutes les nations. » (Populorum progressio, n° 43.)

Cette parole est très significative. Elle situe bien les différents plans de la réalité et de la responsabilité qui en découlent pour l'Eglise.

Au plan des convictions et des raisons profondes, l'engagement de l'Eglise est total. Il ne peut y avoir aucune réserve, *aucune condition*. Le chrétien ne peut concevoir ni définir l'humanité, à travers la diversité des peuples et des nations, qu'en termes de famille dont les membres doivent, en solidarité, travailler à leur avenir commun.

C'est une perspective globale et radicale qui ne fait exception de personne, qui ne pose aucune condition de race, de langue, de culture ou d'idéologie.

Les clivages les plus urgents auxquels il faut s'attaquer sont ceux qu'instaurent l'injustice et la pauvreté. D'où l'urgence de prendre en considération, à l'échelle du monde, les rapports Nord-Sud, sur lesquels Jean-Paul II a insisté à Edmonton, lors de son voyage au Canada, interpellant d'une manière vigoureuse les nations industrialisées : *« A l'échelle planétaire, émerge le fait que la masse des hommes des pays en voie de développement a très peu profité de leur participation à ce qui est encore une économie mondiale dominée par l'Atlantique. Il y a une richesse croissante du Nord et une pauvreté croissante du Sud. »*

La situation actuelle ouvre donc un champ immense de responsabilité et de solidarité.

Or, aujourd'hui, on assiste au développement d'un courant qui vise à mettre en question cette exigence fondamentale. Ce courant prend corps dans certains partis, certaines associations. Il est sous-tendu par une idéologie qui, sous couvert d'un bien *mieux ordonné ou d'une hiérarchie des* devoirs, préconise une révision et un retrait de nos engagements vis-à-vis du tiers-monde.

Certains même, à l'appui de leur thèse, se réclament d'une référence aux principes chrétiens. Il convient ici de dénoncer d'une manière claire et formelle non seulement *l'incohérence, mais l'imposture que recèle* cette attitude. Se désolidariser, se désintéresser des pauvres, c'est tourner le dos aux exigences essentielles de l'Evangile. D'autant plus que cette hiérarchie des devoirs masque en vérité l'aveu d'une hiérarchie des races, des peuples, qui contrevient fondamentalement aux principes de l'unité de la famille humaine et de la dignité de tout *homme « créé à l'image de Dieu »*.

« Qu'as-tu fait de ton frère ? » : l'interpellation biblique prend aujourd'hui la dimension et l'urgence que lui confère la situation *d'interdépendance à laquelle les peuples et* les nations ont accédé à l'échelle du monde.

L'analyse de cette situation d'interdépendance conduit du reste à une prise de *conscience déterminante*. Qu'on le veuille ou non, entre les nations une connexion fonctionne. Par le biais des échanges internationaux, commerciaux, monétaires, culturels, la vie d'un pays retentit sur les autres. L'économie d'un pays se fonde, s'articule et se développe en relation avec celle d'une multitude d'autres.

On a pu dire que notre propre développement était directement en rapport avec le sous-développement des pays du tiers-monde. C'est un discernement et une vérification qui demandent une analyse plus précise. Mais on peut dire, à coup sûr, qu'il n'est permis à aucun pays de se retirer sous sa tente et de se déclarer indemne, innocent et « désintéressé » de ce qui se passe ailleurs.

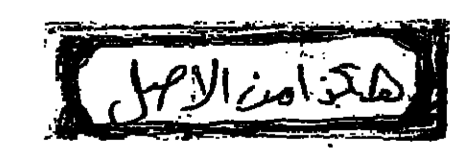
L'autre plan évoqué dans le texte de Paul VI est celui des moyens. En ce domaine, le rôle de l'Eglise n'est pas de l'ordre des *directives mais des suggestions*. L'Eglise, à ce niveau, n'a pas compétence pour préconiser les moyens les plus appropriés. Ce que l'Eglise toutefois invoque, c'est une exigence de cohérence entre les moyens mis en œuvre, les objectifs poursuivis et l'esprit qui doit les inspirer.

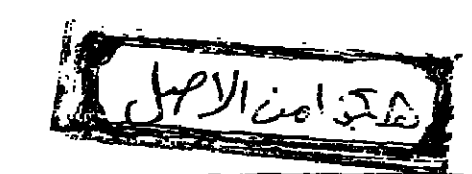
AUJOURD'HUI, l'*évolution conduit à une prise en compte plus vive de l'identité* et de l'originalité des peuples, de leurs cultures et de leurs économies spécifiques. Le développement à promouvoir ne peut être une exportation du nôtre. Ce sont les peuples eux-mêmes du tiers-monde qui ont à devenir acteurs et responsables de leur propre développement. C'est pourquoi, les organismes d'Eglise comme le CCFD cherchent sans cesse à établir et à faire jouer, dans les rapports avec eux, la notion de partenariat. Le racisme commence avec la méconnaissance de la personnalité des nations et des cultures et *l'affirmation plus ou moins* consciente de la suprématie de la nôtre.

La mise en œuvre des moyens et la détermination des objectifs au service du développement et de la solidarité sont appelées à se conformer à la manière d'aimer qui nous a été révélée en Jésus-Christ : elles comportent le désintéressement, la gratuité, l'amour de l'autre pour lui-même.

*Le pape Paul VI disait que le développe*ment est le nouveau nom de la paix. La crise économique et culturelle actuelle conduit à repenser sans doute la notion et le modèle de développement. Y aurait-il à donner un nouveau nom au développement : ce ne pourrait être qu'en vue d'en magnifier la cause.

* Evêque de Poitiers.





L'art et la manière d'utiliser les firmes multinationales

Ni panacée, ni mal absolu : les filiales d'entreprises étrangères ne bénéficient pas partout des mêmes facilités, n'imposent pas les mêmes contraintes. Deux exemples contrastés : la Côte-d'Ivoire et la Corée du Sud

Par MOISES IKONICOFF *

L'OFFENSIVE contre le tiers-mondisme voudrait détruire les dangereux mythes véhiculés par la philosophie dominante en matière de développement, et notamment une approche dite « économiciste ». Parmi les fausses idées que l'« économicisme » aurait répandues, figurent en bonne place les thèmes relatifs aux responsabilités attribuées aux firmes mutinationales dans les malheurs du tiers-monde.

Pour savoir si l'accusation *tient*, encore faut-il d'abord préciser le terrain sur lequel on se place. Si l'on choisit le terrain du discours politique, les *« nouveaux tiers-mondistes »*, comme les surnomme Pierre Drouin, ont, sans doute, en partie raison. Les critiques adressées aux firmes multinationales dans le *contexte passionnel qui* caractérise les relations Nord-Sud sont parfois excessives. Mais ne s'agit-il pas des règles normales de tout jeu politique, à l'échelle nationale ou internationale ? Si l'on se place sur le terrain de l'analyse, il en va tout autrement. Un constat s'impose dans ce domaine, les porte-parole de *l'anti-tiers-mondisme* ont employé le plus vieux procédé qui existe au monde pour disqualifier l'adversaire : caricaturer sa position pour ensuite la réduire à l'absurde au *moyen classique de l'amalgame et de la* généralisation abusive.

Le courant de pensée qui est incriminé en bloc comprend en réalité des auteurs ayant des positions très différentes *quant* à l'analyse de l'impact des firmes multinationales sur le tiers-monde. Il est possible, néanmoins, de résumer les idées communes de la façon suivante : la concentration industrielle, *opérée, notamment depuis* 1950, dans les branches dynamiques de la croissance — automobile, électroménager — des pays occidentaux, modifie profondément le type de concurrence entre firmes. La concurrence ne *porte* plus principalement sur le prix mais sur la différenciation et l'innovation des produits offerts aux consommateurs. Le consommateur, pour sa part, subit un conditionnement du système qui le pousse à renouveler son stock de biens à une vitesse croissante. Dans ces conditions, le temps que les produits restent sur le marché tend à se réduire, ce phénomène accélérant à son tour l'obsolescence de la technologie et des équipements qui ont servi à les *fabriquer*.

Pour compenser la diminution de la durée de vie d'un bien, les firmes tentent d'élargir l'échelle de sa distribution en augmentant la quantité et le rythme des exportations vers les pays du *tiers-monde*. Seulement, les *firmes* se heurtent de plus en plus à des barrières douanières dressées pour protéger *les industries naissantes. La* seule manière de les contourner consiste pour elles à s'implanter dans les pays concernés en y transférant une technologie et des équipements en voie d'obsolescence, afin de produire sur place — avec un certain décalage — le flux de biens qu'elles ne peuvent exporter. *Telle est la logique qui conduit* à la multinationalisation des firmes. La contrepartie nécessaire à l'implantation des firmes multinationales dans les pays du tiers-monde est l'adoption par ceux-ci du modèle de consommation prévalant en Occident. Ce qui entraîne des conséquences évidentes sur l'allocation des ressources ou sur la distribution du revenu, mais aussi sur l'identité culturelle et les systèmes de valeur de la société d'accueil.

Voilà — pour utiliser des termes médicaux — le « diagnostic » formulé par un certain nombre d'analystes des problèmes du développement. De nombreuses et prestigieuses institutions du monde développé ainsi que des person*nalités qui ne sont pas* précisément tiers-mondistes ont adressé, depuis quinze ans, de vigoureuses mises en garde contre les dangers que ce type de concurrence entre firmes fait courir aux sociétés occidentales elles-mêmes. Comment, alors, s'étonner qu'une préoccupation analogue s'exprime à l'égard des sociétés bien plus vulnérables du tiers-monde ?

A partir de ce diagnostic, les analystes considèrent-ils que l'opposition entre expansion multinationale des firmes et objectifs du développement du tiers-monde soit irréductible ? Livré à sa propre logique, le comportement des firmes devient rapidement incompatible avec les objectifs élémentaires de tout processus de développement. Néanmoins, la plupart des analystes estiment qu'en agissant dans un cadre normatif très précis, avec un pouvoir de contrôle et d'arbitrage légitime, les *firmes peuvent* contribuer à la réussite des stratégies choisies dans chaque pays d'implantation.

Le Dr Claude Malhuret, président de Liberté sans frontières, dans une récente interview à *Valeurs actuelles*, vantait la réussite économique de la Corée du Sud et de la Côte-d'Ivoire. Or ces pays constituent deux exemples, dans un certain sens opposés, de politiques économiques pratiquées à l'égard *des firmes multinationales. Il est donc* intéressant de les examiner en détail.

Certes, les conditions d'accueil du capital étranger, dans les deux pays, sont très favorables : les incitations fiscales y sont nombreuses et le rapatriement des bénéfices n'est pratiquement assujetti à aucune contrainte. Toute*fois, la législation coréenne contient* quelques dispositions qui constituent des indicateurs utiles pour percevoir les différences existant avec la Côte-d'Ivoire : interdiction aux firmes étrangères de réinvestir leurs bénéfices au-delà du montant de l'investissement initial, exigence d'une participation nationale majoritaire au *capital social* dans certaines branches industrielles, avantages bien plus importants pour les *joint ventures* que pour la constitution de filiales à majorité étrangère.

E*n outre, la planification, en Corée* du Sud, est une réalité concrète et contraignante qui définit de façon très stricte l'espace d'opération des firmes multinationales, empêchant ainsi le capital étranger de se développer sur une grande échelle. Il en résulte que la participation du capital étranger dans l'*ensemble des entreprises industrielles* en Côte-d'Ivoire représente environ 80 %, tandis qu'en Corée du Sud elle atteint à peine *5 %*, dont seulement 26 % sont des participations majoritaires, 30 % sont des associations à participation égalitaire et 44 % des participations minoritaires. En Côte-d'Ivoire, dans les entreprises où il existe une participation locale publique ou privée, celle-ci atteint rarement la minorité de blocage.

L'importance quantitative de l'investissement étranger est cependant moins significative de l'impact des firmes multinationales que le type de secteurs où elles se localisent. En Côte-d'Ivoire, les firmes contrôlent pratiquement l'ensemble de l'industrie produisant pour le marché interne. Au contraire, l'accès à ce dernier leur est interdit dans la plupart des branches en Corée du Sud. Cette situation a des conséquences décisives, particulièrement sur *trois variables stratétiques* du processus de dévelopement : l'allocation des ressources, le modèle de consommation et l'intégration en amont de l'activité industrielle.

En ce qui concerne l'allocation des ressources, en Côte-d'Ivoire, l'excédent prélevé par l'Etat et consacré à l'expansion du marché intérieur transite nécessairement par les firmes multinationales, finançant en grande partie leur implantation ou l'élargissement de leur capacité productive. En Corée du Sud, *les firmes multinationales* sont exclusivement concentrées dans les branches exportatrices, ce qui permet à l'Etat de prélever des ressources externes additionnelles que les entreprises publiques *ou privées coréennes utilisent selon les* orientations précises du plan dans le cadre d'une stratégie d'intégration industrielle orientée vers *le* marché intérieur.

QUANT au modèle de consommation, en Côte-d'Ivoire, la production de biens *relève de la stratégie* propre à la firme multinationale, sans rapport avec le niveau moyen des revenus et les habitudes traditionnelles de consommation. Ce phénomène suscite *ou accentue à son tour* la distribution inégalitaire du revenu. En Corée du Sud, la diversification des biens offerts aux consommateurs est un processus progressif et contrôlé en relation étroite avec la capacité d'achat de la population. Cette correspondance entre niveau de revenu et offre de biens *contribue fortement à atténuer les tendances* à la répartition inégalitaire des revenus. La politique du pouvoir, dans ce domaine, a été très ferme. Les biens de consommation les plus modernes — *électroménager*, appareils optiques, électronique grand public, — fabriqués en grande partie par les firmes multinationales, ont été longtemps exclusivement destinés à l'exportation. La population coréenne n'a eu accès à ces biens qu'une fois satisfaits les besoins essen*tiels en matière de nourriture et de* vêtement. Mais le développement du marché interne n'a pas profité aux firmes multinationales qui en ont été pratiquement exclues au profit des *firmes locales. Dans la branche électro*nique grand public, par exemple, les ventes sur le marché interne sont réalisés pour 95,4 % par les entreprises coréennes et pour 4,4 % par des entre*prises en joint venture*.

Enfin, pour ce qui concerne l'intégration en amont *de l'activité* industrielle, dans un pays comme la Côte-d'Ivoire, où le secteur industriel est contrôlé par les firmes étrangères, la taille du marché a constitué l'obstacle insurmontable à la diversification de la structure productive. En conséquence, le processus reste bloqué au niveau des branches légères. En Corée du Sud, la maîtrise absolue de l'Etat sur la déci*sion économique au niveau du marché* interne a permis ce que l'on appelle la « remontée des filières » vers les industries lourdes — sidérurgie, chimie et industries de biens d'équipement — et assuré une autonomie notable du processus d'industrialisation, même si, dans certains secteurs, la dimension du marché était manifestement insuffisante.

Cette rapide comparaison montre que le diagnostic établi par les analystes des problèmes du développement n'est pas aussi faux que cela et que la thérapie proposée, qui est une « thérapie douce », loin de conduire à des situations apocalyptiques, peut se révéler efficace.

* Maître de recherches au CNRS, Paris.

(Keystone)

PATRICE LUMUMBA (1925-1961)

« Nous attendons la mort aujourd'hui, demain, on ne sait pas quand. Pour nous la mort ne compte pas. Tout ce qui compte c'est la liberté. » (1959).

Naissance d'un marché

La comparaison entre les politiques économiques respectives de la Corée du Sud et de la Côte-d'Ivoire à l'égard des firmes multinationales a-t-elle un caractère trop général ? L'implantation en Côte-d'Ivoire d'une filiale d'un « grand » de l'agro-alimentaire fournit alors un exemple très concret illustrant le phénomène d'expansion multinationale des firmes.

SUR un investissement *initial* de près de 1 milliard de francs CFA, le groupe Nestlé n'avait apporté que 47,5 millions à la création de sa filiale la CAPRAL, en 1959. La différence a été financée par l'exonération de tous les droits et taxes à l'exportation du café vert — c'est-à-dire par l'Etat ivoirien — portant sur une période de douze années. Par ailleurs, les augmentations de capital (*qui* ont porté le capital social de 50 millions de francs CFA à 350 millions en 1967, à 500 *millions* en 1973 et à 1 milliard en 1975) se sont effectuées par incorporation de réserves.

En 1975, le rapport entre l'apport financier effectif de Nestlé et la valeur comptable des actifs de la CAPRAL représentait, en monnaie courante, 1,15 %, et, tout au plus, 9 % si l'on applique les coefficients d'actualisation les plus favorables. Le total de la contribution financière de Nestlé, entre 1959 et 1975, était équivalent à un quart des bénéfices globaux dégagés par la filiale ivoirienne au cours de cette dernière année et à la moitié des bénéfices qu'elle avait rapatriés.

Le café soluble était le premier produit fabriqué par la filiale ; il *était destiné* au marché interne de la Côte-d'Ivoire et d'un certain nombre d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Or, curieusement, le café ne rentrait pas, à l'époque, dans les habitudes de consommation des populations locales. Plus encore, certaines d'entre elles, comme les Gouros, étaient franchement hostiles et le classaient tout en bas de la hiérarchie des biens agricoles qui *déterminait* leur consommation alimentaire.

POUR créer le marché, donc, Nestlé a dû faire appel à un puissant système de publicité. La politique de promotion tendait à susciter le besoin du nouveau produit parmi les populations par un contact direct avec les consommateurs potentiels, l'utilisation des canaux habituels de communication de masse ne semblant pas être particulièrement adéquate au milieu, et les agents du système de commercialisation existant *ne s'intéressant pas au produit*.

Un système de diffusion spécial fut organisé. Des camions amenaient le café aux marchés et des prospecteurs le proposaient à la *dégustation des personnes qui s'y trouvaient*. Progressivement, le café fut ainsi incorporé dans le panier de la consommation alimentaire habituel des populations urbaines et, dans une moindre mesure, rurales.

Mais quelle est la signification de ce phénomène ? On peut *considérer que la diffusion de la consommation de café se présente sous un double aspect.*

D'une part, elle implique une orientation d'une partie des *revenus monétaires — assez souvent très limités — vers un* produit qui, du point de vue strictement biologique, ne constitue qu'un faible apport nutritionnel. Cependant, la considération du seul point de vue *biologique* demeure bien insuffisante, surtout si l'on tient compte de ce que le café est avant tout un stimulant. Il a des effets sur le comportement des consommateurs, ce qui doit amener à une analyse du point de vue psychosocial des effets de la consommation du café.

D'autre part, le café est devenu le support d'une nouvelle forme d'alimentation qui semble remplacer le repas pris à mi-matin et constitué de féculents avec assaisonnement de piments et sauces par un repas pris sous la forme de petit déjeuner et *composé* par des aliments plus riches en calories, notamment le lait concentré et le sucre et, dans les zones urbaines, de plus en plus par le pain. Cette nouvelle habitude alimentaire est peut-être plus satisfaisante du point de vue biologique, mais il ne faut pas négliger le fait qu'elle se base sur des produits importés, entraînant ainsi une dépendance *alimentaire par rapport à l'extérieur.*

Si pendant la période des balances commerciales excédentaires cette dépendance ne suscitait pas de graves problèmes, il en va différemment avec la chute des prix internationaux du café et du cacao à partir de 1978.

VERS le milieu des années 70, la CAPRAL élargit la gamme de production par la fabrication d'un nouveau bien : le cube Maggi. La diffusion de ce produit sur le marché local soulève des problèmes similaires à ceux provoqués par l'introduction du café, notamment la déstructuration des activités productives locales qui constituaient le support du type d'alimentation auquel le cube Maggi va progressivement se substituer. Par ailleurs, la fabrication de ce dernier est fort révélatrice de l'un des principaux mécanismes de l'expansion multinationale des firmes : le déplacement vers les pays du tiers-monde de la production de biens dont la demande décline dans les pays industriels. La consommation par ménage de cubes Maggi en Côte-d'Ivoire dépasse déjà celle des pays européens grands consommateurs, comme l'Allemagne.

Si l'on observe l'évolution de la filiale, on constate que celle-ci va reproduire en Côte-d'Ivoire le modèle de fonctionnement fondé sur la différenciation du produit. En effet, une fois que le marché ivoirien du café soluble atteint, vers les années 70, un seuil convenable, la CAPRAL commence à élaborer de nouveaux projets concernant le café décaféiné, puis le café lyophilisé. Cette stratégie entraîne l'utilisation d'une technologie de plus en plus sophistiquée qui éloigne considérablement toute possibilité de transfert horizontal de technologie, de même que la perspective d'intégration en amont de la structure industrielle à travers la création des branches de biens d'équipement.

M. I.

DIVERSITÉ, INÉGALITÉS
le langage des chiffres

Les variations des termes de l'échange sont utilisées comme pièces à conviction dans la bataille idéologique. Mais le « marché » n'est que la partie la plus visible de l'iceberg...

La référence aux termes de l'échange est sans doute la plus commode, et la plus répandue, lorsqu'il s'agit d'apprécier les rapports de forces commerciaux entre le Nord et le Sud. Elle traduit, on le sait, un rapport entre deux indices : celui des prix à l'importation et celui des prix à l'exportation. Limitée aux seuls mouvements des prix, elle ne donne cependant qu'une idée incomplète des réalités.

En effet, quand un pays voit l'indice des prix à l'exportation augmenter plus rapidement que celui des prix à l'importation, on dit que, pour lui, les termes de l'échange s'améliorent. Mais cette amélioration peut s'accompagner d'une détérioration de sa balance commerciale si, durant la même période, ses exportations en volume ont crû moins vite que ses importations.

Autre exemple : l'évolution comparée de l'indice des produits primaires et de celui des produits manufacturés permet d'apprécier l'évolution du pouvoir d'achat d'un produit primaire en produits manufacturés importés (c'est la fameuse équation : tant de sacs de café pour un tracteur). Mais cette donnée doit aussi être interprétée avec précaution. Les variations des taxes et des subventions peuvent en effet altérer son impact sur les producteurs directs de produits primaires. Ou encore : les variations des prix peuvent résulter d'opérations spéculatives sur le marché international et ne pas se faire sentir à court terme pour ces mêmes producteurs.

Devant un indice des termes de l'échange qui s'améliorerait, pourrait-on dire que le pays intéressé connaîtrait des relations d'échange « plus égalitaires » ? L'hypothèse pourrait être retenue – et encore une fois avec beaucoup de précautions – si les prix sur les marchés mondiaux reflétaient les évolutions de productivité. Même s'il ne fallait plus que cent sacs de café pour un tracteur au lieu de cent cinquante, le rapport ne serait pas nécessairement moins « inégalitaire » qu'aujourd'hui. Or l'amélioration de la productivité est, pour le partenaire le plus avancé, un moyen de renforcer sa position dominante dans l'échange.

Malgré ses limites analytiques, le concept de « termes de l'échange » continue à être utilisé comme pièce à conviction dans la bataille idéologique que mènent contre les « tiers-mondistes » les « hommes-blancs-qui-ne-veulent-plus- sangloter ». En fait, dans l'économie, les prix sont les phénomènes les plus visibles et donnent facilement l'impression de détenir une certaine vérité. D'autant que les mécanismes du marché répondent à un certain « bon sens », facilement exploitable à des fins idéologiques.

La référence aux termes de l'échange a cependant son utilité si l'on n'oublie pas que le marché n'est que la partie visible de l'iceberg et que l'échange n'est pas forcément un jeu à somme nulle. Ce qui est sûr actuellement, c'est que les termes de l'échange n'ont cessé de se détériorer pour les pays du tiers-monde (*voir les illustrations ci-dessous*), et que ceux-ci s'efforcent toujours, dans de telles conditions, de maintenir le volume de leurs exportations tout en réduisant d'une manière drastique leurs importations.

Cette page a été réalisée par AHMET INSEL
(Graphiques : R. SEGOND)

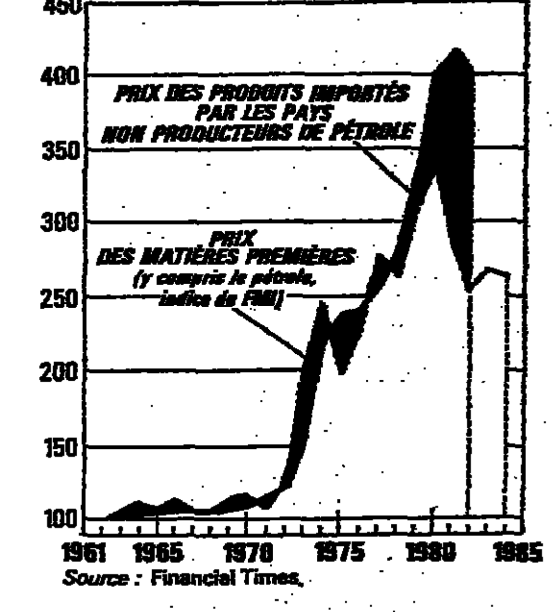
LE POUVOIR D'ACHAT DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS PRIMAIRES (1)

% : 6, 5, 4, 3, 2, 1, 0, -1, -2, -3, -4, -5, -6

Tungstène, Cacao, Étain, Café, Sucre*, Phosphate, Zinc, Plomb, Huile d'arachide, Coton, Aluminium, Arachide, Soja, Blé, Sisal, Cuir, Riz*, Maïs, Huile de soja, Bananes*, Coprah, Minerai de fer, Manganèse, Cuivre, Caoutchouc, Thé, Jute

Source : CNUCED, Statistical Pocket Book, 1984.
(1) Évolution du pouvoir d'achat des principaux produits primaires par rapport aux produits manufacturés (1960-1983).
* Prix sur le marché libre.
NB.- Les termes de l'échange des produits primaires ont été calculés en déflatant les valeurs unitaires des exportations de ces biens de l'indice de l'ONU des valeurs unitaires des exportations de produits manufacturés des pays développés. L'ensemble de ces valeurs a été évalué en dollars de 1980.

LA DÉTÉRIORATION DES TERMES DE L'ÉCHANGE



Source : Financial Times.

SÉNÉGAL : 53 ; 22 — 490 $; 10% ; 13 800 ; 155‰ ; 0,2%

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : 52 ; 2 — 12 460 $; 99% ; 450 ; 12‰ ; 2,3%

ÉTATS-UNIS : 64 ; 33 ; 3 — 13 160 $; 99% ; 520 ; 11‰ ; 1,7%

PÉROU : 53 — 1 310 $; 77% ; 1 390 ; 83‰ ; 0,2%

BRÉSIL : 53 — 2 240 $; 75% ; 1 700 ; 73‰ ; 5,2%

KENYA — 390 $; 47% ; 7 890 ; 77‰ ; 1,5%

BANGLADESH : 39 ; 47 — 140 $; 25% ; 10 940 ; 133‰ ; 1,5%

CORÉE DU SUD — 1 910 $; 87% ; 1 448 ; 32‰ ; 6,3%

Légende

Importance des secteurs économiques en pourcentage du PIB : services 53, industrie, agriculture

Dans les pays du tiers-monde, l'hypertrophie des services provient essentiellement du fractionnement de la distribution.

Aux extrêmes, des écarts de 1 à 10 pour le PNB par tête, et de 1 à 30 pour le nombre d'habitants pour un médecin.

Légende

- PNB par habitant
- Taux d'alphabétisation des adultes
- Nombre d'habitants *pour un médecin*
- Taux de mortalité infantile (jusqu'à un an)
- Taux de croissance du PIB par habitant (1970-1982)

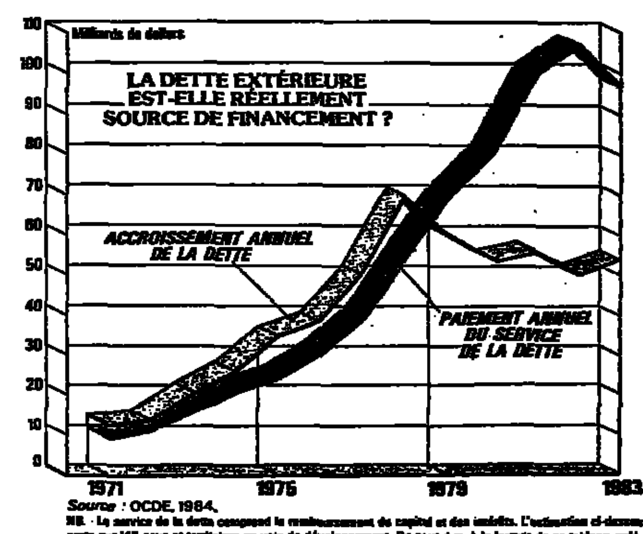
Source : Banque mondiale, 1984.
Données 1982.

L'INVESTISSEMENT, MOTEUR DE LA CROISSANCE
Un effort mal récompensé dans les pays pauvres

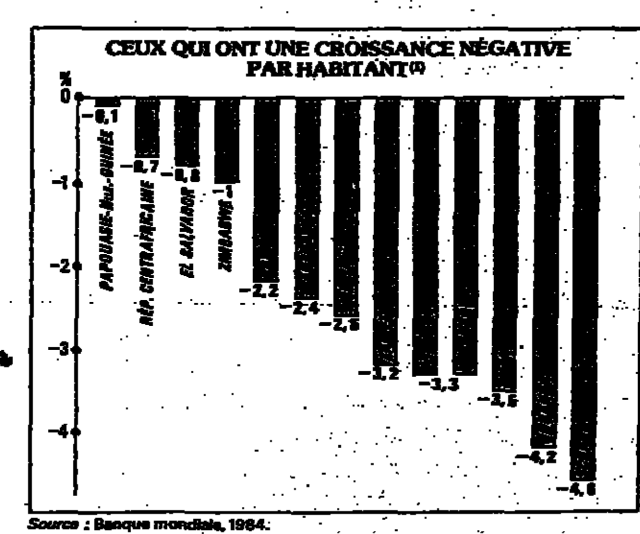
	L'investissement intérieur brut en pourcentage du PIB		Investissement par habitant (en dollars)
	1960	1982	1982
États-Unis	19	16	2080
Japon	33	30	2690
RFA	27	22	2368
Brésil	22	19	373
Corée du Sud	11	26	453
Kenya	20	22	65
Mali	14	19	28
Pérou	25	17	212
Sénégal	16	20	83
Sri-Lanka	14	31	90
Tunisie	17	31	328

Source : Banque mondiale, 1984.
N.B. : Investissements privés et publics. Les évaluations sont faites en monnaies nationales et aux prix courants.

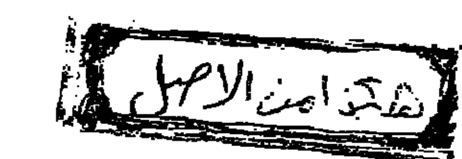
Dans l'ensemble, l'effort d'investissement des pays du tiers-monde n'est pas négligeable par rapport à leurs ressources économiques. Mais, du fait de la modestie de leur PIB, l'investissement par habitant y est plus faible que dans les pays développés. Cet effet de structure, confronté aux coûts d'accès à la technologie, est un des problèmes majeurs du développement.



Source : OCDE, 1984.
NB. - Le service de la dette comprend le remboursement du capital et des intérêts. L'estimation ci-dessus porte sur 148 pays et territoires en voie de développement. On peut dire, à la lecture de ce tableau, qu'à partir de 1979, au titre de la dette extérieure, commence un "définancement" des pays emprunteurs.



Source : Banque mondiale, 1984.
(1) Selon le taux annuel moyen de croissance du produit intérieur brut par habitant, entre 1970 et 1982. En chiffres absolus, le taux de croissance n'est pas forcément négatif, mais la progression démographique est plus rapide que celle du PIB.



Le développement des échanges commerciaux entre pays du tiers-monde

Par JEAN LEMPÉRIÈRE *

Le Nord industrialisé affronte désormais une sérieuse concurrence venue du Sud sous-développé. Mais il ne reste pas passif. Sans volonté politique commune, l'humanité entrera à reculons dans le XXIe siècle

APPUYÉES par l'évolution démographique, l'industrialisation du tiers-monde et l'apparition de nouveaux pays producteurs sur les marchés mondiaux modifient progressivement l'équilibre de la production et du commerce. Le développement des échanges Sud-Sud illustre ce changement et témoigne des capacités nouvelles des pays en voie de développement. Ces nouveaux courants commerciaux concernent directement les pays industrialisés, moins par leur volume actuel que par leur dynamique.

Les échanges de produits manufacturés entre pays en voie de développement ont doublé de 1978 à 1981. Ils dépassaient 44 milliards de dollars en 1981, et furent ramenés à 42,4 milliards de dollars par les réductions d'importations liées à la crise. Celle-ci, on le sait, a durement touché les économies d'Afrique et d'Amérique latine, où d'importantes chutes de production ont été enregistrées. Devant le recul de la demande interne, les producteurs ont avec succès porté leur effort sur les marchés extérieurs.

En 1983, malgré la stagnation des échanges mondiaux, les pays exportateurs du tiers-monde (1) ont encore amélioré leur position sur les marchés du Nord comme sur ceux du Sud, confirmant leur compétitivité face à la concurrence internationale. Ils gagnent 1 % des marchés industriels avec des livraisons en progrès de 9,4 milliards de dollars (2). Ils deviennent les premiers fournisseurs des Etats-Unis en produits industriels, devant le Japon et l'ensemble des pays européens (3).

Leur position s'améliore encore plus nettement au Sud (de 14,2 % à 16 %). Sur ces marchés (en baisse de 22 milliards de dollars par suite de la réduction des revenus pétroliers, des restrictions d'importation et des difficultés de trésorerie), une augmentation en valeur des échanges Sud-Sud est même constatée pour toutes les grandes catégories de produits (+ 1,3 milliard de dollars au total). Elle contraste avec les reculs importants enregistrés au Sud pour la seconde année consécutive par tous les pays industriels (recul de 9 milliards de dollars en 1983 pour l'ensemble des quatre grands pays européens, du même ordre que celui des Etats-Unis).

Cette progression du tiers-monde n'est pas le fait seulement des grands pays exportateurs d'Extrême-Orient car d'autres pays, d'Amérique latine ou d'Asie, ont réussi à développer leurs ventes de produits manufacturés en 1983, mieux que les grands pays industriels à l'exception du Japon.

Ces succès sont liés à des conditions particulières de production par rapport à celles des pays industriels : longueur du temps de travail avec souvent des semaines de 60 heures (4), intensité des cadences, importance et jeunesse du personnel féminin, rotation très rapide de la main-d'œuvre, travail des enfants, insuffisance ou inexistence de la protection sociale, conditions de travail et pratiques sociales qui rappellent l'Europe du siècle passé.

Ne conviendrait-il pas de comprendre la Chine populaire parmi les pays du tiers-monde ? L'importance des réexportations vers la Chine comme le volume de produits chinois exportés par Hongkong plaiderait en ce sens. Sans la Chine, le commerce Sud-Sud comportera toujours une importante zone d'ombre, de l'ordre de plusieurs milliards de dollars. Notons au moins que, dans le groupe des pays du tiers-monde, la Chine deviendrait le premier fournisseur des échanges Sud-Sud avec 7,4 milliards de dollars en 1982. Mais, contrairement aux pays avancés, elle fournit surtout des textiles : filés et tissus, vêtements, pour 42 %.

Immense marché à terme et lieu potentiel d'énormes productions à main-d'œuvre inépuisable, les pays du tiers-monde n'ont pas cessé d'être un champ de manœuvre pour les pays industriels et les sociétés transnationales. Leurs productions, leurs orientations commerciales et les résultats obtenus sont donc soumis à de fortes influences extérieures.

L'industrialisation du tiers-monde et l'apparition de nouveaux pays exportateurs ne peuvent être considérées hors du contexte de l'économie mondiale. Dans un cadre de concurrence aiguë entre grandes firmes industrielles, elles ont organisé dans les pays à bas salaires des délocalisations de production leur procurant un surcroît de profits et élargissant le marché par les livraisons d'équipements nouveaux. La production de ces pays en a été stimulée et fortement marquée, moins sans doute par les implantations nouvelles que par l'effet d'entraînement des techniques employées. L'industrialisation du tiers-monde se situe ainsi dans un mouvement général d'internationalisation et d'uniformisation de la production.

Des matières premières aux produits manufacturés

MAIS les mécanismes économiques ne sont pas seuls à jouer. Les nouvelles capacités de production ont servi en même temps à l'affirmation de nationalismes. Les pays les plus avancés du tiers-monde entendent construire des industries complètes et sont d'accord pour refuser une division internationale du travail qui les cantonnerait dans les productions les moins rentables. Actuels dirigeants et opposants se rejoignent sur ce point. Le divorce est net entre les calculs du grand capital et les aspirations des pays neufs.

Entre pays du tiers-monde, les progrès de l'industrialisation ont suscité un commerce considérable de produits pétroliers et des livraisons de matières premières et métaux non ferreux aux nouveaux pays industriels.

Mais les échanges Sud-Sud seront examinés ici d'abord à partir du commerce de produits manufacturés (5). Son évolution, ses progrès, ses difficultés, permettent de mieux percevoir les mutations survenues en quinze ans et la dynamique en cours.

En 1970, les pays du Sud étaient fournisseurs de matières premières et de produits alimentaires, et importateurs de produits manufacturés. Les perruques étaient le premier article d'exportation de la Corée... La possibilité du « décollage industriel » du tiers-monde était examinée avec scepticisme.

Après la percée spectaculaire des produits à bas prix sur les marchés industriels, la part des échanges Sud-Sud dans les échanges mondiaux a doublé. L'existence même de tels échanges, comprenant hors pétrole 62 % de produits manufacturés, souligne la rapidité des changements et, plus encore, la diversification de la production, de la sidérurgie aux télécommunications, de l'électroménager à la construction navale et aux grands travaux ! Ce qui suppose des hommes nouveaux, adaptés au monde moderne, et qui n'admettent plus la situation antérieure.

Poursuivi jusqu'aux années de crise récentes, ce développement de la production industrielle dans le tiers-monde, bien que très inégalement réparti, est un fait capital. Il se traduit par l'accroissement rapide de la part des produits manufacturés dans les exportations (hors pétrole) des pays du tiers-monde. De 1970 à 1981, elle est passée de 22 % à 51 % dans les livraisons au Nord et de 45 % à 62 % dans les échanges Sud-Sud.

Hors pétrole, la structure des exportations du tiers-monde s'est à tel point modifiée qu'il n'apparaît plus comme essentiellement fournisseur de matières premières et de produits alimentaires, mais est devenu fournisseur très compétitif de demi-produits et de produits finis. Même si l'on exclut les quatre grands pays exportateurs d'Extrême-Orient, la part des produits manufacturés a doublé en dix ans, passant de 15 % à 30 % (35 % en 1983). Les produits industriels sont majoritaires dans les ventes des pays les plus peuplés (Inde, Pakistan, Brésil, Argentine, Mexique) et leur progrès est rapide dans les pays de l'Asie du Sud-Est.

Depuis 1973, les échanges Sud-Sud ont été marqués par un recul des demi-produits au profit de l'équipement (+ 10 %) et par la stabilité des biens de consommation. En 1981, biens d'équipement et demi-produits viennent à égalité dans les échanges Sud-Sud avec chacun 42 %, les biens de consommation n'occupant qu'une faible place (16 %). Les progrès de l'équipement sont dus à des secteurs spécialisés, compétitifs également au Nord : électroménager, matériel de télécommunications, navires.

La faible part du matériel industriel (8,7 %) montre les grandes difficultés des pays du tiers-monde à progresser dans ce secteur capital. En 1981, les seuls pays où les biens d'équipement représentent plus de la moitié des ventes au Sud sont le Brésil, Singapour et la Malaisie. Filés, tissus et produits chimiques sont parmi les trois premières catégories de produits échangés entre pays du Sud ; les demi-produits demeurent au premier rang des ventes de pays tels que la Corée, Taiwan ou l'Inde.

Les échanges Sud-Sud de produits manufacturés ont été stimulés par le ralentissement de l'activité dans le monde industriel et la multiplication des mesures protectionnistes. Il ne faut cependant pas y voir une simple réorientation des ventes et la recherche d'autres débouchés pour remplacer les marchés défaillants.

Les entreprises du Sud sont demeurées prêtes à développer leurs ventes au Nord. Les gouvernements n'ont pas privilégié les échanges Sud-Sud et ont toujours réclamé une plus large ouverture des marchés industriels. Les pays qui ont progressé au Sud ont aussi poursuivi leurs progrès au Nord. Les livraisons au Nord représentent d'ailleurs 58 % des exportations de produits manufacturés du tiers-monde.

Les échanges Sud-Sud se sont développés parallèlement. Leur progrès n'est pas l'effet d'une préférence mais du jeu de la concurrence. Il s'agit de courants commerciaux nouveaux liés à l'évolution des économies des pays partenaires. Ils se différencient des livraisons au Nord dans leur composition, surtout par la place beaucoup plus faible des biens de consommation (16 % contre 32 %).



(Archives UPC)

RUBEN UM NYOBE (1913-1958)

« Nous sommes contre les colonialistes et leurs hommes de main, qu'ils soient blancs, noirs ou jaunes, et nous sommes les alliés de tous les partisans du droit des peuples et nations à disposer d'eux-mêmes, sans considération de couleur. » (1955).

Mais la différence semble tenir surtout à des caractéristiques des produits, qui n'apparaissent pas immédiatement dans la composition des échanges. Les échanges Sud-Sud comprennent une plus grande variété de produits, plus élaborés dans l'ensemble, et une quantité bien moindre de pièces détachées que dans les livraisons aux pays industriels.

Pour les exportateurs du tiers-monde, les ressorts du succès sont différents au Nord et au Sud. Les bas salaires permettent à des articles à forte intensité de travail de se placer en bonne position dans les pays industriels, tandis qu'ils se heurtent souvent au Sud à une production locale de même type, généralement protégée par des tarifs élevés. Pour pénétrer sur ces marchés, il faudra plutôt présenter d'autres catégories de produits, rendus compétitifs par la qualité, le savoir-faire, la technique.

Des études détaillées ont montré que le rapport capital-travail, c'est-à-dire l'investissement par ouvrier, était en moyenne, en 1977, deux fois plus élevé dans les articles dirigés vers le tiers-monde que dans les livraisons aux pays industriels. Il était 3,5 fois plus élevé dans les produits destinés pour moitié au Sud que dans ceux destinés pour 80 % au Nord (6). Mais faut-il voir là des données décisives des échanges Sud-Sud, conséquences mécaniques d'avantages comparatifs ? Cette différence entre échanges Sud-Sud et Sud-Nord n'est-elle pas d'abord liée aux conditions historiques de dépendance dans lesquelles les ventes au monde industriel ont pris leur essor ? Différence en ce cas transitoire et qui évoluera.

Deux types de production et d'échange se sont développés parallèlement dans les pays exportateurs du tiers-monde.

Avec l'activité industrielle et commerciale des multinationales, les délocalisations et la création de zones franches, s'est organisée une production bien caractérisée : orientée vers les marchés industriels, déterminée par les bas salaires, limitée à un petit nombre de secteurs employant une main-d'œuvre importante. Cette production, dont l'écoulement est assuré par les circuits commerciaux des multinationales, est en fait intégrée aux cycles de distribution des pays industriels. Une partie (pièces détachées, accessoires) constitue même un segment de leur cycle de production dans les pays à économie extravertie.

Dans ce cadre, les transferts aux pays industriels constituent des échanges intra-firmes. Il ne s'agit pas de formes de concurrence Sud-Nord et ils devraient être bien distingués des livraisons commerciales à caractère concurrentiel. Mais les données statistiques disponibles ne permettent pas cette distinction car elles ne présentent que des échanges entre Etats, enregistrés au passage des frontières, et laissent dans l'ombre les véritables agents des échanges internationaux.

Des échanges concurrentiels se sont développés parallèlement. Les Etats et firmes locales ont poursuivi et amélioré progressivement la production destinée au marché intérieur. Cette production est beaucoup plus diverse puisqu'elle doit répondre aux principaux besoins de la population, et les techniques employées y jouent un rôle sélectif plus que les bas salaires.

Destinées à des marchés assez semblables, les livraisons au tiers-monde sont fournies par ce type de production. Avec les progrès de l'industrialisation, cette production est parvenue à alimenter également, vers les pays industriels, un courant de produits concurrentiels qui prennent un poids croissant dans les échanges Sud-Nord.

Cette coexistence de deux types de production est nette dans les pays à économie extravertie plus que dans un pays comme l'Inde. Les profits obtenus par les produits à bas salaire peuvent inciter le pays exportateur à maintenir ce courant de livraisons. Mais l'écart entre la structure des échanges Sud-Nord et Sud-Sud devrait se réduire avec le progrès des techniques employées.

Le recul des exportateurs européens

LA mode est actuellement de minimiser les résultats des pays du tiers-monde, de ne voir que leurs handicaps considérables en cette période de crise. Après avoir parlé de miracles, lors des premiers succès, certains Occidentaux se déclarent déçus et veulent voir des échecs ou des demi-victoires, des illusions là où des progrès très réels sont évidents (7).

En quatre ans, de 1978 à 1982, pour l'ensemble des produits manufacturés, les pays exportateurs du Sud ont gagné de 3 % à 3,5 % des marchés d'Asie, d'Afrique et du Proche-Orient, et 2 % en Amérique latine (8). Ils ont pris la deuxième position devant les Etats-Unis en Asie et au Proche-Orient, de même qu'en Amérique latine devant le Japon. L'existence de centres de production stimule ces échanges, et sur le continent africain, qui ne comprend pas de producteur industriel important, les pays du Sud sont devancés par la France, l'Allemagne, l'Italie et le Japon.

Les échanges Sud-Sud représentent une part de marché qui échappe aux exportateurs des pays industriels pour les secteurs traditionnels : vêtements, bonneterie, filés et tissus, mais aussi pour l'électroménager (20 %), les télécommunications, les navires, sans parler des secteurs tels que la construction et les grands travaux. Cela bien que les exportateurs du tiers-monde ne disposent pas d'appuis financiers comparables et ne puissent pas accorder les mêmes facilités de crédit.

Dans le climat actuel de guerre commerciale, le volume des échanges Sud-Sud constitue un minimum que n'ont pas pu empêcher les anciens pays fournisseurs, malgré les moyens de pression dont ils disposent et la pratique des échanges liés. Le recul de l'Europe sur tous les grands marchés du tiers-monde est d'abord celui de la Grande-Bretagne (– 5,7 % en quinze ans) et, dans les dernières années, de l'Allemagne (– 3 %) (9). La France a perdu 2 % des marchés d'Afrique, qu'elle fournit encore pour plus de 18 %.

Ce recul général des exportateurs européens devant les nouveaux concurrents incite à la réflexion. Le Japon et les Etats-Unis ont, dans l'ensemble, mieux réagi. Les échanges Sud-Sud ne fournissaient en 1981-1982 que 14 % des achats du tiers-monde. Même modeste et très insuffisante, une production industrielle compétitive au Sud ne peut qu'entrer en conflit avec les intérêts des fournisseurs traditionnels, surtout lorsque ceux-ci se donnent comme politique de produire pour exporter. Les systèmes productivistes du Nord devront pourtant s'accommoder de son développement.

La grande industrie est uniformisante et niveleuse ; il en résulte que les pays du tiers-monde sont beaucoup moins comparables entre eux que les pays industriels. Schématiquement, on peut distinguer parmi eux :

– *Les huit pays les plus avancés ;* activité industrielle importante à peu près complète mais très dissemblables entre eux : deux pays de taille moyenne à économie extravertie (Corée et Taiwan) ; deux villes-ateliers à forte activité de transit ; quatre pays à forte production destinée pour plus des neuf dixièmes au marché intérieur. Dans des sous-continents tels que le Brésil et surtout l'Inde, le poids de la demande interne est décisif.

(Lire la suite page 34.)

(1) Pays à économie de marché hors OCDE, d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique (Afrique du Sud exclue).

(2) Rapport annuel de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) 1983-1984 (tableaux annexes).

(3) Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ; position conservée en 1984 d'après les statistiques américaines des trois premiers trimestres.

(4) Cinquante-neuf heures par semaine en Corée pour les femmes dans les principales branches d'exportation, d'après les chiffres officiels repris par le Bureau international du travail (BIT). En fait, souvent plus de soixante-cinq heures, surtout dans les zones franches. Le temps de travail, notamment depuis 1976, a tendance à augmenter en fonction de l'effort sur les marchés extérieurs, les dépenses de la Sécurité sociale représentent une part très faible du PIB dans le tiers-monde, généralement inférieure à 5 %, et cette part n'a pas tendance à augmenter. Dans les pays industriels, ces dépenses représentent de 20 % à 30 % du PIB, et ont connu une forte augmentation en vingt ans, jusqu'en 1980.

(5) Produits manufacturés : CTCI (Classification type pour le commerce international, utilisée par les Nations unies) sections 5 à 8 sauf 68. Les métaux non ferreux et les produits des industries alimentaires n'y sont pas compris.

(6) Voir, entre autres études, Oli Havrylyshyn et Martin Wolf, *Trade Among Developing Countries*, BM : WP n° 749 (1981), et *European Economic Review* (1983).

(7) Les ventes de produits manufacturés du tiers-monde au monde industriel en 1981 couvraient 28,5 % de leurs achats, contre 19 % en 1970 ; celles de l'Asie, 76 % contre 42,5 %. Ces taux de couverture donnent une indication d'évolution plus sûre que les soldes gonflés par l'inflation et le volume des échanges.

(8) Part des produits manufacturés du Sud en 1982 : 18,2 % en Asie, 13 % au Proche-Orient et en Amérique latine, 9,3 % en Afrique (d'après l'ONU).

(9) Cela est encore plus sensible aux Etats-Unis, où l'Allemagne (de même que la Grande-Bretagne) a perdu 5 % du marché en quinze ans tandis que la position française est faible (3 %), mais stable.

* Conseiller commercial.

Le développement des échanges

(Suite de la page 33.)

– *Une quinzaine de pays en voie de développement rapide*, dont principalement quatre d'Asie du Sud-Est, le Pakistan et une demi-douzaine d'Amérique latine.

– *Les pays pétroliers* à forte demande, où les facilités de la rente pétrolière semblent avoir peu favorisé l'activité industrielle.

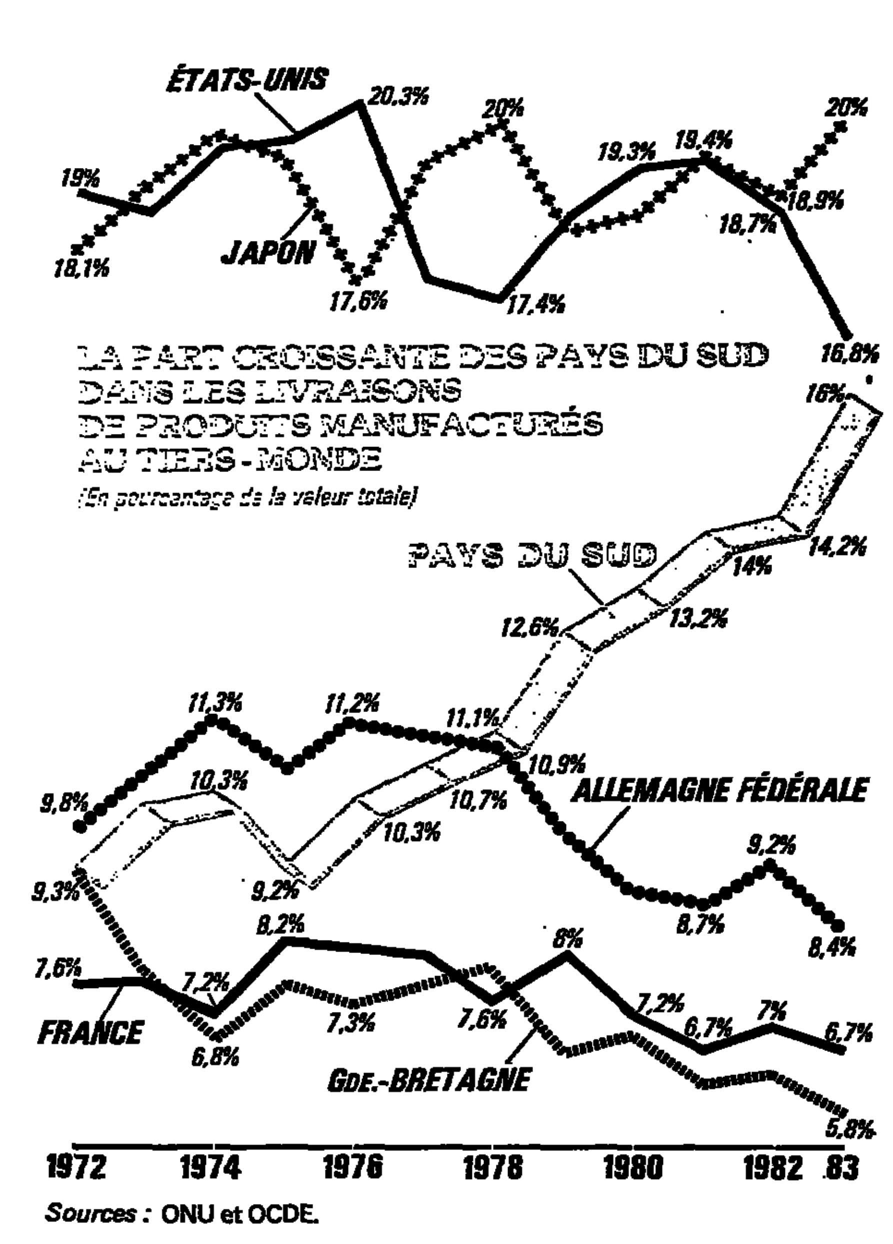
– *Plus d'une centaine d'autres pays*, généralement de petite taille, à faible production ou dépourvu d'industrie, surtout en Afrique et dans les Caraïbes.

La situation est différente selon les continents. Une tradition industrielle déjà longue existe en Amérique latine et en Asie, surtout en Inde. Un certain marché intérieur favorise le démarrage d'une activité industrielle. Les Etats très peuplés, sauf le Bangladesh, ont réussi à construire un ensemble productif déjà important. Pour les petits pays qui n'ont pas la taille suffisante, cet objectif reste très hypothétique.

Les inégalités internes sont considérables, et décisives pour le développement. Le nombre des consommateurs solvables est très éloigné, faible par rapport aux chiffres de la population réelle. Le tiers, sinon la moitié, de la population demeure à l'écart des circuits marchands, même au Brésil ou en Inde qui sont parmi les plus gros producteurs.

Il faut souligner ces diversités de taille, de ressources, de développement. L'inégalité du niveau économique a été et demeure un ressort capital des *échanges Sud-Sud tels qu'ils se sont développés* jusqu'à présent. Les courants commerciaux récents à l'intérieur du tiers-monde ont été déterminés surtout par la complémentarité entre des centres de production nouveaux assez développés et des régions démunies d'industrie ou à industrie embryonnaire. De là, des différences croissantes à l'intérieur du tiers-monde, des dépendances et hiérarchies nouvelles. *Les échanges commerciaux Sud-Sud tendent à rétablir un meilleur équilibre à l'égard du monde industriel, mais non* entre pays du Sud.

Entre grandes régions du tiers-monde, l'inégalité des flux est frappante comme le montrent déjà les grands courants d'échanges *(voir le tableau I)*. Les grands courants Sud-Sud se soldent par un déséquilibre croissant entre parties inégales. Les pays d'Asie *fournissent les trois quarts des* échanges entre grandes régions mais leurs achats couvrent 8 % de leurs *ventes*. La même situation se retrouve au niveau régional : le Brésil vend aux pays d'Amérique latine cinq fois plus de produits manufacturés qu'il n'en achète, douze fois plus en dehors de l'Argentine et du Mexique.



Sources : ONU et OCDE.

Le commerce des produits manufacturés entre pays du Sud (1)

I. – LES GRANDS COURANTS D'ÉCHANGES

RÉPARTITION EN POURCENTAGE (Total Sud-Sud = 100 %) 1970	1980	1981		IMPORTANCE EN VALEUR (En millions de dollars) 1980	1981	1982
ÉCHANGES RÉGIONAUX						
75 %	66,3 %	65 %	Total régional	24 900	28 650	27 293
35,3	37,1	35,7	Asie (*)	13 940	15 734	15 584
24	19,1	17,5	Amérique latine	7 167	7 697	5 888
5,4	8,5	10	Proche-Orient (*)	3 200	4 401	5 197
10	1,6	1,8	Afrique	592	819	624
ÉCH. INTERCONTINENTAUX						
25 %	33,7 %	34,9 %	Total intercontinental	12 661	15 391	14 227
5,9	13,2	12,8	Asie-Proche-Orient	4 959	5 632	5 615
0,5	0,8	0,7	Proche-Orient-Asie	306	318	474
10,2	8,1	8,2	Asie-Afrique	3 029	3 607	2 916
0,3	0,6	0,6	Afrique-Asie	222	278	296
3,3	5,5	5,9	Asie-Amérique latine	2 081	2 585	2 039
0,6	0,7	1	Amérique latine-Asie	248	448	495
0,7	1,8	1,8	Amérique latine-Afrique	698	801	656
–	0,1	0,1	Afrique-Amérique latine	61	78	56
–	1,1	1,1	Amérique latine-Proche-Orient	418	475	582
–	–	–	Proche-Orient-Amérique latine	16	19	16
1,1	0,9	1,8	Proche-Orient-Afrique	337	791	686
0,9	0,3	0,3	Afrique-Proche-Orient	118	154	198

(1) Produits manufacturés : Classification-type pour le commerce international (CTCI) 5 à 8, sauf 68.
Source : d'après les tableaux spéciaux des bulletins mensuels de l'ONU, mai 1984.
(*) Avec forte part de réexportations.

II. – LES GRANDS PARTENAIRES
(En millions de dollars)

Part du Sud dans les ventes (en 1981)	Pays fournisseurs	1973	1981	1982	Part du Sud dans les achats (en 1981)	Pays importateurs	1973	1981	1983
	TOTAL	6 730	45 500	42 900					
	(Chine)	(1 120)	(6 754)	(7 375)	23,2 %	Hongkong	770	4 193	3 600
31,5 %	Taiwan	720	6 334	6 000	12 %	Arab. Saoud.	–	3 458	3 817
33 %	Corée	330	6 270	6 170	18,9 %	Singapour	520	3 000	3 080
52,5 %	Brésil	430	4 780	3 530		(Chine)	(122)	(2 114)	(2 208)
18 %	Hongkong*	550	2 478	2 135	13,2 %	Indonésie	310	1 193	1 539
48 %	Singapour*	730	1 800	1 670	15,7 %	Malaisie	230	1 157	1 462
29 %	Inde	410	1 280	–	15,2 %	Argentine	140	1 123	714
31 %	Mexique	210	(1 000)	–	11,5 %	Venezuela	120	1 065	–
48 %	Argentine	420	863	822		Emirats Arabes unis	–	872	850
37,5 %	Malaisie	150	859	883		Koweït	–	667	–
41,5 %	Thaïlande	80	724	732	7,6 %	Brésil	280	663	530
	Arab. Saoud.*	–	588	–	6,2 %	Taiwan	110	660	755
39 %	Pakistan	250	545	562		Pérou	–	604	444
65,5 %	Colombie	120	530	509		Mexique	100	650	–
65 %	Indonésie	30	438	463		Thaïlande	140	601	612
	Koweït*	–	440	–					
31 %	6 pays d'Afrique du Nord	110	530	–	4 %	Corée	60	574	–
49 %	Afrique subsaharienne	140	250**			Philippines	50	494	582
					13 %	Colombie	60	470	609
					6 %	Inde	40	220**	–
					7 %	6 pays d'Afrique du Nord	250	1 180**	–
					5 %	Afrique subsaharienne	340	600**	–

Source : d'après les chiffres du GATT.
* Réexportations déduites.
** En 1978.

En tête : Taiwan, la Corée du Sud et le Brésil

LES pays les mieux placés sur le marché industriel sont aussi les premiers fournisseurs des échanges Sud-Sud. Pour les économies orientées vers les marchés extérieurs avec des capacités de production croissantes, une diversification des débouchés était possible et souhaitable. Les mesures protectionnistes des pays industriels ont accéléré le mouvement

En 1981, plus de la moitié des échanges Sud-Sud de produits manufacturés proviennent d'un premier groupe de cinq grands pays exportateurs avec, pour chacun, des montants supérieurs à 2,5 milliards de dollars. En tête Taiwan, la Corée (dépassant chacun 6 milliards de dollars) et le Brésil (4,8 milliards de dollars). Ensemble, ils fournissent près de 40 % des échanges Sud-Sud. Ils sont suivis de Singapour et de Hongkong (3 et 2,5 milliards de dollars, réexportations exclues) (10).

Livrent encore au tiers-monde pour plus de 1 milliard de dollars de produits industriels en 1981 : l'Inde et le Mexique, dont les ventes ont peu progressé.

Avec des livraisons supérieures à *500 millions de dollars, se placent* ensuite l'Argentine, dont la position s'est considérablement détériorée, la Malaisie, la Thaïlande, le Pakistan, la Colombie et l'Arabie saoudite.

Plus de 70 % des échanges Sud-Sud proviennent de ces treize pays.

Cela ne doit pas faire oublier l'apparition, comme exportateurs compétitifs dans divers secteurs, d'une nouvelle vague de pays producteurs à taux de croissance rapide, pays de toute taille (Indonésie, Philippines, île Maurice) (11). Ce fait illustre la généralisation de la production industrielle au Sud.

Quelques pays pétroliers de la péninsule arabique ont aussi fait leur apparition sur les marchés du tiers-monde. Leurs livraisons, principalement destinées aux pays voisins, comprennent une forte part de réexportations (camions, matériel de construction, biens de consommation). Mais, dès 1981, les exportations de produits fabriqués en Arabie saoudite ou au Koweït (engrais, *produits chimiques de base, matières* plastiques et divers demi-produits) sont supérieures à celles des pays africains les mieux placés. Les investissements considérables effectués depuis dix ans et les installations d'usines « clés en main » devraient rapidement faire sentir leur effet sur des marchés très divers, des textiles aux meubles, à la sidérurgie et aux télécommunications. Leurs conséquences *seront encore plus fortes dans certaines branches* pour les pays industriels. Pour profiter de matières premières à très bas prix, les plus grands groupes d'industrie chimique (Exxon, Hoechst, Mobil, ICI, Mitsubichi) transfèrent leurs productions pétrochimiques de base (urée, méthanol, éthylène, ammoniac, etc.) dans les énormes complexes d'Arabie saoudite (Jubail), du Koweït, d'Indonésie...

L'absence des pays d'Afrique fait ressortir l'inquiétant retard de ce continent. *Leurs ventes de produits manufacturés* aux autres régions du tiers-monde n'atteignent pas le dixième de leurs achats. Dans les échanges Sud-Sud, la part des échanges régionaux entre pays d'Afrique est tombée de 10 % à 1,5 %... Les pays africains les mieux placés (Maroc, Tunisie) sont orientés vers le marché européen. Aucun n'exporte au Sud plus de 300 millions de dollars de produits manufacturés. La comparaison entre les grands pays acheteurs et grands pays fournisseurs souligne le déséquilibre *(voir le tableau II)*.

La position des pays fournisseurs dépend des capacités de production mais *aussi des politiques commerciales* adoptées comme acheteurs et comme exportateurs par les pays du Sud, avec toute une panoplie de mesures, des droits de douane aux stimulants à l'exportation. Certains voient dans le montant élevé des taux de protection le principal obstacle au développement de ces échanges Sud-Sud. Excessive dans les pays avancés, cette protection est indispensable au départ de jeunes industries.

Conséquences paradoxales de politi*ques différentes : l'Amérique latine*, qui assurait en 1981 environ 55 % de toute la production industrielle du tiers-monde, était loin d'avoir une part correspondante dans les échanges (18 %). Bien que n'orientant au Sud que 30 % de leurs ventes, la Corée ou Taiwan livraient au tiers-monde une part de leur production trois fois plus forte que le Brésil ou l'Inde.

La part des échanges Sud-Sud s'est accrue dans l'ensemble jusqu'aux années de crise. Elle est souvent de l'or*dre de 50 % dans les exportations* des pays d'Amérique latine, plus forte que dans la plupart des pays d'Asie. Le rôle du commerce Sud-Sud aurait pu être considérable pour la production et les exportations des petits pays qui réussissent à s'entendre, mais la constitution d'ententes *fécondes* se révèle très délicate.

Dans les exportations des pays les *plus avancés, la part du Sud s'est* accrue jusqu'en 1981 dans des pays orientés vers les marchés industriels aussi bien qu'au Brésil où les ventes au Sud sont majoritaires (12). Il s'agit pour 70 % de ventes presque sans réciprocité à des pays de niveau différent. Les grands pays d'Asie orientent leurs ventes surtout vers les marchés pétroliers et les pays démunis d'industrie ; les livraisons des grands d'Amérique latine vont aux petits et moyens pays de la région ; le Brésil est seul à exporter en outre pour 1 milliard de dollars en Afrique et au Proche-Orient.

Les échanges entre les pays les plus avancés sont relativement faibles, avec 20 % du commerce Sud-Sud. Une fois défalquées les réexportations, leur poids est plus grand en Amérique latine que dans les économies extraverties d'Asie.

Les échanges réciproques de produits similaires ou extrêmement voisins, échanges intrasectoriels qui sont d'une telle importance entre pays industriels (plus de 50 % des échanges entre pays de la CEE), sont loin d'avoir un rôle comparable au Sud entre les pays les plus avancés. Même, entre les trois grands d'Amérique latine, *ils apparaissent dans* très peu de secteurs (pièces détachées d'électronique, d'automobile ou d'équipement mécanique) et sont très déséquilibrés (13). Plus fréquentes sont les spécialisations à l'intérieur d'une même branche, prévues par des accords bilatéraux entre pays avancés d'Amérique latine.

En Asie, sauf peut-être le cas des relations Malaisie-Singapour, dans des secteurs tels que l'électronique et les télécommunications, les productions seraient intégrées aux industries de certains pays développés plutôt qu'à celles d'autres pays du tiers-monde.


(Roger Viollet)

ZHOU ENLAI (1898-1976)

« Quels que soient les détours de l'histoire, la situation est irréversible : la lutte des peuples pour la paix, la libération nationale et le socialisme progresseront. » (1962).

La part des grands voisins dans les courants régionaux

LES échanges Sud-Sud sont encore composés pour les deux tiers *d'échanges régionaux*, part à peu près maintenue depuis cinq ans. L'importance du voisinage, des facilités de transport, des habitudes commerciales, de la langue, etc., demeure évidente pour les petits et moyens pays. Les échanges de voisinage dominent aussi largement dans les exportations des pays du Proche-Orient ou de l'Afrique subsaharienne.

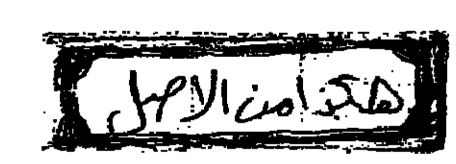
Les *échanges transocéaniques* (le tiers du commerce Sud-Sud) groupent essentiellement des échanges entre pays de niveau différent. L'ouverture des marchés pétroliers a constitué un puissant stimulant pour les échanges Sud-Sud. Les livraisons au Proche-*Orient y ont pris la première place*, passant en trois ans de 14 % à 27 %. Le Proche-Orient demeure, au Sud, le principal client de l'Inde et, pendant plusieurs années, la Corée lui destinait jusqu'à 45 % de ses ventes au tiers-monde.

Les autres courants commerciaux entre pays de niveau différent sont des échanges régionaux entre pays d'Asie ou d'Amérique latine. Ils se soldent par de considérables déséquilibres et une forte place prise par les grands producteurs dans les importations des pays *voisins. A Sri-Lanka et au Bangladesh*, près de la moitié des importations venant d'Asie sont livrées par l'Inde.

En Amérique latine, pour un cinquième du total les produits manufacturés importés sont fournis par les échanges régionaux : 7,7 milliards de dollars en 1981 : commerce dominé par les trois grands (Brésil, Mexique, Argentine), car les échanges entre petits et moyens pays n'en représentent guère que le tiers malgré les tentatives pour ouvrir des circuits commerciaux moins dépendants.

Le déficit à l'égard des trois grands pays producteurs est considérable, surtout pour les petits pays tels que l'Uruguay, la Bolivie, le Paraguay, car le Brésil et l'Argentine sont en passe d'y remplacer les pays industriels comme principaux fournisseurs. Les achats de ces trois petits pays en Amérique latine sont du même ordre que ceux de l'Argentine et du Brésil réunis ! La Colombie, le Chili, le Venezuela, qui disposent d'industries compétitives de divers secteurs, dépendent moins de leurs grands voisins. Ils leur achètent biens *d'équipement*, voitures automobiles et produits chimiques. Les pays petits et moyens avaient compris rapidement leur intérêt à se grouper entre pays de taille et de niveau économique assez proche (Pacte andin) et avaient même prévu certaines complémentarités de production industrielle. Mais les riva-

(10) Source : GATT.
(11) Banque mondiale, rapport annuel 1980-1981.
(12) Progrès du Sud-Sud en trois ans : + 8 % en Corée et au Brésil ; + 4 % à Taiwan.
(13) *Listings* (statistiques commerciales officielles détaillées) du Brésil, du Mexique et de l'Argentine.





commerciaux entre pays du tiers-monde

lités en rendent la mise au point très délicate et une grande partie des échanges entre pays partenaires (par exemple : Colombie-Venezuela) est due aux habitudes et au voisinage bien plus qu'aux *dispositions* des ententes (14).

Modèle ou caricature, le Marché commun d'Amérique centrale (MCAC) a assuré la protection des industries naissantes par des tarifs extérieurs élevés en leur réservant un marché relativement large par la suppression des barrières douanières entre pays membres. L'ouverture d'un marché de vingt millions d'habitants transformait les perspectives des entreprises des cinq partenaires et attirait les investissements américains. Les échanges internes se sont développés, souvent liés à des spécialisations (850 millions de dollars en 1980, soit 40 % de plus que les échanges internes du Pacte andin).

Mais le MCAC *est* demeuré un circuit clos, sans débouchés à l'extérieur au Sud ni au Nord pour les produits manufacturés. Les neuf dixièmes des échanges se limitent aux pays partenaires. On notera que le MCAC n'a pu se réaliser en 1960 qu'avec un accord des Etats-Unis et révision de leur attitude *pour protéger les intérêts de l'United* Fruit en Amérique centrale contre la contagion cubaine. Illustration de la façon dont certains développements des pays du tiers-monde viennent s'inscrire dans les calculs stratégiques ou économiques des grandes puissances (15).

Le rôle des multinationales et de l'Etat

LES multinationales ont, dans les échanges Sud-Sud, un rôle bien moindre que dans les échanges Sud-Nord. Elles n'en ont pas pris l'initiative, mais ont plutôt suivi le mouvement. Seules les *grandes sociétés* commerciales japonaises ont joué un rôle particulier par leurs réseaux de commercialisation qui ont facilité la diffusion des produits d'Asie dans le tiers-monde.

Les multinationales sont présentes dans les échanges Sud-Sud de façon très inégale, dans les secteurs dont elles ont le contrôle (électronique, automobile) et dans les livraisons des pays où leur position est dominante, comme Singapour, ou très forte, tel le Brésil. Leur rôle est difficile à préciser car leurs interventions sont devenues plus discrètes depuis dix ans, et souvent indirectes avec un rôle croissant des banques.

Les échanges Sud-Sud n'évoluent pas en un milieu aseptisé, réglé par les seuls équilibres d'une économie de marché. Droits de douane, barrières non tarifaires, préférences, accords financiers ou commerciaux, subventions, crédits à l'exportation, appuis financiers, *sans parler des partages occultes* de marchés, du jeu de la corruption et des décisions arbitraires : une multitude de facteurs interviennent entre l'offre et l'échange, et dans le tiers-monde plus qu'ailleurs.

L'intervention de l'Etat dans l'économie des pays réputés les plus « libéraux » (Hongkong *excepté*) est beaucoup plus forte que dans les pays occidentaux les plus dirigistes. Elle dépasse largement le choix et l'application d'une politique industrielle et commerciale. Dans les pays les plus avancés, l'Etat a été amené au moment de l'industrialisation à suppléer à l'absence ou à l'insuffisance des structures nécessaires. Il est devenu lui-même investisseur, *producteur*, *distributeur*. La part du secteur public *est* très forte mais d'une efficacité variable.

Cette action coordonnée de l'Etat dépasse les motivations économiques et le simple calcul marchand. Là où la production était déjà assurée de larges débouchés, la création d'industries de base (chimie, sidérurgie) se révélait très onéreuse et ne s'imposait pas dans l'*immédiat. Mais*, en *créant* les *conditions* d'une moindre indépendance à l'égard des fournisseurs étrangers, elle devait permettre d'autres rapports avec les pays industriels.

Les classes dirigeantes des pays d'Extrême-Orient, par exemple, ont utilisé avec lucidité la place qui leur avait été attribuée dans le système industriel et les nouvelles capacités acquises pour construire une industrie nationale, complète, expression de l'identité nationale *(voir page 31 l'article de Maurice Ikonicoff)*. Ce choix *politique était validé par un consensus* national en dépit du caractère autoritaire des régimes et de la surexploitation.

A partir de ces nouveaux secteurs de production, les principaux pays d'Extrême-Orient ont su dépasser leur production traditionnelle et la diversifier. Les industries chimiques ont permis la fabrication de demi-produits jusque-là livrés en quantité par les pays industriels aux usines locales. Les « remontées de filières », qui ont rendu beaucoup plus autonomes et plus rentables les *productions*, *reposent* sur les capacités des techniciens.

Le développement a une composante culturelle. Il reste dans l'impasse là où s'imposent les comportements traditionnels empêchant une transformation des mentalités. La formation technique et une large ouverture d'esprit sont des atouts maîtres pour les mutations économiques. Des pays neufs sont devenus compétitifs dans de nouveaux secteurs grâce à une profonde transformation de leurs avantages, principalement humains : un meilleur équipement, la restructuration *de la production auraient* peu d'effet sans les facultés d'adaptation des travailleurs et les capacités d'assimilation et de maîtrise des techniques des ingénieurs.

Briser le monopole du savoir

EQUIPEMENTS complexes, usines « clés en main », ingénierie, construction et grands travaux : dans une série de domaines qui semblaient *réservés* aux pays industriels, divers Etats du tiers-monde se sont imposés, sur les marchés du Sud, contre la concurrence internationale. Cela moins de dix ans *après la* percée de leurs biens de consommation sur le marché industriel...

Les exportations technologiques et leurs progrès récents marquent une étape nouvelle dans les rapports avec le monde industriel. En brisant le monopole du savoir, elles modifient les conditions du marché dans le tiers-monde.

Elles ouvrent en même temps un autre chapitre dans les rapports entre pays du tiers-monde. Par-delà les échanges commerciaux, elles tissent entre eux des liens d'un type nouveau. Les installations industrielles sont complétées souvent par la formation du personnel et des techniciens. La possibilité de *recourir* à des sociétés compétentes du Sud pour l'appréciation des contrats et le contrôle de leur exécution offre à tous les pays du tiers-monde un moyen de *pression*. *Le progrès de* quelques-uns constitue un facteur de libération pour tous, et un atout dès à présent. C'est en même temps la source d'inégalités encore plus fortes entre pays du Sud.

L'équipement industriel ne représente pas encore 10 % des échanges Sud-Sud, mais la diversité des matériels et machines offerts apporte la preuve de capacités polyvalentes dans une *dizaine* de pays, en *même temps* qu'une indication sur leur politique. Ils entendent ne pas se laisser enfermer dans une division internationale du travail qui les cantonnerait dans les secteurs en perte de vitesse, et ils ne se laisseront exclure d'aucune production essentielle.

L'installation d'usines « clés en main » (16) implique à la fois capacités de production, compétitivité pour une partie des équipements, maîtrise de techniques assez complexes et coordination de ces techniques. Les entreprises de neuf pays du tiers-monde au moins sont capables de prendre la responsabilité de telles opérations à l'étranger.

L'Inde satisfait à 85 % de sa demande intérieure d'équipement. Mais son énorme marché et sa politique commerciale n'ayant pas encouragé les efforts à l'extérieur, elle n'est pas dans les premiers pays du Sud exportateurs d'équipement. Malgré tout, la réputation *de son matériel*, *sa bonne* adaptation aux conditions du tiers-monde, la capacité de ses ingénieurs la placent depuis longtemps au premier rang des pays *neufs* comme fournisseur d'installations industrielles les plus diverses, livrées partout de l'Asie du Sud-Est au Proche-Orient, des pays pétroliers méditerranéens à toute l'Afrique anglophone : au total, près de moitié des ensembles fournis au Sud par les pays *neufs*.

Avec les « technologies appropriées », l'Inde propose des adaptations de techniques difficilement réalisables par les pays industriels.

De nouvelles formes de coopération entre pays du Sud sont apparues dans *le domaine* du financement. Les pays pétroliers avaient déjà apporté un soutien financier à des pays choisis. Les autres investissements dans le tiers-monde de grandes sociétés, surtout par création de filiales en plus généralement de sociétés mixtes, sont évalués à 10 milliards de dollars en des activités *diverses. Somme encore faible, mais témoignant* des interactions entre économies du Sud. Ces sociétés mixtes sont souvent conçues pour affermir un courant commercial. De nombreuses prises de participation des investisseurs de l'Inde, par exemple, s'effectuent par fournitures d'usines et d'équipements qui assurent pour la suite une préférence pour les technologies indiennes (17). Autres pays investisseurs *au sud : Corée, Hongkong, Brésil.*

La plupart des pays ont compris la nécessité de rompre l'hégémonie du savoir. Partout, ont pris naissance des bureaux spécialisés d'ingénierie travaillant au niveau local. L'Inde s'appuie sur quinze mille techniciens, dont plus de sept mille dans les cinq grandes sociétés du pays. Une cinquantaine de sociétés indiennes compétentes travaillent en Asie, en Afrique et au Proche-Orient, recouvrant l'éventail des productions indiennes et assurant jusqu'à la planification d'un pays comme la Libye. Le Brésil dispose de sociétés plus spécialisées qui se partagent l'ensemble des secteurs et travaillent surtout en Amérique latine.

En 1982, le montant des contrats Sud-Sud de bâtiment-travaux publics (BTP), dépassant 21 milliards de dollars (18), correspondait à la moitié des échanges Sud-Sud de produits manufacturés ! Dans ce domaine, les entreprises du Sud, quelques années à peine après leur apparition sur les marchés *mondiaux*, *ont pris une forte position* internationale grâce à leurs bas prix, à la fourniture de main-d'œuvre, mais aussi à leur expérience et à leurs capacités techniques.

En 1983, malgré la chute générale des commandes de bâtiment et travaux publics (BTP) dans le tiers-monde de 30 % en deux ans, les entreprises du Sud ont encore amélioré leur position (22,5 %). Elles prennent en charge les travaux les plus divers : construction de villes avec habitations, édifices publics et infrastructure, réseaux d'égouts, routes, autoroutes, ports, aérodromes, barrages, électrification de villes ou régions.

Les entreprises coréennes, malgré une mauvaise année, conservent en 1983 la deuxième place sur les marchés du tiers-monde avec des contrats dépassant 10 milliards de dollars (ces chiffres sont en moyenne deux fois plus forts que ceux des sociétés françaises, pourtant dynamiques à l'étranger dans ce secteur). D'autres pays sont également très actifs : l'Inde, avec une trentaine d'entreprises, des pays du Golfe à l'Asie du Sud-Est et à l'Afrique orientale ; le Pakistan, Taiwan, le Brésil, en Amérique latine mais aussi au Proche-Orient.

Quand l'austérité frappe des concurrents gênants

AVEC le mouvement d'industrialisation, les marchés BTP dans le tiers-monde ont pris une importance croissante, et les grandes entreprises des pays industriels sont devenues très dépendantes de leurs commandes, souvent à *plus de 50 %. Elles doivent tenir* compte de ces nouveaux concurrents ; elles soumissionnent avec eux pour des projets précis ou leur sous-traitent une partie des contrats.

Certains pays ont constaté qu'il était possible de réaliser des économies considérables en rejetant les soumissions reçues et en lançant de nouveaux appels d'offres. Signe d'un nouveau climat et de l'évolution des rapports Sud-Nord : progressivement, les pays du tiers-monde, de l'Arabie à la Colombie, prennent des mesures pour contrôler leur marché, limiter les abus de sociétés étrangères et leur imposer des conditions pour obtenir un certain partage des bénéfices :

— création d'*entreprises* locales favorisées par les autorités ;

— fragmentation des contrats pour les rendre accessibles ;

— recours obligatoire aux services locaux de transport, banques, assurances... et achats d'équipement aux *agents régionaux* ;

— recours aux firmes locales pour 40 % des travaux et rejet de toute clause obligeant le pays à commander des travaux à l'étranger.

Dans tous les domaines nouveaux et en particulier l'ingénierie, les liens avec *le monde industriel demeureront* pourtant étroits. Les grandes firmes indiennes, brésiliennes, coréennes sont très conscientes de leurs limites et éloignées de toute idée de rupture avec les économies du Nord. Pour progresser, elles recherchent avec persévérance des ententes avec les grandes sociétés industrielles, la création de sociétés mixtes sur des projets précis ou des accords plus vastes de coopération technique.

La concurrence aiguë entre firmes industrielles contribue à accélérer les transferts de techniques, qui prennent une importance décisive. Déjà le ton change. Les pays du tiers-monde font pression à ce sujet : il n'est plus question seulement de transferts mais de maîtrise assurée des techniques. Une véritable coopération technique s'impose au Nord comme condition d'accès aux marchés les plus dynamiques.

La crise a pris des formes diverses dans les différentes parties du tiers-monde. Difficultés de trésorerie et réductions d'importations presque générales ne pouvaient qu'avoir une incidence directe sur les échanges Sud-Sud.

Les pays pétroliers, inquiets de la chute de leurs revenus, échelonnent ou réduisent leurs commandes. En Afri*que et en Amérique latine*, les difficultés déjà sensibles en 1981 se sont aggravées en 1982. Le service de la dette atteint 36,6 % du montant des exportations pour l'ensemble de l'Amérique latine. Les exigences des organismes prêteurs sont intervenues au moment où la récession du monde industriel entraînait l'effondrement des cours des principales matières premières et un affaiblissement très sensible des termes d'échange. Les mesures d'austérité imposées par le FMI ont encore aggravé le recul de la demande intérieure et des échanges régionaux. Au Brésil, en 1982, la production reculait de 10 % pour l'ensemble des produits manufacturés, et, pour le gros équipement, secteur le plus touché, elle n'atteignait pas le niveau de 1975 (19).

Des signes de reprise sont manifestes en 1983 et 1984. Le fléchissement de la demande interne a orienté les producteurs *vers les marchés extérieurs* où leur compétitivité s'est affirmée en 1983. Assez paradoxalement, compte tenu des conditions de la production, la part des exportateurs du tiers-monde s'est fortement améliorée sur les marchés déprimés du Sud avec un progrès en valeur, sensible sur tous les grands secteurs, de 1,3 milliard de dollars au total. Parallèlement, ils poursuivaient leur avance sur les grands marchés industriels (*+ 9.4 milliards* de dollars).

Le Brésil, le Mexique, la Malaisie et bien d'autres ont contribué à ce mouvement en même temps que les quatre grands exportateurs d'Extrême-Orient. Les ventes à l'Asie et au Proche-Orient compensent la faiblesse du marché d'Amérique latine. Pour des pays comme le Brésil et le Mexique, les succès remarquables sur les marchés extérieurs en 1983 et 1984 sont loin de compenser la chute de leur demande intérieure. Cette extraversion rend leur économie plus dépendante encore de la conjoncture et en particulier du marché des Etats-Unis. Près des deux tiers des bénéfices de l'an dernier seront pris par le service de la dette à des conditions très éloignées des conditions



(Roger Viollet)

GAMAL ABDEL NASSER (1918-1970)

« Notre guerre contre le colonialisme fait partie de notre guerre contre le sous-développement. Notre indépendance n'a d'autre pilier que nos capacités nationales. » **(1970).**

d'emprunt. Comment ces pays peuvent-ils alors renouveler leurs instruments de production ? Pour eux, comme pour un pays tel que la France, c'est pourtant le seul moyen de ne pas être éliminés des marchés *internationaux*. Objectif ou résultat ? Les instructions du FMI aboutiraient à écarter des marchés des concurrents gênants.

Le troc comme moyen de survie

LA crise a entraîné la disparition de multiples unités de production ; les connaissances techniques et l'aptitude à les renouveler sont un atout majeur pour le redressement économique. Là où existent des industries de base et une certaine expérience industrielle, les difficultés actuelles peuvent retarder *de plusieurs années le développement*, lui imposer un autre rythme ou d'autres orientations, mais non l'arrêter.

La pénurie de devises et les difficultés de trésorerie poussent les pays du tiers-monde à explorer d'autres voies pour soutenir les échanges et éviter un recul dangereux de la production. Le troc se généralise entre pays du Sud. L'OCDE estime qu'un cinquième des échanges du tiers-monde se pratique par voie de troc.

Moyen de survie en période de pénurie, le troc est pratiqué en même temps comme une revanche contre les règles imposées par les autorités internationales. Il est abordable surtout pour les plus riches des pays pauvres capables d'offrir une gamme de produits assez intéressants : Soudan, Ghana, Thaïlande, Zaïre, Tanzanie (conserves de poissons contre implantation d'usine, maïs contre tracteurs, etc.). Les pays pétroliers sont les mieux placés pour pratiquer ou même tenter d'imposer cette forme d'échange : pétrole contre produits sidérurgiques (Iran-Turquie), contre construction d'un port (Libye-Yougoslavie), contre travaux routiers (Irak-Brésil)...

La déclaration de principe des autorités du Brésil d'accepter le paiement *en pétrole des contrats de BTP et* d'ingénierie constitue un autre signe d'impatience à l'égard des instances monétaires. Devant la faillite de l'ordre monétaire aggravée par les fluctuations imprévisibles du dollar, des réseaux d'échanges essentiels pourraient s'instaurer dans un cadre régional sur des bases non monétaires.

Une économie entièrement coupée du monde industriel n'est pas concevable sans régression catastrophique des deux côtés. Mais le système actuel est insupportable pour des pays rendus impuissants par l'aggravation du poids de la dette, la détérioration des cours et des termes d'échange, victimes de plus en plus lucides de mécanismes implacables qui ne leur apportent rien.

Les rapports actuels ne pourront pas se maintenir lorsque dans quinze ans les quatre cinquièmes de la population du globe feront partie du tiers-monde. Ainsi, contrairement à la tendance des trente années précédentes, l'importance relative des échanges pourrait être réduite, pour les pays industriels, par la multiplication de centres de pro*duction proches des principaux* marchés en expansion.

Mais un progrès coordonné de la production et des échanges dans le tiers-monde dépend d'abord d'une volonté politique commune. Cet esprit de coopération ne s'est guère manifesté. L'édification d'industries nationales correspondait à une volonté politique. Les échanges Sud-Sud se sont développés de façon pragmatique et sans horizon politique.

Les pays industriels peuvent envoyer des hommes sur la Lune, mais, dans leurs rapports avec le Sud, ils cherchent d'abord à préserver leur situation privilégiée. Ceux des pays du tiers-monde qui parviennent à se développer sont pris par leurs problèmes particuliers. Sans perspectives nouvelles, nous entrerons dans le vingt et unième siècle à reculons.

JEAN LEMPÉRIÈRE.

(14) Rapport de la Banque interaméricaine de développement, 1982.

(15) Cf. Constantine V. Vaitsos, « Crisis in Regional Economic Cooperation (Integration) among Developing Countries : A Survey ». *World Development*, 1978, pp. 719 à 769.

(16) Cf. Pierre Judet, *les Nouveaux Pays industriels*, Editions ouvrières, Paris, 1981 ; Richard Thomas, *India's Emergence as an Industrial Power (1982)*; Sandraja Lall, *Developing Countries as Exporters of Technology*, Londres, 1982.

(17) Cf. Sandraja Lall, *les Multinationales du tiers-monde*, ENR *(Engineering News Record)*, hebdomadaire, publications McGraw-Hill, diffusion à Paris : 17, rue Georges-Bizet, 75016 Paris (1983).

(18) *Ibid.*

(19) Source : *Economic Survey of Latin America* (1982), édité par les Nations unies.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

ENTRE LES BEATLES ET LE GÉNÉRAL DE GAULLE

L'histoire telle qu'on l'enseigne

Par GILBERT COMTE

SELON un projet officiel, le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, souhaite rendre à l'histoire la place éminente qu'elle n'aurait jamais dû perdre dans les programmes scolaires. L'opposition, semble-t-il, approuve et soutient sa réforme. Quand la mémoire collective faiblit pendant douze ou quinze ans, des aptitudes indispensables à sa reconstitution s'estompent avec elle. Un manuel d'histoire et de géographie, réalisé par Hachette à l'usage des classes de troisième, en administre des preuves à la limite du vraisemblable, mais cependant bien réelles et donc très alarmantes.

Rédigé sous le contrôle de M. Jean-Michel Lambin *par une dizaine de professeurs* pourvus chacun d'une agrégation ou d'un certificat dans sa spécialité, cet ouvrage collectif présente un tableau panoramique du monde entre *1914* et *1984*. Grâce à une iconographie généreuse, pittoresque, soutenue par des documents extraits de livres, de journaux, de discours, ou empruntés à la littérature, il se propose d'en fournir une description complète, vivante, fort ambitieuse, en apparente harmonie avec les efforts de M. Jean-Pierre Chevènement. Les maréchaux Joffre et Pétain, mais aussi Lénine, Trotski, Henri Barbusse, Hitler, Aragon, Céline, Mussolini, Roland Dorgelès, Streesmann, de Gaulle, Guderian, « Che » Guevara, Wolinski, Salvador Allende, Jean Boissonnat participent à la fresque, avec cent autres acteurs ou témoins du siècle, avec un éclectisme apparemment fort libéral.

Des citations puisées, suivant l'époque, dans *l'Intransigeant*, *le Temps*, *Libération*, *le Monde*, *le Nouvel Observateur*, *Tintin* ou *Mickey* inspirent cependant quelques doutes sur la méthode. Saturé, à longueur de jour, d'informations fragmentaires, contradictoires, de tapages publicitaires, où la vulgarité racoleuse le dispute au factice, un élève de quatorze à quinze ans distingue-t-il, en toute certitude, l'apparence de la réalité, l'essentiel de l'accessoire, et un texte fondamental d'images récréatives interprétées comme des preuves ?

Dates flottantes

DÈS les premiers chapitres, la profusion des circonstances et personnages qu'évoquent les auteurs impressionne le lecteur confiant. Les citations, références innombrables, étalent complaisamment des lumières encyclopédiques. Hélas ! une lecture attentive dissipe rapidement cette flatteuse impression. A la page de garde, un planisphère politique sur « le monde en 1914 » prive ainsi la France de ses comptoirs en Inde. Plus loin, l'évocation de 1925, scandée par les rythmes du jazz, les chansons de Mistinguett, Joséphine Baker, Maurice Chevalier, prête sa nostalgie au roman de Robert Brasillach *Comme le temps passe*, lorsqu'elle provient d'un autre livre du même auteur, *Notre avant-guerre*, d'un contenu très différent. La confusion paraîtra peut-être anodine, comme il semblera bénin de situer la fondation du quotidien *l'Action française* en 1903 au lieu de 1908.

Dans les cas cités, M. Michel Lambin et ses collaborateurs invoqueront sans doute la faute de frappe involontaire, l'inévitable défaillance typographique. Mais une méprise accidentelle n'explique plus rien quand les bévues se répètent, tronquent, faussent des certitudes irrécusables, fort clairement établies.

Toujours sur le planisphère en page de garde, quelqu'un de normalement renseigné *s'étonnera de découvrir qu'en 1914 l' « influence »* des Etats-Unis sur les pays sud-américains ne s'exerçait qu'à Cuba. Mais la géographie politique donne bien du tracas à nos cartographes. Page 83, ils restituent Chandernagor, Pondichéry, Karikal, Yanaon et Mahé à la IIIᵉ République, mais placent toute l'ancienne Indochine sous un régime de protectorat, quand la Cochinchine obéissait à une administration directe. Page 115, ils l'intègrent tout aussi vigoureusement dans l' *« extension maximum de l'Axe en 1942-1943 »*, alors qu'elle n'y entra vraiment qu'après le coup de force japonais du 6 mars 1945. Ailleurs, l'Espagne est classée, avec la Suisse et la Finlande, parmi les Etats non communistes demeurés en dehors du Plan Marshall. Elle ne figurait effectivement pas parmi ses premiers bénéficiaires, *en 1948, mais* profita de l'aide dès 1950, suivant le système imaginé pour les autres Occidentaux par le secrétaire d'Etat du président Truman.

Quelques pages plus loin, la légende d'une figurine déclare Staline *« à la fois chef de l'Internationale communiste, chef de l'Etat et chef du parti »*. Outre qu'en URSS le titre de *« chef »* ne s'applique à aucune responsabilité *de la hiérarchie gouvernementale*, le *successeur* de Lénine assuma seulement la dernière de ces trois fonctions comme secrétaire général du Parti communiste, et sut s'en satisfaire pour exercer sa dictature. *Même s'il contrôlait* complètement l'Internationale, il en laissa toujours la direction officielle à d'autres, très exactement Zinoviev, Boukharine, puis Dimitrov. Enfin, l'organisation du pouvoir sous son règne n'attribua jamais à quiconque la dignité ni les charges d'un *« chef de l'Etat »*. Certaines prérogatives du poste incombaient au président du présidium du Soviet suprême, en l'occurrence Michel Kalinine.

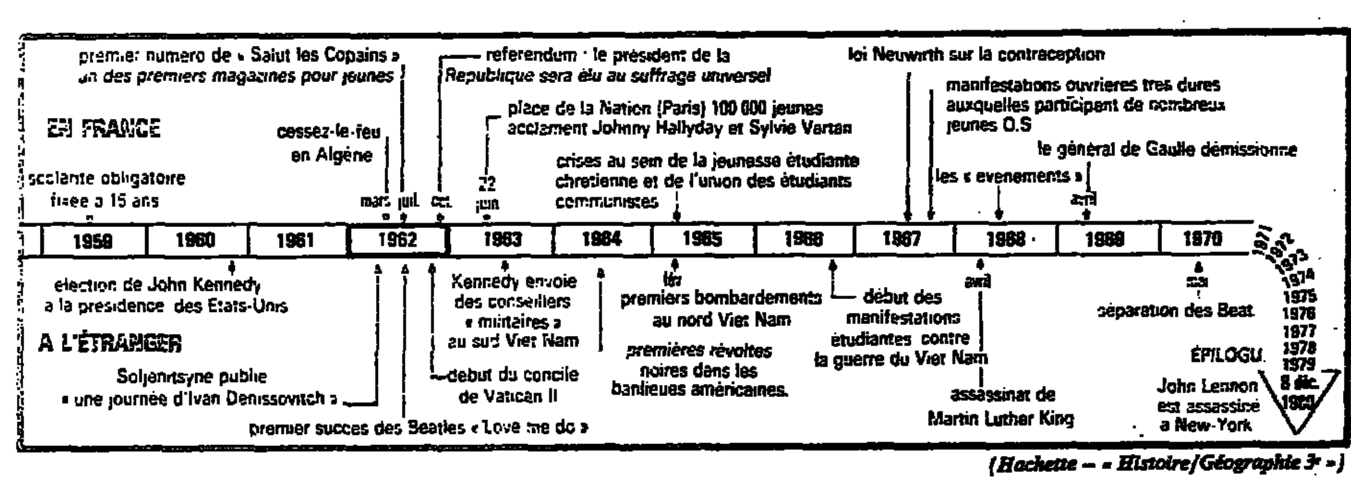
Ces approximations énoncées sans apparemment l'ombre d'un doute autorisent, bien sûr, d'autres hardiesses. La *« réhabilitation des victimes du stalinisme »* figure donc parmi les actes de Nikita Khrouchtchev, comme si *Trotski et quelques autres fantômes n'attendaient* pas toujours une justice posthume. Mais comment nos « historiens » s'y reconnaîtraient-ils sur les hommes, quand leur science hésite même sur *les dates ? Page 172*, une *référence* exacte situe ainsi le XXᵉ Congrès du Parti communiste de l'URSS en février 1956. Mais la suivante le repousse à juillet de la même année, sans explication, et en caractères gras, comme pour mieux fixer l'erreur dans les mémoires. En 1944, la Libération de Paris traverse aussi des tempêtes. Page 118, le général de Gaulle descend les Champs-Elysées sous les acclamations populaires le 26 août 1944. Mais à la 119, la légende illustrative transporte son triomphe en septembre, par un effet proprement magique.

Une « autre culture »...

L'ANCIEN enseignement de l'histoire, qualifié non sans abus de « traditionnel », familiarisait au moins l'intelligence avec la *précision chronologique. Les sentiments* pouvaient bien s'affronter sur la mort de Louis XVI. Partisans comme adversaires s'accordaient pour la situer au 21 janvier 1793.

Les nouveaux collaborateurs de Hachette s'affranchissent doucement de cette vieille discipline. Du coup, toute une hiérarchie des valeurs s'écroule avec elle, et son effondrement annonce, ou prépare, une encore plus complète confusion des esprits.

Au vingt-huitième chapitre de leur petit chef-d'œuvre, M. Lambin et ses auxiliaires dressent ainsi un tableau récapitulatif des principales étapes qui orientent la France *« vers une autre culture »*, de *1959* à *1970 (voir ci-dessous)*. En 1960, aucune affaire nationale ne les intéresse particulièrement. Ils laissent donc la case vide, malgré l'accession à l'indépendance de quatorze anciens territoires coloniaux, et la naissance d'une force de frappe nucléaire. Deux ans plus tard, en revanche, la paix en Algérie et la parution du premier numéro de *Salut les copains* leur semblent dignes de retenir, à équivalence, l'intérêt des générations futures.



(Hachette – « Histoire/Géographie 3ᵉ »)

LES ANNÉES 60

Suivant la même technique, ils sélectionnent un succès de Johnny Halliday et Sylvie Vartan place de la Nation, *en* 1963, *mais* négligent le retour des pieds-noirs, un peu plus tôt, puis la réélection du général de Gaulle à la présidence de la République en 1965. Non *sans logique*, les *affaires étrangères subissent* le même traitement. Nos professeurs annoncent le début des Beatles en 1962, mais dédaignent l'assassinat de John Kennedy puis la chute de Nikita *Khrouchtchev* en *1963* et 1964. Quant au meurtre de Martin Luther King, il entre pour 1968 dans la saga du crime avec celui du chanteur John Lennon. Un intérêt soutenu s'attache à la carrière des Beatles. En 1970, leur séparation entre dans la rubrique où figuraient en 1965 les premiers bombardements du Vietnam du Nord, sans doute en pieuse commémoration des grandes tragédies de ce siècle.

Sous ses saugrenus découpages, le manuel réunit pourtant de belles ambitions. Ses graphiques, images, commentaires, documents, mettent parfois dans de bonnes perspectives les rapports économiques entre le tiers-monde, les Etats-Unis, l'URSS et la Communauté européenne. Une page *« documents et recherches »*, sur la détérioration des termes de l'échange, éveillera certainement, chez certains élèves, le besoin de mieux connaître les vrais mécanismes du marché international. Mais ce sérieux ne dure pas. Les mutations générales, aménagements urbains, mœurs modernes, entraînent les auteurs à écraser leur jeune public sous un lourd didactisme, rempli lui aussi d'inexactitudes.

A les entendre, les famines se *« sont raréfiées » dans le vaste univers, mais ils ne* précisent pas dans quels endroits, alors qu'elles s'amplifient en Afrique depuis 1973. Une pédante allusion au retour de l'Alsace-Lorraine *dans l'Hexagone décrète les frontières* françaises *« devenues définitives »* seulement après 1918, et oublie apparemment l'annexion des mêmes départements par l'Allemagne de 1940 à 1944, *pour ne rien dire de deux* communes savoyardes reprises à l'Italie en 1945. Avant de brandir tant de faux savoir, il aurait mieux valu se renseigner.

Par l'éparpillement des sujets, l'ouvrage déconcertera bien des élèves. Conscients du risque, les auteurs le concluent donc par un lexique substantiel, qu'ils supposent capable d'en faciliter la lecture. Les mots « agro-alimentaire », « Anschluss », « apparatchik », « Bretton Woods », « Commonwealth », « dévaluation », « espace vital » défilent donc sagement, par ordre alphabétique, avec des dizaines d'autres, depuis « accroissement naturel » jusqu'à « Zaïbatsu », selon une sélection souvent mystérieuse.

Un soupçon d'ignorance colossale plane sur les adolescents d'aujourd'hui. Poussent-ils vraiment la misère *intellectuelle* jusqu'à ignorer le sens de « bas-relief », « bidonville », « futaie » ? Ces « enseignants » le redoutent, si l'on en juge d'après le soin qu'ils mettent à fignoler certaines expressions d'usage courant. Entre « surproduction » et « taylorisation », « taillis » se définit gravement comme une *« forêt formée d'arbres de faibles dimensions »*, en parfait accord avec le bon sens même... Quelques termes *historiques infligent* à nos savants beaucoup plus de peine. « Corps francs » révèle ainsi les ressources de *leur* ignorance, à raison d'une erreur par ligne.

D'après ce qu'ils en imaginent, la locution désigne une *« troupe ne faisant pas partie d'une armée régulière et souvent utilisée pour lutter contre les mouvements révolutionnaires. En Allemagne, en 1919, les socialistes au pouvoir ont créé des corps francs pour écraser les communistes (spartakistes) »*. En France, hélas ! l'état-major organisa en 1940 des groupes de choc sous le même vocable. Ils appartenaient à l'armée régulière et ne participèrent jamais à une seule *opération de police*. Dans l'Allemagne de 1919, la formation des corps francs ne résulta pas davantage d'une initiative gouvernementale. Ils se constituèrent spontanément à Berlin *dès le 16 novembre, autour d'un sous-officier* sans emploi, l'adjudant Suppe, bientôt rejoint par quelques-uns de ses supérieurs hiérarchiques. Ebert, Noske utilisèrent effectivement contre l'extrême gauche cette force qu'ils ne pouvaient dissoudre. Mais elle s'engagea aussi contre les Russes en Lettonie, contre les Polonais en Haute-Silésie.

Bonne chance, *monsieur le ministre !*

POUR passer naguère de l'auteur au public, un manuscrit transitait par les multiples *contrôles du directeur de collection*, des lecteurs et correcteurs professionnels. Si quelque bévue échappait à leur vigilance, des typographes titulaires d'un simple certificat d'études *la relevaient* aussitôt. Même chez *Hachette*, cette vérification soigneuse des textes ne s'exerce plus. La défaillance en apprend davantage que toute une enquête sur l'immense dégradation de la culture nationale. Des élèves manqueront peut-être leur examen parce qu'ils reproduiront les erreurs du livre. Cette hypothèse n'émeut pas grand monde, à en juger par le silence des parents d'élèves ou des professeurs. Leurs associations, s'agitent parfois tout autrement pour des causes moins sûres. En France, décidément, tout se produit et rien n'arrive. Un peuple et ses élites se préparent d'affreux lendemains quand la fausseté est acceptée comme l'élément ordinaire de la vie et ne suscite qu'une molle indifférence.

Dans son intention de rétablir l'histoire à sa juste place dans l'enseignement public, M. Jean-Pierre Chevènement rencontrera des *embarras inattendus, et pas toujours où il les* imagine, puisqu'ils se tiennent dans l'esprit même de certains professeurs. Enfin, bonne chance quand-même, monsieur le ministre !

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois d'avril 1985 a été tiré à 130 000 exemplaires.

